

# REVUE HISTORIQUE

80<sup>e</sup> ANNÉE — TOME CCXV — 1956

H



8964-22

2-1

4

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

CICÉRON, de Orat., II, 15.

80<sup>e</sup> ANNÉE — TOME CCXV

1956



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—  
1956

# HISTORIQUE REVUE

D  
1  
.R6  
t. 215-216  
1956

H  
9 ~~B 328 2~~  
V. 215-216



TOUS DROITS RÉSERVÉS

Mar. 10, 1958  
B.P.

## LES TENDANCES ACTUELLES DE L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE

---

La science historique repose en Allemagne sur de longues et puissantes traditions. Sans chercher ici à retracer l'évolution de cette science, peut-être convient-il d'en signaler les traits originaux qui lui ont conféré une place à part dans le mouvement général de la pensée historique au XIX<sup>e</sup> siècle. Le fait essentiel demeure l'influence persistante de Ranke, dont le mérite est, aux yeux des Allemands, d'avoir démontré le primat de la politique étrangère dans la vie des États et d'avoir opposé à l'idéal cosmopolite du XVIII<sup>e</sup> siècle les exigences de la guerre, qui obligent les peuples à tendre leurs énergies et à accroître leur puissance. Fortement marqués par l'enseignement de Ranke, à l'action duquel se combine celle de la philosophie hégélienne, de nombreux historiens allemands ont été amenés à accorder à l'État, en tant qu'instrument de puissance et source du Droit, une valeur positive, ce qui les a mis en opposition avec le libéralisme occidental. Ils se sont orientés vers une attitude politique conservatrice qui s'est exprimée par un certain attachement au passé en tant que tel et par une vive méfiance à l'égard de la philosophie du Droit naturel. Ils ont manifesté, enfin, un certain penchant pour le nationalisme, auquel ont cédé parfois les leçons d'objectivité qu'ils avaient reçues de Ranke, mais qui pouvait s'expliquer par le rôle des études historiques dans la formation de l'unité allemande. Ces diverses tendances se sont exprimées dans des œuvres où une place importante est réservée à l'« individualité » historique, s'agit-il d'un homme, d'un peuple, d'une forme de civilisation : aux essais d'explication universaliste, issus du positivisme occidental, les historiens allemands, fidèles à cet « historicisme » dont l'un d'eux, F. Meinecke, a récemment écrit l'histoire, opposent le caractère irréductible de chacun des faits du passé, « immédiats avec Dieu ».

Quel que fût le respect dont étaient entourées les grandes œuvres historiques, il apparut à la longue que certaines tendances de l'historiographie allemande faisaient obstacle à une saine compréhension du monde présent. Peu d'historiens se trouvaient, en effet, préparés à

comprendre la montée grandissante des forces du mal, le danger que comportait une politique de puissance qui ne connaissait plus de limite. D'où la cécité qu'ils ont manifestée à l'égard de mouvements comme le pangermanisme et l'hitlérisme. Il est apparu, à la suite de la dernière catastrophe, que, si l'historien allemand, enfermé jusqu'à présent dans un culte superstitieux du passé national, orienté vers d'étroits travaux d'apologétique, voulait sortir de son « ghetto », il ne le pouvait qu'en élargissant considérablement son champ d'investigation, soit qu'il l'étendit sur le plan géographique, soit qu'il fit appel à des disciplines nouvelles dont la nécessité ne s'était pas jusqu'à présent imposée à lui.

En examinant le travail qui s'est fait en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans le domaine de l'histoire moderne et contemporaine, l'on se rendra compte dans quelle mesure les historiens allemands ont rajeuni leur conception de l'histoire.

\* \* \*

L'histoire des relations internationales du xvi<sup>e</sup> siècle à nos jours — l'histoire des systèmes d'États, comme aiment à le dire les Allemands — demeure l'objet d'études nombreuses et considérées : si bien qu'il est impossible de parler pour l'Allemagne, comme pour d'autres pays, d'une crise de l'histoire diplomatique. Les dépôts d'archives de la vieille Europe, ceux de Vienne et de Paris, de Londres ou de Simancas, continuent à être explorés par les chercheurs allemands. Au cours des dernières années, il est paru d'importants travaux sur l'histoire diplomatique du xviii<sup>e</sup> siècle, dont plusieurs intéressent au premier chef la politique française d'Ancien Régime. Tandis que H. v. Srbik étudiait les possibilités de restitution de Strasbourg à l'Empire à l'époque de la paix de Ryswick<sup>1</sup>, M. Braubach démontrait dans un volume consacré aux rapports des cours de Versailles et de Vienne dans la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup> que les négociations qui avaient abouti au renversement des alliances de 1755 avaient eu une longue préhistoire, qui remontait à Louis XIV, et que le bouleversement diplomatique qui s'était produit sous l'impulsion de Kaunitz devait être mis essentiellement en rapport avec la volonté de mettre fin à la désunion du continent, attisée par l'Angleterre. Sur bien des points, les travaux de Braubach sont venus compléter ceux du regretté P. Muret. Mais il est

1. H. v. SRBIK, *Wien und Versailles 1692 1697*. Munich, 1944.

2. M. BRAUBACH, *Versailles und Wien von Ludwig XIV bis Kaunitz*. Bonn, 1952.

une figure que les historiens français ont presque systématiquement négligée, celle du prince Eugène, que Braubach, par une série de travaux d'approche, est venu éclairer d'un jour nouveau, révélant, avec son « entourage d'aventuriers<sup>1</sup> », les grands traits de sa politique européenne, son inestimable apport à la culture du baroque et à la civilisation intellectuelle de son temps. Dans un tout récent article, Braubach a souligné que sa politique a visé avant tout la consolidation de la Maison d'Autriche, recourant volontiers d'ailleurs aux maximes de la Raison d'État : Eugène fut moins le défenseur de l'idée impériale du Reich que l'ancêtre de Kaunitz et de Metternich. Par la connaissance qu'il a acquise à Bonn, où il enseigne l'histoire moderne, de la politique des Archevêques-Électeurs et des intérêts enchevêtrés des petites cours rhénanes<sup>2</sup>, Braubach s'est élevé progressivement à l'étude des grands conflits diplomatiques de l'Ancien Régime, dont il apparaît aujourd'hui comme l'un des meilleurs spécialistes.

Le champ de la recherche s'est cependant déplacé vers l'Est européen. L'attention des historiens allemands s'est spécialement portée au cours des dernières années sur les problèmes que pose l'expansion continentale de la Russie. Sans pouvoir entrer ici dans le détail, il est impossible de ne point signaler le livre de W. Mediger : *La marche de Moscou vers l'Europe*<sup>3</sup>, qui permet de se faire une idée entièrement nouvelle de la politique russe sous Élisabeth, et en particulier du rôle du chancelier Bestoujev, de l'importance du Hanovre dans la diplomatie européenne et de l'opinion de Frédéric II à l'égard de la Russie avant 1756. Si l'on tient compte des difficultés que l'historien a dû éprouver à atteindre certaines sources, un tel livre apparaît comme un véritable tour de force. Tandis que O. Kaindl s'est spécialisé, en étudiant la politique de Charles XII<sup>4</sup>, dans l'histoire de la Suède, R. Wittram apparaît comme le spécialiste des pays baltes<sup>5</sup>, W. Hubatsch comme celui de la Prusse orientale et de l'Ordre teutonique<sup>6</sup>. A l'intérêt

1. M. BRAUBACH, *Geschichte und Abenteuer. Gestalten um den Prinzen Eugen*. Munich, 1950. Cf. DU MÊME, *Prinz Eugen von Savoyen* (*Historische Zeitschrift*, t. CLIV, 1936) ; cf. aussi même revue, t. CLXXIX, 1955.

2. M. BRAUBACH, *Kurköln. Gestalten und Ereignisse aus zwei Jahrhunderten rheinischer Geschichte*. Münster, 1949.

3. W. MEDIGER, *Moskaus Weg nach Europa. Der Aufstieg Russlands zum europäischen Machtstaat im Zeitalter Friedrichs des Grossen*. Brunswick, 1952.

4. O. HAINZ, *König Karl XII von Schweden*, 2 vol. Stockholm, 1948 et 1951.

5. R. WITTRAM, *Baltische Geschichte. Die Ostseelände Livland, Estland, Kurland 1130-1918. Grundzüge und Durchblicke*. Munich, 1954.

6. W. HUBATSCH, *Eckpfeiler Europas. Probleme des Preussenlands in geschichtlicher Sicht*, 1953.

porté en Allemagne aux questions de l'Est européen correspond la fondation par l'*Osteuropa-Institut* de Munich de la revue *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, celle par l'Institut Herder de l'Université de Marbourg de la *Zeitschrift für Ostforschung*, ainsi que la publication d'une collection d'ouvrages de slavissants sous le titre *Wissenschaftliche Beiträge zur Geschichte und Landeskunds Ost-Mittleuropas*.

Les problèmes plus traditionnels, comme celui de l'unité allemande au XIX<sup>e</sup> siècle, sont-ils de ce fait abandonnés par les historiens allemands? Bien au contraire, mais les événements récents ont entraîné à leur sujet un véritable renversement des valeurs. L'œuvre de Bismarck, qu'un historien comme E. Marcks ne songeait point, il y a vingt ans, à mettre en cause<sup>1</sup>, a été l'objet de jugements sévères; et il ne reste pas grand'chose aujourd'hui de l'enthousiasme des historiens « petit-allemands », pour qui il n'y avait rien à reprendre à la construction du Chancelier de fer. L'on sait que l'attaque est venue de l'Université de Vienne, à laquelle H. v. Srbik avait consacré une longue carrière, terminée en 1952. Srbik n'a pas été seulement l'historien de Metternich, dans lequel il avait vu avant tout un homme d'État européen et dont il avait souligné les attaches avec le rationalisme de l'ère des lumières : thèses qu'est venu défendre et confirmer un nouveau tome consacré à l'homme d'État autrichien, paru après la mort de l'auteur, et dans lequel il discute les diverses interprétations historiques dont l'ère de la Sainte-Alliance a été l'objet<sup>2</sup>. Entre 1935 et 1942, Srbik avait publié, sous le titre : *L'unité allemande*<sup>3</sup>, une longue histoire des relations diplomatiques de la Prusse et de l'Autriche de 1848 à 1866, réhabilité certaines personnalités, comme celle du chancelier Schwarzenberg, et montré que le Reich petit-allemand créé par Bismarck était incapable, du fait de l'exclusion de l'Autriche, de jouer le rôle qui lui était dévolu en Europe. Srbik a inauguré une historiographie « *gesamt-deutsch* », dont l'axiome principal est que Vienne, autant que Berlin, est nécessaire aux destinées du germanisme. La même pensée inspire son dernier grand ouvrage : *Esprit et histoire de l'humanisme allemand* — véritable histoire de l'histoire<sup>4</sup> —, dans lequel sont montrées les insuffisances de tous ceux qui, après Dahlmann et Droysen, Sybel et Treitschke, se sont mis au service de la

1. E. MARCKS, *Der Aufstieg des Reichs*, 2 vol. Stuttgart et Berlin, 1936.

2. H. V. SRBIK, *Metternich. Der Staatsmann und der Mensch*. Band III : *Quellenveröffentlichungen und Literatur. Eine Auswahlübersicht von 1925-1952*. Munich, 1954.

3. H. V. SRBIK, *Deutsche Einheit*, 4 vol. Munich, 1935-1942.

4. H. V. SRBIK, *Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart*, 2 vol. Munich et Salzbourg, s. d.



conception « petit-allemande » de l'unité nationale, souvent par haine du catholicisme ultramontain. Srbik estime, d'autre part, que la monarchie des Habsbourg, loin d'être un produit du hasard, possède une mission européenne, solidaire des destinées mêmes de l'Allemagne. L'ensemble de son argumentation a été reprise par l'historien Fr. Schnabel, qui, lui aussi, estime qu'une Allemagne placée sous la direction de la Prusse n'est pas en état de subvenir aux tâches que lui impose sa situation difficile en Europe centrale. Cette Allemagne lui paraît être un concept « antihistorique », sans racines profondes dans le passé germanique. Ce ne sont donc plus les seules méthodes de Bismarck, mais le sens même de son œuvre qui est maintenant mis en cause<sup>1</sup>. Certes, une pareille interprétation est loin d'avoir universellement convaincu : selon d'autres, « la solution de 1866 avait pour elle les avantages de la clarté et de la modération<sup>2</sup> ». Cependant, l'image que l'on se fait de Bismarck s'est trouvée transformée : ce n'est plus le patriote allemand, mais l'homme d'État prussien qui passe au premier plan. Dans un récent ouvrage sur *Stein, Ranke et Bismarck*<sup>3</sup>, W. Mommsen, qui a par ailleurs si utilement contribué à la connaissance du XIX<sup>e</sup> siècle allemand, présente ces trois personnalités comme héritières de la culture du XVIII<sup>e</sup> siècle, marquées par les habitudes de fidélité dynastique, mais sans compréhension profonde pour les aspirations nationales de leurs compatriotes<sup>4</sup>.

Les efforts récemment entrepris pour organiser une « Europe » pacifique et viable ont attiré l'attention des historiens allemands, comme d'ailleurs ceux des autres pays, sur l'idée que l'on s'était faite dans le passé de la paix perpétuelle. A cet égard, le livre de K. v. Raumer sur les divers projets de paix depuis la Renaissance jusqu'à nos jours, d'Érasme à Gentz, constitue un appoint précieux à l'histoire des organisations internationales<sup>5</sup>. Plus utiles encore aux yeux de l'historien sont les publications de textes et les études, encore très insuffisantes, sur

1. FR. SCHNABEL, *Das Problem Bismarck* (Hochland, 1949) ; DU MÊME, *Bismarck und die Nationen* (Europa und der Nationalismus, Spire, 1950.)

2. G. RITTER, *Grossdeutsch und Kleindeutsch im XIX<sup>e</sup> Jahrhundert* (Festschrift für L. A. Kachler, Dusseldorf, 1950).

3. W. MOMMSEN, *Stein, Ranke, Bismarck. Ein Beitrag zur politischen und sozialen Bewegung des XIX<sup>e</sup> Jahrhunderts*. Munich, 1954.

4. Il manque cependant une biographie satisfaisante de Bismarck. L'ouvrage de l'historien E. Eyck, paru en Suisse, n'a pas, en effet, satisfait la critique allemande. C'est pourquoi l'on attend avec impatience la publication des travaux de O. Becker, professeur à Kiel, dont la mort prématurée n'a pas permis malheureusement l'achèvement.

5. K. v. RAUMER, *Ewiger Friede. Friedensrufe und Friedenspläne seit der Renaissance*. Munich, 1953.

les grands traités de paix : ainsi seulement pourront être résolus les problèmes d'équilibre ou d'hégémonie, auxquels s'est particulièrement intéressé L. Dehio, l'actuel directeur de la *Historische Zeitschrift*<sup>1</sup>. Notamment, l'influence des traités de Westphalie sur les destinées de l'Europe n'a pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble ; et cependant des indications intéressantes ont été fournies dans le récent ouvrage de H. Gollwitzer sur *Image et pensée de l'Europe*, dans lequel il est démontré que le jugement porté sur ces traités est demeuré favorable, non seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle — on connaît les opinions de N. Vogt et de l'historien J. v. Müller —, mais encore en plein XIX<sup>e</sup> siècle, avec Rotteck<sup>2</sup>. Des grands traités de paix signés entre 1648 et 1919, seul celui de Vienne a été étudié de façon approfondie par le regretté K. Griewank, jusqu'en 1953 professeur à l'Université d'Iéna, en un livre qui vient d'être réédité sur le territoire de la République démocratique<sup>3</sup>.

La même préoccupation d'aplanir les causes de la tension internationale et de faire servir l'histoire à la compréhension des peuples d'Europe a déterminé certains historiens allemands à travailler, dans le cadre de l'Unesco ou en dehors d'elle, à la révision internationale des manuels d'enseignement et à définir certaines « recommandations » au personnel enseignant. C'est ainsi que plusieurs spécialistes des questions internationales, reprenant une tentative ébauchée en 1935, se sont rencontrés à Paris, puis à Mayence, avec des collègues français et ont discuté avec eux des quarante points d'histoire contemporaine, dont la définition doit servir de base à un enseignement dénué de chauvinisme. Sous l'impulsion de G. Eckert, professeur à la Kant-Hochschule de Brunswick, les rencontres se sont multipliées entre historiens allemands et étrangers, et les résultats ont été publiés par l'*Internationales Jahrbuch für Geschichtsunterricht*<sup>4</sup>. Pour ne citer qu'un exemple, l'accord obtenu entre historiens allemands et danois sur l'épineuse question des Duchés constitue un remarquable appoint à une interprétation objective de l'histoire. Les résultats de ces travaux sont déjà passés dans plusieurs manuels, soit d'enseignement secondaire, soit d'enseignement supérieur, et il faudrait signaler en particulier ceux qu'a publiés le professeur H. Herzfeld, de Berlin, sous le

1. L. DEHIO, *Gleichgewicht und Hegemonie. Betrachtungen über ein Grundproblem der neueren Staatsgeschichte*. Crefeld, 1948.

2. GOLLWITZER, *Europabild und Europagedanke*. Munich, 1952.

3. K. GRIEWANK, *Der Wiener Kongress und die Neuordnung Europas 1814-1815*. Leipzig, 1942, 2<sup>e</sup> éd. 1954.

4. Brunswick, 1951 et 1953.



titre *Die Moderne Welt*. A cette tentative pour expurger l'enseignement de l'histoire de tout nationalisme, il faut attribuer également la publication par l'Institut d'histoire européenne de Mayence, et sous la direction d'un ancien élève de Mathiez, M. Göhring, de toute une série d'ouvrages d'histoire comparée : celui de H. O. Sieburg, qui étudie la conception qu'historiens allemands et français se sont faite réciproquement de leurs deux nations, constitue un apport appréciable à l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

\* \* \*

Après l'histoire diplomatique, c'est celle des partis politiques qui occupe la place la plus importante parmi les publications récentes. N'est-ce pas une préoccupation légitime de fournir à la jeune république fédérale et au régime parlementaire une base historique sérieuse ? Les plus grands noms n'ont donc pas hésité à apporter leur collaboration à la collection *Geschichte und Politik*, dans laquelle l'ancien député social-démocrate au Bundestag, l'historien L. Bergsträsser, vient de publier un petit ouvrage sur le développement du parlementarisme allemand<sup>2</sup>. Son *Histoire des partis politiques*, dont la dernière édition date de 1952, constitue dans ce domaine le manuel le plus utilisable<sup>3</sup>. Des groupements politiques actuels ont été désireux de remonter jusqu'à leurs origines : c'est ainsi que, dans l'espoir de trouver de lointains ancêtres au C. D. U., et en accentuant les tendances iréniques au sein des deux confessions chrétiennes, K. Buchheim, qui s'était déjà fait connaître dans l'histoire du journalisme par d'importants travaux sur la *Gazette de Cologne*, a apporté une contribution d'envergure à l'*Histoire des partis chrétiens en Allemagne*<sup>4</sup>. C'est à un véritable examen de conscience que se livre F. C. Sell dans sa *Tragédie du libéralisme allemand*, en montrant les trahisons successives de la bourgeoisie allemande à l'égard de l'idéal cosmopolite et humanitaire de l'*Aufklärung*<sup>5</sup>. Il y a une interprétation plus subjective des événements

1. H.-O. SIEBURG, *Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des neunzehnten Jahrhunderts*. Wiesbaden, 1954.

2. L. BERGSTRÄSSER, *Die Entwicklung des Parlamentarismus in Deutschland*. Laupheim, 1953. Dans la même collection *Geschichte und Politik*, on lira avec fruit les essais suivants : H. HERZFELD, *Das Problem des deutschen Heeres*, et W. MOMMSEN, *Föderalismus und Unitarismus*, etc.

3. L. BERGSTRÄSSER, *Geschichte der politischen Parteien in Deutschland*. Munich, 1952, 7<sup>e</sup> éd.

4. K. BUCHHEIM, *Geschichte der christlichen Parteien in Deutschland*. Munich, 1953.

5. F. C. SELL, *Die Tragödie der deutschen Liberalismus*. Stuttgart, 1953.

dans l'ouvrage qu'a consacré H. J. Schoeps, professeur d'histoire des religions à Erlangen, à cette « autre Prusse » conservatrice, toute différente de celle qu'a façonnée Bismarck, attachée au Droit, aux traditions chrétiennes, à l'œcuménisme confessionnel, et dont les représentants seraient Ludwig von Gerlach et l'historien Heinrich Leo ; l'on peut, en effet, se demander dans quelle mesure ces personnalités, dont la psychologie est finement traitée, sont vraiment représentatives d'un milieu<sup>1</sup>. Certains de ces travaux sur l'histoire des partis ne sont d'ailleurs pas libres de toutes préoccupations politiques. En retraçant le passé des idées conservatrices en Allemagne, H. Mühlendorf n'a-t-il pas songé à jeter les bases d'un nouveau système conservateur, reposant sur le respect empirique de la personne humaine, et d'où tout nationalisme serait exclu<sup>2</sup> ?

Il est apparu cependant aux historiens allemands qu'il ne suffisait plus, comme naguère, de décrire les grandes corporations parlementaires en s'appuyant sur leur seule idéologie. L'Allemagne s'est engagée, elle aussi, quoique tardivement, dans le domaine de la sociologie électorale. Sous l'influence de la Commission pour l'histoire du parlementarisme et des partis politiques, qui siège à Bonn, et dont l'activité a été considérable<sup>3</sup>, des travaux ont été consacrés aux élections locales dans leurs rapports avec la structure sociale et les croyances religieuses des populations. L'intérêt de ce genre d'études a été souligné en particulier par le professeur W. Conze, de Munster, qui a fait connaître les résultats obtenus dans ce domaine en France<sup>4</sup>. La publication d'une dissertation de G. Franz sur les élections au Reichstag en Basse-Saxe de 1871 à 1912, celle, dans les *Rheinisches Archiv*, de l'étude de G. Bellot sur la vie politique en Sarre au XIX<sup>e</sup> siècle constituent d'excellents points de départ<sup>5</sup>. Déjà M. Braubach fait explorer de façon systématique la région rhénane par ses élèves. Ainsi sera progressive-

1. H. J. SCHOEPS, *Des andere Preussen*. Stuttgart, 1952.

2. H. MUEHLENFELD, *Politik ohne Wunschbilder. Die konservative Aufgabe unserer Zeit*. Munich, 1952.

3. Par les soins de la *Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien* ont été publiés les ouvrages suivants : H. TIMM, *Die deutsche Sozialpolitik und der Bruch der Grossen Koalition im März 1930* ; H. G. WIECK, *Die Entstehung des C. D. U. und die Wiedergründung des Zentrums im Jahre 1948* ; H. BOOMS, *Die deutschkonservative Partei. Preussischer Charakter, Reichsauffassung, Nationalbegriff* ; G. ZWONK, *Gustav-Stresemann-Bibliographie*. Düsseldorf, 1952-1954.

4. W. CONZE, *Wahlsoziologie und Parteigeschichte (Aus Geschichte und Politik*. Düsseldorf, 1954).

5. G. FRANZ, *Die Reichstagswahlen in Niedersachsen 1871-1912*. Göttingen, 1952 ; G. BELLOT, *Hundert Jahre politisches Leben an der Saar unter preussischer Herrschaft 1815-1918 (Rheinisches Archiv, t. XLV, Bonn, 1954)*.

ment comblée une lacune dont P. Renouvin signalait l'existence dans son rapport au Congrès des Sciences historiques de 1950.

C'est tardivement aussi que l'Allemagne s'est engagée dans l'étude scientifique du mécanisme des partis politiques en tant qu'éléments constitutifs des démocraties. Jusqu'à présent, en effet, l'histoire des partis avait relevé surtout de l'analyse des doctrines politiques, le parti étant considéré avant tout comme un groupement de caractère idéologique. Certes, il y eut en Allemagne, comme ailleurs, des précurseurs dans ce domaine : de même qu'Ostrogorski et Siegfried en France, Max Weber et R. Michels avaient envisagé d'étudier les partis dans leur anatomie interne. Mais ce n'est que tout récemment que G. Leibholz, un juriste, démontrait que l'étude des partis devait être intégrée dans celle du droit constitutionnel<sup>1</sup>. La publication collective *Aus Geschichte und Politik*, que la Commission pour l'histoire du parlementarisme a offerte comme Mélanges à L. Bergsträsser, fait écho aux conceptions de M. Duverger sur l'influence des régimes électoraux dans la vie politique, ainsi qu'aux corrections apportées par G.-E. Lavau<sup>2</sup>. Des suggestions françaises, Th. Schieder, professeur à l'Université de Cologne et spécialiste de l'histoire des partis, a tiré ample profit dans l'article qu'il a consacré dans les Mélanges Bergsträsser à « la théorie du parti dans l'ancien libéralisme allemand<sup>3</sup> ». Le même historien avait posé de façon sociologique, dans un article de la *Historische Zeitschrift*, le problème de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle, en montrant que l'interprétation cyclique donnée depuis la Révolution française aux mouvements révolutionnaires — liberté, anarchie, terreur, despotisme — expliquait le scepticisme — « *der Revolutionspessimismus* » — et l'inaction de la bourgeoisie libérale<sup>4</sup>. — Bien entendu, sociologie électorale et étude des partis politiques font de plus en plus appel, en Allemagne comme ailleurs, aux recherches démographiques, qui ont pris, sans doute par suite du problème des réfugiés, une extension considérable et dont l'application à l'histoire fait le mérite de l'œuvre de W. Brepohl, directeur du Centre d'études sociales

1. G. LEIBHOLZ, *Der Strukturwandel der modernen Demokratie*. Karlsruhe, 1952.

2. *Festschrift zum 70. Geburtstag Ludwig Bergsträsser. Aus Geschichte und Politik*. Düsseldorf, 1954.

3. Th. SCHIEDER, *Die Theorie des Partei im alteren deutschen Liberalismus (Aus Geschichte und Politik, Düsseldorf, 1954)*.

4. Th. SCHIEDER, *Das Problem der Revolution im XIX<sup>e</sup> Jahrhundert (Historische Zeitschrift, t. CLXX, 1950)*, et, DU MÊME, *Das Verhältnis von politischen und gesellschaftlichen Verfassung und die Krise des bürgerlichen Liberalismus (Ibid., t. CLXXVII, 1954)*. Schieder s'est préoccupé principalement d'étudier dans quelle mesure le libéralisme pouvait être regardé comme une doctrine de classe.

de Dortmund et spécialiste de la question du peuplement de la Ruhr<sup>1</sup>.

\* \* \*

L'histoire économique et sociale a été pratiquée de longue date en Allemagne. Elle possède, dans le périodique *Vierteljahrshefte für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, un organe de grande classe, auquel il faut ajouter depuis peu la *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, spécialisée dans les questions d'occupation du sol.

Dans ce domaine, les résultats les plus remarquables ont été obtenus dans la présentation de certains « types » sociaux illustrant la vie matérielle et morale de toute une époque : O. Brunner dépeignant dans Helmhard von Hohberg un représentant de la noblesse autrichienne à l'âge du baroque dans l'ensemble de son activité économique, militaire et intellectuelle<sup>2</sup> ; E. P. Schramm retraçant, à propos des familles hambourgeoises Ruperti et Merck, les grandes étapes de l'histoire hanséatique au XIX<sup>e</sup> siècle, envisagée du point de vue politique, social et colonial<sup>3</sup>. En dehors de ces monographies « typiques », dont le choix dépend d'ailleurs le plus souvent de la découverte fortuite d'archives familiales, l'accent a été mis par les historiens économistes sur l'histoire des firmes industrielles ou commerciales. Après H. Corsten, W. Treue, qui enseigne l'histoire sociale à Göttingen, a souligné en 1951 l'intérêt de ces recherches pour les lecteurs de la *Historische Zeitschrift*<sup>4</sup> et, dans un long article méthodologique des *Vierteljahrshefte für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* de 1954, définit l'état de la question. La plus importante contribution dans ce domaine a été la publication des *Biographies économiques rhéno-westphaliennes*, dont le tome V a paru en 1953, et dont le moindre mérite n'est pas d'avoir donné une place capitale au facteur humain, au rôle personnel des grands entrepreneurs dont les puissantes réalisations dépendent souvent des plus menues contingences<sup>5</sup>. S'inspirant enfin des travaux

1. Sur les études de démographie en Allemagne, il est paru un article de G. MACKENROTH, État actuel des recherches démographiques en Allemagne, dans la revue *Population*, 1952, n° 2. Parmi les études de W. Brepohl, l'on se reportera surtout à l'article : Vom Werden der industriellen Daseinsform (*Beiträge zur Soziologie der industriellen Gesellschaft*, Dortmund, 1952).

2. O. BRUNNER, *Adeliges Leben und Europäischer Geist. Leben und Werk Wilf Helmhards von Hohberg 1612-1688*. Salzbourg, 1949.

3. P. E. SCHRAMM, *Hamburg, Deutschland und die Welt*. Hambourg, 1952.

4. W. TREUE, Firmengeschichte (*Historische Zeitschrift*, t. CLXXII, 1951). Cf. l'article de H. CORSTEN, Hundert Jahre deutscher Wirtschaft in Fest- und Denkschriften (*Historische Zeitschrift*, t. CLX, 1939).

5. *Rheinisch-Westfälische Wirtschaftsbiographien*, 5 vol. Munster, 1931-1953.

français sur cette matière, M. I. Elsass a jeté les bases d'une histoire des prix et des salaires avant l'ère capitaliste<sup>1</sup>.

Si développée que soit aujourd'hui l'étude des faits économiques et sociaux, les historiens allemands — du moins ceux qui vivent dans l'Allemagne occidentale — restent comme par le passé hostiles à une explication déterministe des faits historiques. Ils estiment que la réduction de l'histoire à ses données économiques et sociales constituerait une dangereuse simplification ; que la recherche des « structures », au détriment des motifs spirituels ou des passions collectives, aboutirait à une falsification de l'histoire. Cet état d'esprit apparaît en particulier dans le domaine de l'histoire des relations internationales, où le rôle de l'homme d'État apparaît toujours aux Allemands comme essentiel<sup>2</sup>. Est-il étonnant que dans ces conditions un livre comme celui de W. Hallgarten sur l'*Impérialisme avant 1914*<sup>3</sup> ait été accueilli avec les plus extrêmes réserves ? Que cet auteur ait cherché à donner une « interprétation sociologique » des manifestations essentielles de cet impérialisme ; que l'administration de la Wilhelmstrasse sous Hohenlohe et Bulow ait été réduite par lui « à un agrégat d'intérêts maritimes, industriels et agrariens » ; que le ministère des Affaires étrangères ait été défini comme « la façade capitaliste de l'État féodal prussien » : voilà ce qui est apparu comme une monstrueuse caricature de la réalité. Certes, les partisans d'une « étude sociologique de l'impérialisme » ont pu établir entre les faits économiques et financiers d'une part, les faits politiques de l'autre, des rapprochements habiles ; mais l'explication « monocausale » les a amenés à isoler systématiquement certains facteurs au détriment d'autres, dont il est impossible de ne pas tenir compte.

La même méfiance apparaît à l'égard du matérialisme historique, en tant qu'explication des révolutions européennes, et en particulier de celles de 1848. Non que, dans les ouvrages qui ont célébré le cente-

1. M. I. ELSSASS, *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland vom ausgehenden Mittelalter bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts*. Leiden, 1946.

2. L'importance du facteur personnel dans l'interprétation des faits d'histoire diplomatique demeure, en Allemagne, considérable. Il n'est pas besoin d'en donner d'autre preuve que les discussions passionnées qui continuent à se dérouler autour de l'amiral v. Tirpitz, dont la responsabilité personnelle a été fortement soulignée par R. STADELMANN (*Die Epoche der deutsch-englischen Flottenrivalität, Deutschland und Europa*, Laupheim, 1948), alors que des interprétations sensiblement différentes sont fournies par W. HUBATSCH, dans la *Festschrift für S. A. Kaehler* (Dusseldorf, 1950), et O. BECKER, dans la *Festschrift für G. Riner* (Tübingen, 1950).

3. W. HALLGARTEN, *Imperialismus vor 1914*, 2 vol. Munich, 1951. Cf. comptes rendus de F. BORKENAU, dans *Aussenpolitik*, III, 1952, et de W. CONZ, dans *Historische Zeitschrift*, t. CXXV, 1953.



naire de ces révolutions, les facteurs économiques et sociaux aient été négligés : l'intérêt de l'ouvrage que le regretté R. Stadelmann a consacré à la révolution allemande de 1848<sup>1</sup> est d'avoir examiné, de façon plus précise que ne l'avait fait V. Valentin, les rapports de classes entre elles. Mais Stadelmann n'a pas pensé que la révolution ait pu sortir d'un certain « état » économique et social, puisque l'immense majorité de la classe laborieuse d'alors, composée d'artisans, loin d'éprouver le désir d'une révolution, communiait dans un attachement rétrograde pour le régime corporatif. La révolution de 1848 ne saurait être interprétée comme une manifestation de la lutte des classes. Il n'y avait pas non plus en 1848 de malaise social susceptible de déclancher une révolution : le niveau de vie des masses s'était constamment élevé, selon l'auteur, depuis 1815. Si la révolution a entraîné avec elle toutes les classes de la société, c'est au nom de revendications politiques communes et du fait de l'hostilité générale à l'égard d'un État bureaucratique et militaire : « Ce fut une crise de confiance qui fut la cause profonde de la révolution. » Ses raisons sont donc d'ordre idéologique.

\* \* \*

Ce serait donner une idée entièrement fausse de l'historiographie allemande d'après-guerre que d'en limiter l'exposé à ces quelques ouvrages d'érudition. Une fraction importante de l'activité des historiens allemands se trouve, en effet, placée sous le signe de la seconde guerre mondiale et de l'écroulement du régime hitlérien. De telles catastrophes ne pouvaient pas être sans conséquence pour le renouvellement de la pensée historique. Elles ont orienté les études dans deux sens : d'une part, vers la recherche des causes et des incidences de la crise hitlérienne ; d'autre part, vers une révision générale des valeurs sur lesquelles avait vécu jusqu'alors l'intelligence allemande.

« Écrire l'histoire de notre époque correspond à un devoir », affirmait H. Rothfels dans l'article programmatique des *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*. La même préoccupation, qui avait été celle des Allemands, au lendemain de la première guerre mondiale, d'étayer par des études historiques leur protestation contre l'accusation d'avoir été les uniques responsables, les a amenés, dès l'issue de la seconde guerre mondiale, à se pencher sur l'histoire des trente dernières années, non point certes cette fois pour innocenter le régime au pouvoir, mais dans

1. R. STADELMANN, *Soziale und politische Geschichte der Revolution von 1848*. Munich, 1948.

l'espoir de démontrer que le peuple allemand n'était pas solidairement responsable de la catastrophe. L'Allemagne ne devait-elle pas se sentir visée par la thèse soutenue par de nombreux historiens étrangers, qui voyaient en elle « l'unique délinquant de la société européenne » ? Pouvait-elle accepter que l'hitlérisme fût considéré comme l'expression suprême, le point d'arrivée nécessaire de la culture allemande et que de ce fait l'on interdît au peuple allemand tout espoir de réintégrer jamais la communauté européenne, toute participation à une civilisation reposant sur la dignité et la liberté humaine ? La seule réponse qui pût être opposée à de pareilles accusations était la suivante : l'Allemagne ne doit pas être confondue avec l'hitlérisme.

Pour concentrer et subventionner les travaux sur l'histoire de la période 1919-1945 se sont rapidement constitués toute une série d'organismes : Centre de recherche pour l'histoire de Hambourg de 1933 à 1945 ; Centre de recherche de l'Institut pour le droit des peuples à Göttingen ; Institut allemand pour l'histoire de l'époque national-socialiste à Munich ; Institut pour la science politique de Berlin-Dahlem ; Institut pour l'histoire contemporaine de Munich. C'est ce dernier Institut qui édite, depuis 1953, sous le titre *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* et sous la direction de deux professeurs à l'Université de Tübingen, H. Rothfels et Th. Eschenburg, la contribution la plus importante à la connaissance du monde contemporain. Très différente des anciens *Berliner Monatshefte*, qui avaient adopté un ton de propagande fort déplaisant, cette revue se fait remarquer par son objectivité et son souci d'éviter les polémiques. Que son intérêt se soit porté tout particulièrement sur les questions touchant la Russie soviétique ou l'Europe balkanique, cela correspond au souci de l'historiographie allemande d'élargir son champ d'investigation<sup>1</sup>.

Il n'est pas possible de rendre compte ici de la multitude des travaux entrepris sur l'Allemagne contemporaine, dont beaucoup sont d'ailleurs encore en cours<sup>2</sup>. Les plus caractéristiques portent, bien entendu, sur l'histoire de la résistance allemande à l'hitlérisme. Le premier ouvrage de fond sur la question, édité aux États-Unis dès 1948, fut celui de H. Rothfels, alors professeur à l'Université de Chicago, dont l'intérêt fut de révéler que cette résistance n'était pas le fait d'une petite clique de mécontents, mais qu'elle s'était étendue aux couches

1. L'Institut pour l'histoire européenne de Mayence a également publié des études sur l'histoire toute contemporaine, en particulier U. EICHSTADT, *Von Dollfus zu Hitler. Geschichte des Anschlusses Österreichs 1933-1938*. Mayence, 1955.

2. Le lecteur qui voudra connaître le détail des travaux entrepris devra se reporter aux bibliographies publiées, en fin de livraison, par les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*.

les plus diverses de la population<sup>1</sup>. Tandis que le journal *Das Parlament* signalait, dans son numéro spécial du 20 juillet 1952, l'intérêt d'une enquête systématique sur ce sujet, paraissait l'ouvrage de E. Zeller : *L'Esprit de la liberté*<sup>2</sup>, qui dépeignait, en s'appuyant sur des témoignages vécus, les principales personnalités qui avaient participé à l'attentat du 20 juillet 1944, en particulier celle de Stauffenberg, ainsi que les foyers de résistance d'où cet attentat est sorti. A la connaissance des milieux militaires ont servi les études de W. Foerster sur l'opposition de Beck<sup>3</sup>, de H. Foertsch sur les accusations lancées contre Fritsche afin de le perdre<sup>4</sup>, de W. Görlitz sur l'État-Major allemand<sup>5</sup>. Dans un compte rendu d'ensemble sur les travaux et les mémoires relatifs à la résistance allemande<sup>6</sup>, M. Braubach s'est efforcé de dégager certaines conclusions d'ordre général : il a pu démontrer que l'effort pour renverser Hitler, dont on peut suivre l'évolution de 1937 à 1945, ne fut pas le fait d'une classe déterminée ; qu'on ne peut l'attribuer ni à l'initiative de la bourgeoisie ni aux aspirations de classe des socialistes ; qu'il ne fut pas non plus un prononciamiento militaire, moins encore une tentative de soulèvement populaire ; il s'explique, comme l'a noté E. Jünger dans ses carnets, par un « état de révolte contre l'injustice et la barbarie ». Il n'en reste pas moins, comme le constate Braubach, que la conjuration du 20 juillet reposait sur des bases trop fragiles pour avoir quelque chance de succès. Dans son récent ouvrage : *Carl Goerdeler et le mouvement allemand de résistance*<sup>7</sup>, G. Ritter, professeur à l'Université de Fribourg, a repris le problème de l'opposition à l'hitlérisme, dont il étudie avec précision les divers aspects, et qu'il porte sur le plan de l'éthique ; il existe, en effet, selon l'auteur, des exigences morales qui rendent caducs le devoir vis-à-vis de la patrie et le respect de la parole jurée. Mais de quelle nature sont ces exigences ? A quelle condition la trahison devient-elle un devoir ? Ce furent là les questions que se posèrent, en ces années dramatiques, ceux qui, autour de l'ancien maire de Leipzig, ont espéré épargner à l'Allemagne son complet anéantissement.

Pour faire la preuve d'une rupture définitive avec les méthodes du

1. H. ROTHFELS, *Die deutsche Opposition gegen Hitler. Eine Würdigung*. Crefeld, 1949.

2. E. ZELLER, *Geist der Freiheit. Der Zwanzigste Juli 1944*. Munich, 1952.

3. W. FOERSTER, *Ein General kämpft gegen den Krieg. Aus nachgelassenen Papieren des Generalstabschefs Ludwig Beck*. Munich, 1949.

4. H. FOERTSCH, *Schuld und Verhängnis. Die Frisch-Krise im Frühjahr 1938 als Wendepunkt in der Geschichte der nationalsozialistischen Zeit*. Stuttgart, 1951.

5. W. GOERLITZ, *Der deutsche Generalstab. Geschichte und Gestalt 1667-1945*. Munich, 1950.

6. M. BRAUBACH, *Der Weg zum 20 Juli 1944. Ein Forschungsbericht*. Cologne, 1953.

7. G. RITTER, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*. Stuttgart, 1954.



national-socialisme, il ne suffisait pas de réhabiliter la résistance allemande à l'hitlérisme ; il fallait encore démontrer que l'Allemagne était disposée à faire son examen de conscience, à repenser son histoire et à réviser l'image qu'elle se faisait de son passé<sup>1</sup>. On sait qu'au lendemain même de la chute de Hitler, l'illustre Meinecke avait cru devoir reprendre la plume pour exposer dans sa *Catastrophe allemande* les réflexions que lui suggérait l'effondrement de son pays, dont il cherchait les lointaines origines dans l'abandon des disciplines de l'humanisme goethéen<sup>2</sup>. Il est particulièrement réconfortant de constater que la *Historische Zeitschrift* se soit ouverte à ce travail indispensable de révision et qu'au cours des livraisons de ces dernières années elle ait fait une large place aux interprétations qui prévalaient à l'étranger sur certains aspects de l'histoire allemande. Quelques exemples feront comprendre les préoccupations qui animent aujourd'hui certains historiens allemands. Dans un article sur Ranke et l'Impérialisme allemand, L. Dehio<sup>3</sup> signalait en 1950 comment de nombreux historiens, depuis Max Lenz jusqu'à Erich Marcks, ont utilisé la doctrine du Maitre sur l'idée d'équilibre européen pour justifier la politique allemande à l'égard de l'Angleterre avant 1914, puis à l'égard de la France entre les deux guerres mondiales. Dans un tout autre ordre d'idées, retraçant les grandes lignes de l'histoire politique du protestantisme allemand au XIX<sup>e</sup> siècle, F. Fischer<sup>4</sup> n'hésitait pas à montrer comment celui-ci, en se faisant l'allié des forces de réaction, avait trahi progressivement sa mission sociale et religieuse. De son côté, H. Holborn, traitant de l'Idéalisme allemand sous l'éclairage de l'histoire sociale<sup>5</sup>, analysait avec une grande objectivité les raisons profondes qui ont amené l'Allemagne à suivre dans son histoire un cours différent de celui des grands États occidentaux. Ainsi s'effondrent peu à peu certaines idoles, qui paraissaient naguère inébranlables, tandis que des points de vue nouveaux se font jour, dont l'historiographie allemande n'avait pas encore tenu compte. A l'actif de ce travail de révision, il faut mettre enfin l'introduction dans certains ouvrages anciens de préoccupations nouvelles : dans la cinquième édition de son *Histoire*

1. Cf. *German History. Some new German Views*. Edited by Hans KOHN. Boston, 1954.

2. F. MEINECKE, *Die deutsche Katastrophe*. Wiesbaden, 1946. Cf. aussi C. H. MUELLER-GRAAF, *Irrweg und Umkehr, Betrachtungen über das Schicksal Deutschlands*. Stuttgart, 1948.

3. L. DEHIO, Ranke und der deutsche Imperialismus (*Historische Zeitschrift*, t. CLXX, 1950).

4. F. FISCHER, Der deutsche Protestantismus und die Politik im XIX<sup>e</sup> Jahrhundert (*Ibid.*, t. CLXXI, 1951).

5. H. HOLBORN, Der deutsche Idealismus in sozialgeschichtlicher Beleuchtung (*Ibid.*, t. CLXXIV, 1952).

constitutionnelle de l'Allemagne du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours, F. Hartung<sup>1</sup>, l'illustre spécialiste de l'histoire des institutions, s'est montré infiniment plus sévère à l'égard de l'œuvre des Hohenzollern, et surtout de cette noblesse territoriale de Prusse qui a rendu impossible la transformation du pays en un État moderne. De même, les récentes études de Hartung sur l'administration prussienne tendent à montrer le danger qu'a constitué pour la Prusse la politisation de son corps de fonctionnaires, étroitement inféodés au parti conservateur, et qui ont de ce fait perdu la confiance de la population allemande<sup>2</sup>. La maîtrise avec laquelle F. Hartung domine les problèmes d'institutions des monarchies d'Ancien régime est attestée, récemment encore, par son article de la *Historische Zeitschrift* sur le Despotisme éclairé, qu'il présente comme un affaiblissement de la Monarchie absolue<sup>3</sup>.

Définir ce qui peut être légitimement sauvé de l'héritage national : telle est la préoccupation essentielle à laquelle correspond l'œuvre de G. Ritter depuis la chute du régime hitlérien. Et c'est ce souci qui l'a amené à aborder de front le problème du militarisme, dont la compréhension exacte permet seule de définir ce qu'il faut comprendre par le nationalisme agressif de l'Allemagne. S'il est vrai que le militarisme n'est pas autre chose que la prépondérance des considérations militaires dans le gouvernement des États, ce n'est point, selon Ritter, la tradition politique de la Prusse, mais l'esprit démocratique dont s'est imprégné la Prusse depuis la Révolution française qui est responsable de ses excès en Allemagne. Donnant de cette thèse une démonstration complète dans son livre *L'Europe et la question allemande*<sup>4</sup>, puis dans la dernière édition de son *Frédéric II*<sup>5</sup>, Ritter a montré que l'Unique n'a jamais mené que des guerres de cabinet, avec des moyens et des fins limités, sans passion et sans haine, contrôlant sa volonté de puis-

1. F. HARTUNG, *Deutsche Verfassungsgeschichte vom XV Jahrhundert bis zur Gegenwart*. Stuttgart, 1950, 5<sup>e</sup> éd. ; cf. DU MÊME, *Deutsche Geschichte 1871-1919*. Stuttgart, 1952.

2. F. HARTUNG, *Studien zur Geschichte der preussischen Verwaltung*. III Teil : *Zur Geschichte des Beamtentums im XIX und XX Jahrhundert*. Berlin, 1948. Il serait injuste de ne pas citer, dans cette étude, les ouvrages sur l'histoire des institutions qui sont sortis de l'école de Hartung ou de Hintze, d'autant plus que beaucoup procèdent d'un état d'esprit très intéressant. H. HAUSSHERR, *Verwaltungseinheit und Ressorttrennung vom Ende des XVII<sup>e</sup> bis zum Beginn des XIX<sup>e</sup> Jahrhunderts* (Berlin, 1953), a étudié les départements ministériels d'Ancien Régime, montrant comment l'on est passé d'une organisation régionale à une division logique des compétences. H. HEYTER, *Die deutsche Selbstverwaltung im XIX<sup>e</sup> Jahrhundert* (Stuttgart, 1950), démontre que les institutions communales et provinciales n'ont été le plus souvent en Allemagne qu'un « Ersatz » à une véritable démocratie.

3. F. HARTUNG, *Der aufgeklärte Despotismus* (*Historische Zeitschrift*, t. CLXXX, 1955).

4. G. RITTER, *Europa und die deutsche Frage*. Munich, 1948.

5. G. RITTER, *Friedrich der Grosse. Ein historisches Profil*. Heidelberg, 1954, 3<sup>e</sup> éd.

sance par l'exercice de sa raison, cherchant seulement une situation meilleure au sein d'un concert d'États dont il ne cherchait pas à détruire l'équilibre. La guerre n'était à ses yeux qu'un « instrument » de la politique et, en aucun cas, il ne saurait être assimilé aux « militaires » modernes. Il était si éloigné de penser à la « guerre totale » qu'il voulait que la population civile ne ressentit à peine les conséquences des hostilités. Dans son livre *La science de l'État et la technique militaire*<sup>1</sup>, très récemment paru, Ritter a souligné, au contraire, comment a agi de façon nocive sur l'Allemagne l'idéologie nationale et libérale issue de la République française. C'est elle qui a transformé la guerre en « croisade » contre un ennemi détesté, dont on poursuit par tous les moyens la destruction totale. A cet égard, combien dangereuses ont été les réflexions sur la guerre d'hommes comme Gneisenau, Stein et Arndt, qui se croyaient les instruments de la Providence dans la lutte que menait l'Europe contre l'Ogre ! Dans l'État-Major de Blücher, ces « jacobins prussiens » ne songeaient point à rétablir l'équilibre des puissances, mais à se venger d'un ennemi héréditaire et à l'anéantir. C'est de cette période que date cette conception de la guerre, qui fait de celle-ci l'expression des forces morales et intellectuelles d'un peuple, conception à laquelle Moltke lui-même ne fut pas indifférent. Mais, alors que le libéralisme n'avait pas eu de doctrine militaire, il a appartenu au réalisme bismarckien de renouer, mais cette fois dans l'intérêt de l'Allemagne entière, la tradition de Frédéric II. Comme l'avait déjà montré Ziekurch, Bismarck s'est manifesté comme le dernier des grands hommes d'État de « cabinet », refusant de se laisser entraîner dans la guerre par l'exaltation nationale, considérant celle-ci comme un instrument de sa politique, dont il reste maître de limiter l'usage et la durée, sachant arrêter le combat dès que l'intérêt général l'exige. Cette théorie de la guerre l'a mis constamment en opposition avec Moltke, dont la psychologie constitue — même après les travaux de R. Stadelmann<sup>2</sup> — l'un des principaux attraits du livre de Ritter. La rivalité entre le Chancelier et le chef d'État-Major posait, en effet, la question cruciale : la guerre doit-elle être menée selon sa logique propre, c'est-à-dire en vue de la destruction totale de l'adversaire, ou doit-elle être subordonnée au primat de la politique ? Que Bismarck n'ait jamais laissé aux « techniciens » militaires la définition des buts de guerre et qu'il ait fait prévaloir la raison d'État sur le principe

1. G. RITTER, *Staatskunst und Kriegshandwerk. I : Die altpreussische Tradition (1740-1800)*. Munich, 1954.

2. R. STADELMANN, *Moltke und der Staat*. Crefeld, 1950.

de la « guerre totale », constitue, selon Ritter, l'un de ses titres de gloire. Malheureusement, le primat de la politique n'a pas survécu à Bismarck : ce fut le grand malheur de l'ère wilhelmienne que l'abandon aux techniciens militaires des décisions politiques, ce dont l'exemple de Ludendorff montra la nocivité.

Qui assista au vingt-deuxième Congrès des historiens allemands à Brême en septembre 1953 et qui entendit la communication de Ritter sur le problème du militarisme en Allemagne<sup>1</sup> ne peut pas mettre en doute le retentissement profond de ces idées auprès de l'intelligence allemande. La pensée de Ritter vient, en effet, au-devant d'une double préoccupation du peuple allemand, d'abord de retrouver dans son passé des éléments de certitude et d'espoir, ensuite de s'assurer que le national-socialisme, loin de constituer, comme il a été prétendu, la « quintessence » de l'histoire nationale, fut en réalité un accident, aussi « inattendu » que le fascisme italien ou la dictature bolchévique en Russie. « J'estime, écrit Ritter en conclusion à son ouvrage sur l'*Europe et la question allemande*, que l'affirmation mille et mille fois répétée, selon laquelle le peuple allemand se serait précipité dans la tyrannie hitlérienne en vertu d'une aptitude particulièrement développée à l'obéissance, en vertu d'une disposition héréditaire à une soumission servile, est plus que douteuse. L'histoire de l'Allemagne renferme certes des exemples de servilité à l'égard du pouvoir, aussi bien de la part d'individus isolés que de la masse, mais aussi des témoignages d'indépendance et de courage inébranlable — exactement comme les autres peuples. Si l'histoire allemande présente au XIX<sup>e</sup> siècle des cas moins nombreux de révolution que la France, ... il y a lieu de se demander s'il faut l'attribuer à une disposition innée ou acquise pour la servilité, et non pas plutôt à ce que les Allemands avaient moins de raison que les Français à se révolter contre l'autorité monarchique<sup>2</sup>. » Certes, la pensée de Ritter a soulevé de nombreuses objections, et celles-ci ne lui ont été épargnées ni dans les milieux conservateurs ni par les communistes de la République démocratique. Comment, en effet, si l'on cherche à laver les traditions prussiennes du reproche de militarisme, rendre compte de la puissance de la caste militaire et de son influence indéniable sur les destinées de la nation ? Comment nier que l'Allemagne, du fait de la considération sociale dont jouit cette caste, n'ait été plus disposée que les États occidentaux à accepter en 1914

1. G. RITTER. Das Problem des Militarismus in Deutschland (*Historisch Zeitschrift*, t. CLXXVII, 1954).

2. La citation est empruntée à la page 194-195.

l'éventualité de la guerre? Mais ces critiques n'atténuent pas la portée psychologique de l'œuvre de Ritter. Conscient du devoir de l'historien à l'égard de la nation, Ritter a voulu réhabiliter certaines grandes figures de l'histoire nationale : en soulignant notamment l'imposture qui avait permis à Hitler de se placer, lors de la cérémonie de Potsdam du 21 mars 1933, sous le signe des hommes d'État prussiens, et en particulier de Frédéric II, il a contribué à relever la confiance du peuple en lui-même et à distinguer sa propre histoire de celle de ses éphémères tyrans. Il a, par conséquent, dans la mesure de ses moyens, appris aux Allemands à surmonter l'indifférence sceptique à laquelle, après tant d'épreuves, ils n'étaient que trop enclins et leur a montré que l'hitlérisme, loin d'être l'aboutissement de leur histoire, en était en réalité la sinistre négation.

L'œuvre de Ritter constitue dès maintenant un apport à la formation, ou plutôt à la résurrection, de la conscience politique allemande. De ce fait, elle appartient déjà à l'histoire, autant qu'à la science<sup>1</sup>.

\* \* \*

C'est une historiographie bien plus « engagée » encore que celle de la jeune République démocratique d'Allemagne. Engagée certes, mais cette fois réglementée. Lorsqu'on passe, en effet, de la République fédérale à la République démocratique, l'on demeure frappé du caractère parfaitement monotone de la production historique. Elle est aux mains de jeunes universitaires, rapidement montés en grades, formés par d'identiques disciplines et dont l'érudition s'adapte sans effort à un catéchisme appris en commun, habitués à ce travail collectif qui, selon l'un d'eux, L. Stern, permet seul de dépasser la conception réactionnaire et individualiste de l'histoire et de concilier patriotisme et marxisme<sup>2</sup>. L'organe historique le plus considérable de la République démocratique est la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, que dirigent à Berlin-Est trois actifs historiens marxistes, A. Meusel, L. Stern et H. Kamnitzer. Il suffira de lire « le plan du Manuel d'enseignement supérieur de l'histoire du peuple allemand » qu'a publié cette revue au cours de ses dernières livraisons pour se rendre compte de la fa-

1. L. DERIO, Um den deutschen Militarismus (*Historische Zeitschrift*, t. CLXXX, 1953), a rendu hommage au courage civique de Ritter, tout en attaquant vigoureusement certaines de ses assertions historiques.

2. Cf. l'Introduction de L. STERN à *Archivalische Forschungen zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung I*. Berlin, 1954.



çon dont est comprise l'histoire dans les Universités de l'Allemagne de l'Est. La discussion est-elle possible dans ces conditions avec les historiens de l'Ouest? Du congrès de Brême de 1953, où étaient intervenus plusieurs jeunes historiens marxistes, sans rencontrer d'ailleurs auprès de l'assistance rien de plus qu'une audience de courtoisie, la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* a apporté un long compte rendu, en conclusion duquel elle se prononce en faveur d'une plus étroite collaboration avec les occidentaux, mais préconise également « la lutte contre l'idéologie impérialiste de la zone occidentale ». Prononçant son discours d'ouverture des cours de l'Université de Halle-Wittenberg, le 28 novembre 1953, le recteur L. Stern reprochait à son collègue de Goettingen, l'historien H. Heimpel, de se refuser à fixer à ses étudiants « la route de l'avenir », de manquer par suite à ses devoirs d'éducateur, de se complaire, enfin, dans un agnosticisme résigné; et il terminait sa propre exhortation par une profession de foi : « Le marxisme est tout-puissant, parce qu'il est vrai<sup>1</sup>. » Tout récemment encore, la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* apportait un compte rendu très sévère sur les travaux de la *Zeitschrift für Zeitgeschichte* : « L'apologie du fascisme sous le voile de la critique : telle est la préoccupation de cette sorte d'historiographie<sup>2</sup>. »

Mises à part ces péremptoires affirmations, qui n'ont rien d'historique, les travaux parus en Allemagne orientale ne manquent pas de valeur ni d'intérêt. Il faut mettre au premier plan les ouvrages de J. Kuczynski sur l'histoire économique mondiale, ainsi que sur les mouvements ouvriers dans les divers États d'Europe<sup>3</sup>. Ses *Études sur l'histoire de l'impérialisme allemand* tendent à démontrer que toutes les grandes organisations nationalistes, comme l'*Alldeutscher Verband*, ne sont, en réalité, que les instruments du capitalisme monopolisateur<sup>4</sup>. C'est à des élèves de Kuczynski, gradués de l'Université Humboldt de Berlin, H. Radant et E. Todt, qu'est revenue la mission d'explorer les débuts du mouvement ouvrier allemand, en particulier les premières manifestations syndicalistes et grévistes<sup>5</sup>; et, sur le même sujet, E. Engelberg a commencé la publication des textes de « Classiques du com-

1. *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, I, 6, 1953.

2. *Ibid.*, III, 1, 1955.

3. Cf., en particulier, J. KUCZYNSKI, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter in Deutschland 1879-1890*. Berlin, 1954.

4. J. KUCZYNSKI, *Studien zur Geschichte des deutschen Imperialismus*, 2 vol. Berlin, 1950-1951.

5. E. TODT et H. RADANT, *Zur Frühgeschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung*. Berlin, 1950.

munisme scientifique ». A côté du mouvement paysan de l'époque de la Réforme<sup>1</sup>, c'est la révolution de 1848 qui a retenu plus particulièrement l'attention. Outre un important choix de textes, K. Obermann lui a consacré une histoire de la participation ouvrière, qui fait ressortir le progrès de l'idée de lutte de classe au cours de l'année 1848<sup>2</sup>; et G. Schilfert a consacré un important ouvrage aux vicissitudes du suffrage universel en Allemagne entre 1848 et 1850<sup>3</sup>, montrant, d'après les résultats des élections et la composition des Chambres, à quel point le suffrage universel était lié au succès de la démocratie. Du fait de ces travaux, l'optique sur la révolution de 1848, considérée jusqu'à présent comme une manifestation avant tout nationale et d'inspiration bourgeoise, tend à se déplacer vers les questions sociales; et les conclusions sont à l'opposé de celles de Stadelmann. Qu'il s'agisse, d'ailleurs, de l'insurrection de Th. Münzer ou des révolutions de 1848, les historiens communistes suivent de près les analyses d'Engels et de Marx sur ces problèmes. Le choix même des thèmes exprime la volonté de ces historiens de s'en tenir au schéma marxiste<sup>4</sup>.

\* \* \*

Est-il possible au terme de cette étude de porter un jugement d'ensemble sur le travail historique accompli actuellement en Allemagne?

Il frappe d'abord par son étendue. Malgré les immenses destructions, malgré la disparition des deux grandes bibliothèques centrales de Munich et de Berlin, bien que 80 % des archives nécessaires à l'étude de l'histoire contemporaine ait été transporté à l'étranger<sup>5</sup>, en dépit de la division de l'Allemagne en deux tronçons hostiles, la reprise de la recherche historique a été rapide et le résultat est déjà impressionnant. C'est ce dont témoigne le travail bibliographique dont la cheville ouvrière est le Dr G. Franz, de l'Université de Göttingen. C'est lui,

1. A. MEUSEL, *Thomas Münzer und seine Zeit*. Berlin, 1952.

2. K. OBERMANN, *Einheit und Freiheit*. Berlin, 1950; DU MÊME, *Die deutschen Arbeiter in der Revolution von 1848*. Berlin, 1953.

3. G. SCHILFERT, *Sieg und Niederlage des demokratischen Wahlrechts in der deutschen Revolution 1848-1849*. Berlin, 1952.

4. Dans son fascicule *Gegenwartsaufgaben der deutschen Geschichtsforschung*, Berlin, 1952, L. STERN a défini comme thèmes de l'historiographie allemande contemporaine les révoltes agraires du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle, le rôle de la Convention mayençaise de 1792, l'histoire de la Jeune Allemagne et des origines du prolétariat, la lutte de la social-démocratie contre la guerre de 1914, celle du K. P. D. contre le fascisme.

5. Cf. G. RITTER, *Gegenwärtige Lage und Zukunftsaufgaben deutscher Geschichtswissenschaft* (*Historische Zeitschrift*, t. CLXX, 1950).

en effet, qui, sous le titre *Bücherkunde zur deutschen Geschichte*, a donné en 1951 un volume de complément au fameux *Dahlmann-Waitz*, dont la dernière édition datait de 1932 ; c'est lui qui, avec la collaboration de W. Rössler, a mis en route le *Biographisches Wörterbuch zur deutschen Geschichte*, qui comporte également des biographies de personnalités étrangères ayant joué un rôle dans l'histoire allemande ; c'est lui qui dirige depuis 1953 *Das Historisch-Politische Buch*, publié par les soins de la *Ranke-Gesellschaft*, et qui, en dépit d'un choix de collaborateurs parfois malheureux, apporte d'utiles comptes rendus sur les ouvrages récemment parus. Il faut ajouter que la Commission historique de l'Académie des Sciences de Munich a, depuis 1953, repris la publication, sous le titre de *Neue deutsche Biographie*, de l'*Allgemeine deutsche Biographie*, et que l'Académie des Sciences de Berlin fait paraître depuis 1949 les *Jahresberichte für deutsche Geschichte*, dont ont malheureusement disparu les études critiques. Il faudrait, enfin, rappeler les services que rend, pour la connaissance et le classement de la production historique allemande, la revue *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, publiée à Stuttgart sous la direction de K. D. Erdmann et de F. Messerschmid. Que l'étendue du travail historique soit en rapport étroit avec la décentralisation politique ; que chaque Université tienne à conserver la publication d'une revue spécialisée ou d'une collection d'ouvrages : cela appartient aux meilleures traditions de l'Allemagne savante, et il n'y a pas lieu de penser que ces traditions soient près de disparaître.

Quels sont les éléments qui confèrent aux études historiques allemandes une orientation nouvelle ? Les historiens allemands se sont ouverts à de nouvelles disciplines et ont étendu le champ de leurs investigations. L'intérêt porté à la sociologie électorale, à la vie des partis, à l'histoire des firmes ; la place de plus en plus grande donnée aux recherches sur les peuples étrangers, et en particulier à ceux de l'Europe orientale ; la multiplication des Instituts travaillant au déblaiement de l'histoire contemporaine, avec une ouverture d'esprit que ne connaissait pas l'Allemagne des années 1920 et 1930 ; la compréhension élargie pour l'œuvre critique des historiens étrangers, dont les conclusions sont dorénavant intégrées dans les ouvrages allemands : autant de signes d'une rénovation dont portent témoignage, non seulement les grandes revues historiques, mais, et je dirais surtout, les volumes de mélanges dédiés depuis quelques années aux personnalités les plus marquantes parmi les historiens récents<sup>1</sup>.

1. Cf., en particulier, outre le vol. *Aus Geschichte und Politik* déjà cité, la *Festschrift für*



Si la production historique allemande devait éviter un écueil, c'était de se laisser confiner, comme elle l'avait fait trop souvent, dans une pure histoire des idées, détachée des réalités économiques et sociales. Elle a su échapper à ce péril, sans pour cela tomber dans l'excès inverse, dans une histoire « structurale » qui sacrifierait à l'étude des phénomènes de masses l'explication psychologique des faits individuels. A cet égard, l'*Histoire allemande au XIX<sup>e</sup> siècle* de Fr. Schnabel, dont les quatre volumes viennent d'être réédités, peut être considérée comme le témoignage le plus remarquable de la nouvelle historiographie allemande<sup>1</sup>. Dans aucun ouvrage, les rapports sont aussi fortement soulignés entre les facteurs matériels, l'ordre politique et social, les réactions religieuses et morales du peuple allemand. Si, par exemple, les problèmes de la technique industrielle ont si fort préoccupé Schnabel, qui leur a consacré un volume entier, c'est qu'il a lié l'histoire des techniques à l'optimisme libéral et aux aspirations à l'unité économique, et qu'il a vu dans leur inégal développement sur le sol allemand un aspect de l'opposition entre le catholicisme et le protestantisme. Ainsi apparaît dans cette œuvre magistrale la solidarité réelle de tous les aspects de l'activité humaine dont l'histoire doit embrasser la synthèse. Ainsi Schnabel a-t-il pu saisir, dans son caractère le plus concret, ce qu'il y avait d'original, d'individuel et, par conséquent, d'insaisissable dans les personnalités ou dans les collectivités qu'il avait à décrire. Cette histoire de l'Allemagne dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas écrite du dehors, mais par un citoyen rempli à l'égard du passé national de ces sentiments de piété et de profonde sympathie qui permettent seuls de saisir l'unicité du fait historique et de percevoir les liens qui unissent les diverses manifestations d'une époque ou d'une civilisation.

Et, cependant, il serait difficile de nier qu'un grave danger continue à peser sur l'avenir de la science historique allemande. C'est le danger que comporte pour l'Allemagne la division en deux blocs hostiles. De ce fait, l'histoire risque, en effet, d'être entraînée ici, plus encore qu'ailleurs, dans des polémiques très éloignées de la sérénité scientifique. La « politisation » de la science historique allemande n'est pas de date récente : Ranke, le premier, avait formulé la théorie du primat de la politique extérieure ; depuis lors, l'œuvre historique s'est trouvée liée à la solution du problème unitaire et à la volonté de puissance

L. A. Kachler, Dusseldorf, 1950 ; *Festschrift für G. Ritter zu seinem 60. Geburtstage*. Tübingen, 1950.

1. FR. SCHNABEL, *Deutsche Geschichte im XIX<sup>e</sup> Jahrhundert*, 4 vol. Fribourg, 1937, nouvelle éd. en 1954.

d'une Allemagne aspirant à trouver sa place au soleil. Certes, les points de vue se sont modifiés ; et d'aucuns ont pu faire de salutaires réflexions sur la « démonie de la puissance ». L'historien allemand a-t-il pour cela oublié qu'il était engagé dans la vie de la cité, qu'il avait mission d'éclairer la conscience politique de ses concitoyens ? Dans la préface de son *Carl Goerdeler*, Ritter l'affirme fortement : « L'historien, écrit-il, doit façonner l'image historique de son temps, dùt-il courir le risque d'être précipité au dépourvu dans la lutte politique quotidienne, de raviver des blessures encore mal cicatrisées et de provoquer de toute part des protestations indignées. Il ne doit pas hésiter devant une prise de position politique et morale, ni devant une confession publique. » De là, il n'y a qu'un pas à faire pour donner à l'œuvre historique une orientation tendancieuse : il s'agit, en effet, pour Ritter, de combattre, après l'hitlérisme, « la confiance en soi des idolâtres bolchévistes »<sup>1</sup>. Peut-on alors s'étonner de la violence de certaines contradictions ? — Sans prendre position, l'on mesurera aisément le danger que comportent ces polémiques pour la recherche objective. Mais ne comportent-elles qu'un danger seulement ? Ne donnent-elles pas aussi à l'histoire un contact plus étroit avec le monde vivant et une influence accrue sur la marche des événements ? C'est sans doute l'un des attraits principaux et l'un des enseignements les plus utiles d'une étude de l'historiographie allemande que cette conjonction entre l'interprétation des historiens et la conscience que la nation acquiert de ses destinées<sup>2</sup>.

Jacques Droz,

Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Clermont.

1. Les citations sont prises pages 10 et 94.

2. Depuis que cet article a été rédigé, G. RITTER a publié, sous le titre *Leistungen, Problem und Aufgaben des Internationalen Geschichtsschreibung zur neueren Geschichte, 16-18 Jahrhundert*, le texte de son Rapport au 10<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques. Cf. *Relazioni*, VI. Firenze, 1955.

## LE PRINCIPE D'ÉQUILIBRE

DANS

### LA POLITIQUE INTERNATIONALE AVANT 1789

---

Le sujet que je me propose de traiter ici n'est pas neuf. Il a été plus d'une fois abordé, en des temps où le maintien de l'équilibre européen était considéré comme le principe de toute saine politique internationale. Mais ceux qui l'ont traité n'ont su donner du problème posé et de ses différents aspects qu'un aperçu incomplet, soit qu'ils se fussent limités à une période insuffisamment étendue, soit que, surtout, ils n'aient pas été attentifs aux résistances que le principe d'équilibre a rencontrées, notamment chez les Français, à une époque où la royauté française se sentait de taille à donner des lois à l'Europe.

Un assez grand nombre de témoignages ont déjà été rassemblés. Ils permettent de passer rapidement sur le problème des origines, en gros sur le <sup>xvi</sup>e siècle. Mais il n'en va pas de même pour les époques ultérieures. L'opposition tenace que les Français de la seconde moitié du <sup>xvii</sup>e siècle et ceux du <sup>xviii</sup>e ont faite à l'idée de l'équilibre européen n'a pas été mise en lumière, ni même, la plupart du temps, soupçonnée. Aussi voit-on, de nos jours encore, les affirmations les plus surprenantes s'étaler dans des ouvrages de seconde main, des ouvrages dont les auteurs ont cru pouvoir, à propos d'une question non controversée, rompre sans inconvénients avec les méthodes prudentes de l'érudition<sup>1</sup>.

L'idée fait son apparition au temps de la Renaissance, au moment où commence, à l'ouest de l'Europe, l'ère des grands conflits internationaux. Voici un homme de la fin du <sup>xv</sup>e siècle, Philippe de Comines,

1. La bibliographie ne comporte pas de travail signé d'un spécialiste. Le meilleur est une dissertation de l'Université de Berlin : E. KAEFER, *Die Idee des europäischen Gleichgewichts in der publizistischen Literatur vom 16 bis zur Mitte der 18 Jahrhunderts*, 1906 (la première partie a été seule imprimée ; elle s'arrête au milieu du <sup>xvii</sup>e siècle). Plus superficiels : L. DONNADIEU, *La théorie de l'équilibre* (Thèse de droit d'Aix, 1900), et Charles DUPUIS, *Le principe d'équilibre et le concert européen depuis la paix de Westphalie jusqu'à la conférence d'Algésiras*, 1909. Ce dernier a beaucoup emprunté à un bon article dû à l'historien belge du droit international, Ernest NVS, « La théorie de l'équilibre européen » (*Revue de droit international et de législation comparée*), 1893.

qui se prend à réfléchir sur le principe des événements dont il a entrepris le récit et des oppositions qui les commandent. Rien, dans ses considérations, ne laisse supposer qu'il ait aperçu l'utilité d'un équilibre permanent, entre puissances concurrentes. D'après lui, la vie extérieure de chaque grand peuple est commandée par un « aiguillon » particulier : « au royaume de France Dieu a donné pour opposite les Anglais », au royaume d'Angleterre les Écossais, au royaume d'Espagne le Portugal, aux princes d'Italie les villes de communes, à la maison d'Autriche la Bavière, etc... « Chacun a l'œil que son compagnon ne s'accroisse <sup>1</sup>. » La lutte pour la vie présente, en somme, les mêmes caractéristiques, qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités.

Au temps même où Comines écrivait, et dans un pays que Comines connaissait bien, puisqu'il avait participé à l'expédition de Charles VIII, l'idée de l'équilibre allait précisément faire son entrée dans l'histoire. Guichardin, contemporain de Jules II et de Léon X, écrit au premier chapitre de son *Histoire d'Italie* : « Médicis (Laurent de Médicis) comprit, avec les Florentins, qu'il fallait s'opposer à l'agrandissement des principales puissances d'Italie, et maintenir entre elles un juste équilibre <sup>2</sup>. »

La notion ne se rencontre tout d'abord que chez un observateur comme celui-là. Mais elle ne tardera pas à se répandre. Et la formule qui bientôt prévaudra — toujours en Italie — est celle d'une « balance » nécessaire entre les puissances le plus souvent aux prises. Déjà elle était employée pour marquer l'opposition des forces qui s'affrontaient dans les luttes intérieures des cités ou des États : elle va trouver une nouvelle application dans le domaine des affaires internationales. Les Anglais l'adoptent à leur tour vers la même époque. Henri VIII, lors de son entrevue de Guines avec François I<sup>er</sup>, se fait représenter tenant une balance à la main. La signification de l'image est soulignée par la devise dont le roi l'a accompagnée : *Cui adhaereo praeest* <sup>3</sup>.

A partir du second quart du siècle, l'idée d'équilibre est tombée dans le domaine commun. Et elle inspire couramment les politiques. Elle s'inscrit aux origines de la Ligue de Cognac, formée en 1527 autour

1. BOURBILLY, « Les idées politiques de Comines » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. I, 1900, p. 119).

2. *Histoire d'Italie*, livre I, chap. 1. Ailleurs, Guichardin nous dit à propos du même personnage : « ... procuravo con ogni studio che le cose d'Italia in modo bilanciata si mantenesse... » (cité par REDOLON, *Histoire des principes du droit des gens*, 1923, p. 161).

3. Ce petit fait, qui a été souvent rapporté, semble avoir figuré pour la première fois dans l'ouvrage de DE RÉAL, *La science du gouvernement*, 1764, p. 446. On ne saurait, évidemment, en garantir l'authenticité.

du Pape et de Venise. Il n'est d'ailleurs encore question, à ce moment, que de l'équilibre de l'Italie. Mais les luttes dont la péninsule est le théâtre depuis un demi-siècle s'étendent peu à peu à toute l'Europe occidentale. Et l'équilibre n'apparaît pas moins désirable sur ce terrain élargi. En 1553, la reine Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas au nom de son frère Charles-Quint, apprend, de la bouche d'un envoyé de celui-ci, les plaintes que multiplie la République de Venise touchant la politique d'alliance franco-turque. Elle déclare que, si les princes et États d'Italie avaient conscience de leurs véritables intérêts, ils se ligueraient contre le roi de France. Puis, évoquant la puissance de l'Empereur — Charles-Quint n'a pas encore abdiqué — elle ajoute tout aussitôt : « Mais vous savez les craintes qu'ils ont de la grandeur de l'un ou l'autre de ces deux princes, et soing de balancer leur pouvoir<sup>1</sup>... »

A la génération qui suit, doit-on considérer Élisabeth d'Angleterre comme acquise au principe d'équilibre? Cela n'aurait rien que de vraisemblable, étant donnés les sentiments d'admiration qu'elle nourrissait pour son père Henri VIII. Pourtant, nul n'a jamais apporté à ce sujet de témoignage valable. Le seul dont on a fait état appartient à un document sans valeur, le récit donné par Sully vieillissant d'une prétendue ambassade en Angleterre dont son maître l'aurait chargé en 1601<sup>2</sup>. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter. Que Sully ait attribué à la reine des propos de ce genre, on peut seulement en inférer que l'opinion, dans les milieux informés, considérait la reine comme acquise à la politique d'équilibre.

On ne parle pas, jusqu'ici, d'équilibre « européen ». Mais c'est bien à cela qu'on pense. Et les Français sont séduits par une idée dont la pointe ne peut être que dirigée contre la puissance excessive de la maison d'Autriche.

Lorsque Jean Bodin y adhère, il sait s'élever au-dessus des contingences du moment. Il déclare, dans sa *République* (1576), qu'il faut empêcher un prince de croître de telle sorte en puissance qu'il acquière la possibilité d'imposer sa loi aux autres : « car la sécurité des princes et des républiques gist en un contrepoids égal de puissance des uns et des autres<sup>3</sup> ».

Mais, à côté d'un Bodin, qui est de la race des penseurs, un Duplessis-Mornay, le compagnon d'Henri de Navarre, celui qu'on a pu appeler

1. CH. WEISS, *Papiers d'État de Granvelle*, t. IV, 1844, p. 121.

2. *Économies royales*, t. II, p. 365.

3. Ed. 1580, livre V, chap. vi.



le pape des huguenots, s'inspire des considérations les plus actuelles pour faire un sort, lui aussi, à la notion d'équilibre, dans certain *Discours au roi sur les moyens de diminuer l'Espagnol*, daté du 23 avril 1584 :

Tous estats ne sont estimés forts et faibles qu'en comparaison de la force ou faiblesse de leurs voisins. Et pour tant les sages princes entretiennent le contrepoids tant qu'ils peuvent... Depuis quelque temps la maison d'Autriche s'est grandement renforcée et accrue, et de réputation et de pays : tellement que la balance est sans doute trop chargée d'un côté ; et s'en va temps de peser un peu sur l'autre, qui ne veult que nostre France en soit enfin emportée<sup>1</sup>.

A l'extrême fin du siècle, ou au début du xvii<sup>e</sup>, un ancien officier, Gaspard de Saulx-Tavanes, apporte, dans ses *Mémoires*, un certain nombre de réflexions de bon sens sur le plus récent passé européen, notamment sur les rapports entre les deux puissances qui peuvent aspirer à la suprématie, la France et l'Espagne. Il montre les Vénitiens, les Anglais, les princes allemands, hantés par la crainte que l'un des deux rois s'élève à la « monarchie » — entendons : la monarchie universelle. Dominés par l'idée d'y parer, leur politique constante est, dit-il, d'aider le plus faible contre le plus fort, « pesant leur salut à la balance et égalité de ces deux puissances<sup>2</sup> ».

L'ère de la prépondérance espagnole est celle au cours de laquelle la notion d'équilibre passe au premier plan. Un Anglais illustre, Francis Bacon, dans ses *Considérations politiques pour entreprendre la guerre contre l'Espagne*, apporte son témoignage à ceux de ses compatriotes qui l'évoquent et s'en réclament. Rappelant les luttes passées entre Henri VIII, François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, il définit en quelques mots le principe commun de leur politique : « A peine l'un des trois a pu gagner un pied de terre que les deux autres ne fissent, tout incontinent, leurs efforts de remettre les affaires de l'Europe en une égale balance. » Et plus loin : « La seconde partie dont je me suis proposé de parler est de balancer les forces d'Espagne avec les nostres. » Enfin : « Et là dessus je finiray cette seconde partie dont je me suis proposé de parler, qui estoit de balancer les forces d'entre les roys d'Angleterre et d'Espagne<sup>3</sup>. »

1. DUFLESHIS-MORNAV, *Discours et correspondance*, éd. Auguis, 1824, t. II, p. 580.

2. Collection Michaud et Poujoulat, t. VIII, 1838, p. 46.

3. Trad. française par le sieur Maugars, interprète du roi en langue anglaise, 1634. — Bacon n'écrit pas, comme tel de ses prédécesseurs, « contrepointer », mais bien « contrepoiser » (p. 62).

Ce  
en fr  
com  
le d  
breu  
le g  
Vén  
tion  
l'int  
les d  
rope  
cont  
cont  
la F  
résu

Il  
desq  
à sa  
accr  
cont

D  
vois  
de c  
tien  
d'A  
écrit  
prim  
cher  
teni  
A  
Esp  
qu'e  
conv  
de r  
prof

1.  
2.  
leur  
des  
1726

Ce sont surtout les Français qui, maintenant, sont prêts à témoigner en faveur d'un équilibre que menace la puissance espagnole, considérée comme hors série. Il faut citer en premier lieu un huguenot converti, le duc Henri de Rohan, chef de guerre émérite, qui a passé de nombreuses années d'exil à Venise. Il y a conçu une vive admiration pour le gouvernement de la République, et s'y est rallié à l'idée, chère aux Vénitiens, d'un équilibre nécessaire entre France et Espagne, condition indispensable à la paix du continent. Dans un écrit de 1638, *De l'intérêt des princes et estats de la chrestienté*, évoquant les dangers dont les desseins hégémoniques de la monarchie espagnole menacent l'Europe, il montre que le rôle de la puissance française doit être de faire contrepoids. Il lui arrive à l'occasion d'employer ce barbarisme : contrepointer : « Henri IV a, le premier, établi pour le vrai intérêt de la France de contrepointer celui d'Espagne en tous ses points<sup>1</sup>. » Il résume ses idées sur le sujet dans le passage suivant :

Il y a deux puissances de la Chrestienté qui sont comme les deux pôles desquels descendent les influences de paix et de guerre sur les autres estats, à savoir les maisons de France et d'Espagne. Celle d'Espagne se trouvant accrue tout d'un coup,... celle de France s'est incontinent portée à faire le contrepoids...

D'Angleterre, la métaphore de la balance a gagné les pays les plus voisins. Aux Provinces-Unies, on rencontre en 1647, dans un écrit de circonstances rédigé en français, la phrase suivante : « La chrestienté est toute balancée par ces deux grandes puissances de France et d'Autriche, dont toutes les autres parties dépendent. » L'auteur de cet écrit trouve des contradicteurs, mais qui, sur ce point particulier, s'expriment de la même façon que lui : « Comme de sages princes qui cherchent la paix, nos régents accommodent tout pour estre juste et tenir la balance<sup>2</sup>... »

A cette date, la guerre de Trente ans touche à sa fin. Hollandais et Espagnols ne vont pas tarder à conclure une paix séparée, cependant qu'entre les Impériaux et leurs adversaires, Français et Suédois, les conversations s'engageront à Munster et Osnabruck. A Munster, le rôle de médiateurs est tenu par les Vénitiens. Rien d'étonnant à ce qu'ils profitent de l'occasion pour tenter de faire prévaloir le principe qui

1. Éd. 1646, p. 104, 112, 115.

2. DONNADIEU, *op. cit.*, p. 52-54. — Des textes significatifs sont empruntés par l'auteur à l'ouvrage du P. BOUGRANT, *Histoire des traités de Westphalie*, ainsi qu'au *Recueil des négociations secrètes touchant la paix de Munster et d'Osnabruck*, publié à La Haye, 1726.

leur est cher. La diplomatie française, naturellement, se montre réticente. Elle accuse Venise de faire le jeu de l'adversaire et, d'accord avec le Pape, autre médiateur, de freiner la négociation, voire de pousser à la rupture. Mazarin écrit à son représentant à Munster : « Le motif principal du Vénitien en cela est peut-être pour mettre les choses en cet équilibre que la République a si fort en teste<sup>1</sup>. »

Donc l'idée d'équilibre rencontre maintenant des adversaires. On ne l'accepte, à Paris, que dans le domaine maritime, où des intérêts économiques apparaissent seuls en jeu, et où ceux de la France ne peuvent gagner à ce que toutes les puissances soient traitées sur un pied de complète égalité. Nous lisons dans le traité d'alliance que le gouvernement de Mazarin signe avec le roi Christian IV de Danemark le 25 novembre 1645 (article 12) :

Comme la liberté du commerce consiste principalement en ce que les choses soient maintenues dans l'océan occidental, dans la mer septentrionale et dans la mer baltique, au mesme estat qu'elles ont esté jusqu'à présent, l'un et l'autre roy travaillera et s'employera pour que cet ancien et salutaire équilibre, qui a servi jusqu'à présent de fondement à la paix et à la tranquillité publique, soit conservé partout sans aucune altération<sup>2</sup>.

La puissance française devenant de jour en jour plus menaçante, l'idée d'équilibre va être maintenant dirigée contre elle. Et elle gagnera de nouvelles sympathies dans le reste de l'Europe. Lorsque Louis XIV engage en 1667 la guerre de Dévolution, le représentant de l'Électeur de Brandebourg à La Haye manifeste l'émotion qu'en a ressentie son maître, et il exprime son vœu de voir maintenir en Europe la « balance » des forces<sup>3</sup>.

Vers le même moment, un diplomate allemand, le baron de Lisola, dans un livre intitulé *Le bouclier d'estat contre le dessein de la monarchie universelle*, critique les idées émises trente ans plus tôt par Rohan, mais n'en accepte pas moins le principe d'équilibre, dont il se fait une arme contre les ambitions françaises<sup>4</sup>.

Les témoignages se multiplient qui montrent en la république de Venise le champion par excellence du principe d'équilibre, et en la royauté française son adversaire le plus déterminé. Nous citerons, par

1. P<sup>r</sup> BOUGRANT, *op. cit.*, éd. 1751, t. IV, p. 228.

2. DU MONT, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, 1726-1731, t. VI, p. 329.

3. WADDINGTON, *Histoire de Prusse*, t. I, 1911, p. 472.

4. DONNADIEU, *op. cit.*, p. 62.



exemple, au temps de la guerre de Candie, en 1665, cette instruction donnée à un ambassadeur français auprès de la Porte :

« Encore que la maxime de la République soit de vouloir tenir l'équilibre entre les puissances de l'Europe, et pour cet effet d'embrasser toujours le parti du plus faible pour empêcher qu'il ne devienne trop inférieur à l'autre... en conséquence, et bien que Venise, une fois libérée de cette guerre, ne doive manquer d'employer ses forces contre le roi « à l'avantage des Espagnols, comme étant aujourd'hui le parti le plus faible », le roi n'en désire pas moins travailler à la paix entre Turcs et Vénitiens<sup>1</sup>.

Quelques années plus tard, en 1670, Louis XIV exprime de nouveau, dans un document diplomatique, sa méfiance à l'égard des Vénitiens, dont « la maxime fondamentale » est de tenir l'équilibre entre les États européens, et qui, par conséquent ne manqueront pas de favoriser les Espagnols contre les Français à l'occasion de la guerre que ceux-ci engagent contre la Hollande<sup>2</sup>.

La politique française, donc, se montre de plus en plus réservée. C'est que l'ère de la prépondérance espagnole est révolue. Celle de la prépondérance française a commencé. Et les Français se sentent visés par un principe dont l'application aurait pour effet d'attenter à la nouvelle grandeur de leur nation. Si nous étions davantage renseignés sur l'histoire de la monarchie espagnole, nous nous apercevriions sans doute que, dans la période précédente, celle à laquelle a mérité d'être attachée l'étiquette « prépondérance espagnole », la même attitude réservée a caractérisé l'attitude du gouvernement de Madrid en présence de la notion d'équilibre.

La puissance anglaise, quant à elle, reste fidèle à un principe dans lequel elle aperçoit la sauvegarde d'une indépendance, ou tout au moins d'une liberté de manœuvres, qu'elle ne se sent pas assez forte pour assurer par ses propres moyens. En 1698, après Ryswick, la Chambre des Communes, exprimant sa gratitude dans une adresse au roi Guillaume, lui attribue le mérite d'avoir « redonné à l'Angleterre de tenir la balance de l'Europe<sup>3</sup> ».

Si, dans la France de Louis XIV, qui sent sa force, en use et parfois en abuse, il se rencontre des partisans de l'équilibre international, c'est seulement hors des milieux dirigeants, chez un Fénelon par

1. GÉRIN, *Louis XIV et le Saint-Siège*, t. II, 1894, p. 109-110, ou TERLINDEN, *Clément IX et la guerre de Candie*, 1904, p. 41.

2. GÉRIN, *op. cit.*, t. II, p. 520.

3. Cité par Louis ANDRÉ, *Louis XIV et l'Europe*, 1950, p. 272.

exemple, esprit critique et cœur généreux, qui ne se juge pas tenu de ménager le maître du jour. Admirons l'indépendance avec laquelle il s'exprime dans des écrits dédiés à son élève, le duc de Bourgogne, petit-fils et successeur désigné du grand roi :

Tout ce qui renverse l'équilibre et qui donne le coup décisif pour la monarchie universelle ne peut être juste... Quand un prince monte à un point que toutes les autres puissances ensemble ne peuvent plus lui résister, toutes ces autres sont en droit de se liguier pour prévenir cet accroissement, après lequel il ne serait plus temps de défendre la liberté commune...

Tous les princes qui composent le grand corps de la chrétienté se doivent les uns aux autres pour le bien commun, et se doivent encore à eux-mêmes, pour la sûreté de la patrie, de prévenir tout progrès de quelqu'un des membres, qui renverserait l'équilibre, et qui se tournerait à la ruine inévitable de tous les autres membres du même corps<sup>1</sup>...

Que les propos de Fénelon ne fassent pas impression sur le roi, défendu contre la critique par un orgueil sans mesure, il n'y a guère lieu de s'en étonner. Toutefois, les épreuves se multipliant et s'aggravant, ses dispositions intimes ne vont pas tarder à changer. A l'approche de la grande crise de la Succession d'Espagne, on le voit, non sans étonnement, se rallier aux principes affirmés depuis près de deux siècles, avec une remarquable continuité, par la politique anglaise.

Dès le mois de mars 1700, son ministre des Affaires étrangères, Torcy, défendant le traité de partage de la monarchie espagnole conclu par les puissances en 1698, dans des instructions à l'adresse d'un ambassadeur envoyé en Hollande, adopte le langage de ses voisins anglais : il emploie lui aussi la métaphore de la « balance ». Qu'aurait-on dit en Europe, argumente-t-il, si la monarchie espagnole avait été annexée à la couronne impériale? « Il y aurait eu trop d'inégalité dans cette balance que le reste de l'Europe veut conserver depuis si longtemps entre la France et la maison d'Autriche<sup>2</sup>... »

1. *Supplément à l'Examen de conscience*, publié en Appendice à l'édition des *Aventures de Télémaque*, 1824, t. II, p. 45-46. Suit une étude des moyens par lesquels les puissances peuvent réussir à sauvegarder l'équilibre menacé (p. 48-51). — Rapprochons de ce texte un passage emprunté au livre de l'évêque d'Avranches, Daniel Huet, *Le grand trésor historique et politique du florissant commerce des Hollandais* : « ... Ce sera toujours un sujet d'étonnement qu'une poignée de marchands, réfugiés dans un petit pays qui ne produisoit pas, à beaucoup près, de quoi nourrir ses nombreux habitants, aient abatu la puissance énorme de la monarchie d'Espagne, l'aient obligée à leur demander la paix, et qu'il aient fondé un état si puissant qu'on le voit aujourd'hui faire en quelque manière l'équilibre entre toutes les autres puissances de l'Europe » (publié en 1713).

2. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs... Hollande*, par André et Bourgeois, t. II, 1923, p. 46.

Le roi, quelques semaines plus tard, le 20 mai, s'adressant directement à son ambassadeur près la Diète, parle comme son ministre, lequel a d'ailleurs probablement rédigé le nouveau document :

Bien loin de songer à la fameuse idée de la monarchie universelle, dont les partisans de l'Autriche ont souvent alarmé toute l'Europe, je prétends seulement maintenir cette balance égale que les puissances voisines ont toujours envisagée comme leur sûreté<sup>1</sup>.

La métaphore de la balance revient encore plusieurs fois, cette même année, sous la plume de Louis XIV et de son ministre : ainsi le 17 juin, dans une lettre que le roi adresse à Chamilly, chargé de mission auprès du roi de Danemark, auquel il doit communiquer la copie du traité de 1698 : le roi d'Angleterre et les États-Généraux des Provinces-Unies, dit-il, « sont entrés avec moi dans les liaisons nécessaires pour maintenir la balance égale... ». Puis, en novembre, lorsque la bombe a éclaté, lorsque est connu le testament fait par Charles II en faveur d'un prince français, c'est Torcy qui, de nouveau, se tourne vers Londres et La Haye et plaide en faveur de la nouvelle solution donnée au problème de la succession espagnole :

Les deux monarchies de France et d'Espagne demeurent séparées comme elles l'ont été depuis tant d'années<sup>2</sup>. Cette balance égale, désirée de toute l'Europe, subsiste bien mieux que si la France s'agrandissait par l'acquisition des frontières de l'Espagne, par celle de la Lorraine, par celle enfin des royaumes de Naples et de Sicile<sup>3</sup>.

Mais, pour que les Anglais et les Hollandais se résignent, il faudrait d'autres arguments que ceux-là... La guerre va donc s'engager, et elle durera douze années entières. La supériorité militaire, et surtout navale, de la coalition se manifeste de bonne heure. Aussi, lorsque, en 1709, on commencera à parler de paix, lorsque des négociations s'engageront entre les belligérants, le principe majeur de la politique anglaise, le principe d'équilibre sera constamment à l'ordre du jour. Pour asseoir sur des bases solides la sécurité des États européens, il n'est question que de créer un contrepoids à la puissance française, laquelle fait proprement figure d'accusée<sup>4</sup>. Ces premières négociations

1. Cité par AUERBACH, *La France et le Saint-Empire romain germanique depuis les traités de Westphalie*, 1912, p. 254.

2. Dans LEGRELLE, *La diplomatie française et la succession d'Espagne*, t. III, 1890, p. 438.

3. *Ibid.*, t. IV, 1892, p. 49.

4. W. REESE, *Das Ringen um Frieden und Sicherheit in den Entscheidungsjahre des spanischen Erbfolge Kriegs 1708 bis 1709* (Münchener historische Abhandlungen. Erste Reihe, Heft IV), 1923, *passim*.

n'ayant pas abouti, on recommencera, à partir de 1713, à Utrecht. Et, la coalition demeurant toujours aussi puissante, la pression s'exercera de plus belle sur la France pour lui faire accepter un état de choses qui s'inspire de la nécessité de l'équilibre.

Le nouveau roi d'Espagne, Philippe V, a compris l'absolue nécessité de faire cette concession aux adversaires de son grand-père : dans le traité qu'il signe en juillet 1713 avec les Anglais, qui ont enfin accepté de reconnaître sa royauté, il rend ouvertement hommage au principe d'équilibre<sup>1</sup>.

Louis XIV s'y est rallié, par nécessité, depuis tant d'années, qu'il semble, dans les derniers jours de sa vie, n'avoir pas gardé le souvenir de la réserve montrée si longtemps par la politique française envers une idée d'inspiration aussi nettement étrangère. Dans une lettre qu'il adresse en 1714 à son successeur, son arrière-petit-fils, on relève en effet ce conseil :

Que le sang et l'amitié vous unisse toujours avec le roi d'Espagne, sans qu'aucune raison d'intérêt ou de politique mal entendue vous en sépare jamais. C'est là le seul moyen de conserver la paix et la balance de l'Europe<sup>2</sup>...

Le règne du grand roi définitivement clos, la diplomatie française secouera cette sorte d'envoûtement auquel elle cédait depuis quelques années, et qui lui faisait adopter le langage, les expressions de son principal adversaire. Elle recommencera à parler français. Elle n'évoquera plus « la balance » de l'Europe, mais son équilibre.

Les textes abondent qui la montrent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, revenue à ses préventions de naguère. Nous nous bornerons à en reproduire quelques-uns, parmi les plus caractéristiques.

C'est d'abord le préambule du traité franco-piémontais conclu à Turin le 26 septembre 1733, sur l'initiative personnelle de Chauvelin, secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Il est connu à l'univers que la maison d'Autriche abuse depuis longtemps du degré exorbitant de puissance auquel elle est montée... L'Empereur est venu à bout de ses desseins qui, ne tendant qu'à ôter toutes bornes à la

1. Article 2 : Les contractants s'entendent pour déclarer que les couronnes de France et d'Espagne ne pourront être réunies, afin « d'effacer les inquiétudes et les soupçons dont les esprits ont été agités, et rétablir la paix et la tranquillité de la chrétienté par un juste équilibre de puissance » (Ch. DUPUIS, *op. cit.*, p. 31).

2. D'HAUSSONVILLE et HANOTAUX, *Souvenirs sur M<sup>me</sup> de Maintenon* ; t. I : *Les cahiers de M<sup>me</sup> d'Aumale*, 1902, p. 372-373.

puissance de sa maison, visent à renverser toujours de plus en plus cet équilibre tant désiré et si nécessaire<sup>1</sup>...

En 1750, au moment où se prépare le renversement des alliances, une véritable philippique est dirigée, dans des instructions pour un envoyé à Vienne, le marquis d'Hautefort, contre la puissance anglaise, ses satellites et amis :

L'équilibre de pouvoir en Europe est le mot de ralliement qui réunit dans un même concert de mesures, quoique par des motifs différents, les cours de Vienne et de Londres, les États Généraux des Provinces-Unies, et la plupart des princes d'Allemagne. Quoique cet équilibre soit une chose de pure opinion, que chacun interprète suivant ses vues et ses intérêts particuliers, il a cependant toujours servi de prétexte et de mobile aux ligueurs qui, depuis près de quatre-vingts ans, se sont formées et renouvelées contre la France<sup>2</sup>.

Le même état d'esprit se retrouve en 1753 dans des instructions au marquis d'Aubeterre, envoyé vers la cour de Vienne. Les projets égoïstes des puissances voisines y sont dénoncés avec vivacité :

Elles cherchent à voiler leur ambition sous le prétexte spécieux du maintien de l'équilibre de l'Europe. Ce système pouvait avoir quelque apparence de réalité dans ces temps où la rivalité des maisons de France et d'Autriche faisait l'objet et des attentions et des inquiétudes de toutes les autres puissances. Mais il n'est plus question aujourd'hui de ces fameux démêlés de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint. Les circonstances ont bien changé. Le Roi ne songe qu'à vivre dans la meilleure intelligence avec l'Impératrice-reine<sup>3</sup>...

Même son de cloche encore, même réquisitoire — dirigé, celui-ci, uniquement contre les Anglais — en 1768, dans des instructions au baron de Breteuil, chargé de mission en Hollande :

Il y a soixante-dix ans que la cour de Londres a travaillé sans cesse à soulever toutes les puissances contre la France, sous le faux prétexte que cette couronne voulait anéantir la liberté de l'Europe, détruire l'équilibre du pouvoir, et parvenir à la monarchie universelle. C'est avec bien plus de fondement qu'on peut actuellement exciter par les mêmes motifs la jalousie et la crainte de toutes les nations contre les Anglais. En feignant de vouloir

1. *Recueil des instructions...*, Naples et Parme, par Joseph REINACH, Introduction, 1893, p. CLXVII.

2. *Recueil des instructions...* Autriche, par Albert SORÉL, p. 310.

3. *Ibid.*, p. 330.



protéger l'équilibre sur terre, que personne ne menace, ils anéantissent absolument l'équilibre sur mer, que personne ne défend<sup>1</sup>...

Lors du premier partage de la Pologne, le principe d'équilibre n'est pas invoqué par les copartageants. Du moins sert-il à deux d'entre eux à imposer au troisième — en l'espèce le roi de Prusse — l'égalité des parts attribuées à chacun. Frédéric, quoi qu'il pût penser à ce moment, aurait eu mauvaise grâce à ne pas s'incliner. Car il lui était arrivé, dans le passé, de se prononcer en faveur de ce principe. Au cours de ses *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe*, rédigées en 1738, donc avant son avènement, il représentait « le corps de l'Europe » comme hors de son équilibre. Puis il ajoutait sentencieusement : « Dès que la politique et la prudence des princes de l'Europe perd de vue le maintien d'une juste balance entre les puissances dominantes, la constitution de tout le corps politique s'en ressent<sup>2</sup>. » Plus tard, polémique avec les philosophes français, les gens de l'Encyclopédie, qui déclamaient volontiers contre la guerre, et prenant contre eux la défense de Louis XIV, son modèle, il déclarait : « Un prince doit défendre ses alliés quand ils sont attaqués. Sa propre conservation l'oblige à maintenir par les armes l'équilibre du pouvoir entre les puissances de l'Europe<sup>3</sup>... »

Catherine II, quant à elle, n'est pas tentée, en pareille matière, de faire des concessions à l'idéologie à la mode. Elle n'hésite pas à rejeter le principe d'équilibre lorsque, en 1771, ses adversaires prétendent l'invoquer contre elle en faveur de l'intégrité de l'Empire ottoman<sup>4</sup>.

Nous terminerons cette rapide étude en rappelant quel fut le point de vue d'un idéologue français auquel Jean-Jacques Rousseau a conféré une certaine notoriété en lui apportant après coup sa caution. « M. l'Abbé de Saint-Pierre », écrit en 1737 le comte d'Argenson, frère du ministre des Affaires étrangères de Louis XV, dans un *Essai de l'exercice du tribunal européen par la France pour la pacification universelle*, « a écarté le dessein de réduire les puissances d'Europe à une espèce d'égalité entre elles. Il trouve l'équilibre dans la jonction de plusieurs moindres puissances contre une seule, trop forte et trop ambitieuse<sup>5</sup>. » A vrai dire, l'abbé va beaucoup plus loin. Il n'est pas pour les alliances occasionnelles. Ce précurseur se prononce fortement en faveur

1. COQUELLE, *L'alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre*, 1902, p. 207.

2. Édition de 1848, p. 24.

3. L. REYNAUD, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, 1915, p. 317.

4. UEBERSBERGER, *Russlands Orientalpolitik*, 1913, t. I, p. 315-318.

5. DROUET, *L'abbé de Saint-Pierre*, 1912, p. 327.



d'une « société permanente de toutes les souverainetés chrétiennes ».

Ainsi, pendant toute la durée de l'Ancien Régime, les Français ne se sont que passagèrement départis de la méfiance que leur inspirait une idée née hors de leurs frontières et trop souvent utilisée contre eux par leurs adversaires.

Au cours de l'ère révolutionnaire et impériale, nouvelle ère de prépondérance française, elle demeurera naturellement en sommeil. Puis le triomphe de la puissance anglaise lui assurera de beaux jours après 1813, comme naguère après 1709. Et, cette fois, il se passera un long temps, semble-t-il, avant qu'elle rencontre à nouveau de francs contradicteurs.

Gaston ZELLER,

Professeur honoraire à la Sorbonne.

---

## MÉLANGES

### LE DUC DE BERRI, LES JUIFS ET LES LOMBARDS

Lorsque Jean de France, duc de Berri, rendit le dernier soupir, à Paris, en son hôtel de Nesle<sup>1</sup>, le 15 juin 1416, le bruit courut immédiatement que ce prince fastueux et magnifique laissait une situation très obérée et que ses exécuteurs testamentaires pourraient difficilement faire face aux légitimes revendications de tous ses créanciers<sup>2</sup>. Ceux-ci se précipitèrent à l'hôtel de Nesle pour faire valoir leurs droits et exiger que tous les biens meubles du prince fussent mis en la main du roi<sup>3</sup>.

La fortune mobilière de Jean de Berri fut alors estimée 158.000 livres tournois, dont 28.000 livres en tapis et tapisseries et 130.000 en joyaux, manuscrits précieux et objets divers<sup>4</sup>. Étant donné les circonstances dans lesquelles elle fut faite, cette estimation était évidemment très inférieure à la valeur réelle des biens prisés. Néanmoins, les créanciers avaient lieu d'être inquiets<sup>5</sup>; car, avant de les désintéresser, il s'agissait d'exécuter les legs constitués par le duc en faveur de la duchesse de Berri<sup>6</sup>, des deux filles qu'il

1. L'Hôtel de Nesle, principale résidence parisienne du duc Jean de Berri, était situé à l'emplacement actuel de l'Institut de France.

2. Le compte de la succession du duc de Berri nous est connu par le ms. 841 (anc. Lf. 54) de la bibliothèque Sainte-Geneviève. Dans ce manuscrit in-4° de 281 fol. sont transcrits le testament et les codicilles du prince, l'inventaire des biens meubles trouvés après sa mort à Paris, Bourges, Mehun-sur-Yèvre, l'inventaire des joyaux qui avaient été mis en gages, la mention du paiement de quelques dettes, les frais des funérailles du duc, etc. Ce compte a été édité partiellement et commenté par J. GUIFFREY, *Inventaire de Jean, duc de Berry (1401-1416)*, t. II, p. 187-303.

3. « ... tantost après le trespassement de feu Monseigneur le duc de Berry... les biens demourez du decez dudict deffunct... ont esté arrestez et mis en la main du Roy, tant à la requeste de madame la duchesse, femme dudict feu monseigneur le duc de Berry, et plusieurs marchans creanciers, d'une part, comme de par madame la duchesse de Bourbonnoys, fille de feu mondict seigneur, d'autre... et toute alienacion d'iceux biens deffendus de par le Roy... jusques ad ce que à iceux dame et marchans creanciers gré, payement et satisfaction eussent esté et feussent faiz. » *Ibid.*, t. II, p. 256. — Entre le 29 novembre et le 4 décembre 1416, trente-quatre créanciers du duc autorisent l'exécution de son testament et notifient le retrait de l'opposition formée par eux à la délivrance des legs. *Ibid.*, t. II, p. 198-204.

4. *Ibid.*, t. I, p. CLXXXVIII.

5. « ... les biens de ladite execucion ne souffisoient pas pour paier toutes les debtes deus par icellui feu Seigneur... » *Ibid.*, t. II, p. 256-257.

6. Jeanne de Boulogne, que le duc de Berri avait épousée en 1389, après la mort de sa première femme, Jeanne d'Armagnac, décédée en mars 1387.

avait eues d'un premier mariage, la comtesse d'Armagnac<sup>1</sup> et la duchesse de Bourbon<sup>2</sup>, et de plus de cinq cents fidèles serviteurs<sup>3</sup>; il fallait également donner au comte d'Eu, petit-fils du défunt, les 20.000 livres qui lui permettaient de se libérer des prisons anglaises<sup>4</sup> et faire verser au duc de Bourbon 70.000 livres, reliquat de la dot constituée à Marie de Berri, sa femme, lorsqu'elle avait épousé Philippe d'Artois<sup>5</sup>.

Ajoutons qu'entre le 18 octobre 1417 et le 25 avril 1418, le roi Charles VI, toujours à court de ressources, fit vendre « pour le fait de sa guerre » une partie des biens trouvés à l'Hôtel de Neslé<sup>6</sup> et que, si les 10.143 l. t. qui tombèrent de ce fait dans le Trésor furent bien employées, le procédé ne dut pas être goûté par les exécuteurs testamentaires.

Il n'est pas question de chercher ici comment fut liquidée la succession du troisième fils de Jean le Bon. Cette liquidation ne présenterait même à nos yeux aucun intérêt si elle n'attirait l'attention sur les expédients financiers auxquels le duc eut recours, toute sa vie, pour assurer tant bien que mal l'équilibre d'un budget déficitaire.

Dans le testament rédigé le 25 mai précédant sa mort, Jean de Berri faisait allusion aux dettes qu'il laisserait en mourant. « *Item*, écrivait-il, et comme ainsi soit que tant pour l'onneur et service de mondit seigneur (le roi) et le bien de son royaume, comme pour l'estat de nous soustenir, il nous ait falu et convenu faire plusieurs grandes et grosses mises et despenses, par lesquelles sommes tenus et obligiez et demourez en debtes envers plusieurs personnes, marchans et autres, nous voulons, ordonnons et commandons que noz debtes et promesses quelzconques soient payées et satisfaites loyaulment et entière-

1. Bonne de Berri, fille du premier mariage de Jean de Berri, et veuve en premières nocces du comte de Savoie Amédée VII, s'était remariée en 1393 avec Bernard VII d'Armagnac, depuis connétable de France.

2. Fille également de Jeanne d'Armagnac, Marie de Berri contracta trois mariages successifs. En 1386, elle épousait Louis de Blois, comte de Dunois; en 1392, Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France; en 1400, Jean I<sup>er</sup>, duc de Bourbon, qui fut fait prisonnier à Azincourt et mourut en Angleterre, le 5 janvier 1434, sans avoir pu obtenir sa libération.

3. Cf. GUIFFREY, *op. cit.*, t. II, p. 296.

4. Charles d'Artois, comte d'Eu, fils de Marie de Berri et de Philippe d'Artois, avait été capturé l'année précédente, à Azincourt. Il ne devait revenir en France qu'en 1438. Le duc de Berri, qui tenait par-dessus tout à contribuer à la délivrance de son petit-fils, avait engagé chez le changeur Regnault Pizdoë un fermail d'or en garantie des 20.000 francs légués pour la rançon.

5. Le mariage de Marie de Berri et de Philippe d'Artois, comte d'Eu, avait eu lieu en janvier 1392. Le 21 mars 1394, Philippe donnait quittance de 10.000 francs (Arch. Nat., J 187 B, n° 50) à valoir sur les 80.000 promis par le contrat de mariage. Les 70.000 francs restant dus n'étaient pas encore versés lors du troisième mariage de Marie. Il en est question dans son contrat de mariage avec Jean de Bourbon, le 27 mai 1400 (Arch. Nat., J 409, n° 44). Et à la mort de son père la duchesse de Bourbon réclamait encore ces 70.000 l. t. sur lesquelles les exécuteurs testamentaires lui versèrent 40.000 l. t. représentées par des tapis, joyaux et manuscrits. Bibl. Sainte-Geneviève, ms. 841, fol. 210, et GUIFFREY, *op. cit.*, t. II, p. 296-297.

6. GUIFFREY, *Ibid.*, t. I, p. cxc.

ment, et à ce faire obligeons noz biens quelzconques, par exprés noz biens meubles<sup>1</sup>... »

Sont-ce là de simples formules, analogues à celles qu'on rencontre dans tous les testaments de cette époque? Non, certes. Lorsque le duc précise qu'il est débiteur envers certains « marchans », on a le sentiment très net qu'il met des noms sous ce mot et qu'il sait exactement quels sont ses créanciers, bailleurs de fonds ou fournisseurs attitrés, qui l'ont toujours obligé et envers lesquels il tient essentiellement à s'acquitter.

Parmi les trente-quatre marchands créanciers qui se font connaître après la mort du duc<sup>2</sup>, il s'en trouve quelques-uns dont on peut dire, à coup sûr, qu'ils étaient de simples fournisseurs de l'Hôtel ducal : Marguerite de Verdun, veuve du célèbre tapissier Nicolas Bataille<sup>3</sup>, Guillemette La Boulée, marchande de poisson de mer, les bouchers Enguerrand Bourré<sup>4</sup> et Guillaume Painchaut, Ymbelet de Namps, « buschier à Paris », les poulaillers Gilet Pain et Laurent de Relempont, le drapier Jean Ronsart<sup>5</sup> ont livré des marchandises dont ils n'ont pas été payés et réclament leur dû au maître de la Chambre aux deniers<sup>6</sup>. Nous savions que ce genre d'achat n'était jamais

1. GUIFFREY, *op. cit.*, t. II, p. 193.

2. « ... Gauvain Trente, marchand bourgeois de Paris, Jaques Raponde, es noms de lui et de Jehan Raponde, son frère, et de Andry Raponde, son neveu, desquelz il se fist et porta fort en ceste partie, Michiel de Passy, Berthelemi Rust, Lonchin du Cyne, Berthe du Cyne, Guillaume Cenasse, Magne du Cyne, Jehan Dupré, eschevin de la ville de Paris, Christophe de la Mer, Estienne de Bonpuis, aussi eschevin de ladite ville de Paris, Jehan Sac, marchand de Gennes, Ymbelet de Namps, buschier à Paris, maistres Raoul Camus et Miles Chaligault, secretaires du Roy nostre sire, Marguerite de Verdun, dicte la Bataille, Morruel de la Mer, marchand de Jennes, maistre Pierre de Lesclat, conseiller du Roy nostre sire, es noms de lui et de Jehan et Berthelemi dis Spiffame, ses nepveux, Guillemette La Boulée, marchande de poisson de mer, Jehan Femel, marchand, en son nom et comme heritier en partie, à cause de sa femme, de feu Pierre de Cerisy, Enguerran Bourré, boucher, Guillaume Herny, Audebert Catin, changeur, bourgeois de Paris, Jehan Ronsart, drapier, Guillaume Painchaut, boucher, es noms de lui et de Gilet Pain, poulailler, et ledit Jehan Dupré, eschevin, pour et ou nom de Jehan Dupré le jeune, de Laurens de Relempont, poulailler, et de Jehan Faucart, desquelz il se fist et porta fort en ceste partie... affermerent... que comme après le deces de feu mondit seigneur le duc de Berry... les biens meubles d'icellui deffunct... eussent esté et soient arrestez et mis en la main du Roy nostre sire, à la requeste des dessus nommez ou d'aucun d'eux pour plusieurs sommes de deniers en quoy ilz, es diz noms, disoient ledit feu Seigneur leur estre tenu... » *Ibid.*, t. II, p. 198-199.

3. La liste des créanciers porte « Marguerite de Verdun, dicte la Bataille ». Il s'agit évidemment de la veuve de Nicolas Bataille, l'un des plus grands artistes des règnes de Charles V et de Charles VI, auteur des fameuses tapisseries de la cathédrale d'Angers.

4. Enguerrand ou Enjorran Bourré, boucher et bourgeois de Bourges, avait été en 1403 valet de chambre du duc de Berry. Il possédait des propriétés au bourg Saint-Germain. Cf. FR. LEROUX, *Le bourg Saint-Germain-des-Prés, depuis ses origines jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans, passim*.

5. « Jehan Ronsart, drappier et bourgeois de Bourges. » ARCH. NAT., KK 250, fol. 94.

6. La plupart de ces fournisseurs figurent dans les comptes de la trésorerie ducale, à l'année 1414. KK 250, fol. 94-97 v° et *passim*. Ils durent être payés par les exécuteurs, car ceux-ci versèrent en deux fois à « maistre Pierre Culon, secretaire et maistre de la Chambre

réglé à la livraison : lorsque le duc, qui se déplaçait continuellement, quittait une région pour une autre, il y laissait toujours quelques dettes qui n'étaient remboursées qu'avec un certain retard<sup>1</sup>.

Mais, à côté de ces humbles marchands aux noms inconnus, la liste des créanciers fait apparaître un grand nombre de personnages de premier plan : des Parisiens, comme le changeur Audebert Catin<sup>2</sup> ou le pelletier Étienne de Bonpuis<sup>3</sup>, et surtout des Lombards, pour la plupart, eux aussi, bourgeois de Paris, bien que toujours reliés à leur pays d'origine ; des Lucquois : Galvano Trenta<sup>4</sup>, Jacques, Jean et André Raponde<sup>5</sup>, Guillaume Cename<sup>6</sup>, Pietro Schiatta, le conseiller du roi, plus connu sous le nom de Pierre de l'Esclat<sup>7</sup>, Jean et Bernard Spifame<sup>8</sup> ; des Génois : Christophe et Morruel

aux deniers du duc \*, 9.400 l. t. pour payer les dettes de l'Hôtel. Bibl. SAINTE-GENEVIÈVE, ms. 841, fol. 249.

1. « A plus. personnes... es quels il estoit deu de reste de la despanse de l'oustel faite à Clermont ou mois de novembre (1370), 200 l. t. » Compte d'Étienne Valée, maître de la Chambre aux deniers. ARCH. NAT., KK 251, fol. 2 v°. — *Idem* pour dépenses faites en février-mars 1371 à Riom, Clermont, Issoire : 2.140 l. 5 s. t. *Ibid.*, fol. 3. — *Idem* à Mâcon (avril 1371) et à Lyon (mai 1372). *Ibid.*, fol. 4 v°, 49. — Étienne Valée paie un jour 3.970 l. 1 s. 9 d. t. pour acquitter les dettes laissées par son prédécesseur Jean de Cheri. (Il s'agit de la dépense courante d'un hôtel princier.) *Ibid.*, fol. 36 v°-38 v°.

2. Audebert Catin était l'un des fournisseurs attirés du duc. Les inventaires de celui-ci mentionnent une quantité de tasses, plats, écuelles, cuillers d'argent achetés chez ce personnage. Cf. GUIFFREY, *op. cit.*, à la table. Avec Étienne de Bonpuis, Pierre de l'Esclat et Jean Sac, il fut chargé, après la mort du duc, de garder une partie des biens de la succession, jusqu'à ce que les exécuteurs aient réglé le paiement des créances. *Ibid.*, t. II, p. 257-258.

3. Pelletier ordinaire du duc de Berri, Étienne de Bonpuis était fervent Armagnac et joua un rôle important, dans la journée du 4 août 1413, contre les Cabochiens. Il était l'un des gros bailleurs de fonds du duc ; et certains cadeaux à lui faits par son client semblent être la récompense de prêts qu'il lui avait consentis. Cf. GUIFFREY, *op. cit.*, t. II, à la table ; FR. LE ROUX, *op. cit.*, p. 188-189 et *passim*.

4. Galvano et Silvestro Trenta dirigeaient une société dont on trouve trace à Paris et à Bruges dès 1390. Les Trenta avaient commencé par se spécialiser dans le commerce des tissus de luxe ; ils ne tardèrent pas à adjoindre à ce commerce celui des bijoux et objets précieux et, comme tous leurs compatriotes, à prêter aux princes l'argent dont ceux-ci étaient fort démunis. Cf. L. MINOT, *Études lucquoises*. Galvano Trenta et les bijoux de la couronne, dans *Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CI, 1940, p. 116-156.

5. Jacques et Jean Raponde sont probablement les deux frères de Dine Raponde qui, aidés par un troisième frère, dirigeaient la succursale de Bruges. Cf. l'important travail consacré à cette famille par L. MINOT, *Études lucquoises* (Paris, 1930), ch. III (p. 79-169) : *La société des Raponde, Dine Raponde*.

6. Guillaume Cename était le fils de Geoffroi Cename et de Philippe Raponde, elle-même nièce de Dine Raponde. Installé à Paris dès le début du xv<sup>e</sup> siècle, il était l'un des principaux fournisseurs du duc de Berri, lequel était grand amateur de tissus de luxe. Cf. *infra*, p. 43, n. 1, et p. 57, n. 2 ; L. MINOT, *Études lucquoises* (Paris, 1930), ch. IV (p. 171-212) : *Les Cename*.

7. Conseiller au Parlement de Paris en 1383, maître des Requêtes de l'Hôtel en 1397, Pierre de l'Esclat était membre du Grand Conseil le 28 juillet 1406. F. AUBERT, *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII*, p. 340, n. 9.

8. La compagnie des Spifame était l'une des plus actives de la Chrétienté. Aux comptoirs qu'elle possédait à Paris, Avignon, Bruges et Londres étaient adjointes des succursales moins importantes dans quelques autres centres comme Montpellier, Bologne, Florence, Pise,



de Mari, dits de la Mer<sup>1</sup>, Jean Sac ou Sacco<sup>2</sup>; des Florentins, représentés par trois membres de la famille di Cino<sup>3</sup>, Lonchin, Berthe<sup>4</sup> et Magne du Cigne, et par Michele dei Pazzi<sup>5</sup>, qu'on appelait en France Michel de Passy. C'étaient tous, ou peu s'en faut, de gros marchands qui faisaient commerce de draps et de soieries de luxe, de bijoux, d'orfèvrerie, de pelleteries, tout en pratiquant presque toujours, sur une plus ou moins grande échelle, un autre genre de commerce, celui de l'argent. Ils étaient banquiers, changeurs et souvent prêteurs sur gages. Comment les princes besogneux composant l'entourage du roi n'eussent-ils pas été clients de ces Lombards, eux qui achetaient sans jamais calculer, mais dont les caisses étaient toujours vides<sup>6</sup>?

Le compte que rendent les exécuteurs testamentaires est si peu explicite qu'il est le plus souvent impossible de deviner à la suite de quel genre d'opé-

Venise. Le membre le plus en vue de cette famille est Barthélemy, le gros bailleur de fonds du duc de Berri. Je ne sais exactement quelle parenté pouvait exister entre ce Barthélemy et Jean et Bernard Spifame, neveux de Pierre de l'Esclat, créanciers du duc. Barthélemy avait eu deux fils : Jean, qui mourut avant 1385, et Simon, dont le fils, prénommé également Jean, écuyer, était capitaine de Conflans-Sainte-Honorine et épousa Catherine, fille de Gontier Col. Il serait étrange que ce personnage eût prêté de l'argent au duc de Berri. Quant à Bernard Spifame, je n'en trouve aucune trace dans la famille. Cf. L. MIROT, *Études lucquoises. L'origine des Spifame*. Barthélemy Spifame, dans *Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. XCIX, 1938, p. 67-81.

1. Trésorier général de Jean de Berri du 1<sup>er</sup> avril 1408 au 15 février 1410 (ARCH. NAT., J 187 B, n° 48), Christophe de la Mer fut longtemps conseiller du duc. R. LACOUR, *Le gouvernement de l'apanage de Jean, duc de Berry (1360-1416)*, p. 169. Il avait consenti à son maître, en 1401, un prêt de 15.899 livres, grâce auquel le budget ducal se trouva équilibré pour le deuxième semestre de cette année. *Ibid.*, p. 241. Il fut accusé de malversations et le duc ordonna de procéder à l'audition de ses comptes, le 12 juin 1411. Cf. *infra*, p. 55, n. 2.

2. Jean Sacco fut successivement l'associé de Gabriele Fatinnelli et de son fils Piero Fatinnelli. Ces Génois étaient à la tête de l'un des plus importants commerces de bijoux de Paris. Cf. L. MIROT, *Études lucquoises*. Galvano Trenta, *loc. cit.*, p. 119, n. 2.

3. Sur la famille di Cino, en particulier sur Bernardo, cf. L. MIROT, *Notes sur une famille florentine établie en France au XIV<sup>e</sup> siècle, dans Mélanges... de l'École française de Rome*, t. XXXVI, 1916, p. 3-26.

4. Berthe et Lonchin du Cigne étaient, en 1402, exécuteurs testamentaires d'un Julien du Cigne, mort à Paris. L. MIROT, *Notes sur une famille florentine*, p. 12. Selon L. Mirot, ces trois personnages ne pourraient être rattachés à la famille de Bernard du Cigne, maître d'hôtel du duc de Berri (*Ibid.*, p. 13). La parenté de tous ces homonymes me paraît, au contraire, très probable. — Berthe du Cigne vendait au roi, en 1410, de la vaisselle d'or et d'argent (*Ibid.*, p. 13, n. 2).

5. On doit pouvoir identifier ce marchand avec un certain Michel de Passy, banquier florentin établi à Paris, qui fut en relations suivies avec Louis II d'Anjou, roi de Sicile, et son fils le roi René. Le 12 décembre 1416, le roi Louis le chargeait de faire exécuter pour lui à Paris une chambre de satin blanc « à devise de faucons et autres oyseaux volans... ». LECQY DE LA MARCHE, *Extraits des comptes et mémoriaux du roi René*, p. 179, n° 518.

6. Je ne peux m'étendre ici sur les opérations financières pratiquées par le roi, les ducs de Bourgogne, d'Orléans, etc. Mais des précisions intéressantes sont fournies à ce sujet par L. MIROT, *Études lucquoises*. Galvano Trenta et les bijoux de la couronne, *loc. cit.*, p. 127 et suiv. Elles permettent de se faire une idée exacte des mœurs de l'époque et d'apprécier avec une plus grande équité la politique économique de Jean de Berri.

rations ces marchands étaient devenus les créanciers du duc. Peut-être quelques-uns d'entre eux réclamaient-ils simplement l'acquit de factures non payées. Il semble que ce soit le cas de Guillaume Cename<sup>1</sup> et d'Étienne de Bonpuis<sup>2</sup>, deux des plus gros fournisseurs de l'Hôtel de Nesle, dont il est question au chapitre des « deniers paieés en acquit de feu Monseigneur » ; la succession leur verse respectivement 2.837 l. 10 s. t.<sup>3</sup> et 3.587 l. 10 s. t.<sup>4</sup>, soit la presque totalité de ce qui leur restait dû.

D'autres sont certainement des bailleurs de fonds qui ont avancé des sommes relativement importantes sans exiger de gages en contre-partie. Audebert Catin, « changeur et bourgeois de Paris », a prêté, en plusieurs fois, 1.100 l. t. pour contribuer aux dépenses de l'Hôtel ducal<sup>5</sup> ; on lui rembourse également 780 l. 9 s. 10 d. t. au nom de sa femme, veuve en premières noces de Gillet Mercier<sup>6</sup>, et 1.017 l. 7 s. t. qu'il a avancés en 1415, toujours pour les dépenses de l'Hôtel, conjointement avec Jacquet Lailler et Jean Ronsart<sup>7</sup>.

Ces prêts étaient-ils consentis gratuitement ou à titre onéreux ? Les documents sont, à ce point de vue, d'une discrétion remarquable. Il se peut que le chiffre des sommes remboursées représente à la fois le capital prêté et l'intérêt de l'argent. Il est également possible que le duc ait versé l'intérêt de la main à la main, soit en deniers comptants, soit sous forme de cadeau. Toutes les conjectures sont permises ; mais il est vraisemblable que ces gros marchands ne travaillaient pas pour les beaux yeux de Jean de Berri.

Un second chapitre du compte de la succession, chapitre intitulé « Joyaulx trouvez en gage chieux plusieurs marchans de la ville de Paris », fait apparaître un autre genre d'opérations dont le duc de Berri, nous le verrons, avait

1. Les comptes de trésorerie du duc, pour 1412-1414, mentionnent les achats faits à Guillaume Cename au cours des années 1410-1413 : « draps d'or et de soie, fin drap noir de Lucques, fin velu sur velu brochié d'or de Chippe sur vert perdu, fin drap violet cramoisy de Lucques... », le tout montant au total de 7.142 l. t. KK 250, fol. 46 v<sup>o</sup>-50 v<sup>o</sup>. En novembre 1413, le duc lui paie 120 écus pour un cheval de poil noir (*Ibid.*, fol. 58 v<sup>o</sup>). Comme beaucoup de Lombards, Guillaume Cename était donc maquignon.

2. Chez Étienne de Bonpuis, le duc fait payer, en 1414, 2.745 fr. 17 s. 6 d. et 539 l. 15 s. pour achats faits en 1411. Il s'agit sans doute de pelleteries. KK 250, fol. 55 v<sup>o</sup>, 57 v<sup>o</sup>. — En septembre 1411, Jean de Berri achète chez le même pelletier, pour 60 écus d'or, un cheval bai à courte queue (*Ibid.*, fol. 58 v<sup>o</sup>). — Mais on sait d'autre part avec certitude qu'au cours de la guerre civile Étienne de Bonpuis avait prêté de l'argent au duc de Berri (cf. *infra*, p. 56, n. 4) ; il se peut donc que la créance en question corresponde à un remboursement.

3. « A Guill. Cenami, marchand de Lucques demourant à Paris... 2.837 l. 10 s. t. à lui delivrez sur la somme de 2.940 l. t. qui deue lui estoit de reste. » BIBL. SAINTE-GENEVIÈVE, ms. 841, fol. 244 v<sup>o</sup>.

4. « A Estienne de Bonpuis... 3.587 l. 10 s. t... sur la somme de 3.738 l. t. qui deue lui estoit de reste de la somme de 4.238 l. t. » *Ibid.*, fol. 245.

5. *Ibid.*, fol. 241.

6. *Ibid.*, fol. 242.

7. « A Jacquet Lailler, Jehan Ronsart et Audebert Catin, nagaires marchans de fromment, foin et avoine de l'ostel de feu mond. sgr... » *Ibid.*, fol. 243 v<sup>o</sup>. La plus grosse partie de cette somme de 1.017 l. 7 s. t. représente des fournitures de blé, foin et avoine.

coutume d'user : le prêt sur gages. A moins qu'à un autre titre ils ne fussent créanciers, les prêteurs sur gages ne figurent pas, bien entendu, sur la liste des créanciers du duc : en fait, rien ne leur est dû, pas même l'intérêt de leur argent, au cas où cet intérêt aurait été stipulé, puisque la valeur du gage remis entre leurs mains était en général bien supérieure à celle de la somme prêtée par eux<sup>1</sup>.

C'est en l'hôtel de l'orfèvre Jean Taranne que fut récupérée l'une des plus belles pièces des collections du duc : un grand tableau d'or, ou plutôt tous les bijoux, perles, rubis balais, saphirs, croix d'or, etc., qui ornaient cette pièce et en avaient été détachés pour servir de gage à un prêt de 32.961 francs<sup>2</sup>. Chez Audebert Catin, on reprit, pour 13.040 francs, des rubis, diamants, bijoux et tableau d'or<sup>3</sup>; et, pour 3.375 francs, divers bijoux chez Regnault Pizdoë, changeur, lui aussi, et bourgeois de Paris<sup>4</sup>. Jean Sacco, l'un des plus grands marchands de bijoux établis dans la capitale, remit aux exécuteurs une couronne qui avait été engagée chez lui en contrepartie d'un prêt de 13.500 francs<sup>5</sup>. Ses associés, Bartolomeo Sacco et Piero Fatinelli, qui détenaient un magnifique tableau d'or, une grande salière d'agate, une croix dénommée la « croix aux cristaulx » et un très beau fermail d'or, le tout couvert de pierres précieuses, acceptèrent, après que ces pièces eurent été « dégagées<sup>6</sup> » par les exécuteurs, de les racheter pour la somme de 26.550 l. t.<sup>7</sup>. Cette somme, représentant la valeur marchande des

1. Cf. *infra*, p. 45, n. 1, et p. 49, n. 2.

2. BIBL. SAINTE-GENEVIÈVE, ms. 841, fol. 185 v°.

3. *Ibid.*, fol. 186 v°.

4. *Ibid.*, fol. 187 v°.

5. « Jehan Sac, marchand et bourgeois de Paris, monstra aux dess. dix (exécuteurs) un tres bel sercle en façon d'une couronne... mais en l'un des florons fault un saphir que feu mond. seigneur envoia au pappe, pris. ensemble 13.500 frs. » *Ibid.*, fol. 187 v°.

6. Au chapitre des « deniers paieiz en acquit de feu Monseigneur » figure la reprise, par les exécuteurs, du tableau d'or engagé pour 2.700 écus : « A Pierre Fatinant, marchand et bourgeois de Paris, et Berthelemi Sac, de Gennes, demourant à Paris... 3.037 l. 10 s. t. (= 2.700 écus, l'écu valant 1 livre 2. s. 6 d. t.), c'est assavoir audit Pierre Fatinant seul 2.300 escus, en quoy led. feu Mgr. le duc (par lettres du 30 avril 1416) et pour les causes contenues en icelles, lui estoit tenu, pour seureté de laquelle somme le dit seigneur à son vivant lui avoit fait bailler en gage un grant tableau d'or de haulte taille en façon d'un livre ouquel est l'Annunciation, l'Apparition... N. S..., et voulu que led. Fatinant le tenist par devers lui jusques à ce qu'il feust contenté de lad. somme de 2.300 escus, et à yceulz Fatinant et Berthelemi ensemble 400 escuz d'or, en quoy led. feu seigneur leur estoit tenuz pour la vente d'un ruby pesant 1 carat et 1/4, en façon d'un ceil assis en un anel d'or, d'eulz acheté led. pris (lettres du duc du 31 août 1415) ». Le duc voulait que les deux marchands gardent le tableau jusqu'au paiement de sa dette. *Ibid.*, fol. 245 v°-246.

7. « Joyaux trouvez en gage chiez plusieurs marchans de la ville de Paris, lesquels ont esté desgaigiez et vendus et delivrez par lesd. exécuteurs ausd. marchans comme aux plus offrans et derr. encherisseurs... : (n° 770) D'uns grans tableaux d'or en façon d'un livre huquel est l'Annunciacion, l'Apparition, la Nativité et la Passion N. S., fait de haulte taille, garni de xxii balais et miii<sup>xx</sup> vii perles, et dessus a cinq gros boullons d'or, et poise l'or et pierrerie xxxix<sup>m</sup> (= 39 marcs), lequel a esté recouvré de Pierre Fatinant et Berthelemi Sac, qui le

gages, était légèrement supérieure à ce que le duc de Berri devait à ces deux créanciers<sup>1</sup> pour des avances de fonds et pour l'achat d'un rubis « en façon d'un œil assis en un anel d'or »<sup>2</sup>.

Était-ce donc chez le duc de Berri une habitude invétérée que de payer à terme, d'emprunter, de laisser partout en gage ses plus beaux bijoux? Et ne pouvait-il vraiment limiter ses dépenses aux disponibilités de sa trésorerie? C'eût été, il faut bien le dire, déroger aux coutumes établies à l'époque et communément admises : les princes du sang vivaient tous sur un pied supérieur à leurs ressources ; et, s'ils ne faisaient pas faillite tous les dix ans, c'est que la générosité royale leur fournissait au bon moment les moyens d'éteindre leurs dettes.

S'il est impossible, étant donné la pénurie de documents, de suivre, d'un bout à l'autre de sa vie, la politique financière de Jean de Berri, on peut, par contre, interroger quelques-uns des témoignages qui subsistent et tenter d'y découvrir la trace de ses expédients. Peut-être arriverait-on même à justifier ceux-ci dans une certaine mesure, en se donnant la peine de chercher les motifs qui ont pu réduire le duc à une telle extrémité.

Dans cette vie, longue de soixante-seize années, nous choisirons trois périodes-témoins, les mieux connues comme aussi les plus significatives : 1375-1378, 1386-1390, 1411-1413.

\* \* \*

1375-1378 furent trois années particulièrement difficiles à traverser pour Jean de Berri : elles correspondent au mariage de Bonne, sa fille aînée, avec le fils du comte de Savoie. Ce mariage, dont les clauses pécuniaires avaient été rédigées dès 1372<sup>3</sup>, ne fut, il est vrai, célébré que le 18 janvier 1377 ; mais il avait été précédé, à partir de 1375, de longues négociations qui nécessitèrent de grosses dépenses et qui n'auraient pu aboutir si l'on avait soup-

tenoient en gage pour la somme de  $\text{II}^{\text{m}} \text{VII}^{\text{e}}$  escus...  $\text{III}^{\text{m}}$  escus, valent  $\text{III}^{\text{m}} \text{III}^{\text{e}} \text{LXXV}$  l. t. — (n° 771) D'une grant saliere d'agate... prisee...  $\text{III}^{\text{m}}$  escus (= 4.500 l. t.) et vendue  $\text{V}^{\text{m}} \text{III}^{\text{e}}$  frans...  $\text{V}^{\text{m}} \text{III}^{\text{e}}$  l. t. — (n° 772) D'une grant croix nommée la croix aux cristaulx... prisee...  $\text{VIII}^{\text{m}}$  fr., vendue  $\text{X}^{\text{m}}$  fr...  $\text{X}^{\text{m}}$  l. t. — (n° 773) D'un très bel fermail d'or... [prisee]...  $\text{VII}^{\text{m}}$  escus (= 7.875 l. t.) valent  $\text{VII}^{\text{m}} \text{VIII}^{\text{e}} \text{LXXV}$  l. t. Summa : 26.550 l. t. • *Ibid.*, fol. 122-122 v°. — A noter que le grand tableau d'or (n° 770) ne pesait en définitive que 37 marcs 15 esterlins et qu'il fut vendu au trésorier du duc d'Orléans pour 3.140 l. t. *Ibid.*, fol. 271 v°. Je ne peux entrer dans tous les détails de ces ventes successives.

1. Cf. note précédente, n°s 770, 771, 772. Le chiffre de la « prisee » doit représenter à peu près la somme avancée par le prêteur sur ces objets ; il est inférieur à la valeur marchande du gage.

2. Dans un inventaire, fait en 1416, des « joyaux, vaisselle, pierrerie... baillées par Mons. le duc... à plusieurs personnes, tant en gaiges comme autrement, on relève à plusieurs reprises le nom de Christophe de la Mer. GUIFFREY, *op. cit.*, t. I, p. 279 et suiv. Les joyaux trouvés chez lui étaient-ils des gages? Il est permis de le supposer.

3. 1372, 7 mai. Contrat de mariage entre Amé de Savoie et Bonne de Berri, dans un vidimus du 21 avril 1394. ARCH. NAT., J 186 B, n° 87.

onné les difficultés matérielles au milieu desquelles se débattait le père de la fiancée. Une fois le mariage conclu, la situation ne se trouva guère améliorée : il restait à régler les factures et à verser le complément de la dot promise. Qui ne comprendrait que le duc ait alors fait appel à ses amis les Lombards, qu'il se soit même résolu à recourir aux Juifs, pour l'aider à franchir l'une des plus pénibles étapes de sa carrière.

Au début de l'année 1375, le duc reprenait donc le projet d'alliance matrimoniale conclue avec la Savoie ; c'est dire qu'il était assez pressé de liquider les dettes contractées au cours des mois précédents. Il est permis de supposer que c'est sur ses instances que le roi Charles V, son frère aîné, lui accorda le 3 mars, en dédommagement de certaines dépenses engagées naguère en Angoumois et en Saintonge, un don de 47.000 francs, assigné pour la plus grande partie sur les aides royales, don auquel il ajoutait la rançon du chevalier anglais Thomas de Percy<sup>1</sup>. Quelques jours plus tard, le 14 mars, le duc ordonnait à son trésorier général Raymond Coustave, de désintéresser au plus tôt les créanciers les plus pressés. Le rôle de dépenses, signé de la main du duc et remis alors au trésorier, montait au total de 32.800 francs<sup>2</sup>. Les créanciers sont, comme toujours, soit des fournisseurs — tapissiers, orfèvres, épiciers, teinturiers, gantiers — soit des bailleurs de fonds qu'on rembourse partiellement « en deducion de plus grant somme ». La plupart d'entre eux ne méritent pas qu'on s'y arrête. Mais en tête du rôle un nom se détache, celui du plus gros créancier du duc : Barthélemy Spifame.

Ce Lucquois était vraiment — et cela depuis longtemps — l'homme à tout faire de Jean de Berri. Celui-ci désirait-il offrir quelques pièces de satin à la duchesse<sup>3</sup> ou faire changer les tentures d'une chambre<sup>4</sup>, emprunter de l'argent liquide<sup>5</sup> ou acheter à terme de la vaisselle plate<sup>6</sup>, il faisait appel à Barthélemy Spifame. Aussi tenait-il à le ménager et à le désintéresser avant tous autres : il en aurait encore besoin. « *Premièrement*, lit-on au début du rôle de dépenses, à Barthélemy Spifame, de compte à lui fait de tout ce en quoy Monseigneur lui estoit tenuz de temps passé, IIIII<sup>m</sup> IIIII<sup>c</sup> frans. A lui, pour une chambre de camocas qu'il a baillée pour Monseigneur à Sendre le brodeur, pour façon et estoffes, III<sup>c</sup> frans. A lui, pour don que Monseigneur lui a fait, V<sup>c</sup> frans. » Il était temps, en effet, d'éteindre ces anciennes dettes...

1. E. TEILHARD DE CHARDIN, *Registre de Barthélemy de Noces, officier du duc de Berri (1374-1377)*, dans *Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. LII, 1891, p. 230 et p. 523, n° XIII, et ARCH. NAT., J 382, n° 5. — Ces 47.000 francs étaient assignés de la manière suivante : 7.000 francs sur les arrérages des aides de Clermont, Bourges et Saint-Flour ; 6.000 francs sur une dette contractée envers le roi par le sire de Parthenay ; 21.000 francs sur les aides de Reims et 13.000 sur celles de Châlons. J. 382, n° 5 *ter*.

2. 1375 (n. st.), 14 mars. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 230-231 et p. 518-520, n° XI.

3. Début 1371. ARCH. NAT., KK 251, fol. 19 v°.

4. Cf. *infra*.

5. 19 janvier 1371, assignation de 600 francs. KK 251, fol. 5 et 30 v°. — 12 octobre 1371, prêt de 100 l. t. *Ibid.*, fol. 47 v°, etc.

6. 26 septembre 1371. *Ibid.*, fol. 50.



quand ce ne serait que pour pouvoir en contracter de nouvelles. Que voyons-nous quelques lignes plus loin sur le même rôle de dépenses? « A Barthélemi Spifame, qui doit prester pour rachapter les joyaulx de Monseigneur qui sont à Avignon, vi<sup>m</sup> frans. » Cette mention, assez peu explicite, a du moins le mérite de nous confirmer<sup>1</sup> que le duc a engagé des joyaux, pour une somme supérieure à 6.000 francs, chez des marchands d'Avignon; désirant aujourd'hui reprendre son dépôt, il confie 6.000 francs à Barthélemi Spifame en le priant de lui prêter le complément de la somme qu'exige cette opération<sup>2</sup>.

Mais un mois ne s'était pas écoulé que le Lucquois était mis une fois de plus à contribution. Dès les premiers jours d'avril, il était évident que le trésorier ne trouverait pas de quoi régler tous les paiements ordonnés par le duc le 14 mars précédent<sup>3</sup>. Une partie seulement du don royal avait été perçue, le reste ne devant être versé que par mensualités<sup>4</sup>. Quant à l'octroi fait au duc par Charles V, le 26 mars, d'un impôt de 12 deniers pour livre sur les marchandises vendues en Poitou<sup>5</sup>, il était subordonné au consentement des gens du pays et ne pouvait pas permettre, lui non plus, de faire face à des échéances immédiates. Les comptes du maître de la Chambre aux deniers portent la trace des démarches entreprises alors pour obtenir l'aide financière de Barthélemi Spifame<sup>6</sup>, lequel, le 24 avril, accepte de verser

1. On trouve trace de ces joyaux dans les comptes de Colas Mengin : « A Symonnet le chevaucheur qui fu envoyé de Poitiers à Avignon pourter lettres de par Mgr. au pape, aux cardinaulx de Thorenne, de Lymoges, au cambellen, et à plusieurs autres, tant pour le fait des joyaux de mondit seigneur comme pour autres choses » (voyage du 25 avril au 20 mai 1375). ARCH. NAT., KK 252, fol. 71 v<sup>o</sup>. — « A Augustin le chevaucheur envoyé... pourter... plusieurs autres lettres adroitement au pape et à plusieurs cardinaulx et marcheans d'Avignon, pour le fait des joyaux de Mgr. » (9-29 juillet 1375). *Ibid.*, fol. 115 v<sup>o</sup>. — La Grue, messenger à pied, est envoyé « de Clermont en Avignon... pourter lettres... et attendre response sur le fait des joyaux de Monseigneur » (juillet 1375). *Ibid.*

2. Le rôle du 24 avril, sur lequel se trouve la liste des créanciers que Barthélemi Spifame est chargé de payer (cf. note suiv.) porte un article plus clair concernant la reprise de ces joyaux : « Item, à nostre tresorier à Avignon, pour raimbre noz joyaulx qui sont en gaiges, à paier en la fin de mai LXXV, de quoy Barthelomi sera tenuz de rappourter recognoissance dudit tresorier, vi<sup>m</sup> frs. » E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 523. Il ressort de ces deux articles que 6.000 francs sont versés par le duc, le reste étant prêté par B. Spifame.

3. Une grande partie des dettes énumérées dans le rôle du 14 mars (E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 518-520, n<sup>o</sup> XI) figure également dans celui qui fut remis à Barthélemi Spifame (*Ibid.*, p. 520-523, n<sup>o</sup> XII).

4. Cf. *supra*, p. 46, n. 1. Les 21.000 francs assignés sur les aides de Reims devaient être versés de la manière suivante : 4.000 francs fin mars, 3.000 francs en avril, mai, juin, juillet, août, 2.000 francs fin septembre. ARCH. NAT., J 382, n<sup>o</sup> 5 bis, n<sup>o</sup> 2. Les 13.000 francs assignés sur les aides de Châlons devaient être versés à partir de fin mars, à raison de 2.000 francs par mois et 1.000 francs fin septembre. J. 382, n<sup>o</sup> 5 bis. Le 11 mars, le duc avait touché les 6.000 francs du sire de Parthenay. *Ibid.*, n<sup>o</sup> 6 et 6 bis. Il est probable que, ces 6.000 francs mis à part, le duc n'encaissa rien à cette époque, car la dette royale relative aux comtés de Saintonge et d'Angoumois ne fut réglée, sur de nouvelles bases, qu'en 1386. ARCH. NAT., J 186, n<sup>o</sup> 61.

5. 1375 (n. st.), 26 mars. E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 517, n<sup>o</sup> X.

6. 1375, avant le 7 avril. « Pour apourter certaines lettres touchant l'assignation faicte à Barthelomi Spifame... » KK 252, fol. 71 v<sup>o</sup>.

28.183 francs aux créanciers du duc, à condition que ce dernier lui assigne en garantie 34.000 francs sur les aides royales à percevoir dans les diocèses de Reims et de Châlons, ce qui laissait une marge de près de 6.000 francs pour l'intérêt des sommes avancées<sup>1</sup>.

Faut-il établir un rapport entre cette opération et la reprise des négociations avec la Savoie? Toujours est-il que, le 26 mars, l'un des chambellans du duc, Guillaume de Bourbon, était envoyé de Bourges à Chambéry, avec mission de rencontrer le comte Amédée VI, la comtesse de Savoie et leur fils, et de traiter avec eux diverses questions relatives au mariage projeté<sup>2</sup>. Les lettres échangées à la suite de cette ambassade<sup>3</sup> expriment l'accord des deux familles et le désir manifesté de part et d'autre de voir se réaliser au plus tôt une alliance à laquelle on songeait depuis si longtemps. Au mois d'août, le sénéchal de Berri, Pierre de Semur, partait à son tour pour la Savoie<sup>4</sup>, d'où il ramenait quelques messagers chargés par le comte Amédée d'aller jusqu'à Bourges « pour veoir Madame Bonne<sup>5</sup> ». On ne connaissait en effet celle-ci, à la cour de Chambéry, que par une charmante lettre qu'elle avait adressée à sa future belle-mère<sup>6</sup>; mais le fiancé tenait à s'assurer que les qualités physiques de la jeune fille ne le décevraient pas. Il faut croire que l'enquête fut favorable, car les négociations se poursuivirent, ainsi que l'échange de messages entre les deux cours<sup>7</sup>.

Passons par-dessus l'année 1376 — année sans histoire — pour arriver à l'époque du mariage. L'union d'Amé de Savoie et de Bonne de Berri eut lieu à l'église Saint-Pol le dimanche 18 janvier 1377<sup>8</sup>. Le comte de Savoie, qui entendait faire respecter les clauses du contrat de mariage signé le 7 mai 1372<sup>9</sup>, clauses en vertu desquelles une partie de la dot — 30.000 francs sur 100.000 — devait être versée le jour des noces, avait décidé que ce premier paiement serait effectué entre ses mains le 17 janvier. « Il a été accordé et convenu, à nostre requeste, écrivait-il, que led. Monseigneur le duc nous feroit bailler à Paris, où nous estions et sumes de present, lad. somme de

1. E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 523-527, n° XIII. Sur ces 28.183 francs, 2.300 francs étaient dus à Simon de Dampmartin pour achat de « vaisselle ». Le détail de ces 2.300 francs se trouve *Ibid.*, p. 527-529, n° XIV.

2. 26 mars-19 avril 1375. KK 252, fol. 80.

3. Avril-mai 1375. Les lettres du comte et de la comtesse de Savoie au duc de Berri, les réponses du duc, sa lettre à son futur gendre et une lettre adressée par Bonne à sa future belle-mère sont éditées dans E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 535-539, n° XX à XXV.

4. 25 juillet-4 septembre 1375. Pierre de Semur devait, au cours du même voyage, aller trouver le pape en Avignon. KK 252, fol. 79 v°.

5. Septembre 1375. Trente-six écuilles d'argent furent données aux messagers, au cours du dîner que leur offrit Charles Monseigneur, fils aîné du duc de Berri. *Ibid.*, fol. 85 v°.

6. Cf. *supra*, n. 3.

7. 4 novembre-6 décembre 1375. Arraby le chevaucheur est envoyé de Mehun en Savoie « pourter lettres... touchant le mariage de madame Bonne ». KK 252, fol. 76.

8. ARCH. NAT., J 186 B, n° 89. — « A Raymon Coustave... pour argent... qu'il avoit baillé à ma dame Bonne, le dimenche 18<sup>e</sup> jour de janvier, qu'elle espousa à Saint-Pol, que elle offry à la messe... 60 s. t. » KK 252, fol. 131 v°.

9. ARCH. NAT., J. 186 B, n° 87.

30.000 frans d'or par avant que les noces se feissent, afin que le jour qu'elles se feront nous et noz gens ne fussent occupé d'autre chose que de y entendre<sup>1</sup>. »

Le versement « en bons frans comptez et nombrez loyaulment » fut fait au jour dit, par la main du trésorier général Raymond Coustave, en l'hôtel de Barthélemy Spifame. Tout laisse penser que ce ne fut pas une petite affaire que de réunir une aussi forte somme. La quittance donnée par le comte de Savoie nous apprend, en effet, que, sur ces 30.000 francs, 15.000 provenaient d'un don du roi et 5.000 d'un prêt consenti par le sire de la Rivière. Quant aux 10.000 francs nécessaires pour compléter ce premier versement, ils durent être fournis en partie par le Florentin Bernardo di Cino, l'un des plus gros marchands de pierres précieuses de Paris, banquier et changeur comme la plupart de ses compatriotes, qui, au début de janvier, avait avancé au duc 2.120 l. 10 s. t., en le contraignant à déposer chez lui une partie de ses joyaux<sup>2</sup>.

Une fois la dot payée, Jean de Berri n'était pas au bout de ses peines. Nous sommes très mal renseignés sur les frais occasionnés tant par le mariage de Bonne<sup>3</sup> que par la grande fête offerte par le prince à l'Hôtel de Nesle le 20 janvier<sup>4</sup> et par le séjour de plus de trois mois que celui-ci fit à Paris et aux environs après les noces de sa fille<sup>5</sup>. Mais, lorsque Raymond Coustave, qui était venu à Paris « pour faire le paiement du mariage de ma dame Bonne », quitta la capitale le 17 février, il gagna directement le Berri « pour aler pourchassier finances pour le fait de l'ostel » ; et ceci est le signe le plus évident que les caisses étaient vides<sup>6</sup>.

D'ailleurs, le duc ne cachait pas sa grande détresse financière. Lui qui avait remboursé très rapidement à Bernardo di Cino les 2.120 l. 10 s. t.

1. Quittance de 30.000 francs donnée par Amédée de Savoie, le 17 janvier 1377. *Ibid.*, n° 89.

2. « ... par la main de Bernart du Cyne, de Florence, marchant demourant à Paris, que led. Bernart a prestés à Mons. en plus. parties, et dont il a certains jouyaux en gaige pour plus grant somme... 4 janvier [1377, n. st.]... 2.120 l. 10 s. t. » KK 252, fol. 119 v°.

3. 14 avril-17 mai 1377. « A Colas Mengin... lequel Mons. laissa à Paris, tant pour compter et agreer aux marcheanx à qui il estoit deu pour la despense que mond. seign. avoit faicte à Paris, comme pour poursuivre le paiement de 3.000 frs que le roy avoit donné à Mons, et aussi de 4.000 frs qui sont deuz à Mons. de reste d'une assignation de 6.000 frans... » KK 252, fol. 145 v°.

4. « Au roy des heraux de France et à Baudet, menestrel de Mons., pour argent à eulx baillié... à Paris, 20 janv. 1376 (= 1377, n. st.), pour distribuer aux autres menestrels et heraux qui furent à la feste que Mons. fist en son hostel à Paris le dit jour après les noces de ma dame Bonne, sa fille... c frs. » *Ibid.*, fol. 144. Cf. *Ibid.*, fol. 132 et 145 (dépenses pour tapisseries, vaisselle perdue ou détériorée, etc.).

5. Le duc séjourna à Paris, Saint-Denis, Saint-Germain, Mantes, Chartres, etc., du 12 janvier au 14 avril (KK 252, fol. 145 v°). Son itinéraire, relevé dans la thèse manuscrite de Ledos, *La jeunesse du duc de Berry*, est facile à reconstituer d'après le ms. KK 252, *passim*.

6. KK 252, fol. 142 v°. — Par lettres du 4 novembre 1376, le roi avait fait au duc un don de 10.000 francs, dont 1.000 francs furent versés le 4 juillet 1377. *Bibl. Nat.*, ms. fr. 20403, n° 14.

avancés au début de janvier<sup>1</sup> ne craint pas, à la fin du même mois, de recourir au même bailleur de fonds pour lui emprunter une somme de 6.200 francs d'or, somme « qu'il nous a prestée, avoue-t-il, à *notre très grant besoing* »<sup>2</sup>. Cette fois-ci, Jean de Berri laissait en gage chez Bernardo des chapeaux d'or garnis de perles, un fermail, une courroie à coquilles d'or, un rubis, une couronne, des pierres précieuses, etc., toutes pièces dont l'inventaire fut dressé et scellé du sceau du prêteur. Il était convenu que, dans le cas où le remboursement ne pourrait être effectué à la Saint-Jean prochaine et où Bernardo refuserait d'accorder un plus long délai à son débiteur, celui-ci accepterait que ses bijoux fussent engagés « à ses fraiz et despens » chez un autre banquier. Cette clause était dure, et seule la nécessité pouvait contraindre à l'accepter.

Les 6.200 francs furent vite absorbés : 2.814 l. 15 s. 6 d. allèrent chez Simon de Dampmartin, qui avait fourni quelques bijoux et une certaine quantité de vaisselle d'argent : écuelles, tasses, aiguïères, gobelets, etc.; 2.121 francs 1/2 furent baillés à Colas Mengin, maître de la Chambre aux deniers, et servirent à couvrir les dépenses courantes de l'Hôtel ducal; le reste permit de régler quelques factures arriérées<sup>3</sup>. Remarquons que 500 francs furent attribués à Bernardo di Cino « pour certaines causes » non énumérées dans l'acte, mais dont la principale devait être d'entretenir chez le banquier florentin les bonnes dispositions dont il venait de faire preuve.

Le duc ne pouvait frapper toujours aux mêmes portes. C'est alors qu'il se décida, pour la première fois, semble-t-il, à descendre chez les Juifs. Précieuse la Juive<sup>4</sup> à laquelle il s'adressa ne devait être que la mandataire ou l'associée d'un groupe de prêteurs<sup>5</sup> — usuriers, ceux-là, et non pas banquiers comme les Lombards — dont le trafic plus ou moins louche se dissimulait dans un coin du ghetto, non loin probablement de l'hôtel Barbette, à moins que ce ne fût derrière l'église Saint-Merry. Les 8 et 9 mars 1377, trois officiers du duc : son maître d'hôtel Jacques Trouseau, Colas Mengin, maître de sa Chambre aux deniers, et Jean Le Masle, contrôleur de la dépense, se rendirent secrètement chez Précieuse la Juive pour y engager des bijoux et de la vaisselle d'argent. Ils étaient accompagnés du comte de Sancerre, l'un des membres les plus influents du conseil ducal, et du chancelier Pierre de Giac<sup>6</sup>. Épinglier d'or garni de pierres fines, boutonnière de perles « à vi bou-

1. « Et est assavoir que ledit Bernart nous a rendus certains joyaux que pieça lui avions bailliez en gage pour certaine somme d'argent que lors il nous presta, comptée et comprise en la somme [de 6.200 frs] dessus dite. » E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 566-567, n° LVII.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 567-569, n° LVIII.

4. Il est question dans les *Journaux du Trésor* (Noël 1376) d'une Précieuse la Juive, veuve d'Abraham de Pont-à-Mousson. H. MORANVILLE, *Extraits de Journaux du Trésor, dans Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. XLIX, 1888, p. 375, n° 278.

5. C'est l'opinion émise par TEILHARD DE CHARDIN (*op. cit.*, p. 571, n. 1), qui fait remarquer que la Juive parle deux fois au pluriel.

6. Cette mention n'est pas inscrite dans le *Registre de Barthélemy de Noces*. Mais on lit

tons à façon de rozes » ornée en son milieu d'un cygne de perles, tableau et fermail d'or, coiffe de perles semée de pierreries, rubans d'or, chapeaux de perles, etc., furent enfermés dans un « couvrefief » scellé du sceau de Jacques Troussseau, tandis que dans un grand sac, sans doute scellé également, étaient déposés une grande nef, des flacons d'argent dorés et quatre bouteilles d'argent, deux dorées et deux émaillées. En contre-partie de ce dépôt, Précieuse prêtait au duc le premier jour 700 francs, le lendemain 1.500<sup>1</sup>. Le 10, les envoyés revenaient une troisième fois dans la même officine pour emprunter 100 francs contre « un pot d'argent doré à aumosne et une pinte d'argent doré<sup>2</sup> ».

Il était convenu que tous ces gages seraient repris le 1<sup>er</sup> mai suivant, soit au bout de sept semaines. Le duc avait le ferme espoir de trouver d'ici là des prêteurs moins exigeants que ces Juifs, qui lui extorquaient « de courtoisie, pour chacune septmaine franc et demi pour cent, qui monteront pour sept septmaines LXXIII francs demi » : c'était bel et bien un intérêt de 78 % que Jean de Berri, pressé par la détresse, acceptait de laisser aux mains des usuriers.

Le 10 avril, un don royal de 3.000 francs était annoncé<sup>3</sup>; mais on savait qu'un certain temps s'écoulerait entre le mandement du roi et la perception de la somme promise<sup>4</sup>; aussi, les jours suivants, fait-on de nouveau appel à Simon de Dampmartin et à Barthélemy Spifame<sup>5</sup>.

L'échéance du 1<sup>er</sup> mai arriva vite et fut bientôt dépassée. Précieuse, chez laquelle une partie des gages avait dû être récupérée, accepta de garder ceux qui avaient été donnés en garantie des 1.500 francs empruntés le 9 mars; elle calcula, non sans une secrète satisfaction, que le total des intérêts gonflait à vue d'œil. Dans le courant d'août, le duc, qui était à Bourges, chargea Filz de Moyne de faire le voyage de Paris pour verser entre les mains de l'usurière 200 francs d'intérêt<sup>6</sup>. Mais le 1<sup>er</sup> février 1378 la Juive annonça qu'il lui était dû en tout 967 francs 1/2 d'« usure ». C'est alors que Bernardo di Cino, qui avait bien voulu s'entremettre entre le duc et les Juifs, se rendit au ghetto en compagnie de Jacques Troussseau, et obtint que cette somme

dans les comptes du duc, au paragraphe relatif à ce dépôt : « present Mgr. de Sancerre et Mons. le chancelier ». KK 252, fol. 170. Jean III, comte de Sancerre, ne mourut qu'en 1393. Pierre de Giac fut chancelier de Jean de Berri de février 1372 à 1383. LACOUR, *op. cit.*, p. 323 et XIV.

1. E. TEILHARD DE CHARDIN, *op. cit.*, p. 569-572, n°s LIX, LX et LXII.

2. *Ibid.*, p. 571, n° LXI.

3. KK 252, fol. 119.

4. Cf. *supra*, p. 49, n. 3.

5. 16 avril 1377. « ... de mond. sgr. par la main Symonnet de Dampmartin... pour la vente de 3 plaz, 3 escuelles d'argent... que mess. Geoffroy de Germales et maistre J. Geneste lui baillerent en gaige pour la somme de 50 frans qu'il emprunterent de lui pour la despense de ma dame Bonne, quant il la menerent à Paris, à lui vend. depuis du commandement de Monseigneur... 77 l. 10 s. 7 d. ob. t. » KK 252, fol. 89 v°. — 14 avril 1377. S. de Dampmartin et R. Spifame prêtent chacun 300 francs. *Ibid.*, fol. 119.

6. Cf. *infra*, p. 52, n. 2.



serait réduite à 600 francs : Précieuse conserverait les gages « senz usure » jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste 1378, date à laquelle Bernardo les reprendrait en versant les 1.500 francs empruntés<sup>1</sup>.

Il s'agissait — 200 francs ayant été versés en août — de trouver encore, et immédiatement, 400 francs pour régler les intérêts courus<sup>2</sup>. C'est Bernardo di Cino qui parvint à réunir cette somme en vendant, le 6 février, sur l'ordre du duc, deux bouteilles émaillées, quatre flacons dorés, un pot à aumône et une quarte d'argent, le tout pour 480 francs<sup>3</sup>.

Comment cette affaire se termina-t-elle ? En l'absence de documents, il serait présomptueux de conclure. Mais le fait que, dans les mois suivants, Geoffroy de Germolles, maître d'Hôtel du duc, et Colas Mengin multiplièrent leurs démarches auprès des généraux des finances pour obtenir le paiement ou du moins l'assignation de 6.800 francs promis au duc par le Trésor<sup>4</sup> suffit à nous convaincre que l'histoire finit assez mal.

\* \* \*

1392 : Le Parlement de Paris rend un arrêt dans la cause François Ambroisin-Bernard du Cigne<sup>5</sup>. Le nom du duc de Berri est mêlé à l'affaire, et c'est assez pour que celle-ci éveille encore aujourd'hui un intérêt rétrospectif. Sans entrer dans le détail d'un procès qui dépasse de beaucoup l'objet de cet article, nous y relèverons quelques dates et quelques faits significatifs. En feuilletant le registre du Parlement dans lequel sont consignées les diverses phases de la procédure, nous apprenons que six ans plus tôt, soit en 1386, Jean de Berri, qui était débiteur de Bernardo di Cino, avait remis à celui-ci des perles et des pierres précieuses, d'une valeur de 6.000 francs, en l'autorisant à les négocier<sup>6</sup>. Bernardo ayant l'intention de s'absenter de Paris — il se trouvait à Florence en février 1387 et y demeura au moins jusqu'en no-

1. Tous ces détails sont relevés dans le registre KK 252, fol. 170. Bien que le paragraphe entier ait été annulé dans le manuscrit, je pense qu'il peut être utilisé pour rendre compte des opérations effectuées chez la Juive. On lit en marge la mention : *dicti XV<sup>e</sup> francs redduntur in recepta compoti precedenti*. Au compte de l'année précédente, on trouve, en effet, parmi les recettes, 1.500 francs versés par Précieuse le 10 (sic) mars 1377 (n. st.). *Ibid.*, fol. 119.

2. Sans compter les faux frais occasionnés par cet emprunt : « pour le salaire d'un juif qui pourchasa à prester lad. somme de xv<sup>e</sup> francs, mii fr. Et pour les despens de Filz de Moys aler de Bourges à Paris, demourer illec, faire le paiement de iii<sup>e</sup> fr. ou mois d'aoust à la dict<sup>e</sup> Precieuse et retourner à Bourges, et pour le change des francs, xii l. t. ... ». KK 252, fol. 170.

3. 6 février 1378. « ... pour la vente de 82 mars iii onces d'argent en vaisselle, c'est assavoir 2 bouteilles... qui estoient en gaigne aux Juifs, vendus du commandement de Mons par la main de Bernart de Chinon, de Florence... et Simonnet de Dampmartin... pour paier l'usure qui estoit due aux Juifs, pour la somme de xv<sup>e</sup> frs que pieça ilz presterent... 480 frs. » *Ibid.*, fol. 149.

4. Ces démarches, commencées le 4 février 1378, n'étaient pas terminées le 9 août suivant. *Ibid.*, fol. 172.

5. L'affaire est relatée dans L. MINOT, Notes sur une famille florentine, *loc. cit.*

6. « ... Bernart [du Cigne] deffent et dist que le duc de Berry bailla à Bernard certains

vembre 1388 — confia le dépôt à son compatriote Francesco d'Ambruogio, lequel, dix-huit mois plus tard, n'avait pas encore restitué les bijoux.

Cette date de 1386 est bien pour le duc de Berri une date cruciale : celle du mariage de sa seconde fille, Marie, avec Louis de Blois. 70.000 francs d'or avaient été promis en dot, dont 20.000 seraient donnés le jour des noces, le reste devant faire l'objet de cinq annuités de 10.000 livres<sup>1</sup>. Il faut avouer que cette nouvelle union n'était pas faite pour rétablir les finances ducales ; d'autant plus qu'elle était conclue alors que le comte de Savoie<sup>2</sup> n'avait pas encore touché intégralement la dot de Bonne de Berri, sa femme<sup>3</sup>.

Une fois de plus, le duc fit appel à ses amis les Lombards. Si Barthélemi Spifame n'intervient plus, c'est qu'il est mort depuis l'année précédente<sup>4</sup>. Mais Bernardo di Cino, qui est devenu maître de l'Hôtel ducal<sup>5</sup>, demeure fidèle. Il consent des avances importantes : celle dont il est question dans le procès de Francesco d'Ambruogio ; d'autres encore, peut-être, bien qu'il soit impossible de discerner à quel titre son maître lui fait verser, par le receveur général des aides en Languedoc, 9.250 francs le 3 mars 1389<sup>6</sup> et 9.914 francs le 11 mars suivant<sup>7</sup>. Pendant le séjour de Bernardo à Florence, le duc s'adresse à un ami de Barthélemi Spifame<sup>8</sup>, l'un des plus grands bras-

jouaux valens bien vi<sup>m</sup> fr., pour fere finance dessus, pour ce que il estoit à lui tenus, et dist que il les laissa en garde à François [Ambroisin]... » ARCH. NAT., X 1A 1477, fol. 5.

1. Le contrat de mariage avait été signé à Bourges le 29 mars 1383 ou 1384. BIBL. NAT., ms. fr. 2748, fol. 33 sq.

2. Amédée VII était comte de Savoie depuis le 2 mars 1383.

3. Une série de quittances délivrées par les comtes de Savoie (ARCH. NAT., J 186 B, n° 89, dans un vidimus) montre qu'après un premier versement de 30.000 francs, fait le 17 janvier 1377, le duc de Berri se libéra par versements très inégaux, allant de 2.000 à 15.000 francs, faits à termes très irréguliers, échelonnés entre 1377 et 1388. Le 12 juillet 1388, la somme versée atteignait au moins 92.000 francs.

4. Barthélemi Spifame mourut le 15 septembre 1385. Il fut enterré dans l'église des Grands-Augustins. L. MINOR, *Études lucquoises. L'origine des Spifame*, loc. cit., p. 79.

5. « A Bernart du Cyne, maistre d'ostel de mond. sgr. le duc... » (1385). BIBL. NAT., ms. fr. 10369, fol. 55. Il exerçait encore cette fonction en 1389. Cf. les deux notes suivantes.

6. 1389 (n. st.), 3 mars. « Jaques Beyrieu, receveur general sur le fait des aides de la guerre ou pays de Langue d'oc, confesse avoir eu... de André de Larque, grenetier du grenier à sel de Saint-Esperit... 9.250 fr. d'or, et ce pour assignation faicte à... Bernart du Cyne, maistre d'ostel de Mons. le duc de Berry... auquel led. sgr. a ordonné ycelle somme estre baillée pour les causes declarées en ung rolle... donnée le 8 oct. 1387... » BIBL. NAT., *Pièces originales*, 334, Beyrieu, 6.

7. 1389 (n. st.), 11 mars. Quittance du même au même, pour une somme de 9.914 fr. d'or, « par assignation faicte à... Bernart du Cyne, maistre d'ostel de Mons. le duc de Berry... auquel led. sgr. a ordonné ycelle somme estre baillée par vertu de ses lettres sur ce faictes et pour les causes declarées en ung rolle... donné le 18 juing 1387... » Ibid., n° 7. L. MINOR (Notes sur une famille florentine, loc. cit., p. 10) considère ces 9.914 francs comme le remboursement d'une avance faite à Jean de Berri par Bernardo. Cette interprétation me semble douteuse.

8. Au début de 1385, Barthélemi Spifame s'était fait représenter par Dine Raponde dans un procès engagé devant l'officialité de Paris. L. MINOR, *Études lucquoises. L'origine des Spifame*, loc. cit., p. 79 et n. 3.

seurs d'affaires de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, le Lucquois Dine Raponde<sup>1</sup>, qui lui avance 4.000 francs : un terme de la dot de Bonne<sup>2</sup>.

Les choses auraient peut-être pu s'arranger si le duc n'avait songé, précisément à ce moment, à contracter lui-même un second mariage. Sa fiancée n'avait que douze ans, alors qu'il atteignait presque la cinquantaine<sup>3</sup>; c'est dire qu'il dut accepter sans barguigner les conditions onéreuses qui lui furent imposées : pour épouser Jeanne de Boulogne, il lui fallut verser, en avril 1389, une somme de 25.000 francs entre les mains de son ancien rival politique Gaston de Foix, tuteur de la jeune princesse<sup>4</sup>.

Par qui la situation fut-elle sauvée? Probablement une fois encore par Bernardo di Cino, ainsi que le font supposer quelques nouvelles relatées dans les *Annales* de Francesco di Marco Datini<sup>5</sup>. Ces *Annales* nous apprennent qu'en 1390 le duc cherche à racheter les bijoux confiés à Bernardo. Ayant appris que Francesco d'Ambruogio réside à cette époque en Avignon, il lui envoie son trésorier, accompagné de Jacques Giuchi, associé de Bernardo. Les deux personnages sont porteurs de 12.000 francs d'or, destinés, nous dit-on, à « ravoïr les gages que Bernardo avait donnés à Francesco d'Ambruogio et à Bruno Brunelleschi<sup>6</sup> ».

Tant de personnages sont mêlés à cette affaire et si peu de jalons nous sont fournis qu'il vaut mieux renoncer à reconstituer l'enchaînement des faits. Ceux-ci ne nous intéressent, d'ailleurs, que dans la mesure où ils prouvent que le duc était encore en relations avec les grands banquiers lombards, toujours prêts à l'arrêter au bord de la faillite.

1. Sur Dine Raponde, le fameux conseiller des ducs de Bourgogne Philippe le Hardi et Jean sans Peur, cf. L. MINOT, *Études lucquoises* (Paris, 1930), ch. III : *La société des Raponde, Dine Raponde*, p. 79-169.

2. Il semble bien qu'on peut interpréter dans ce sens le libellé de la quittance donnée par le comte de Savoie pour un acompte de la dot de Bonne (1388, 12 juillet) : « [Reçu] par la main de Digne Raponde, bourgeois de Paris... 4.000 frs. » ARCH. NAT., J 186 B, n° 89.

3. Le duc de Berri était né le 30 novembre 1340.

4. Charles VI avança 10.000 francs dont, l'année suivante, il fit d'ailleurs remise à son oncle. Le duc de Berri tenta de faire verser les 25.000 francs par le comte de Boulogne, père de sa fiancée. Cf. M. DE BENOY-PUYVALLÉE, Un épisode de la vie du duc Jean de Berry. Son mariage avec Jeanne de Boulogne (1389), dans *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, t. XXXVI, 1913, p. 93-129.

5. Cf. *Annales avignonaises de 1382 à 1410* (Extraites des Archives de Datini), éditées par R. BRUN, dans *Mémoires de l'Institut historique de Provence*, t. XII, 1935, p. 123 et 125. — Francesco di Marco Datini était un marchand de Prato installé en Avignon.

6. Au 31 octobre 1390 : « Francesco d'Ambruogio et Bruno Brunelleschi sont ici et attendent l'associé de Bernard du Cygne et un trésorier du duc de Berry qui viennent ici pour racheter les gages que Bernard du Cygne avait donnés à Francesco et à Bruno... » — Au 13 novembre : « ... Il est venu ici un trésorier du duc de Berry et avec lui est arrivé Jacques Giuchi, associé de Bernard du Cygne, qui habite Paris. Ils ont apporté 12.000 francs d'or pour ravoïr les gages que Bernard avait donnés à Francesco d'Ambruogio et à Bruno Brunelleschi. Cet argent a été déposé entre les mains de Nicolas Chave et compagnie, d'accord avec eux et le trésorier, parce que le trésorier veut voir si toutes les choses qu'il doit avoir sont ici... » *Ibid.*, p. 125.

\* \* \*

1411-1413 : Deux années de guerre civile. Révoltés contre le roi pendant près d'un an<sup>1</sup>, et ayant dû subir la loi du plus fort, les princes confédérés — Berri, Orléans, Bourbon, Alençon — se trouvaient quasi sans ressources<sup>2</sup>. Le duc de Berri avait vu, en janvier 1412, saccager son château de Bicêtre et détruire une partie des collections qui y étaient conservées ; du 11 juin au 15 juillet, il avait soutenu dans Bourges l'assaut des troupes bourguignonnes. Et l'appel qu'à l'instar de Jean sans Peur les Armagnacs avaient fait aux troupes étrangères les plaçait en face d'une dette de 150.000 écus, somme exigée par le duc de Clarence, le duc d'York et les capitaines anglais venus au secours des princes<sup>3</sup>.

Il est certain que Jean sans Peur se trouvait, lui aussi, très démuni. Ainsi que l'écrivait Galvano Trenta à Paolo Guinigi, le 9 mars 1411, les deux partis manquaient également d'argent<sup>4</sup>. Mais le duc de Bourgogne était comte de Flandre et les gros marchands, sachant bien que leurs maisons de Bruges ne prospéraient que grâce à sa protection, étaient tout disposés à passer dans son camp. Ses adversaires s'aperçurent très vite qu'ils ne pouvaient pas plus compter sur Galvano Trenta<sup>5</sup> que sur les Raponde<sup>6</sup> ou les Sacco. Seuls Pietro

1. Depuis le 3 octobre 1411, date à laquelle les princes armagnacs étaient déclarés rebelles, jusqu'à la signature de la paix d'Auxerre, le 22 août 1412.

2. Le 12 juin 1411, Jean de Berri accusait son trésorier général, Christophe de la Mer, de la situation lamentable de sa trésorerie : officiers et fournisseurs n'avaient pas été payés, des joyaux que le duc croyait pouvoir négocier étaient toujours en gage, etc., etc. Cf. ARCH. NAT., J 187 B, n° 48.

3. « A Mons. le duc d'Yord, du pays d'Angleterre, xv<sup>e</sup> escuz d'or, en... rabat de la somme de vi<sup>e</sup> escuz, laq. Messeigneurs les ducs de Berry et d'Orléans avoient ordonn. estre... baillé aud. duc d'Yord en et sur ce qui lui pavoit appartenir à cause de la somme de 150.000 escuz à quoy mes dix sgrs de Berri et d'Orléans, mess. de Bourbon et d'Alençon estoient tenus à Mons. Thomas de Lancastre (= duc de Clarence), filz du roy d'Angleterre, audit duc d'Yord et autres cappitaines anglois, par... traictié faiz... à cause du service par iceulx seign. d'Angleterre, cappitaines et grant nombre de gens d'armes et de trait d'icellui pays fais aus dessus dix Mess. de Berry, d'Orléans, de Bourbon et d'Alençon es mois d'aoust, sept. et nov. 1412 (mandement du 1<sup>er</sup> octobre 1413). » ARCH. NAT., KK 250, fol. 10 v°. — Le 24 octobre 1413, autre mandement ordonnant de payer 750 écus, toujours en vertu du traité du 14 novembre 1412. *Ibid.*, fol. 11.

4. Parigi, 9 marzo 1410 (= 1411). « ... Anco mi ritorno alla guerra di costoro : che non soe vedere come la faranno ; pero che a questi falla tre cose ; cioè hunione, denari e capiani ; di tutti tre mi paion malforniti. » L. MIROT et E. LAZZARESCHI, *Lettere di mercanti lucchesi da Bruges e da Parigi, 1407-1421* (Lucca, 1929. Extr. de *Bollettino Storico Lucchese*, A. I., 1929, n. 3), p. 18.

5. La compagnie des Trenta rendit les plus grands services au roi Charles VI et au duc de Bourgogne. Un prêt très important consenti par Galvano Trenta, en 1411, servit notamment au duc de Bourgogne pour financer le siège de Bourges de 1412. L. MIROT, *Études luquoises*. Galvano Trenta, *loc. cit.*, p. 132 sq.

6. Jacques Raponde figure au nombre des prêteurs chez lesquels le roi fut contraint d'engager une partie de ses joyaux en 1412. L. MIROT, *Études luquoises* (Paris, 1930), p. 110.

Schiatta<sup>1</sup> et les Spifame<sup>2</sup> se rangeaient dans le parti armagnac ; il est vraisemblable, toutefois, que leurs opinions politiques les avaient contraints à disparaître momentanément de la scène, car les comptes du duc — du moins les comptes de sa trésorerie, qui nous sont seuls parvenus pour cette époque<sup>3</sup> — ne portent aucune trace d'un recours quelconque à ces personnages.

A qui le duc avait-il donc pu s'adresser ? L'un de ses plus fidèles soutiens semble avoir été Étienne de Bonpuis, lequel, dès le mois d'août 1411, lui prêtait 2.000 francs<sup>4</sup>. Le 16 octobre suivant, le duc emprunte 4.000 écus d'or, soit 4.500 l. t., à son chambellan et conseiller Guillaume de Lode<sup>5</sup> ; dans les premiers mois de 1412, les bourgeois<sup>6</sup> et les « gens d'église<sup>7</sup> » de Bourges, ainsi que les bourgeois d'Issoudun<sup>8</sup>, lui consentent des avances importantes : ils étaient les premiers intéressés à la défense de leur province, et leur intervention n'a rien que de normal. Il se peut que le changeur Bureau de Dampmartin ait mis, lui aussi, ses réserves à la disposition de Jean de Berri, car on ne voit pas à quel titre, sinon à titre de remboursement de prêt, le duc lui aurait fait verser, le 4 août 1414, 4.000 l. t. qu'il lui devait depuis février 1411<sup>9</sup>.

Dans tout cela, où sont les Lombards ? Guillaume Cename, que sa proche parenté avec les Raponde aurait dû jeter dans le camp bourguignon, semble avoir entretenu, au cours de ces années troubles<sup>10</sup>, des relations normales

1. Emprisonné une première fois comme Armagnac, en 1409, Pierre de l'Esclat avait pu racheter sa liberté. Mais la part prise par lui à la révolte des princes lui fit perdre, en 1412, ses fonctions de maître des Requêtes de l'Hôtel. Rentré en grâce après la défaite cabochienne, il fut de nouveau inculpé en 1418 et mis à mort le 12 juin de cette année. *Journal d'un bourgeois de Paris*, édit. Al. Tuetey, p. 94 et n. 1. Sa maison de la rue Jean-Pain-Mollet fut attribuée à Jean Sac, en paiement d'une somme due à ce dernier par les héritiers de P. de l'Esclat. Aug. LONGNON, *Paris pendant la domination anglaise*, p. 61, n° XXXI.

2. Les Spifame, s'étant déclarés partisans du dauphin, virent confisquer par Charles VI leurs maisons de la rue des Lombards et de la rue de la Vieille-Monnaie, ainsi que les biens qu'ils possédaient aux environs de Paris. Aug. LONGNON, *op. cit.*, p. 51, n° XXVIII.

3. Aucun compte de l'Hôtel ne nous est parvenu pour cette époque. Le registre KK 250 des Arch. nat. contient les comptes de Macé Héron, trésorier général du duc, pour les années 1412 (?)—1414.

4. « A Thevenin de Bon Puis... 300 escuz d'or à lui donn. par Mons. de grâce especial, pour et en recompensation tant des pertes et dommaiges qu'il a euz et soustenuz à la poursuite de la somme de 2.000 frs par lui prestée à mond. sgr. comptant en escuz d'or à Meleun dès le mois d'août 1411, de laquelle il fut lors assigné par led. tresorier sur la recepte des aides ordonn. pour la guette ou pays de Poitou, à la poursuite de laq. somme aucuns de ses gens ont esté pris et desrobez par les gens d'armes estans lors et depuis sur ledit pais, et aussy pour le change d'icelle somme... 337 l. 10 s. t. » KK 250, fol. 35.

5. *Ibid.*, fol. 11.

6. Prêt de 4.000 écus en mars 1412 (n. st.). KK 250, fol. 12 v°. Cf. *Ibid.*, fol. 125 (remboursement fait en 1414 à plusieurs bourgeois de Bourges).

7. Janvier 1412 (n. st.). *Ibid.*, fol. 124 v°.

8. Février 1412 (n. st.). *Ibid.*, fol. 105 v°.

9. « ... 4.000 l. t. assignés à Bureau de Dampmartin, changeur et bourgeois de Paris, pour et en acquit de Mons. par descharge dud. tresorier faicte le 16 févr. 1411 (n. st.)... » *Ibid.*, fol. 22 v°-23.

10. Le 30 août 1418, Guillaume Cename sera au nombre des bourgeois de Paris qui prêteront serment de fidélité à Jean sans Peur. L. MINOT, *Études luquoises*, p. 176.



avec le duc de Berri, dont il était demeuré le fournisseur<sup>1</sup>, peut-être même — on n'oserait l'affirmer — le bailleur de fonds<sup>2</sup>. L'un de ses compatriotes, Piero di Poggio<sup>3</sup>, et le Florentin Michele dei Pazzi sont certainement, eux aussi, demeurés fidèles aux Armagnacs. Nul ne nous a dit de quelle façon ni dans quelle mesure ils acceptèrent d'aider Jean de Berri ; mais le fait qu'en 1413 celui-ci leur accorde des gratifications en reconnaissance des services qu'ils lui ont rendus « le temps passé, en plusieurs et maintes manières », permet de conclure qu'ils avaient mis des fonds à sa disposition alors que tant d'autres l'abandonnaient<sup>4</sup>.

Tout compte fait, les Lombards avaient cette fois-ci manqué à l'appel, et Jean de Berri ne put redresser sa situation qu'une fois terminée cette phase de la guerre civile. L'année 1413 fut pour lui le point de départ d'une nouvelle fortune politique : nommé capitaine de Paris le 11 août<sup>5</sup>, remis le 29 octobre en possession de sa lieutenance en Languedoc<sup>6</sup>, il fut doté par le roi de pensions<sup>7</sup> qui devaient lui permettre de régler en quelques mois les dettes accumulées depuis 1411<sup>8</sup>.

Mais n'eut-il pas un peu d'amertume à constater que ses amis Lombards, n'écoutant que leur intérêt propre, l'avaient laissé se débattre au milieu des plus graves difficultés, tandis qu'ils aidaient ses adversaires ? S'il avait cru jusque-là au désintéressement, à l'altruisme de ses bailleurs de fonds, cette dernière expérience était bien faite pour lui enlever ses illusions : Juifs et Lombards n'étaient point des philanthropes, mais des commerçants.

Françoise LEHOUX,

Attachée de recherches au C. N. R. S.

1. Cf. *supra*, p. 43, n. 1.

2. 5.000 l. t. sont « assignés à Guillaume Cenamy, ... en acquit de mond. sgr... », en 1412 et 1413. KK 250, fol. 23.

3. Un certain Ruperto di Poggio, Lucquois, était facteur des Spifame à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. L. Minor, *Études lucquoises. L'origine des Spifame*, loc. cit., p. 75.

4. « A Michiel de Passe, marchand demourant à Paris, sont versés 1.000 l. t. le 23 octobre 1413, et 400 l. t. le 20 juillet précédent à « Pierre de Poge, marchand de Luques, demourant à Paris. » KK 250, fol. 24 v<sup>o</sup> et 31 v<sup>o</sup>.

5. « Et fut cappitaine de Paris le duc de Berry le vendredy ensuivant (= 11 août 1413) ». *Journal d'un bourgeois de Paris*, édit. Tuetey, p. 43.

6. ARCH. NAT., J 188 B, n<sup>o</sup> 18.

7. Le 23 mars 1414 (n. st.), Charles VI ordonnait au trésorier des guerres de verser au duc de Berri 3.000 l. t. « chacun mois qu'il sera et demourra ou service du roy... en sa ville de Paris pour la garde d'icelle ». KK 250, fol. 103. Le 28 septembre précédent, le roi constituait à son oncle une pension annuelle de 36.000 l. t. payable par le receveur général des aides ordonnées pour la guerre. *Ibid.*, fol. 103 v<sup>o</sup>. On relève le 17 mars un don royal de 2.500 écus, soit 2.812 l. 10 s. t. C'est donc bien Charles VI qui sauva la situation.

8. Les exemples sont nombreux, dans le registre KK 250, de dettes contractées en 1411 et dont la quittance n'est donnée qu'en 1414. Ces dettes étaient d'ailleurs si nombreuses que certains achats effectués en 1414 furent réglés par assignation sur les aides que les receveurs devaient faire rentrer dans les mois à venir. Cf. *Ibid.*, fol. 94.

## QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS SUR LE MOYEN-ORIENT

*Ouvrages généraux.* — Deux ouvrages ont été consacrés à l'histoire diplomatique du Moyen-Orient. L'un, américain, *The Middle East in World Affairs*<sup>1</sup>, est un manuel général qui porte sur la période 1914-1951. Son auteur, G. LENCZOWSKI, est un ancien diplomate polonais qui servit dans le Moyen-Orient avant 1945 et est depuis professeur aux États-Unis. Il a déjà publié un ouvrage sur *Russia and the West in Iran (1918-1948)*. Après un chapitre introductif sur l'histoire des rivalités étrangères dans les empires ottoman et perse et sur la première guerre mondiale, il passe en revue successivement les pays du Nord, Turquie, Iran, Afghanistan, ceux du Croissant fertile, ceux de l'Ouest et de l'Est de la mer Rouge. Il termine par des exposés sur les détroits et le canal de Suez et sur la Ligue arabe. L'ouvrage est clair et précis, adopte une attitude très prudente, reste neutre pour conter les rivalités des impérialismes anglais et français et, naturellement, expose avec complaisance le point de vue américain. Les cartes sont très insuffisantes, mais des appendices statistiques sont utiles et la bibliographie d'ouvrages est assez abondante.

Autrement fouillée est l'analyse de G. KIRK dans son livre intitulé : *The Middle East in the War*<sup>2</sup>. L'auteur est un spécialiste de l'histoire du Moyen-Orient. Son ouvrage fait partie d'une collection consacrée, sous la direction de A. Toynbee, aux affaires internationales entre 1939 et 1946. Il est, du reste, introduit par A. Toynbee, qui insiste sur l'importance stratégique du Moyen-Orient et le conflit entre les puissances anglo-saxonnes et l'U. R. S. S., patent dès Stalingrad et El Alamein, les deux tournants, contemporains, de la guerre. Après avoir défini les politiques en présence en insistant sur les intérêts généraux, militaires et politiques de la Grande-Bretagne, G. Kirk divise son exposé en deux parties principales, avant et après El Alamein. Cinquante pages sont consacrées à l'intervention anglaise en Syrie-Liban et à la justification de la politique de Spears. Les interventions en Perse et en Afghanistan font l'objet d'utiles mises au point, ainsi que, par Guy Hunter, le fonctionnement du *Middle East supply centre*, curieuse expérience, internationale, considérée comme un premier essai qui annonce le Point IV. Le chapitre qui traite des événements de 1943 à 1945 est consacré surtout à l'Arabie, aux anciennes colonies italiennes et à l'Afrique du Nord. Il est relativement moins neuf et moins complet. L'ouvrage se termine par un dernier chapitre consacré à la politique de

1. Ithaca, New-York, Cornell University Press, 1952, 459 p.

2. Publié sous les auspices du Royal Institute of International Affairs, Londres, Oxford University Press, 1<sup>re</sup> éd., 1952, 2<sup>e</sup> revue, 1953, 511 p.

FU. R. S. S. dans le Moyen-Orient. Il tient lieu de conclusion. Cette répartition de la matière révèle le point de vue adopté, discrètement officiel. On ne saurait en être surpris. Mais l'ouvrage n'en est pas moins très utile, car le texte est bourré de citations et complété, en bas des pages, par d'innombrables notes explicatives et références non seulement à des ouvrages, mais même à des articles de journaux. Il rassemble ainsi, sous une forme claire et concise, une documentation essentielle.

Ces deux ouvrages ont pour but d'instruire et documenter un public désireux d'être informé sur un théâtre d'opérations possible de la future guerre mondiale, et moins soucieux de connaître la situation intérieure. Les auteurs évitent d'exprimer ouvertement leurs opinions. Il n'en est pas de même de deux autres, plus modestes par la taille, beaucoup moins par le contenu. Ils relèvent plus du journalisme que de sérieuse histoire pour diplomates et ont un intérêt plus psychologique que scientifique.

R. W. THOMPSON, l'auteur de *Progress or the Pashas*, *The Middle East at the crossroads*<sup>1</sup> et de deux ouvrages antérieurs sur la Palestine, a accompagné trois députés travaillistes dans une enquête aux pays du Levant, en Iraq, à Koweït, États auxquels il consacre ses chapitres. Très dur pour certains gouvernements et les classes dirigeantes, les pachas, et la politique suivie par la Grande-Bretagne, lorsqu'elle les soutient, il se déclare partisan d'une révolution démocratique conduite par des dictateurs, d'une grande Syrie inspirée par l'Angleterre, face à « l'impérialisme russe ». Il considère que l'Angleterre, trop discrète, devrait, pour sa propagande, prendre modèle sur l'U. R. S. S. ou un quelconque marchand de savon ; il n'a pourtant qu'admiration pour Glubb et les souverains ou ministres de Jordanie, d'Iraq ou de Koweït, qui acceptent les bienfaits de l'Angleterre, que sarcasmes pour les méchants nationalistes, pour Mossadeg et, occasionnellement, pour la France.

Moins violente est Clare HOLLINGWORTH dans son livre intitulé : *The Arabs and the West*<sup>2</sup>. A vrai dire, il s'agit plutôt des Arabes et de l'Angleterre et l'ouvrage est destiné à un public anglais qu'on informe avec clarté et précision, en l'amusant à l'occasion de descriptions et récits, sans du moins l'ennuyer de notes et références. La situation générale est décrite en 1945 avant que ne soient analysés les événements intérieurs des États du Moyen-Orient arabe et leurs relations avec la Grande-Bretagne. Une attention particulière est portée à la guerre de Palestine. Des chapitres assez précis sont consacrés aux forces armées et au communisme. L'auteur réproouve les nationalismes, même économiques, montre comment, grâce à l'*Irak Petroleum Company* et à de judicieux conseillers britanniques, Occidentaux et Arabes peuvent s'entendre, si, du moins, les Américains étaient plus adroits en Arabie, soutenaient moins l'aventure d'Israël et voulaient

1. Londres, Frederick Muller, 1952, 174 p.

2. Londres, Methuen, 1952, 285 p.

bien coopérer avec l'Angleterre pour s'opposer au danger communiste, né de la misère...

Il y a beaucoup moins d'aigreur dans l'ouvrage de J. SCHONFIELD sur *The Suez Canal in world affairs*<sup>1</sup>. L'auteur s'est fait une spécialité de l'histoire du Moyen-Orient, spécialement du canal de Suez et de Ferdinand de Lesseps, sujets sur lesquels il a écrit plusieurs volumes. Son nouveau livre est une mise au point, de lecture facile, sans prétention scientifique. Elle est un résumé d'histoire politique internationale, malheureusement terminée trop tôt pour comporter l'étude des accords sur l'évacuation de la zone par la Grande-Bretagne. Elle est toute à la gloire de Ferdinand de Lesseps et de son œuvre qu'il voudrait voir administrée, dans l'esprit de Lesseps, par un gouvernement mondial, unifiant les peuples.

Un autre aspect particulier, mais non moins important, de la vie politique dans les pays du Moyen-Orient, est le pétrole, qu'étudie Stephen Hemsley LONGRIGG dans son ouvrage intitulé : *Oil in the Middle East, its discovery and development*<sup>2</sup>. Il existe sur le sujet une littérature surabondante. Mais aucun livre ou travail ne rassemble, pour l'ensemble des pays du Moyen-Orient intéressé, une documentation aussi complète et à jour en 1953 sur les entreprises, les négociations successives, les découvertes, les aménagements techniques et sociaux et sur les rapports entre compagnies exploitantes, les États qui les soutiennent et les pays producteurs. L'auteur connaît bien son sujet : il a séjourné vingt-cinq ans au Moyen-Orient comme fonctionnaire, militaire, puis agent de l'*Iraq Petroleum Company*. Il s'est fait un spécialiste de l'histoire de l'Irak, sur lequel il a publié deux volumes en 1925 et 1953. Il utilise ici ses souvenirs, des rapports non publiés, dit-il sans autre précision, et les revues spécialisées, *Oil and Gas Journal*, *Petroleum Times*, *Petroleum Press Service*, *World Petroleum*, entre autres. Mais on ne trouvera dans l'ouvrage ni référence ni bibliographie, et c'est bien dommage. Car il est difficile de présenter un exposé satisfaisant de questions où tant d'intérêts s'opposent, économiques et politiques. L'auteur prétend bien faire œuvre d'historien. Mais il ne cache pas dès la préface que, d'après lui, l'œuvre des compagnies pétrolières fut non seulement utile, mais de bonne volonté. L'exposé est présenté sous forme de quinze chapitres, où les événements sont exposés par ordre chronologique et par pays. Ce découpage minutieux entraîne une certaine confusion qui contraint le lecteur à renouer souvent les fils interrompus. On trouve du moins rassemblée une foule de précisions utiles sur les dates des recherches, du début de production des puits, les *pipe lines*, les négociations et les contrats dont, malheureusement, aucun texte n'est publié. L'auteur insiste avec raison sur les difficultés qu'eurent à résoudre les compagnies. Mais il ne tarit pas d'éloges sur les réalisations techniques et sociales de l'Anglo

1. Londres, Constellation books, 1952, 174 p.

2. Londres, Royal Institute of International Affairs, Oxford University Press, 1954, 305 p.

*Persian*, de l'*Iraq Petroleum Company* et autres sociétés, toutes dévouées au développement des pays où elles sont installées et où elles se gardent d'intervenir politiquement. Aussi juge-t-il fort sévèrement les nationalistes ingrats, les agitateurs communistes, les politiciens incapables ou fous comme Mossadeg. Malgré quelques pointes au sujet des anticolonialistes américains, l'exposé est discret sur les rivalités anglo-américaines. En bref, l'ouvrage est utile, à condition qu'on s'en serve avec prudence, qu'on n'y cherche pas une étude complète et approfondie d'une manifestation particulièrement importante de l'impérialisme ni des rivalités qu'il suscite.

Jean DRESCH,  
Professeur à la Sorbonne.

---



## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE ANCIENNE DU CHRISTIANISME

Ce Bulletin est loin d'être exhaustif. Seuls les volumes envoyés à la *Revue historique* y sont analysés. Ils représentent un assez faible pourcentage de la production récente en matière de christianisme antique. Je ne puis que déplorer une fois de plus la parcimonie avec laquelle certains éditeurs pratiquent leur service de presse. En revanche, on verra figurer ici, pour la même raison, quelques ouvrages d'histoire religieuse qui ne se rapportent pas directement aux premiers siècles de l'Eglise. Comme ils étaient trop peu nombreux pour justifier la rédaction d'un Bulletin spécial (Histoire d'Israël, histoire générale des religions) et que, d'autre part, la *Revue* ne dispose pour les comptes rendus séparés que d'une place très réduite, j'ai cru bon de les signaler ici, plutôt que de les sacrifier entièrement.

#### I. — BIBLIOGRAPHIE. SOURCES

La publication, due à l'initiative des théologiens de Tübingen, d'une *Revue internationale des Études bibliques* répond à un besoin croissant de la recherche<sup>1</sup>. Le terme de *Revue*, tel qu'il figure dans la traduction française du titre trilingue, revêt ici non pas son sens habituel, mais celui de l'étymologie : il s'agit de passer en revue, d'inventorier tous les articles relatifs à l'exégèse de l'Ancien et du Nouveau Testament, ainsi qu'aux disciplines connexes, parus au cours des dernières années. Le dépouillement, assuré par une équipe internationale et interconfessionnelle, porte sur les fascicules les plus récents de 418 périodiques couvrant non seulement le vaste champ des sciences bibliques, exégèse et théologie, mais aussi l'histoire du christianisme primitif et du judaïsme, l'archéologie palestinienne, la philologie sémitique, l'histoire des religions, les diverses branches de l'orientalisme. Près de 2.600 articles sont relevés dans les deux premiers fascicules. Aux indications bibliographiques habituelles s'ajoute, pour la plupart d'entre eux, un résumé en quelques lignes. Nous disposons ainsi d'un instrument de travail inappréciable, qui pourra rendre dans son domaine

1. *Internationale Zeitschriftenschau für Bibelwissenschaft und Grenzgebiete*, Band I, 1951-1952, Heft I, Stuttgart, Verlag Katholisches Bibelwerk, 1952, xv-196 p. ; Heft II, Düsseldorf, Patmos Verlag, 1954, xii-228 p. ; Band II, 1953-1954, Heft 1-2, 1955, xi-248 p.

les mêmes services que l'*Année philologique* a rendus à l'étude de l'antiquité classique. On ne peut que souhaiter bonne chance et longue vie à cette utile entreprise.

L'éloge de la « Bible de Jérusalem » n'est plus à faire. Et il est bien tard pour signaler, à travers ce fascicule — le seul qui nous soit parvenu<sup>1</sup> — les mérites de l'œuvre mise en chantier par l'École Biblique de Jérusalem. Elle atteste, avec d'autres traductions récentes de la Bible, l'ampleur du renouveau d'intérêt pour l'Écriture chez les catholiques cultivés de langue française. Mais elle possède en propre certaines caractéristiques et certaines qualités qui la recommandent tout particulièrement, et qui lui vaudront des lecteurs en dehors même de l'Église romaine. La traduction, tout en s'efforçant d'être parfaitement lisible, élégante à l'occasion, veut être aussi, et surtout, d'une rigoureuse exactitude. Pour que le but soit atteint, chaque volume est revu, selon la méthode pratiquée aux Éditions Budé, par deux lecteurs qualifiés. Des notes assez abondantes éclairent le texte, tandis qu'une introduction en souligne les caractères, le situe dans son milieu historique et signale les problèmes qu'il pose et les solutions qu'on peut leur donner. Nous sommes à mi-chemin entre les commentaires érudits pour spécialistes et les notations sommaires d'une Bible en un volume comme celle de Crampon.

À cet égard, la *Genèse*, traduite et présentée par le R. P. DE VAUX, est un modèle du genre. Le volume s'ouvre sur une introduction générale au Pentateuque, suivie d'une introduction à la *Genèse*. L'auteur y résume en traits précis l'histoire de la critique, depuis ses premiers essais, au *xvii*<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux travaux récents de l'école scandinave. Il retient, pour l'essentiel, la théorie classique des quatre sources (J, E, D, P), mais substitue, en accord avec un certain nombre d'exégètes actuels, à la notion de documents celle, plus souple, de traditions, progressivement fixées et consignées par écrit, plus ou moins tôt selon les cas, entre l'époque mosaïque et la rédaction du Deutéronome. Il n'est donc plus question d'attribuer à Moïse la paternité littéraire du Pentateuque. Mais l'importance de son rôle historique est affirmée avec force ; et l'idée de « l'authenticité mosaïque substantielle du Pentateuque considéré dans son ensemble » se concilie avec « l'existence de sources et un accroissement progressif des lois mosaïques et des récits historiques ». Ainsi la critique catholique tend à se rallier, avec quelques nuances, à une position qui, dans ses éléments essentiels, n'est pas loin de faire aujourd'hui l'unanimité des spécialistes.

L'étude des Pères, au même titre que celle de la Bible, connaît un regain de faveur assez remarquable. À la *Patrologie* de Migne, vieillie, imparfaite et incomplète, voici que s'ajoute, doublant les *Corpus* de Berlin et de Vienne, une réédition des auteurs ecclésiastiques de l'antiquité, *Corpus Christiano-*

1. La *Genèse*, traduite par R. DE VAUX (*La Sainte Bible traduite en français*). Paris, les Éditions du Cerf, 1951, 220 p.

rum<sup>1</sup>. Une brochure renseigne sur les intentions des éditeurs et le plan de la publication. Celle-ci commencera par les Pères latins et comprendra, en plus des textes patristiques proprement dits, « tout ce qui reste en fait de monuments écrits des huit premiers siècles du christianisme ». Une *Clavis Patrum Latinorum*, publiée à part, sert d'introduction à cet ensemble de documents — 2.348 au total, y compris les fragments — et en donne la description. Une dizaine de volumes sont prévus par an, qui donneront les textes dans l'original, sans traduction. L'effort essentiel vise à améliorer les éditions antérieures. « Quand il n'existe pas d'édition satisfaisante, le *Corpus Christianorum* offrira un texte nouvellement établi. »

La première livraison est consacrée à Tertullien — l'ordre de publication devant être, dans toute la mesure du possible, chronologique — et renferme, en plus du bref *Ad Martyras*, l'*Ad Nationes*, précédés d'une courte préface sur l'auteur et la tradition manuscrite, et d'une substantielle bibliographie sur l'ensemble de l'œuvre de Tertullien. Le texte, établi avec un soin exemplaire, est accompagné d'un important appareil critique, mais il ne comporte pas de notes à proprement parler. Une très bonne typographie, une présentation très soignée contribuent à la valeur de ce fascicule, qui fait bien augurer de la suite de la publication.

Cependant, la collection bilingue « Sources chrétiennes », lointaine héritière de la collection Hemmer-Lejay, dont les volumes sont à peu près introuvables aujourd'hui, continue d'affirmer son succès et son incontestable utilité. Déjà certains volumes, rapidement épuisés, sont réédités : ainsi les *Lettres* d'Ignace<sup>2</sup>. La seconde édition, augmentée de la Lettre de Polycarpe et du récit de son martyre, est retouchée çà et là, compte tenu des remarques suscitées par la première et de quelques travaux parus dans l'intervalle. Qu'il me soit permis à ce propos de signaler au R. P. Camelot que je n'ai pas, contrairement à ce qu'il dit (p. 16, n. 3), repris à mon compte, en signalant la première édition, l'opinion négative de Loisy sur les épîtres ignatiennes. Je pense, moi aussi, qu'elles sont authentiques dans leur recension moyenne ; j'ai voulu simplement, en citant Loisy, souligner que l'unanimité sur la question n'était pas encore aussi totale que le R. P. Camelot le laissait entendre.

Un nouveau fascicule consacré à Clément d'Alexandrie nous offre, après le *Protreptique* et le Premier *Stromate* déjà parus, le Second *Stromate*<sup>3</sup>. L'introduction se limite judicieusement à une analyse de l'ouvrage et à des

1. *Corpus Christianorum. Series Latina* : I : *Tertulliani Opera*. Pars I : *Opera catholica*. Turnhout, Brepols, 1953, xxv-75 p.

2. Ignace d'Antioche, Polycarpe de Smyrne, *Lettres, Martyre de Polycarpe*. Texte grec, introduction, traduction et notes de P. Th. CAMELOT, 2<sup>e</sup> édition (*Sources chrétiennes*, 10). Paris, Éditions du Cerf, 1951, 285 p.

3. Clément d'Alexandrie, *Les Stromates. Stromate II*. Introduction et notes de P. Th. CAMELOT, texte grec et traduction de Cl. MONDÉSERT (*Sources chrétiennes*, 38). Paris, Éditions du Cerf, 1954, 146 p.

remarques sur les deux problèmes essentiels dont il traite : la théologie de la foi et les vertus du gnostique. Elle est complétée par des notes assez succinctes au bas des pages. L'une et les autres sont du R. P. CAMELOT, qui a pris à côté du R. P. MONDÉSERT, auteur de la traduction, la place du regretté Caster.

La correspondance de Théodoret de Cyr nous révèle, comme l'indique la bande qui entoure le livre, « la personnalité et les multiples soucis d'un grand évêque au v<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> ». Cinquante-deux lettres sont réunies dans ce premier tome. Une introduction substantielle, complétée par un index des citations scripturaires, des correspondants de Théodoret et des noms propres, met le lecteur à même de tirer le meilleur parti de ce volume. Elle dessine à grands traits le milieu historique et religieux dans lequel a vécu l'auteur, donne d'utiles indications sur ses correspondants, clercs ou laïques, dont elle précise l'identité chaque fois qu'il est possible, et souligne enfin l'intérêt psychologique de ces documents, qui constituent une source non négligeable pour l'histoire politique en même temps que religieuse de l'époque.

M. le chanoine BARDY a assumé la tâche redoutable, mais combien utile, de mettre à la portée du public cultivé une des œuvres majeures que nous a léguées l'antiquité chrétienne<sup>2</sup>. Trois volumes sont prévus pour le texte et la traduction de l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe. Le premier contient les livres I à IV. Un quatrième renfermera l'introduction et les tables. Le texte est, à quelques retouches près, celui de E. Schwartz dans le *Corpus* de Berlin. La traduction, tout en tenant compte de celle de E. Grapin dans la collection Hemmer-Lejay, est entièrement nouvelle. Comme son prédécesseur, M. Bardy estime que, lorsqu'on se trouve en présence de textes qui valent par leurs idées plus que par leur forme littéraire, il convient d'en proposer une traduction littérale, sans essayer de les parer d'une élégance qui fait défaut à l'original. Celle qu'il nous offre représente un progrès incontestable par rapport à la précédente. Elle a sur elle cet autre avantage de comporter des notes, dont le but est « non pas de commenter, mais de présenter un texte destiné à être lu et étudié » : références aux auteurs cités par Eusèbe, indications bibliographiques et chronologiques, remarques de critique historique, elles répondent exactement à leur objet. Il faut, pour juger le travail, attendre les volumes suivants, et en particulier l'introduction. Mais on peut dire dès à présent qu'il rendra les plus précieux services.

M. BARDY n'a pas voulu écrire un commentaire d'Eusèbe : l'entreprise eût été démesurée, et pour les forces d'un homme et pour les possibilités de la collection. Il faut savoir gré, en revanche, aux directeurs de « Sources chrétiennes » de n'avoir pas chichement mesuré la place à ceux de leurs colla-

1. Théodoret de Cyr, *Correspondance*, I. Introduction, texte critique, traduction et notes par Yvan AZÉMA (*Sources chrétiennes*, 40). Paris, Éditions du Cerf, 1955, 138 p.

2. Eusèbe de Césarée, *Histoire ecclésiastique*, livres I-IV. Texte grec, traduction et annotation par Gustave BARDY (*Sources chrétiennes*, 31). Paris, Éditions du Cerf, 1952, VIII-216 p.

borateurs qui se chargent de présenter des œuvres d'ampleur réduite. Cette générosité nous a valu, déjà, l'*A Diognète* de M. Marrou. Elle nous vaut aujourd'hui, avec le *De Mortibus* de M. Moreau, une des meilleures réussites de la série<sup>1</sup>.

L'importance documentaire de l'opuscule est considérable. On n'en est que plus convaincu en refermant les deux volumes qu'a pu lui consacrer son éditeur. Le premier, après une introduction d'une soixantaine de pages, où sont abordés tous les problèmes que pose l'œuvre, présente le texte latin et sa traduction, où M. Moreau s'est efforcé, avec succès, de mettre « un peu de l'élégance nerveuse et du rythme haletant de l'original ». Près de quarante pages de bibliographie complètent le volume. Le second est tout entier occupé par le commentaire, exceptionnellement riche, qui suit le texte phrase par phrase, en vérifie les assertions en les comparant aux autres sources, littéraires ou non, et du même coup apporte arguments et preuves à l'appui des positions développées dans l'introduction. C'est un modèle du genre. M. Moreau tient pour incontestables l'authenticité et l'unité du *De Mortibus*, rédigé en Gaule et publié probablement entre 318 et 321, avant la brouille définitive entre Constantin et Licinius. L'utilisation par Lactance de documents écrits est peu vraisemblable. Le pamphlet constitue « pour l'époque de la Tétrarchie et les débuts du règne de Constantin une source de tout premier ordre ». C'est le témoignage d'un contemporain, qui représente en outre « un moment de la pensée politique impériale ». Une analyse fine et nuancée amène M. Moreau à considérer que cet historien partisan, qui développe une thèse — tous les Empereurs persécuteurs sont de mauvais Empereurs — n'a pas néanmoins altéré la vérité des faits : « Lactance est un polémiste, non un faussaire. » On peut le suivre en toute sécurité pour rétablir les événements survenus entre 300 et 316 ; il reflète fidèlement l'opinion des cercles constantiniens entre 313 et 320 ; ce qu'il dit des époques antérieures à la sienne peut inspirer confiance : il est d'accord avec ses coreligionnaires pour estimer que « la paix et la tranquillité sont les conditions normales de la vie de l'Église ; les tempêtes qui l'assaillent sont limitées dans le temps et dans l'espace ». Rome et l'Église sont faites pour s'entendre et s'épauler l'une l'autre : c'est l'intuition géniale de Constantin de l'avoir compris. Un travail comme celui-ci, aussi riche de science et de pénétration que bien présenté, classe son auteur parmi les meilleurs historiens du Bas-Empire.

## II. — LE MILIEU RELIGIEUX PRÉCHRÉTIEN

Le volume de documents archéologiques que nous présente M. PRITCHARD complète le recueil de texte publié en 1950 par le même auteur, avec la col-

1. Lactance, *De la mort des persécuteurs*. I, Introduction, texte critique et traduction ; II, Commentaire (*Sources chrétiennes*, 39). Paris, Éditions du Cerf, 1954, 482 p.



laboration de divers spécialistes<sup>1</sup>. C'est à la fois un bel instrument de travail scientifique et une magnifique réalisation de librairie. Les gravures — près de 800 — sont groupées sous neuf rubriques : les peuples et leurs costumes — la vie quotidienne — l'écriture — scènes et monuments historiques — la royauté et les dignitaires — les dieux et leurs emblèmes — la pratique de la religion — mythe, légende et rituel sur les sceaux — vues et plans de fouilles. Une introduction succincte explique les intentions de l'auteur et les critères de son choix, opéré par rapport à l'Ancien Testament, qu'il s'agit d'éclairer, et avec l'aide des meilleurs spécialistes, en puisant dans les collections les plus diverses. Le volume offre ainsi un excellent échantillonnage de l'activité archéologique dans le Proche-Orient au cours des années récentes. Quatre cartes — Égypte, Palestine, Haut-Euphrate et pays hittite, Mésopotamie — dessinent à grands traits le cadre géographique des trouvailles. Le catalogue qui termine le volume donne de chaque image une brève description, indique la provenance des documents et pour certains d'entre eux des éléments de bibliographie. Il se présente comme un instrument de référence et non pas comme un commentaire suivi des différents aspects envisagés dans le livre. L'introduction est complétée par quelques indications relatives au problème de la chronologie mésopotamienne et aussi égyptienne. L'auteur suit Albright pour la première, et s'interdit pour la seconde de vouloir préciser à tout prix ; il donne au lecteur, dans l'un et l'autre cas, la possibilité de vérifier ou de corriger ses datations par référence aux ouvrages fondamentaux en la matière. La rigueur et la prudence avec lesquelles il procède augmentent encore la valeur de son recueil qui, tout en intéressant le grand public, rendra aux chercheurs de très réels services.

C'est au contraire l'audace, qualité fort contestable en l'occurrence, qui caractérise le nouveau livre de M. VELIKOVSKY<sup>2</sup>. Déjà ses *Worlds in Collision* lui avaient acquis un certain renom d'ordre journalistique. Sous un titre également sensationnel, il nous propose maintenant une « révision unique et radicale de l'histoire ancienne ». Il conviendrait, si nous l'en croyons, d'amputer la chronologie égyptienne de six siècles, ceci pour obtenir quelques téméraires synchronismes : la génération qui suivit la reine Hathepsout en Égypte serait contemporaine de celle qui suivit Salomon en Palestine (p. 176 et suiv.). Thoutmosis III aurait envahi la « Judée » et combattu en Palestine au temps de Rehoboam, la Qadesh des textes égyptiens n'étant rien de moins que Jérusalem. Dans cette perspective, les reliefs (reproduits pl. VII et VIII) du mur qui entoure le sanctuaire de Karnak, et figurant le butin fait en Asie par Thoutmosis III, reçoivent la légende : *vessels and furnishings of the Temple at Jerusalem*. A une époque antérieure, les Israélites « auraient

1. James B. PRITCHARD, *The Ancient Near East in Pictures relating to the Old Testament*. Princeton, University Press, 1954, xvi-351 p.

2. I. VELIKOVSKY, *Ages in Chaos*. Vol. I : *From the Exodus to King Akhnaton*. Londres, Sidgwick and Jackson, 1953, xxiv-350 p.

quitté l'Égypte quelques semaines ou même quelques jours avant l'arrivée des Hyksos » (p. 69). Plus tard, les tablettes d'El Amarna (p. 223 et suiv.) auraient été écrites entre 870 et 840, à l'époque de Jehoshaphat. L'habituel caléidoscope des historiens de mirages déploie les fastes de la reine de Saba, auxquels un louable souci de renouvellement fait ajouter un chapitre sur Ras Shamra — témoignage inattendu de la popularité de ce site. Il est douteux que tout cela suscite beaucoup d'enthousiasme parmi les égyptologues.

Le *Manuel d'archéologie biblique* de A.-G. BARROIS apporte beaucoup plus que n'annonce son titre<sup>1</sup>, si du moins on entend « archéologie » au sens précis et technique du terme. L'étude des monuments (épigraphie, glyptique, sépultures, sanctuaires) n'occupe, en effet, qu'une place assez réduite dans ce volume, dont les éléments sont empruntés à la Bible même autant et plus qu'aux champs de fouilles. Le premier tome traitait de l'habitat et des activités de production. Des neuf chapitres qui constituent le second, sept traitent, selon la division annoncée par l'auteur, des faits sociaux ; les deux derniers sont consacrés aux faits religieux. Il s'agit, par conséquent, d'un tableau d'ensemble, fort clair et précis, des institutions, des coutumes et de la vie d'Israël. La conception générale s'apparente d'assez près à l'*Histoire de la civilisation d'Israël* (*Kulturgeschichte Israels*) de Bertholet, que l'on s'étonne de ne pas voir figurer dans la bibliographie.

L'ouvrage, d'une érudition très sûre, mais nullement pesante, se lit aisément. On y trouvera des renseignements sur les questions les plus diverses, depuis les institutions familiales ou monarchiques jusqu'à la guerre, la médecine, le calendrier. On sent partout présent le souci d'éviter une vue statique des choses et de les situer dans la perspective d'une évolution historique : ainsi en particulier dans le chapitre sur les institutions politiques qui, tout en insistant sur la monarchie, commence par une étude sur l'organisation tribale et s'achève par un aperçu sur les divers régimes implantés en Palestine par la domination étrangère ; ainsi également pour les chapitres sur les cultes et sanctuaires, qui apportent en 150 pages environ un condensé d'histoire religieuse palestinienne. De même que celui d'« archéologie », le terme de « biblique » est entendu au sens le plus large : l'enquête est menée jusqu'au plein de l'époque romaine. L'ouvrage s'achève sur quelques pages relatives aux synagogues et au culte synagogal, que l'on souhaiterait, du point de vue de ce Bulletin, plus étoffées — mais le propos de l'auteur était d'étudier la vie d'Israël en elle-même, et non pas comme un acheminement vers le christianisme. Parlant de la vie religieuse à l'époque hellénistique, il emploie, tout en le déclarant assez impropre (p. 424), le terme de « secte ». Mieux vaudrait sans doute l'éviter, au moins pour les grandes tendances du judaïsme officiel, et ne pas mettre celles-ci sur le même plan, à la faveur d'une appellation commune, que les groupements marginaux : les Pharisiens

1. A.-G. BARROIS, *Manuel d'archéologie biblique*, t. II. Paris, A. et J. Picard, 1953, 21-517 p.

ont bien été une « secte », au départ ; ils ne le sont plus, à la différence des Esséniens par exemple, à l'époque du Christ ; la préoccupation historique et chronologique que je signalais plus haut se trouve ici en défaut. L'auteur mentionne à ce propos les Manuscrits de la Mer Morte et les problèmes qu'ils posent, mais s'abstient de toute conclusion. Il ne pouvait faire autrement à la date où il écrivait. La pondération est d'ailleurs une des qualités de son ouvrage, qui comble d'heureuse façon une lacune de la production scientifique française.

Le livre de M. ORLINSKY se présente comme un manuel pour les étudiants des Collèges américains<sup>1</sup>. S'il semble, en effet, parfaitement adapté à son objet, il mérite en outre de trouver des lecteurs dans d'autres milieux. Le public cultivé en tirera grand profit. L'auteur n'a pas voulu se confiner dans l'histoire religieuse. Il s'efforce, sans entrer dans le détail, mais sans rien omettre d'essentiel, de dessiner à larges traits l'histoire d'Israël dans son ensemble, depuis les origines jusqu'à Esdras et Néhémie. Il se préoccupe de confronter, autant qu'il est possible, les données de la Bible avec les résultats des fouilles récentes. Il le fait dans un esprit de critique mesurée, à mi-chemin entre le radicalisme négateur et un conservatisme qui ferait aux textes une confiance aveugle. Pour les principaux problèmes que pose l'histoire israélite, des solutions sont proposées ou au moins esquissées. L'auteur incline à faire sienne l'identification des Hébreux avec les Habiru des documents non bibliques. Soulignant les rapports entre la cosmogonie de la Genèse et la cosmogonie babylonienne, il souligne du même coup la supériorité morale de la Bible. Il fait remonter à l'époque des Patriarches l'idée de l'Alliance, qui d'ailleurs ne traduit encore, à ses débuts, qu'un simple hénothéisme. Cette alliance individuelle, exprimée dans la formule « Dieu d'Abraham », s'élargit en alliance nationale avec Moïse. L'entrée en Égypte d'un groupe d'Hébreux — d'autres étant restés en Canaan, que l'auteur reconnaît comme le pays des Patriarches — coïnciderait avec la domination des Hyksos, la servitude avec la fin de cette domination. Des éléments historiques non négligeables sont inclus dans les traditions relatives aux Juges. On notera au passage un portrait fort nuancé de David. L'essor économique sous le règne de Salomon est illustré par les fouilles d'Ezion Geber. Le lecteur non spécialiste trouvera sans doute excessifs les détails d'histoire dynastique donnés sur la période du schisme. Mais il ne manquera pas d'apprécier le chapitre final, sobre et net, sur l'esprit hébraïque tel qu'il s'exprime chez les prophètes, et l'excellente bibliographie commentée qui lui permettra de pousser plus avant les enquêtes amorcées ou résumées dans cet ouvrage d'initiation.

Écrits par l'un des hommes qui connaissent le mieux le pays, les deux volumes d'histoire du R. P. ABEL font pendant à sa *Géographie de la Pales-*

1. Harry M. ORLINSKY, *Ancient Israel*. Ithaca (New-York), Cornell University Press, 1953, VIII-193 p.

*tine*<sup>1</sup>. Le premier volume mène le récit jusqu'au début de la guerre juive; l'ensemble se divise tout naturellement en trois parties, consacrées respectivement aux périodes hellénistique, romaine et byzantine (à partir de 325). C'est donc près d'un millénaire d'histoire palestinienne qui se déroule sous nos yeux, et que l'auteur est toujours soucieux de replacer dans celle du Proche-Orient tout entier, puisque aussi bien il n'y a plus, au cours de la période envisagée, à l'exception de la parenthèse asmonéenne, de Palestine entièrement indépendante. Encore que l'ouvrage ressortisse, pour l'essentiel, à l'histoire dite « événementielle » — et je n'attache ici aucune nuance péjorative à ce terme — une place judicieuse est faite à la vie sociale, économique, culturelle, aux institutions et, bien entendu, aussi à la religion.

Il est difficile, dans le cadre de ce Bulletin, de rendre compte en détail d'un ouvrage d'une telle ampleur, difficile aussi d'en faire une critique pertinente lorsqu'on n'a pas, sur toutes les périodes de l'immense tranche chronologique qui y est traitée, la compétence qu'il faudrait et que possède l'auteur. Je me bornerai donc à quelques remarques sur tel ou tel point particulier. Je sais mal pourquoi le R. P. Abel consacre à l'organisation politique et militaire de la Palestine après 70, et aux divers remaniements qu'elle a subis, quelques lignes à la fin de sa préface, où elles n'ont vraiment que faire. Le Midrash sur Habacuc des documents de la mer Morte est attribué péremptoirement (I, p. 285) au règne d'Alexandre Jannée : c'est l'une des datations qui ont été proposées ; elle ne s'impose pas, et l'on aimerait, pour en vérifier le bien-fondé, quelques éléments de bibliographie. L'on serait tenté également de trouver que la place a été un peu chichement mesurée aux origines chrétiennes, si l'on ne sentait que l'auteur, de propos délibéré, a choisi de ne pas écrire une histoire de l'Église naissante (I, p. 450). Du moins, ici encore, quelques références bibliographiques, complétant un renvoi au seul Lebreton-Zeiller, eussent-elles été les bienvenues. Le paragraphe intitulé « Judaïsme et Christianisme » (I, p. 109-111) laissera le lecteur sur sa faim. Il n'y est guère question que de Justin Martyr et des nouvelles traductions de la Bible suscitées chez les Juifs par la mainmise chrétienne sur la Septante ; le problème des relations entre les deux religions n'est pas abordé et l'on trouvera bien imprécise l'allusion aux sept hérésies ou sectes du judaïsme que l'auteur, citant Hégésippe, mentionne comme une chose connue de tous. Sommaires aussi les notations sur le judaïsme rabbinique et sur sa position en regard de la culture grecque. L'étude est menée règne par règne. Un principe de composition moins rigoureusement analytique eût sans doute permis, en regroupant des notations précises, mais trop éparpillées, d'en tirer meilleur parti. Enfin, on regrette l'absence moins d'un index qui, après tout, n'était pas indispensable dans un ouvrage du type « grand manuel », et pourvu d'une table des matières très détaillée, que d'une bibliographie, regroupant les références, souvent incomplètes, des

1. F. M. ABEL, *Histoire de la Palestine, depuis la conquête d'Alexandre jusqu'à l'invasion arabe*. Paris, Gabalda et C<sup>ie</sup> (collection « Études bibliques »), 1952, 2 vol., xv-505 et x-406 p.

bas de page. Ce sont là critiques de détail. Fruit de toute une vie de labeur, acharné et probe, ces volumes constituent un instrument de travail extrêmement précieux. Ils remplaceront avantageusement, pour la période qui leur est commune, les chapitres classiques, mais nécessairement un peu vieillis, du tome premier de Schürer, *Geschichte des jüdischen Volkes*.

La tournure d'esprit et les préoccupations de M. NEHER sont philosophiques, voire théologiques, autant et plus peut-être qu'historiques. Son nouveau livre suscitera sans doute le même accueil, chaleureux d'un côté, mêlé de quelques réserves de l'autre, que son *Amos*, dont il élargit et synthétise les conclusions<sup>1</sup>. On aurait mauvaise grâce, dans le camp des historiens, à incriminer sa méthode, puisque l'auteur, publiant son volume dans une collection d'essais philosophiques, a choisi de s'adresser d'abord aux philosophes. Mais on aurait également tort d'en tirer prétexte pour ne pas le lire : ce serait se priver d'un plaisir et d'un enrichissement réels, car le livre est aussi remarquablement écrit et charpenté que pensé. Ne lui demandons pas ce qu'il n'a pas voulu nous apporter, savoir une histoire critique du mouvement prophétique. Il reste que le cadre et l'objet de cette enquête, même si elle n'est pas toujours menée suivant les cheminements qui nous sont le plus familiers, appartiennent à l'histoire.

Une première partie, sur les prophétismes non bibliques, étudie la répartition géographique du phénomène dans les pays du Proche-Orient ancien (Grèce comprise), en propose une classification par types (magique, social, mystique, eschatologique), et se termine par un chapitre sur les perspectives du temps dans les religions envisagées. M. Neher s'y montre fort averti des problèmes actuels de la recherche historico-religieuse. Quelques lacunes bibliographiques cependant : on s'étonne, à propos de ce problème du temps qui occupe aujourd'hui une telle place dans la pensée philosophique et aussi historique, de ne voir citer ou utiliser ni *Christ et le temps* de Cullmann ni surtout l'important *Time and Mankind* de Brandon.

La seconde partie étudie les cadres hébraïques de la prophétie, définit comme un dialogue du divin et de l'humain, dialogue qui dépasse largement la personnalité des divers prophètes, puisqu'il se concrétise en quelque sorte dans l'Alliance, et dans la Thora qui en est le sceau. On retrouve ici la préoccupation, chère à l'auteur, de tirer les prophètes de leur isolement de « grands inspirés » pour les enraciner en quelque sorte organiquement dans le complexe sociologique et religieux d'Israël. Ce n'est point par hasard si cette partie se termine par quelques pages sur le lévitisme, et sur cette idée que lévites et prophètes, s'ils restent fidèles à leur vocation vraie, sont des figures non pas opposées, mais complémentaires.

La troisième partie, intitulée « la nouvelle prophétie », apporte d'abord une sorte de raccourci d'histoire israélite, vu à travers le fait prophétique, depuis Moïse et même Abraham jusqu'au moment où, à l'époque hellénis-

1. André NEHER, *L'essence du prophétisme* (collection « Épiméthée »). Paris, Presses Universitaires de France, 1955, 359 p.



tique, la prophétie débouche dans l'apocalypse. Elle s'achève, et le livre avec elle, sur une analyse de la pensée et de l'existence prophétique, analyse sociologique, psychologique et métaphysique au terme de laquelle M. Neher conclut : « Peut-être le sens *lumineux* de la prophétie, celui qui éclaire son essence au delà des limites canoniques de la Bible, réside-t-il dans cette intimité existentielle entre la vie personnelle du prophète et la destinée du peuple d'Israël. » On ne saurait, je crois, mieux souligner la signification du livre tout entier. Livre d'un Juif croyant, résolument conservateur dans son exégèse, traditionaliste dans son interprétation et sa pratique de la Thora, mais dont l'esprit s'ouvre sans peine aux courants de la philosophie la plus actuelle et leur emprunte les éléments de sa propre pensée religieuse, il suscitera nécessairement des réactions contradictoires et bien des réserves ; il ne saurait laisser indifférent.

Le petit volume de M. Norman SNAITH est, comme l'indique le sous-titre, une étude sur Osée<sup>1</sup>. Concise et dense, elle est menée non pas à la manière d'un commentaire, chapitre par chapitre, mais par grands thèmes. Les problèmes abordés sont, dans leurs données essentielles, supposés connus du lecteur, qui aura parfois quelque peine, s'il n'est pas spécialiste, à se retrouver, sans le secours de la moindre bibliographie, dans des discussions souvent très techniques, développées ou simplement amorcées. M. Snaith estime qu'Osée, contemporain d'Amos, a proclamé son message un an peut-être avant lui. Il le situe dans le royaume du Nord et considère comme interpolés les passages (ch. III surtout) qui annoncent un renouveau commun aux deux royaumes sous un Davidide. L'originalité d'Osée par rapport à Amos tient surtout à ses expériences conjugales, tenues par l'auteur pour réelles : elles expliquent le caractère de lien personnel que le prophète confère aux relations entre Israël et son Dieu, qui est un Dieu sauveur, celui qui opère la sortie d'Égypte, acte gratuit dont découle tout le reste, avant d'être un législateur. L'apport théologique principal d'Osée est dans la notion de *chesed*, amour-miséricorde, reprise par Jérémie, et où l'auteur voit le point de départ de la notion néo-testamentaire de grâce. Le terme s'oppose chez Osée (6, 6) aux sacrifices : d'où le titre du livre. Sur la question, si controversée, de l'attitude des prophètes vis-à-vis du culte sacrificiel, l'auteur adopte une position moyenne : les sacrifices n'ont pas de valeur en soi ; mais ils ne sont pas non plus condamnés en tant que tels ; dans la mesure où ils traduisent des sentiments sincères de gratitude et de repentir, ils sont agréés de Dieu ; mais, s'ils vont de pair avec l'injustice et l'immoralité, ils lui sont en abomination et tournent à la ruine de ceux qui les offrent. Le chapitre final, sur le vocabulaire et les formes diverses du sacrifice israélite, constitue une mise au point très claire et cette fois parfaitement accessible, m'a-t-il semblé, au lecteur moyen.

1. Norman SNAITH, *Mercy and Sacrifice. A Study of the Book of Hosea*. Londres, S. C. M. Press, 1953, 126 p.

L'opuscule de M. ISAAC se situe dans la ligne de son *Jésus et Israël*<sup>1</sup>. Son objet est de « mettre à nu et si possible extirper... la racine la plus profonde de l'antisémitisme, sa racine chrétienne, un certain enseignement traditionnel chrétien ». Il s'agit en l'occurrence de démontrer que la dispersion du peuple juif, loin d'être « le châtement divin de la crucifixion », a au contraire commencé bien plus tôt, puisque ses étapes essentielles sont marquées par l'exil de Babylone, la période hellénistique et la conquête romaine, et qu'au demeurant, même après 70, même après 135, la Palestine n'a jamais été intégralement vidée de sa population juive. On serait tenté de trouver que l'auteur enfonce des portes largement ouvertes, n'étaient les nombreuses citations qu'il nous apporte et qui illustrent la force du « mythe » contre lequel il s'insurge. Qu'il ait pu en faire une ample moisson chez des théologiens, catholiques ou protestants, est déjà assez grave. Il l'est plus encore de voir des historiens, et non des moindres, reprendre à leur compte les mêmes téméraires affirmations. Ainsi Louis Bréhier : « Des colonies juives importantes étaient établies, depuis la diaspora qui suivit la prise de Jérusalem par Titus, dans toutes les grandes villes de la Méditerranée, et aussi en Mésopotamie. » Force est après cela de reconnaître que la mise au point de M. Isaac n'était pas superflue. En fait, lorsqu'on a voulu interpréter en termes de théologie chrétienne les données de l'histoire juive, on a trop souvent rapproché et confondu deux événements bien distincts : la Dispersion, phénomène complexe dans ses causes et dans ses aspects, prolongé sur des siècles, et se situant, pour l'essentiel, avant le début de l'ère chrétienne, et la destruction, en 70, du Temple, point d'appui de la religion traditionnelle, et avec lui des derniers vestiges d'un État palestinien. Établir entre la venue du Christ et la catastrophe palestinienne un lien de cause à effet est une démarche théologiquement légitime. L'historien ne saurait ni l'étayer ni l'infirmer, car elle se situe sur un autre plan que celui où il travaille. Il a, en revanche, le droit et le devoir de protester lorsqu'on fait intrusion chez lui pour bousculer la chronologie, fausser la réalité des faits et les intégrer de force à un système.

Les problèmes posés par les manuscrits de la Mer Morte sont depuis quelques années au premier plan de l'actualité scientifique : la découverte est capitale. M. DUPONT-SOMMER a joué d'emblée le rôle de protagoniste dans les discussions soulevées par ces documents. Ses *Nouveaux aperçus*<sup>2</sup>, suivant à trois ans d'intervalle ses *Aperçus préliminaires*, font état et de ce qui a été publié sur la question dans l'intervalle — la bibliographie est déjà immense — et des découvertes faites sur les lieux depuis celle des premiers rouleaux : il s'agit ici des fragments de manuscrits retirés de plusieurs nouvelles grottes, et surtout du « couvent » dont les ruines ont été dégagées

1. Jules ISAAC, *La Dispersion d'Israël, fait historique et mythe théologique*. Alger, Éditions de la Communauté culturelle juive d'Algérie, 1954, 34 p.

2. A. DUPONT-SOMMER, *Nouveaux aperçus sur les Manuscrits de la Mer Morte* (collection « L'Orient ancien illustré », 5). Paris, A. Maisonneuve, 1953, 222 p.

sur le même site en 1951. Deux certitudes essentielles peuvent désormais être considérées comme acquises. C'est d'abord le caractère essénien de la secte de Qumran : car les vestiges mis au jour sont bien ceux d'édifices communautaires, répondant aux besoins du groupement décrit par Josèphe et Phine ; et la proximité des grottes aux manuscrits autorise à affirmer que ceux-ci appartenaient bien à la bibliothèque du couvent. C'est, d'autre part, l'origine préchrétienne des documents. Le témoignage des monnaies trouvées sur le site est à cet égard très éloquent : elles s'échelonnent de l'époque d'Auguste jusqu'à la première guerre juive (66-70) ; il y a donc tout lieu de croire que c'est au moment de cette guerre que les manuscrits ont été mis à l'abri dans les grottes. Ainsi M. Dupont-Sommer a la satisfaction de voir confirmées, sur deux points fondamentaux, les vues qu'il avait soutenues dès le début.

La discussion reste ouverte sur d'autres points, à commencer par la date précise de rédaction des divers documents. En ce qui concerne le commentaire d'Habacuc, l'auteur tient pour l'époque romaine, c'est-à-dire pour une date postérieure à la conquête de la Palestine par Pompée en 63. Il tire argument, en particulier, du culte rendu à leurs enseignes par les mystérieux *Kittim* mentionnés dans le texte : trait spécifiquement romain, sans parallèle connu dans les monarchies hellénistiques. Sa démonstration, sur ce point encore, me paraît convaincante. Dans le reste du volume, il s'applique, de façon fort heureuse, à analyser, à travers le Manuel de Discipline, les particularités religieuses de la secte, les règles et les rites, l'idéal mystique et moral. Il y enregistre, à propos de l'Instruction sur les deux Esprits, des influences iraniennes. Le chapitre final aborde, en termes aussi mesurés que précis, le problème des relations entre la communauté de Qumran et le christianisme naissant et souligne à la fois les différences incontestables, qui interdisent d'identifier purement et simplement, comme l'ont fait certains, les deux mouvements l'un à l'autre, et les ressemblances évidentes. Celles-ci autorisent à penser non seulement que de nombreux Esséniens ont rejoint les rangs de la jeune Église chrétienne, en particulier dans son rameau ébionite, mais aussi « que la secte juive a directement et immédiatement préparé la voie » à la religion nouvelle. A cet égard aussi, l'auteur peut se flatter d'avoir, depuis ses premières publications, recueilli des adhésions de plus en plus nombreuses.

On pourra, en comparant son livre avec celui de M. l'abbé VERMÈS<sup>1</sup>, qui donne en appendice la traduction des textes les plus importants publiés jusqu'alors, tout à la fois mesurer l'ampleur du consensus réalisé parmi les chercheurs, après les divergences initiales, et noter les points sur lesquels ces divergences subsistent. Sur l'âge des manuscrits, la conclusion de M. Vermès est formelle : « Les écrits de Qumran, cachés durant la première révolte, sont tous antérieurs à l'année 70 ap. J.-C. ; » ils peuvent, en attendant une

<sup>1</sup> GÉZA VERMÈS, *Les manuscrits du Désert de Juda*. Paris, Desclée et C<sup>ie</sup>, 1953, 216 p.

étude paléographique plus poussée, être placés « au long d'une période d'un siècle et demi à partir de 100 avant l'ère chrétienne ». Pas d'hésitation non plus sur l'identité de la secte, qui est essénienne. C'est sur des points relativement moins importants que les deux auteurs — et la constatation vaut pour l'ensemble des spécialistes — divergent encore, et en particulier sur l'histoire du mouvement et sa chronologie. M. Vermès distingue ici trois étapes essentielles : celle de Damas, « écho d'une rupture récente dans le sacerdoce juif » ; celle de Qumran, qui correspond à l'organisation de la secte ; celle de l'essénisme qu'on peut appeler classique, au milieu du 1<sup>er</sup> siècle de notre ère. C'est dire qu'il se prononce pour ce qu'on peut appeler la chronologie longue : naissance du mouvement, qui n'est pas encore à proprement parler une secte, vers 200-170 av. J.-C., ministère du Maître de Justice entre 175 et 140 environ. M. Dupont-Sommer, au contraire, opte pour la chronologie courte : il situe le début du mouvement vers le milieu du 1<sup>er</sup> siècle, la carrière du Maître de Justice au début du 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C., la rédaction du Commentaire d'Habacuc et de l'Écrit de Damas vers 45-40. M. Vermès adopte pour le Commentaire une date très analogue et reconnaît lui aussi, sans hésitation, dans les Kittim les Romains ; en revanche, il situe le Document de Damas beaucoup plus haut, aux origines du mouvement. Il me paraît difficile ici, et pour ce qui est de la personne du Maître, de la date et des circonstances de son ministère, du caractère de sa mort — martyr assuré pour M. Dupont-Sommer, simplement possible selon M. Vermès — de l'identité de ses adversaires, d'arriver à des conclusions certaines : les divergences d'opinion tiennent au caractère même des écrits, rédigés dans le style allusif, allégorique et vague des apocalypses, et susceptibles, dans certains passages, de plusieurs traductions sensiblement différentes. Mieux vaut peut-être, devant ce qui est par nature imprécis et flou, se résigner pour l'instant à quelques incertitudes. Au reste, si l'on considère l'ensemble de la bibliographie récente, on constate que les polémiques, d'abord très véhémentes, se sont progressivement apaisées. Le ton de la discussion est devenu plus serein, la marge des divergences s'est considérablement réduite. Un large accord est en voie de s'opérer sur ces points même autour desquels on s'était d'abord le plus violemment battu, et qui sont capitaux : je songe en particulier à la question des affinités avec le christianisme primitif, traduisant des influences que tout le monde, ou à peu près, admet aujourd'hui, quitte à leur accorder une ampleur plus ou moins grande. Ceux qui font confiance à la recherche historique sereinement menée seront unanimes à se réjouir d'un tel résultat.

### III. — NOUVEAU TESTAMENT

La critique néo-testamentaire a connu, au cours des années récentes, un incontestable renouvellement. Des positions qu'on pouvait croire définitivement acquises ont été mises en question et parfois ébranlées. La seconde

édition, parue un quart de siècle après la première, de l'*Introduction au Nouveau Testament* de Mac NEILE<sup>1</sup> permet, sur certains points au moins, de mesurer le chemin parcouru. L'ouvrage justifie pleinement son titre, car il fait une place à tous les aspects — exégétique, historique, théologique — de l'étude du Nouveau Testament. Neuf chapitres sur douze sont consacrés à l'analyse des différentes catégories d'écrits néo-testamentaires et à l'étude des problèmes qu'ils posent ; les trois derniers traitent respectivement de la formation du canon, depuis les origines jusqu'à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, de la critique textuelle et des questions de l'inspiration et de la valeur historique de ces documents. C. S. L. Williams, qui a assumé la charge de cette édition révisée, reste généralement fidèle à la ligne de l'auteur, qui est celle d'une critique modérée, assez commune parmi les exégètes d'outre-Manche. On notera, par exemple, que, sans l'affirmer catégoriquement, et tout en mentionnant les arguments qu'on peut lui opposer, il incline à admettre l'authenticité de la *Prima Petri*, en accord avec « la majorité des spécialistes anglais », et en opposition avec la plupart des critiques continentaux non catholiques. Dans nombre de cas aussi, ayant exposé les différentes solutions possibles, et considérant qu'aucune ne s'impose absolument, il laisse au lecteur le soin de choisir : sage prudence, qui, dans un volume d'initiation comme celui-ci, est de nature à faire sentir aux étudiants toute la complexité des problèmes abordés. Par ailleurs, soucieux de ne retoucher que là où le besoin s'en faisait sentir de façon impérieuse, le réviseur s'est borné à mettre à jour la bibliographie de chaque chapitre, à signaler les points de vue nouveaux, et en particulier à faire à la *Formgeschichte* la place qui doit lui revenir. L'analyse, succincte, mais suffisamment précise, qu'il donne des méthodes et des positions de cette école est suivie d'une critique, le plus souvent très pertinente, au terme de laquelle il fait sienne la conclusion de B. H. Streeter, « qu'on ne saurait certes qualifier de conservateur » : « Ces tentatives sont souvent suggestives ; mais elles sont toujours fragiles et parfois erronées. » Clair, prudent, bien informé, parfaitement maniable, ce volume, sans remplacer sur tous les points, auprès du public et des chercheurs français, la classique *Introduction au Nouveau Testament* de Maurice Goguel, a cependant sur elle l'avantage de fournir une mise au point récente ; il mérite à coup sûr de prendre place à côté d'elle dans nos bibliothèques.

C'est surtout peut-être en matière d'exégèse évangélique que les perspectives se sont modifiées depuis quelque temps, et plus précisément encore en matière de critique synoptique. Nous devons à M. Vincent TAYLOR un excellent travail sur l'Évangile de Marc<sup>2</sup>. Le volume s'ouvre sur une bibliographie qui, pour être choisie, n'en couvre pas moins sept grandes pages. Une copieuse introduction, qui en comprend cent cinquante, est consacrée à

1. A. H. Mc NEILE, *An Introduction to the Study of the New Testament*. Second Edition, revised by C. S. L. WILLIAMS. Oxford, Clarendon Press, 1953, viii-486 p.

2. Vincent TAYLOR, *The Gospel according to St. Mark*. Londres, Macmillan et C<sup>ie</sup>, 1952, xx-696 p.



l'examen des principaux problèmes que pose le second Évangile pris d'ensemble. Vient ensuite le texte grec, divisé en sections et commenté verset par verset. Un certain nombre de points particuliers font l'objet soit de « notes détachées » insérées dans le commentaire, soit de « notes additionnelles » rejetées à la fin de l'ouvrage. Le tout représente une somme impressionnante d'érudition et constitue un remarquable instrument de travail.

L'auteur, dès les premières lignes, proclame sa dette envers le commentateur de Swete. Il s'en sépare cependant sur plus d'un point, mais sans rechercher la nouveauté à tout prix : c'est plus d'une fois par un retour à des positions plus traditionnelles qu'il se différencie de ses prédécesseurs, immédiats ou plus lointains : tendance assez commune à l'heure actuelle dans ce domaine. Voici les principales conclusions qui nous sont proposées. L'auteur de l'Évangile étant le Jean-Marc que mentionnent les Actes et les épîtres de Paul, son récit possède une valeur historique certaine, bien que son propos ne soit pas d'écrire l'histoire. Il a été composé vers 65-70, à Rome, à partir des souvenirs de Pierre, mais aussi des traditions de la communauté romaine. Ce n'est pas la traduction littérale d'un original araméen, mais les sémitismes qu'on y relève attestent qu'il est dans la dépendance directe d'une tradition araméenne. Antérieurement au texte actuel, l'auteur pense pouvoir postuler des épisodes déjà groupés par la catéchèse communautaire en récits plus ou moins coordonnés et en collections, que Marc s'est efforcé d'organiser en un ensemble cohérent. Cette élaboration, communautaire ou personnelle, traditionnelle ou littéraire, des données historiques les a parfois faussées. Des éléments légendaires se sont introduits, en particulier dans les récits de « miracles de nature » — marche sur les eaux, tempête apaisée — qu'il convient de distinguer à cet égard des guérisons, celles-ci possédant une réalité historique certaine. Même tendance à un conservatisme nuancé dans ce que l'auteur dit de la christologie de Marc. Il la fait remonter, pour l'essentiel, à Jésus lui-même, dont la conscience messianique est hors de doute : le « secret messianique », si caractéristique de cet Évangile, répond à la conception que Jésus avait de son rôle de Messie caché et souffrant. Il est dommage que l'auteur n'ait pu faire état, dans cet ouvrage achevé en 1950, des manuscrits de la Mer Morte, qui ont modifié mainte donnée des problèmes abordés dans son commentaire. La question de la date et du caractère — pascal ou non — de la Cène, par exemple, qui fait l'objet de la dernière note additionnelle, se pose en termes nouveaux maintenant que nous savons l'existence, dans la secte de Qumran, et sans doute aussi dans d'autres milieux, y compris peut-être celui du Christ et de ses disciples, d'un calendrier différent du calendrier officiel. S'il était assuré qu'il était en usage dans la cellule initiale de l'Église, ce serait là le moyen de résoudre la contradiction qui sépare, sur ce point, Jean et les Synoptiques.

M. Vincent Taylor, en maintenant la priorité de Marc par rapport aux autres Évangiles, reste fidèle à la théorie dite des deux sources. C'est contre cette théorie que s'inscrit en faux M. VAGANAY, dans un livre vigoureux et

dense, tout en analyses minutieuses, éclairées de nombreux diagrammes et graphiques, et qui se donne modestement comme une hypothèse de travail<sup>1</sup>. Selon la théorie qu'il combat, Marc d'une part, un recueil de paroles de Jésus de l'autre (*Logia*, source Q = *Quelle*) représentent le point de départ de nos synoptiques. De Marc proviennent les éléments qu'il a en commun avec les deux autres, des *Logia* ceux qui sont particuliers à Matthieu et à Luc. Des travaux récents avaient déjà assoupli ce schéma. M. Vaganay le rejette. A l'hypothèse d'un Évangile primordial unique, utilisé comme base par les suivants, il substitue, rejoignant une idée de M. Vincent Taylor, celle de plusieurs rédactions partielles, issues de la tradition orale et suivies de la composition de l'Évangile araméen de Matthieu. Nos évangiles actuels auraient été élaborés, à partir de traductions grecques de ce premier Évangile et de sources secondaires, dans l'ordre suivant : Marc, abrégé de Matthieu araméen, dans la ligne de la prédication de Pierre, et marqué à quelque degré par la théologie de Paul ; Matthieu grec, dépendant de Matthieu araméen, de Marc et de sources qui lui sont propres ; enfin Luc, qui, sans connaître le Matthieu grec, utilise les mêmes sources que lui, et quelques autres, en particulier, pour ce qu'il apporte en propre, dans le « livret hors série » (Luc, 9, 51-18, 14), un ensemble de *Logia* réunis peu à peu en un recueil supplémentaire (*S g* selon la nomenclature de l'auteur) complétant le Matthieu araméen : on retrouve ici, mais sous une forme plus réduite et avec une importance beaucoup moindre, l'ancienne source Q.

Je ne puis entrer, faute de place et aussi de la compétence du spécialiste, dans un examen détaillé de cette théorie. Elle est ingénieuse et présentée de façon fort persuasive ; elle lève certaines difficultés inhérentes à la théorie des deux sources ; elle en laisse subsister certaines autres et reste conjecturale sur bien des points. A ceux qui seraient tentés de la trouver trop compliquée, l'auteur rappelle fort opportunément qu'elle l'est parce que le problème auquel elle propose une solution l'est également. Si elle ne le résout pas intégralement, elle le pose du moins en termes neufs. Il ne sera pas possible de ne pas en faire état.

L'étude de M. JENNI sur Jésus est la réédition, révisée et remaniée, d'un travail paru en 1916<sup>2</sup>, et présenté cette fois sous deux formes : l'une avec commentaire, l'autre « sans commentaire, mais avec les voix de la critique » telles qu'elles ont accueilli la première édition. Elles sont élogieuses dans toute la mesure où elles manquent de compétence. Les voix discordantes sont celles des spécialistes, dont Maurice Goguel (« improvisation sans valeur »). En fait, le travail de M. Jenni est d'un amateur. C'est, pour l'essentiel, une traduction de textes évangéliques, empruntés surtout à Marc et, çà et là, aux autres évangiles et coupés de bribes de commentaires, sans qu'il

1. L. VAGANAY, *Le problème synoptique* (Bibliothèque de Théologie, série III : *Théologie biblique*, vol. II). Paris-Tournai, Desclée et C<sup>ie</sup>, 1954, xxii-474 p.

2. LÉONARD JENNI, *Jésus, vie et œuvre*, édition avec commentaire et édition populaire sans commentaire. La Chapelle-sur-Carouge (Suisse), 1953, 72 et 32 p.

soit toujours clairement indiqué où commencent les uns et finissent les autres. La caractéristique essentielle de la traduction, c'est une accumulation de synonymes — dont un certain nombre de néologismes — susceptibles de rendre un même mot grec et entre lesquels le lecteur choisira, s'il éprouve le besoin de mettre un peu d'ordre dans ce charabia : « Et il prit une coupe (en bois ou bronze, remplie de vin) et après avoir « eucharisté », remercié le Créateur, rendu grâce, il la leur donna, et ils burent d'elle tous. Et il leur dit : « Ceci est mon sang de (pour) l'alliance (avec Dieu pour la sceller) lequel est épanché (« effusionné », épandu, répandu) sur beaucoup « (de monde, d'individus et de peuples, Judas Iskariot non excepté)... ». Et l'ouïe dire de lui (sa fâme, réputation, comme Messie, Christ, Oint du Seigneur) sortit (se répandit). » Quant au commentaire proprement dit de l'édition complète, il ne fait guère que citer, généralement sur des points de détail, des ouvrages antérieurs, choisis sans beaucoup de discrimination et, semble-t-il, au hasard. Son originalité réside surtout dans des opinions assez fantaisistes : « Par une atteinte à la paix des morts », le corps du Christ a été dérobé par Joseph d'Arimathie et Nicodème « et probablement avec la complicité, la connaissance et la volonté, l'entente des grands prêtres, dirigeants des scribes et des anciens, Sadducéens et Pharisiens ». L'opuscule s'achève sur une description émue des guérisons merveilleuses réalisées par un correspondant de l'auteur, M. Pietro Tranti, maître coiffeur de profession, « qui traite gratuitement, mais accepte des dons », et sur un appel à la paix, la justice et la solidarité internationale. L'auteur estime, en toute modestie, que son travail « contribue à clarifier le christianisme et à éclairer la chrétienté et l'humanité entière ». Il serait peu charitable de le déromper.

La plaquette de M. ECKE s'insère dans l'abondante littérature de controverse théologique suscitée au cours des années récentes, dans les milieux protestants, par la question du baptême des enfants<sup>1</sup>. L'auteur, rejetant toute solution unilatérale et trop rigide, s'efforce de concilier les points de vue opposés, luthérien et baptiste : le baptême des enfants est légitime, pour signifier l'intégration à l'Eglise, à condition qu'on ne lui attribue aucune efficacité magique ; il n'exclut nullement un second baptême d'eau, pour ceux qui en éprouvent le besoin ; mais celui-ci n'a, lui aussi, d'autre valeur que celle d'un sceau purement symbolique mis sur la « conversion » piétiste, qui est le baptême de foi, de feu ou d'esprit. Pareille démonstration intéresse l'histoire religieuse contemporaine plus que celle de l'Eglise ancienne. Cependant, elle cherche des précédents et des arguments dans le Nouveau Testament. Constatant que les apôtres n'ont reçu d'autre baptême d'eau que celui de Jean, l'auteur voit là l'équivalent de l'actuel baptême des enfants : dans un cas comme dans l'autre, le rite est préalable à toute formation chrétienne et à la « renaissance » véritable. Et lorsque Paul rebaptise

1. Karl ECKE, *Das Rätsel der Taufe (Alte und Neue Wege zur lebendigen Gemeinde)*, 3). Gütersloh, E. Bertelsmann Verlag, 1952, 28 p.

à Éphèse des disciples qui n'avaient reçu que le baptême de Jean (*Actes*, 19), M. Ecke y voit une justification du second baptême tel qu'il le préconise dans certains cas. C'est là trancher bien vite des questions fort compliquées et débattues. Les rapports précis entre baptême de Jean — et aussi baptême des prosélytes — et baptême ecclésiastique sont loin d'être parfaitement tirés au clair. Et le baptême de *tous* les apôtres par Jean n'est rien de plus qu'une hypothèse, plausible peut-être, mais qu'aucun texte ne confirme : les textes invoqués (*Jean*, 4, 2, et *Actes*, 1, 5) indiquent simplement l'un que les apôtres baptisaient plus que Jean, l'autre que Jean baptisait d'eau ; ni l'un ni l'autre ne disent ce que l'auteur leur fait dire.

Le titre, assez énigmatique, du livre de M. STÜRMER n'en exprime qu'imparfaitement, même éclairé par le sous-titre, le contenu<sup>1</sup>. Car, d'une part, il n'est explicitement traité de l'élection et de la résurrection que dans quelques pages du chapitre final. Et, d'autre part, on se méprendrait en considérant que ces deux notions traduisent la dualité du message paulinien. Il s'agit bien plutôt, dans l'esprit de l'auteur, de deux aspects en quelque sorte complémentaires de la toute-puissance divine. Ils en illustrent l'un et l'autre le caractère entièrement « gratuit » : car, pas plus que l'élection, la résurrection n'est motivée par un quelconque mérite de ses bénéficiaires. Elle ne suppose aucune condition, pas même la foi : car Paul enseigne non seulement une résurrection des croyants à la vie bienheureuse, mais aussi une résurrection des impies en vue du jugement. Quant à la dualité de la prédication paulinienne, qui est l'objet propre de cette étude, elle réside dans le fait que l'apôtre, s'adressant, selon les cas, soit aux Juifs, soit aux Gentils, s'adapte spontanément à ces auditoires différents et leur présente à chacun un message qui, tout en portant la marque de la tradition de pensée juive comme de la tradition grecque, ne se laisse cependant réduire ni à l'une ni à l'autre. Le livre se présente en définitive comme une analyse des principaux thèmes pauliniens, envisagés sous l'angle d'une *Auseinandersetzung* avec ces deux traditions opposées, dont l'auteur a préalablement dégagé les caractères antithétiques. Ils découlent tous de ce qui est à ses yeux le trait fondamental de ces deux modes de pensée, à savoir une conception statique de la divinité et du monde du côté grec, une conception dynamique du côté juif, avec comme corollaire principal un idéal de connaissance et de sagesse d'un côté, de pratique de la Loi de l'autre. M. Stürmer pense pouvoir déceler dans les Épîtres, selon qu'elles visent surtout les erreurs juives (*Romains*, *Galates*), ou d'abord les erreurs païennes (*Corinthiens*, *Thessaloniens*), des différences très sensibles dans le vocabulaire et l'argumentation de l'Apôtre. Il s'efforce de les dégager, point par point. L'analyse de la conception paulinienne de la résurrection, qui termine le livre, lui permet de montrer comment Paul a combiné, de façon plus ou moins

1. Karl Stürmer, *Auferstehung und Erwählung. Die doppelte Ausrichtung der Paulinischen Verkündigung* (Beiträge zur Förderung christlicher Theologie, 2, Reihe, 53. Band). Gütersloh, C. Bertelsmann Verlag, 1953, 200 p.

heureuse, des notions contradictoires empruntées à ces deux mondes opposés et comment l'unité du message est néanmoins sauvegardée, bien que l'apôtre ait à lutter sur deux fronts, parce que tous les aspects, si divers soient-ils, en sont coordonnés autour du fait central du Christ.

L'idée maîtresse du livre est ingénieuse à coup sûr, féconde et habilement mise en œuvre. La démonstration est, sur certains points au moins, convaincante. L'on a néanmoins l'impression, çà et là, que les interprétations sont un peu cherchées et les oppositions moins irréductibles que l'auteur ne les voit. Le travail offre, d'ensemble, un caractère assez systématique et l'on comprend qu'il ait — comme l'auteur le signale très loyalement dans sa préface — suscité quelques réserves, du point de vue d'un *Neutestamentler*, de la part de Joachim Jeremias. Je ne suis pas convaincu, pour ma part, que « l'esprit grec », tel que le définit M. Stürmer, ait encore existé à l'état pur quatre siècles après le brassage opéré par les conquêtes d'Alexandre. Et « l'esprit juif » de son côté, malgré les barrières protectrices dressées par l'observance, n'est pas resté totalement imperméable aux influences du dehors. Cette constatation aurait pu servir utilement de correctif à une thèse par ailleurs fort intéressante.

#### IV. — HISTOIRE DE L'ÉGLISE. PATRISTIQUE

Les problèmes relatifs au baptême sont, je le soulignais plus haut, à l'ordre du jour parmi les théologiens protestants. Le livre de M. BENOIT<sup>1</sup> possède, par rapport à certaines autres publications récentes sur la question, une double originalité : il se présente comme une étude strictement historique, où ne transparaît aucune préoccupation d'apologétique ou de controverse ; et il s'occupe non point du Nouveau Testament, mais de la littérature chrétienne du II<sup>e</sup> siècle : Pères apostoliques, Apologistes, Irénée. Son objet est « de préciser, si possible, la théologie baptismale de l'Église », en excluant celle des milieux hétérodoxes. Mais, soucieux d'enregistrer toutes les nuances de cette théologie ecclésiastique, il a opté pour la méthode analytique et étudié les textes un à un, plutôt que de céder à la tentation de broser un tableau d'ensemble, et il a eu raison. De ces écrits très différents les uns des autres par la destination, par le genre littéraire auquel ils appartiennent, par le milieu et la date — souvent difficiles à préciser l'un et l'autre — par la personnalité de leurs auteurs, et dont aucun par surcroît ne traite du baptême très longuement, il a tiré tout ce qu'ils pouvaient rendre. Si, pour l'un ou l'autre, le résultat peut sembler un peu mince, il n'en reste pas moins que la tâche valait d'être entreprise : car la période et les documents en question font la transition entre l'Église primitive et le catholicisme antique.

1. André BENOIT, *Le baptême chrétien au second siècle. La théologie des Pères*. Paris, Presses Universitaires de France, 1954, 243 p.



Il me faut renoncer à suivre M. Benoit dans le détail de ses analyses, et à lui faire les objections de détail qu'elles appellent çà et là. Je me bornerai à souligner avec lui ce qui m'apparaît, du point de vue de l'histoire du christianisme antique, comme le résultat le plus important de son enquête : aucune trace ne se retrouve, dans les écrits envisagés, de la mystique baptismale de Paul. On en peut conclure que « le paulinisme, au moins dans ce qu'il avait de caractéristique et d'original, n'a joué aucun rôle dans le développement de la théologie baptismale à cette époque ». Mais, d'autre part, on constate l'existence, par delà les différences enregistrées d'un auteur à l'autre, d'un « fonds commun de données baptismales », et en particulier de cette idée que le baptême a pour effet essentiel la rémission des péchés et le don de l'Esprit. L'auteur pense pouvoir rattacher ces données à ce qu'il appelle le christianisme hellénistique, ramifié, multiforme et dont le paulinisme lui aussi représente un aspect, mais un entre beaucoup, et non le plus déterminant. Je ne puis que souscrire à ces vues, qui rejoignent celles que j'ai développées ailleurs. Je suis, comme M. Benoit, convaincu qu'il n'y a pas eu au II<sup>e</sup> siècle simplement oubli, mais au contraire ignorance complète de saint Paul autrement que comme « grandeur littéraire ». Je regrette simplement que l'auteur n'ait pas serré d'un peu plus près cette notion, « comode encore qu'imprécise », de christianisme hellénistique, que je crois largement tributaire du christianisme initial des Jérusalémistes. D'autres points aussi auraient pu être étudiés de plus près, par exemple le rapport entre baptême et imposition des mains (cf., sur ce point, l'important ouvrage de G. W. H. Lampe, *The Seal of the Spirit*, Londres, 1951, dont il est dommage que l'auteur n'ait pas pu faire état). Telle quelle, cette étude, ferme, précise et nourrie, fait bien augurer de la carrière scientifique de M. Benoit.

M. NAUTIN s'est assigné pour tâche de dépister dans la littérature patristique les fausses attributions et en particulier celles dont a bénéficié Hippolyte de Rome<sup>1</sup>. Des Bulletins précédents ont dit les mérites de ses travaux, dont l'érudition, l'argumentation rigoureuse et le sens critique très averti sont également remarquables. On retrouve les mêmes qualités dans ce nouvel ouvrage, qui complète utilement ses publications antérieures. Son point de départ est fourni par l'étude — qui constitue la première partie du livre — de divers florilèges où se trouvent conservées des citations attribuées à Hippolyte. Comme deux d'entre eux nous ont transmis en même temps des fragments importants de Méliton, M. Nautin a également soumis à une révision serrée le dossier de ce second auteur et arrive à cette conclusion que, d'un côté comme de l'autre, il s'agit de fausses paternités. Dans une seconde partie de son livre, il examine et réfute un certain nombre d'attributions proposées par des historiens modernes et arrive à cette conclusion que « les ouvrages (d'Hippolyte) que l'on peut considérer actuellement comme attes-

1. Pierre NAUTIN, *Le dossier d'Hippolyte et de Méliton dans les florilèges dogmatiques et chez les historiens modernes* (Patristica, I). Paris, 1953, 197 p.

tés par des vestiges certains se réduisent à seize » contre quarante retenus par Harnack et Bardenhewer par exemple.

D'utiles remarques de méthode, complétant celles que l'auteur a déjà formulées chemin faisant (ainsi p. 122 sur les critères d'ancienneté d'un texte), servent de conclusion à cette seconde partie : elles constituent essentiellement un appel à la lecture attentive des textes et affirment que le témoignage de la critique interne, judicieusement interprété, « est seul décisif et qu'on doit le fournir dans tous les cas » ; car, « si le nom de l'auteur est écrit quelque part de sa main, c'est dans le tréfonds de son texte ». Enfin, une troisième partie, après une notice corrigeant l'édition de fragments d'Hippolyte parus dans le *Corpus* de Berlin, donne en texte et traduction une homélie inédite du Pseudo-Épiphane et l'homélie d'Hippolyte sur les Psaumes. Ce livre austère apporte aux études patristiques une contribution de valeur. Il pourra utilement servir de guide dans la difficile science de la critique des textes.

Les deux études réunies en un volume par M. CARCOPINO<sup>1</sup> traitent l'une du carré magique (*Sator Arepo*), qui a déjà fait couler tant d'encre, l'autre des fouilles du Vatican et du tombeau de saint Pierre, objet de controverses passionnées au cours des années récentes. La première peut se résumer ainsi. Le carré magique est d'origine indubitablement chrétienne ; l'utilisation du mot *arepo*, qui est celtique, invite à en situer l'élaboration en Gaule, et plus précisément à Lyon, où son emploi comme moyen prophylactique et thérapeutique s'est révélé singulièrement tenace ; il est d'un temps où le christianisme était obligé de se cacher, comme ç'a été le cas au lendemain de la persécution de Marc-Aurèle ; on peut donc, avec beaucoup de vraisemblance, en attribuer la paternité à saint Irénée.

M. Carcopino a tiré admirablement parti des faiblesses des thèses adverses, qui cherchent l'origine du rébus soit du côté païen — opinion insoutenable, à mon sens — soit du côté juif. On lui accordera volontiers que la thèse chrétienne est en soi plus satisfaisante et offre d'ensemble moins de difficultés. Mais la découverte du carré à Pompéi avait paru lui porter le coup de grâce au moment même où elle pouvait sembler solidement acquise : l'existence en ce lieu, avant 79, d'une chrétienté de langue latine, pratiquant un culte de la croix, se heurtait à tant d'invéraisemblances que les tenants les plus convaincus de la thèse l'ont abandonnée à la suite de cette trouvaille. A tort, pense M. Carcopino. Toutes les difficultés s'évanouissent si, au lieu de postuler comme allant de soi que les graffiti sont nécessairement antérieurs à la ruine de la ville, on pense qu'ils lui sont postérieurs, étant le fait d'archéologues improvisés, « alléchés par l'appât de richesses ensevelies ».

La thèse est ingénieuse, séduisante, développée avec la maîtrise coutumière de l'auteur. Appuyée sur deux arguments essentiels, le caractère celtique du mot *arepo* et la date présumée des inscriptions pompéiennes, elle

1. Jérôme CARCOPINO, *Études d'histoire chrétienne*. Paris, Albin Michel, 1953, 286 p.

n'entraîne pas irrésistiblement la conviction. Ni l'idée de la paternité divine, ni la valeur symbolique de l'*alpha* et de l'*oméga* ne sont des preuves irréfutables de christianisme. Le judaïsme a connu l'une ; il est plausible qu'il ait inventé l'autre : l'*Apocalypse*, où il apparaît pour la première fois, est pétrie de judaïsme. Quant à la croix — grecque par surcroît, forme qui ne correspond guère à ce que nous savons de ses premières figurations — que l'on extrait du carré en en regroupant les lettres, a-t-elle vraiment valeur de symbole ? Ou bien faut-il y voir une des formes de base, une des constantes de l'art du rébus ? Par ailleurs, le *Tau* qui l'a d'abord symbolisée dans l'usage chrétien avait déjà, M. Carcopino lui-même le souligne, une valeur symbolique chez les Juifs, comme équivalent du *thav* hébraïque. Tout bien considéré, il me semble que l'hypothèse — ce ne saurait être plus — d'une origine juive n'est pas à éliminer radicalement. Le rébus a été, à partir d'un certain moment, considéré comme indubitablement chrétien par ceux qui l'utilisaient. Cela prouve qu'ayant, comme ses exégètes modernes, percé le secret de ces mots bizarrement assemblés, ils y ont, comme eux, trouvé caché le *Pater* et la croix. Cela n'exclut pas qu'ils l'aient adopté plutôt qu'inventé.

Pour ce qui est des fouilles du Vatican et de leurs résultats — qu'un article paru dans cette *Revue* même contestait naguère de la façon la plus formelle — M. Carcopino se montre résolument optimiste. Il apporte le précieux secours de son autorité et de son talent à la thèse officielle : c'est bien le tombeau de saint Pierre qui a été mis à jour sous la Confession. Il m'est difficile de le suivre. Dire que la basilique constantinienne « postule, par les conditions où elle a été bâtie, la véracité des données traditionnelles » relatives à sa sépulture me paraît contestable : elle suppose simplement qu'au début du IV<sup>e</sup> siècle on croyait à la véracité de ces données ; les fouilles n'ont fait ici que confirmer le témoignage des textes. Et sans doute y croyait-on déjà avant la fin du II<sup>e</sup> siècle, quand le prêtre Gaius évoquait le « trophée » de saint Pierre au Vatican. Entre ces deux dates, la « *translatio ad Catacumbas* » de 258, que M. Carcopino tient pour acquise, apparaît, en effet, très vraisemblable. Mais sont-ce bien les reliques authentiques de Pierre qui ont alors été mises à l'abri ? Le doute est ici légitime. Que Pierre soit venu à Rome, qu'il y soit mort martyr me paraît assez plausible. Mais nous ignorons tout et des circonstances de sa venue et de celles de sa mort. M. Carcopino, après beaucoup d'autres, fait de lui une victime de la persécution de 64. C'est, en effet, à quoi invite la localisation de son supplice au Vatican. On pourrait cependant supposer aussi que celle-ci est née précisément du souvenir de la persécution néronienne : une fois admis que Pierre était bien mort dans la capitale, c'est dans ce lieu et dans ce moment précis qu'il avait dû périr. Je suis cependant, sur ce point encore, assez disposé à suivre la tradition. Mais alors, si Pierre a péri en même temps que beaucoup d'autres, les survivants, s'il y en a eu, ont-ils eu et le sang-froid et l'autorisation d'aller rechercher les restes mortels de l'apôtre, et la possibilité matérielle de les

identifier? « Si l'on doit raisonner par analogie », écrit M. Carcopino, « la dépouille de Pierre n'a pas connu un autre sort que celles de Polycarpe et d'Ignace », réduites à quelques ossements presque méconnaissables. A coup sûr, avec en plus cette circonstance aggravante que les martyres de Polycarpe et d'Ignace étaient des martyres individuels, tandis que la dépouille de Pierre, mort dans une persécution, a peut-être fini dans une fosse commune, ou dans le Tibre. Si par surcroît on admet avec l'auteur, suivant ici le *Liber Pontificalis*, que l'ensevelissement a eu lieu non pas aussitôt après le martyre, mais sous le pontificat d'Anaclet, c'est-à-dire au minimum dix ou quinze ans plus tard (p. 181), on est en droit de se demander ce que les reliques étaient devenues dans l'intervalle et quelle miraculeuse *inventio* les a fait ensuite retrouver et identifier. Poser la question, c'est, je le crains, la résoudre dans un sens assez différent de celui qu'adopte l'auteur.

M. SEAVER étudie « les persécutions endurées par les Juifs de la part des chrétiens » au IV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Le sujet n'est pas nouveau, et il était difficile de le renouveler. L'intérêt principal de cette synthèse consciencieuse, ordonnée selon un plan chronologique, et à laquelle l'auteur a intégré, en traduction anglaise, de nombreux textes, est de montrer la corrélation étroite, traduisant une influence des premiers sur les seconds, entre les écrits des Pères de l'Église et les lois impériales. Du fait de la victoire de l'Église, la controverse toute théorique menée jusqu'alors par les théologiens se transpose sur le plan pratique; c'est le législateur, ecclésiastique ou impérial, qui en est désormais le protagoniste; et le statut privilégié des Juifs se mue peu à peu en un statut restrictif.

La démonstration est bien menée et généralement convaincante. Et il y a un effort heureux pour caractériser individuellement l'attitude des principaux Pères de l'Église. Quelques points appellent réserves ou critiques, à commencer par le titre même : il n'y a pas à proprement parler de « persécutions » antijuives au IV<sup>e</sup> siècle, si l'on entend le terme dans son sens précis. Il est imprudent d'affirmer que « les Juifs en tant que classe ne haïssaient pas les chrétiens en tant que classe » : les nombreuses références rabbiniques aux *Minim* — qui englobaient sans aucun doute les chrétiens — prouvent abondamment le contraire et recourent ce que certains auteurs ecclésiastiques disent des malédictions proférées dans les synagogues à l'adresse des chrétiens : en fait, la haine était réciproque. Il est abusif, en revanche, de caractériser comme « antisémites » les traités théologiques d'Eusèbe : on aimerait une définition précise de l'antisémitisme ecclésiastique ; un ouvrage de controverse théologique antijuive n'en est pas nécessairement entaché. On doit noter, d'autre part, que les canons conciliaires étant, si l'on peut dire, à l'usage interne, visent essentiellement les chrétiens judaïsants et n'atteignent les Juifs, à la différence des lois impériales, que de façon indi-

1. J. E. SEAVER, *Persecutions of the Jews in the Roman Empire (300-438)* (University of Kansas Publications, Humanistic Studies, 30). Kansas, Lawrence, 1952, 101 p.

recte ; ce sont des mesures de sauvegarde qui ont leur contre-partie exacte dans les interdits rabbiniques touchant la fréquentation des *Minim* et des Gentils. Si la ségrégation croissante des Juifs est effectivement imputable aux lois restrictives édictées contre eux, il est bon de se rappeler qu'eux-mêmes ont toujours vu dans le maintien de certaines barrières entre eux et le reste du monde une condition essentielle de leur survivance. Il ne s'agit pas, en le soulignant, de diminuer la responsabilité des chrétiens dans la genèse du ghetto, mais simplement de nuancer un peu le tableau, par ailleurs valable, tracé par M. Seaver.

La solide étude, nourrie de textes, de M. VOGEL nous vaut, sur un sujet fort austère, un livre non seulement lisible, mais vivant<sup>1</sup>. Il l'est, parce que l'auteur, sans rien sacrifier du caractère technique de son enquête, s'est refusé à isoler l'histoire de la discipline pénitentielle de l'histoire générale. Le choix même, comme objet de ses recherches, de cette période de transition qui sépare l'Antiquité du haut Moyen Age est caractéristique de ses intentions. « A l'époque qui a suivi l'écroulement de l'Empire romain, l'Église a été la seule force morale capable de civiliser les envahisseurs... Or, c'est par le moyen de la pénitence que l'Église a éduqué et corrigé l'individu et donc la société. Ignorer les efforts de la hiérarchie ecclésiastique dans son œuvre d'édification spirituelle ou méconnaître la part qui lui revient dans la transformation de la société tant gallo-romaine que franque serait s'exposer à n'avoir qu'une vue imparfaite de l'histoire » (p. 11). Il faut savoir gré à l'auteur de n'avoir pas perdu de vue ces remarques liminaires et d'avoir, dans toute la mesure du possible, éclairé par son contexte humain, singulièrement fruste, les particularités d'une institution ecclésiastique.

Celle-ci est étudiée en Gaule, parce que c'est là que les documents sont le plus nombreux et le plus utilisables. L'époque gallo-romaine, au cours de laquelle on voit prendre corps la discipline canonique, fournit la matière de la première partie. La seconde traite de l'époque de saint Césaire d'Arles. La troisième étudie, du milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> à la fin du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, le déclin de la pénitence canonique ancienne, qui n'offre qu'une ressemblance assez lointaine avec ce qu'est aujourd'hui la confession. Organisée d'après des principes venus de Rome, elle est caractérisée en Gaule par une très grande rigueur. Le pécheur repent n'est pas, *ipso facto*, réintégré dans la communion ecclésiastique. Il doit d'abord s'agréger à l'*ordo penitentium*, soit qu'il ait lui-même avoué ses fautes, soit qu'elles aient été dénoncées par un autre. Ce n'est qu'après une période de dures obligations, dont certaines — continence — subsistaient après le pardon, qu'il est solennellement réconcilié : « Second baptême, la pénitence canonique n'était accordée qu'une fois dans la vie. » D'où l'hésitation des fidèles à accepter le statut de pénitent ; d'où aussi leur tendance à reculer si possible jusque sur leur lit de mort le moment de l'aveu et de la réconciliation : c'est la *penitentia in extremis*, dans laquelle

1. Cyrille VOGEL, *La discipline pénitentielle en Gaule des origines à la fin du VII<sup>e</sup> siècle* (Thèse, Théologie catholique, Strasbourg). Paris, Letouzey et Ané, 1952, 208 p.



se survit, après le <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, la pénitence canonique, mais dont certains évêques contestent et la légitimité et l'efficacité. Si bien que l'état canonique de pénitent, sans être aboli officiellement, finit par tomber en désuétude, faute de candidats. Au lieu de se faire pénitent, on fait alors pénitence, selon les directives du clergé. Et la réconciliation, d'abord unique, pourra ainsi se répéter. Au <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, l'antique institution est morte. Elle a été supplantée, sans qu'il y ait eu conflit, par la pratique, venue des Scots, de la pénitence tarifée, codifiée par les pénitentiels et appuyée sur la direction de conscience individuelle, l'ancien rituel ne subsistant que pour les pécheurs publics excommuniés. L'on aboutit ainsi, à longue échéance, à la pratique catholique actuelle. C'est le grand mérite de M. Vogel d'avoir minutieusement analysé et clairement décrit cette évolution, qui intéresse l'histoire des mœurs aussi bien que celle de la liturgie et du droit canonique.

D'Italie, voici trois études qui illustrent le succès croissant des recherches patristiques chez nos voisins transalpins. Le mémoire de M. SIMONETTI sur l'hymnologie des premiers siècles comble une fâcheuse lacune<sup>1</sup>. Bien qu'il s'occupe essentiellement de l'hymnologie latine, l'auteur, pour en éclairer les origines, a judicieusement consacré un premier chapitre à la production grecque. Il la rattache pour l'essentiel, sources scripturaires mises à part, à l'hymnologie religieuse païenne, mystérique en particulier, dont orthodoxes et gnostiques ont, à des degrés divers, subi l'influence formelle. Le terme de « populaire », qu'il a retenu pour caractériser l'objet de son étude, prête à équivoque. Il fait penser à quelque production spontanée et collective, alors qu'il doit s'entendre non pas de l'origine des morceaux en question, mais de leur destination, et ne signifie rien plus que « composé pour ou adopté par l'usage populaire », c'est-à-dire en l'occurrence liturgique. Mieux eût valu, peut-être, renoncer à une épithète qui obscurcit les choses plus qu'elle ne les précise.

Ces réserves faites sur la terminologie, on n'en est que plus à l'aise pour louer les mérites de l'ouvrage, où saint Ambroise occupe la plus large place. Sur l'épineux problème de l'attribution et de la chronologie des hymnes, un examen stylistique amène l'auteur, compte tenu d'une évolution possible de la technique et de l'art ambrosiens, à des conclusions très plausibles touchant ce qui est, de façon certaine ou seulement probable, soit authentique, soit inauthentique, et ce qui reste d'attribution douteuse. Les caractères originaux de la production ambrosienne sont soigneusement analysés, en particulier la tendance, qui lui est propre, « à limiter l'élément doctrinal à des arguments concrets, susceptibles de frapper vivement les auditeurs » : nous retrouvons ici, dans son acception précise, la notion d'hymnologie populaire. Les derniers chapitres traitent de la production post-ambrosienne, étroitement tributaire des modèles ambrosiens sur le conti-

1. Manlio SIMONETTI, *Studi sull'Innologia popolare cristiana dei primi secoli* (Atti della Accademia Nazionale dei Lincei, Memorie, Classe di Scienze morali, storiche e filologiche, serie VIII, vol. IV, fasc. 6). Rome, Accademia dei Lincei, 1952, p. 341-484.

nent, d'une technique plus originale du côté irlandais, au moins par rapport aux œuvres latines : car l'auteur pense déceler ici des influences byzantines et estime que, dès le v<sup>e</sup> et le vi<sup>e</sup> siècle, les moines irlandais avaient une bonne connaissance du grec et maintenaient des relations avec l'Orient. C'est aussi à une origine grecque que l'auteur conclut dans la question, si controversée, du *Te Deum*. Il propose d'en placer la rédaction latine au plus tard au début du v<sup>e</sup> siècle et considère comme plausible son attribution à Nicetas de Remesiana. Une brève conclusion confronte l'évolution hymnologique de l'Occident et celle de l'Orient. Alors que de part et d'autre on enregistre une décadence de l'hymnologie polémique et doctrinale au bénéfice d'une production strictement liturgique, les formes et les moyens d'expression sont totalement différents : la production latine offre un caractère plus simple et populaire, où se retrouve l'empreinte déterminante d'Ambroise, tandis qu'il a manqué à l'Orient, dans ce domaine, une personnalité poétique d'envergure comparable. Bien mené, judicieux, riche de science et d'idées, ce mémoire méritait à coup sûr le patronage que lui a accordé l'Académie des Lincei.

Le volume de M. QUACQUARELLI<sup>1</sup> s'inscrit parmi toute une série de publications récentes consacrées au problème du temps et de l'histoire dans la pensée chrétienne. Il représente la première partie d'un travail qui en comprendra deux. Sont groupés ici une suite d'essais, déjà publiés ailleurs pour la plupart, sur Justin Martyr, Irénée, Tertullien, Minucius Felix, Cyprien, Lactance, Tyconius, saint Ambroise et saint Jérôme. Le second volume étudiera, « de Clément d'Alexandrie à saint Jean Chrysostome, l'historiographie grecque et latine de la même période ». L'auteur est préoccupé surtout de mettre en relief les nuances très diverses de pensée d'un Père à l'autre, en rapport avec les circonstances différentes où ils ont vécu et l'expérience personnelle de chacun d'eux. Il pense pouvoir ainsi déceler une progression, au cours de laquelle la conception chrétienne de l'histoire se précise, s'assouplit et s'enrichit. Des constantes subsistent néanmoins, qui en font l'originalité et l'unité foncières, par rapport aux essais païens de solution du problème. C'est en particulier la notion de Christ Logos qui, avant son incarnation comme après, régit le cours de l'histoire, qu'elle soit païenne ou biblique, et inspire les philosophes grecs au même titre que les prophètes d'Israël. C'est aussi le concept de peuple nouveau, qui supprime les catégories traditionnelles, Juifs et Gentils, et dont Irénée, donnant à la notion de temps sa pleine valeur, tire l'idée d'une évolution graduelle de l'humanité : d'où son hostilité à l'égard de « l'homme désincarné » des gnostiques. L'idée de peuple nouveau interfère nécessairement avec celle d'Église, communauté de chrétiens parfaits selon saint Cyprien, et réalisation effective de la Jérusalem céleste des millénaristes, destinée à supplanter, à très brève échéance, les essais malheureux de société païenne.

1. Antonio QUACQUARELLI, *La Concezione della Storia nei Padri prima di S. Agostino*, I. Rome, Edizioni Scientifiche Romane, 1955, 198 p.

A cette vue optimiste et utopique des choses, la lutte terrible entre christianisme et paganisme qui caractérise la fin du III<sup>e</sup> siècle a apporté un correctif. L'histoire est, chez Lactance, présentée comme le conflit, dans l'individu et dans l'humanité, entre forces du bien et forces du mal, conflit d'issue toujours incertaine, et qui constitue proprement un mystère : ainsi commencent à se dessiner les linéaments de la conception augustinienne des deux Cités. Le triomphe de l'Église marque un retour à des vues plus optimistes : le peuple nouveau s'identifie à l'humanité entière, appelée à accepter, Barbares compris, la royauté universelle du Christ, et ceci dans le cadre même de l'Empire romain, support providentiel de l'Église et revigoré par elle : c'est l'utopie d'Ambroise, à laquelle l'effondrement politique consécutif aux invasions donnera un cruel démenti : d'où une nouvelle élaboration, avec Tyconius, de l'idée des deux Cités ; d'où aussi le point de vue de saint Jérôme qui, malgré son attachement aux valeurs classiques et romaines, voit dans la chute de Rome non pas l'événement ultime, marquant le point final de l'histoire, mais simplement la fin d'une période. Le livre est clair, bien articulé, bien informé de la littérature récente. Il intègre habilement dans une construction d'ensemble des éléments primitivement isolés et disparates. On en lira la suite avec plaisir.

L'intérêt pour le problème politique, notait M. Quacquarelli, n'est pas prédominant chez les Pères. Il ne leur est cependant pas étranger : le livre de M. BREZZI se propose d'en apporter la preuve<sup>1</sup>. C'est essentiellement un recueil de morceaux choisis, groupés sous quatre rubriques : les trois premiers siècles, la période post-constantinienne, d'où sont isolés, pour faire l'objet de chapitres distincts, les plus grands des Pères de l'Église — Ambroise, Chrysostome et Augustin — et les grands Papes — Léon, Gélase, Grégoire. Quelques passages d'Isidore de Séville servent de conclusion. Une introduction générale, complétée par une bibliographie, des introductions plus succinctes pour chaque chapitre et de brèves notices sur les auteurs envisagés constituent la trame de l'ouvrage. Les indications qu'elles fournissent, jointes au témoignage des textes eux-mêmes, permettent de suivre l'évolution, sur le plan de la théorie, dans bien des cas reflet fidèle des faits, des rapports entre christianisme et pouvoir civil depuis les origines jusqu'au début du VII<sup>e</sup> siècle. L'auteur, tout en soulignant fort justement les tendances diverses de la pensée chrétienne dans son appréciation de l'autorité, insiste sur ses dispositions généralement positives et proromaines. Le problème de l'Empire romain et des deux pouvoirs est nettement posé. Une lacune, à mon sens : la pensée politique juive n'est illustrée que par quelques lignes de l'Ancien Testament et une brève notice sur Philon. Quelques développements supplémentaires n'eussent pas été de trop pour éclairer l'attitude des premiers chrétiens, soit que ceux-ci, issus de la Synagogue ou de milieux influencés par elle, et se donnant pour le véritable Israël, aient

1. PAOLO BREZZI, *Le Dottrine politiche dell'Età patristica* (Antologia Filosofica ; vol. II : *Il Pensiero Cristiano*, fasc. 9). Milan, Carlo Marzorati, 1949, 80 p.

partagé les dispositions, amicales ou hostiles, des Juifs envers Rome, soit qu'ils en aient au contraire pris, spontanément ou de propos délibéré, le contre-pied. L'hostilité ou l'absentéisme des intransigeants procède, en ligne assez directe, de la veine apocalyptique juive — et l'Apocalypse canonique méritait à cet égard plus qu'une mention de trois lignes ; — et l'attitude conciliante — qui prolonge celle d'un Josèphe — impliquait peut-être, chez certains de ses premiers tenants, l'espoir que l'Église supplanterait Israël dans son statut privilégié. Il eût été intéressant, en outre, de noter comment, d'assez bonne heure, dans une Église issue presque exclusivement désormais de la Gentilité, les réactions qu'on pourrait appeler bibliques, apprises en particulier chez Daniel, alimentant les formes diverses du millénarisme chrétien, cèdent devant les réactions ataviques du patriotisme romain. Sans vouloir ravaler les doctrines au niveau de ce substrat affectif, on peut du moins, semble-t-il, lui emprunter un élément d'explication.

Plus qu'à l'histoire du christianisme à proprement parler, le livre du R. P. ARNS ressortit à celle de la civilisation, et plus précisément des techniques<sup>1</sup>. Il en étudie un aspect capital, à un moment particulièrement important, celui « où se déroule la lutte décisive entre le papyrus et le parchemin ». Le choix de saint Jérôme comme source d'information est parfaitement justifié, « car il est un des auteurs les plus attentifs aux détails touchant la copie et l'édition » ; et, par surcroît, « si la victoire » — riche de conséquences, puisqu'elle a assuré la transmission et la survie du patrimoine culturel antique — « est restée au parchemin, c'est grâce à l'entourage du moine de Bethléem et à celui de ses collègues latins ».

L'auteur envisage successivement les matériaux dont disposaient les écrivains, la rédaction des ouvrages, leur édition, leur diffusion et finalement, dans un chapitre intitulé « le livre et les archives », leur conservation. Son étude est dans une très large mesure lexicologique. Il s'applique, et sur plus d'un point réussit mieux que ses devanciers, à préciser le sens des termes techniques de la librairie. Mais il est historien en même temps que philologue : par delà les mots il atteint les choses elles-mêmes, c'est-à-dire la réalité de la vie antique. En dépit d'une érudition très sûre, le livre se lit sans peine. L'on prend plaisir à suivre pas à pas la genèse et la fortune du livre antique, depuis le moment où le tachygraphe le transcrit sur ses tablettes sous la dictée de l'auteur jusqu'au moment où il prend place, comme *volumen* ou *codex*, dans une bibliothèque privée ou publique. Bien des aspects, caractéristiques ou pittoresques, de la civilisation classique sont évoqués, bien des indications précieuses fournies : ainsi sur la notion antique de l'édition et de la publication (p. 82-89), et sur la publication, à l'insu de l'auteur, de tel de ses ouvrages, avec la brouille qu'elle provoque entre saint Jérôme et saint Augustin (p. 154-159). A l'occasion, le R. P. ARNS se fait psychologue. Il souligne à plusieurs reprises l'influence de la personnalité

1. R. P. Evaristo ARNS, *La technique du livre d'après saint Jérôme*. Paris, E. de Boccard, 1953, 220 p.

de saint Jérôme, homme malade, surmené et qui dicte à la hâte, sur l'élaboration de la physionomie de ses ouvrages : « Son tempérament et son indépendance ne nous permettent pas d'étendre nos conclusions à l'ensemble de ses contemporains. » Sage avertissement. On n'en félicitera pas moins l'auteur d'avoir, tout en nous montrant son personnage pour ainsi dire en action, enrichi notre connaissance d'une époque et d'une technique, et réuni au moins quelques éléments de cette synthèse qu'il se défend d'écrire.

Voici, sur le donatisme, un livre important, et de qualité<sup>1</sup>. Sa seconde moitié (ch. XI à XIX) retrace l'histoire du mouvement. La première, la plus originale (ch. I à X), s'efforce d'en éclairer la genèse, les caractères et la signification par son contexte historique, social, culturel. Le chapitre final et l'épilogue le situent dans le cadre de la dissidence chrétienne à la fin de l'Antiquité.

On voit communément aujourd'hui dans le donatisme une réaction indigène contre un catholicisme qui est, en Afrique, dans toute la précision du terme, romain. Ses interférences et ses implications culturelles, ethniques, sociales, politiques même ont été mainte fois soulignées. C'est le mérite de M. FRENK d'avoir, tout en faisant état des travaux antérieurs, donné à ce qui restait souvent intuition ou hypothèse la rigoureuse précision d'une démonstration scientifique. Le donatisme, phénomène essentiellement rural, a son point d'appui principal en Numidie ; le catholicisme garde la prépondérance en Proconsulaire, dans les villes, partout où la latinité a mis sa marque, et est surtout la religion des possédants ; les masses paysannes sont dans la dissidence, que M. Frenk s'efforce de rattacher au substrat religieux préchrétien du pays berbère : le donatisme s'épanouit surtout là où fleurissait le culte de Saturne, divinité indigène très mal romanisée, dont il assure en quelque sorte la relève. La religiosité donatiste offre certains traits — pessimisme sombre, rigorisme ascétique, frénésie du martyr — que l'auteur pense pouvoir rattacher en droite ligne au paganisme africain, et qui représentent à ses yeux une donnée permanente de la mentalité berbère. Ils caractérisent d'abord le christianisme africain tout entier, qui commence, là comme ailleurs, par être la religion des petites gens. A partir du moment où la classe dirigeante se convertit à son tour et professe un christianisme beaucoup plus romanisé et plus conciliant, ils caractérisent en propre le donatisme. La scission des deux Églises traduit le choc de deux mentalités. Retardée par le génie conciliateur et l'ascendant de Cyprien, elle est en germe dans les controverses suscitées par les persécutions du III<sup>e</sup> siècle. Et l'esprit qui sera celui du donatisme est déjà manifeste chez Tertullien, passé à l'illuminisme intransigeant des Montanistes.

Ayant ainsi analysé et caractérisé le donatisme, et dégagé ses affinités avec des mouvements analogues, M. Frenk, à la question mainte fois posée : « Dans quelle mesure le christianisme est-il la cause de l'effondrement du

1. W. H. C. FRENK, *The Donatist Church. A Movement of Protest in Roman North Africa*. Oxford, Clarendon Press, 1952, xvi-360 p.



monde antique? » peut répondre : « Le véritable ennemi de l'Empire, ce sont les sectes. » Le donatisme a été l'un des fourriers de l'Islam.

On peut ne pas souscrire entièrement à ces vues. On peut trouver un peu trop systématique et trop déterministe, ça et là, l'enchaînement rigoureux de cause à effet établi entre l'économique, le social et le culturel d'une part, le religieux de l'autre. On peut aussi faire des réserves sur tel ou tel point particulier. J'en ferai pour ma part sur ce que l'auteur dit de la situation linguistique. Il admet, comme allant presque de soi, que l'idiome commun de la dissidence rurale était le libyco-berbère. C'est, je crois, méconnaître l'importance, attestée par de nombreux textes, de saint Augustin en particulier, du punique, qui paraît s'être largement superposé comme langue de culture, et par voie de conséquence facteur de la résistance indigène vis-à-vis de Rome, aux dialectes du terroir. Mais, ces quelques réserves faites, il faut rendre hommage à la qualité d'un livre vigoureux et attachant, et d'une démonstration généralement convaincante, qui intègre d'heureuse façon l'histoire religieuse dans le cadre de l'histoire générale du monde antique.

Écrit à l'occasion du quinze centième anniversaire de Chalcédoine (451), mais publié avec un léger retard, le livre de M. SELLERS, anglican<sup>1</sup>, n'a pu faire état d'une autre publication, collective et d'inspiration catholique, *Das Konzil von Chalcedon : Geschichte und Gegenwart*, Würzburg, 1952, édité par A. Grillmeier et H. Bacht. Il n'en est que plus significatif de constater que les deux ouvrages sont d'accord sur l'essentiel. Rendant compte du livre de M. Sellers, le R. P. Grillmeier ne lui fait que des critiques relativement peu importantes et termine par un éloge très chaleureux (*Journal of Ecclesiastical History*, VI, I, avril 1955, p. 91 et suiv.). On verra dans cette convergence assez générale des interprétations et dans le jugement positif formulé de part et d'autre sur l'œuvre du concile la marque de positions ecclésiastiques assez voisines en la matière, parce que soucieuses l'une et l'autre de s'appuyer sur l'héritage doctrinal du passé. On peut y voir aussi, en ce qui concerne le livre de M. Sellers, un signe des temps : c'est contre le libéralisme antidogmatique d'il y a cinquante ans, illustré en particulier par Harnack, que réagit aujourd'hui, dans son ensemble, le christianisme issu de la Réforme, plus préoccupé de repenser en termes modernes la théologie traditionnelle, et en particulier la christologie, que de la jeter par-dessus bord : « La forme de la doctrine peut varier », écrit dans sa conclusion M. Sellers, « à mesure que naissent de nouveaux modes de pensée ; mais le contenu subsistera. » C'est l'esprit même de son enquête qui s'exprime dans cette phrase.

L'ouvrage comprend deux parties. La première étudie les antécédents, historiques et doctrinaux, du concile. La seconde analyse en détail la foi de Chalcédoine, vue à travers la *Definitio Fidei* et le *Tome* de Léon, ainsi que les controverses et développements auxquels elle a donné lieu ultérieurement jusqu'à l'époque de Justinien. Contrairement à l'opinion professée

1. R. V. SELLERS, *The Council of Chalcedon. A Historical and Doctrinal Survey*. Londres, S. P. C. K., 1953, xviii-361 p.

naguère par nombre de chercheurs, qui interprétaient le conflit aboutissant à Chalcédoine en termes de politique plus que de théologie, l'auteur, sans écarter le facteur politique, estime que les motifs religieux ont été déterminants. Il s'efforce de rendre justice à chacune des traditions christologiques en présence — Alexandrie, Antioche, l'Occident — qu'il analyse avec beaucoup de soin et de pénétration. Ce sont là peut-être les chapitres les plus attachants et aussi les plus caractéristiques de son ouvrage. Attachants par cet effort de sympathie, destiné à comprendre et faire comprendre ce que nous sommes généralement tentés de considérer comme subtilités gratuites, querelles « byzantines » et stériles jeux de l'esprit. Caractéristiques par le souci, très anglican, de démontrer qu'il y a entre les « *schools of thought* » envisagées — elles sont trois, comme dans l'Eglise d'Angleterre ... — non pas des oppositions irréductibles, mais essentiellement des différences d'optique et d'accent, dues au contexte intellectuel et religieux, plus philosophique et hellénique à Alexandrie, plus éthique et biblique à Antioche, où elles se sont respectivement développées. M. Sellers est sensible à ce qu'elles ont en commun plus qu'à ce qui les sépare. Chalcédoine lui apparaît ainsi comme le point de confluence de ces trois traditions ; et la profession de foi de Chalcédoine a ratifié, pense-t-il, en se les intégrant, les éléments essentiels de chacune d'elles. C'est sur cette vue optimiste et irénique des choses qu'on peut chicaner l'auteur : elle est démentie, au moins en partie, par les événements consécutifs au concile qui, cherchant l'unité, devint occasion d'un nouveau schisme. Cette constatation ne diminue en rien la valeur d'un ouvrage très nourri, intelligent et en même temps très « *comprehensive* ».

#### V. — DIVERS

Il est pratiquement impossible d'analyser un recueil de *Mélanges*, surtout lorsqu'il comporte, comme les *Mélanges Lebreton*<sup>1</sup>, deux gros volumes qui, par surcroît, traitent de sujets aussi divers que l'antiquité païenne, l'Ancien et le Nouveau Testament, les origines chrétiennes et la patristique, l'histoire de l'Eglise, la théologie et la spiritualité. La diversité des rubriques n'est d'ailleurs que le reflet fidèle des activités multiples du R. P. Lebreton, dont la bibliographie complète, précédée d'un bref *curriculum*, est publiée en appendice.

Comme dans tout recueil de cette nature, les contributions sont de valeur et d'intérêt inégaux. L'ensemble représente une contribution fort importante, dans sa variété, à l'étude du christianisme antique. Les divers articles — soixante-quatre au total — sont tous, sauf erreur, de la plume d'auteurs catholiques. Le recueil y gagne peut-être en unité. Cet exclusivisme confessionnel n'en est pas moins regrettable. Si des chercheurs appartenant à d'autres familles spirituelles n'ont pas apporté leur contribution à cette entreprise collective, c'est sans doute que personne ne les a sollicités. Car

1. *Mélanges Jules Lebreton*, 2 vol. (*Recherches de Science religieuse*, t. XXXIX-XL). Paris, 15, rue Monsieur, 1951-1952, 480 et 480 p.

l'initiative d'un élargissement ne pouvait venir que des organisateurs. Les *Mélanges Maurice Goguel* — entre autres — où figurent des articles d'éminents exégètes catholiques — et il est tout à leur honneur d'avoir accepté d'y collaborer — répondaient à une conception moins étroite. Exclure les hétérodoxes, c'est admettre qu'il y a, en la matière, une façon catholique d'aborder et de traiter les questions, et sans doute que c'est la seule valable — encore que nombre de contributions ne portent pas la marque de leur origine confessionnelle. C'est peut-être aussi reconnaître implicitement et involontairement que l'œuvre d'un historien catholique des origines chrétiennes et du dogme ne peut être vraiment appréciée, et par conséquent honorée, que par ceux dont l'optique est en tout point identique à la sienne. En tout état de cause, cette *apartheid* religieuse se transposant sur le plan scientifique m'apparaît des plus fâcheuses.

Le petit livre édité par M. DANIEL<sup>1</sup> n'intéresse que partiellement et indirectement l'histoire du christianisme. C'est un recueil de causeries faites à la B. B. C. par une série de spécialistes de Grande-Bretagne et d'Irlande. Leur objet est de préciser la part du « mythe », c'est-à-dire de l'invention pure, et celle de la « légende », c'est-à-dire d'un noyau historique grossi, amplifié, déformé par l'imagination populaire, dans douze thèmes du folklore britannique ou méditerranéen : Glastonbury et le Saint Graal, le Déluge, Thésée et le Minotaure, Saint Georges et le Dragon, les Îles des Bienheureux, l'Atlantide, etc. L'information de ces causeries, assaisonnées du traditionnel humour britannique, est sûre. Chacune d'elles est suivie d'une courte bibliographie, qui permettra au lecteur d'approfondir l'enquête ou d'en vérifier les conclusions. Le volume se lit très agréablement et est illustré de belles photographies, bien choisies. L'idée de ce cycle de causeries était fort heureuse. Il faut féliciter la B. B. C. de l'avoir organisé et l'éditeur d'en avoir tiré ce joli petit livre : c'est de la vulgarisation très réussie.

« Ce livre n'est pas une histoire des opinions et des croyances sur le Diable », écrit PAPINI dans la préface de son ouvrage<sup>2</sup>. Son objet est bien plutôt d'étudier « les vraies causes de la rébellion de Satan, les vrais rapports entre Dieu et le Diable (beaucoup plus cordiaux qu'on ne l'imagine), la possibilité pour les hommes de tenter de faire revenir Satan à son premier état, en nous libérant, nous tous, de la tentation du mal ». Il s'agit, par conséquent, d'un livre de doctrine, mais écrit par un homme de lettres à l'intention du grand public ; et l'on sait les réactions assez vives suscitées en cour de Rome par ses conclusions sur le rachat final de Satan. S'il en est fait mention ici, c'est parce que le problème dont il traite est pour toutes les religions, et par conséquent pour leurs historiens, un problème fondamental : celui du mal. Papini le traite en théologien, à vrai dire assez amateur et désinvolte, et plus encore en poète. Il n'est historien qu'occasionnel, et

1. G. E. DANIEL *et alii*, *Myth or Legend?* Londres, G. Bell and Sons, 1955, 125 p.

2. Giovanni PAPINI, *Le Diable* (traduit de l'italien par René PATRIS). Paris, Flammarion, 1954, 315 p.

approximatif ; mais il cite cependant assez de textes, bibliques, patristiques, scolastiques et philosophiques, pour esquisser cette histoire qu'il se défend d'écrire.

Les chapitres sur « les diables étrangers » — ceux des religions non chrétiennes — sont sommaires et minces. On attend en vain, à propos du Diable adoré comme dieu, quelque développement sur la théorie, commune dans l'Église ancienne, qui identifie les dieux du paganisme aux anges déchus. On voudrait voir préciser la place que les religions monothéistes ont faite, en la personne de Satan, à un dualisme au moins mitigé. Une foule de problèmes d'histoire des religions sont effleurés, dont l'auteur ne paraît soupçonner ni l'importance ni même l'existence. Le lecteur familiarisé avec ces problèmes, ayant senti à chaque page son appétit s'aiguiser, reste continuellement sur sa faim. On l'avait, il est vrai, honnêtement averti. Qu'il ne se plaigne donc point. Le livre est parfois savoureux, souvent décousu et généralement superficiel. Mais, une fois admis qu'on peut traiter de ces questions en dilettante, on reconnaîtra volontiers qu'il se lit avec plaisir.

Écrit de seconde main, mais bien informé, le livre de M. AEGERTER sur le mysticisme<sup>1</sup> tente une explication du phénomène mystique, qu'il veut envisager, par delà toutes les barrières confessionnelles, dans sa totalité et dont il essaie de saisir l'originalité foncière par rapport aux manifestations souvent équivoques dont il s'accompagne parfois, et auxquelles il s'apparente à première vue. Ni la physiologie ni la psychologie ne suffisent à en rendre compte : c'est la conclusion à laquelle l'auteur arrive au terme de ses premiers chapitres, consacrés à l'examen des explications scientifiques traditionnelles. Il la vérifie ensuite par l'examen d'un certain nombre de cas-types, caractéristiques des divers mysticismes. Ceux-ci sont classés en fonction de l'appartenance religieuse et aussi, dans une certaine mesure, ethnique des personnalités étudiées. On peut, à ce propos, contester, comme assez artificielle si du moins on l'étend à d'autres qu'à maître Eckart et sainte Thérèse d'Avila, pris ici comme exemples, la distinction établie entre un mysticisme nordique « intellectuel » et un mysticisme méridional « affectif ». Les termes mêmes avec lesquels l'auteur en parle semblent impliquer une contradiction : « l'immense rêverie » qu'il prête aux Nordiques peut difficilement passer pour caractéristique d'une culture « tout imprégnée d'intellectualisme ». On trouvera parfois que M. Aegerter sacrifie un peu trop au goût de la formule et de la phrase élégamment tournée. Je préférerais pour ma part une façon plus sobre de dire les choses. Mais à condition de le prendre pour ce qu'il est, c'est-à-dire un ouvrage de vulgarisation, le livre n'est pas sans mérites.

Marcel SIMON,

Doyen de la Faculté des lettres de Strasbourg.

1. E. AEGERTER, *Le mysticisme* (« Bibliothèque de Philosophie scientifique »). Paris, Flammarion, 1952, 250 p.

# HISTOIRE D'ALLEMAGNE AU MOYEN AGE

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1946-1954

(1<sup>re</sup> partie.)

Le présent Bulletin fait suite à celui qui a rendu compte des publications des années de guerre<sup>1</sup>. Contrairement à ce dernier, il porte exclusivement sur les livres et les principaux articles qui nous ont été envoyés, à l'exception de ceux qui ont déjà été recensés dans la *Revue historique*<sup>2</sup>. Quelques ouvrages non reçus ont été simplement signalés.

La production historique allemande, complètement arrêtée de la fin de 1944 à la fin de 1945, a commencé à reprendre en 1946. Malgré l'importance des destructions et les difficultés résultant de la séparation des deux zones, elle s'est développée rapidement et a retrouvé dès 1949 son rythme normal.

On hésite à essayer de discerner des lignes directrices dans cette production d'après-guerre. Au seuil de temps nouveaux, bien des auteurs expriment le désir de repenser l'histoire de leur pays, ce qui explique sans doute, au moins en partie, la faveur témoignée à l'histoire des idées (*Geistesgeschichte*). Le souci de faire le point sur divers problèmes se manifeste fréquemment, et il a suscité quelques ouvrages généraux<sup>3</sup>. Dans l'ensemble, cependant, les centres d'intérêt demeurent les mêmes que par le passé : la nature de

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCVII, 1952, p. 87-117 et 258-294. — Le présent bulletin comprend également les ouvrages reçus sur l'Autriche et la Suisse médiévale.

2. En voici la liste : K. BOSL, *Die Reichsministerialität der Salier und Staufer*, 1950-1951 (t. CCXI, p. 107-109, Ph. D.). — Ph. DOLLINGER, *L'évolution des classes rurales en Bavière, IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup>*, 1949 (t. CCVIII, p. 15-32, Ch.-E. Perrin). — E. ENNEN, *Frühgeschichte der europäischen Stadt*, 1953 (t. CCXIII, p. 103-107, Ph. D.). — *Festschrift zur Feier des 200 jährigen Bestand des Haus- Hof- und Staatsarchivs (Wien)* : — *1100 Jahre österreichischer und europäischer Geschichte*, hgg. L. SANTIFALLER, 1949 (t. CCVII, p. 118-121, R. F.). — R. FOLZ, *Le souvenir et la légende de Charlemagne dans l'Empire germanique médiéval*, 1950 (t. CCIX, p. 122-125, J. Schneider). — R. FOLZ, *Études sur le culte liturgique de Charlemagne dans les Églises de l'Empire* (t. CCIX, p. 125, J. Schneider). — M. GERHARDT et W. HUBATZ, *Deutschland und Skandinavien im Wandel der Zeiten*, 1950 (t. CCIX, p. 363-366, P. Jeannin). — J. HASKAGEN, *Europa im Mittelalter*, 1951 (t. CCXI, p. 106-107, Ph. D.). — *Lex Salica*, éd. K. A. Eckhardt, 1953 (t. CCXII, p. 103-105, R. F.). — K. Th. MOMMSEN, *Italienische Analekten zur Reichsgeschichte des 14. Jahrhunderts*, 1952 (t. CCX, p. 360, R. F.). — H. PLANTZ, *Die deutsche Stadt im Mittelalter*, 1954 (t. CCXIII, p. 103-107, Ph. D.). — W. VON WARTBURG, *Umfang und Bedeutung der germanischen Siedlung in Nordgallien im 5. und 6. Jahrhundert*, 1950 (t. CCVI, p. 120-122, A. Piganiol).

3. Citons : *Deutsche Geschichte im Ueberblick*, herausgegeben von Peter RASSOW, Stuttgart, Metzler, 1953, 866 p. (dont 250 pour le Moyen Age), et surtout Bruno GEBHARDT, *Handbuch der deutschen Geschichte*, Band I : *Frühzeit und Mittelalter*, herausgegeben von H. GRUNDMANN, 8<sup>e</sup> éd. Stuttgart, Union Deutsche Verlagsgesellschaft, 1954, XX-735 p.



l'État germanique médiéval, les institutions politiques, l'histoire des « territoires » sont l'objet de travaux nombreux. Par contre, l'histoire économique et sociale paraît un peu délaissée<sup>1</sup>, ou plutôt elle est étudiée moins pour elle-même qu'en liaison avec des problèmes politiques. On admire l'ampleur des publications de sources, ce qui témoigne également d'une fidélité à une tradition quasi séculaire de la science historique allemande.

Ph. D.

# I. — INSTRUMENTS DE TRAVAIL.

## SCIENCES AUXILIAIRES. PUBLICATIONS DE SOURCES

En tête de cette rubrique, nous signalerons d'abord la réapparition de la bibliographie annuelle de l'histoire d'Allemagne<sup>2</sup>. Le dernier volume de l'ancienne série, comprenant les publications parues en 1939 et en 1940, était sorti des presses en 1942. La nouvelle série, publiée sous les auspices de l'Académie de Berlin, est ouverte par un volume recensant la production historique de 1949 ; sa couverture porte encore le nom du fondateur de l'entreprise, M. A. BRACKMANN (mort en 1952), dont le collaborateur, M. F. HARTUNG, assume dorénavant seul la direction. Ce premier tome est relativement réduit (964 numéros) en raison des difficultés de l'heure. Le second volume est déjà beaucoup plus ample (2.787 numéros). Il correspond à la production de 1950, augmentée de nombreux ouvrages parus pendant ou immédiatement après la guerre ; on y consigne aussi des travaux relatifs à l'histoire la plus récente, pour autant qu'ils soient scientifiques ; enfin, on y a incorporé la bibliographie sur l'Allemagne parue dans les pays de l'Est. Un important *index rerum* facilite la consultation de l'ouvrage.

Très utile aussi, parce que comblant une importante lacune, la bibliographie des revues historiques d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse, établie, d'après ses collections, par la *Westdeutsche Bibliothek*, qui conserve une grande partie des fonds de l'ancienne Bibliothèque de Berlin<sup>3</sup>. Deux autres

1. Il faut signaler surtout : Friedrich LÜTGE, *Deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*. Berlin-Göttingen, Springer-Verlag, 1952, xiv-433 p. (dont env. 180 pour le Moyen Age), et la nouvelle édition de Heinrich BECHTEL, *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands von der Vorzeit bis zum Ende des Mittelalters*, 2. Auflage. Munich, G. D. Callwey, 1951, 424 p., 25 cartes.

2. *Jahresberichte für deutsche Geschichte*, Neue Folge. 1. Jahrgang (1949) hgg. von A. BRACKMANN und F. HARTUNG, 1952. Berlin, Akademie Verlag, 80 p. ; 2. Jahrgang, 1950, hgg. von F. HARTUNG, 1953, 241 p.

3. *Westdeutsche Bibliothek. Bibliographie historischer Zeitschriften*, bearbeitet von H. KRAMM. Marburg, Ak. Buchhandl. O. Rasch, 1952-1954, 3 fasc. ronéotypés, 366 p.

Signalons encore deux répertoires bibliographiques importants, complétant le Dahlmann-Waitz : Günther FRANZ, *Bücherkunde zur deutschen Geschichte*. Munich, Oldenbourg, 1951, 279 p. (Livres et articles essentiels pour l'histoire d'Allemagne des origines à 1933.). — Hans PLANITZ und Thea BUYKEN, *Bibliographie zur deutschen Rechtsgeschichte*. Francfort, Klostermann, 2 vol. gr. in-8°, 1952, xx-1.044 p. (Contient tous les livres, mais non les articles de revues parus de 1850 à 1950 sur l'histoire du droit et l'histoire de l'Allemagne au Moyen Age et même un choix d'ouvrages sur l'histoire des autres pays.)

fascicules sont consacrés aux revues des pays de l'Europe occidentale et méridionale, à celles de l'Europe du Nord, de l'Est et du Sud-Est.

Conçu à l'intention des débutants, le guide des études médiévales de M. H. QUIRIN mérite les plus vifs éloges autant par sa conception très neuve que par la somme d'expériences dont il fait profiter ses lecteurs<sup>1</sup>. Après avoir évoqué les différents genres universitaires, l'auteur présente les domaines de la recherche de l'histoire du Moyen Âge ; à l'instar de ses maîtres et particulièrement de M. HEIMPEL qui préface le volume, il met surtout l'accent sur l'importance de la connaissance du Droit et des institutions, mais les autres domaines de l'enquête, l'Église, l'art, l'économie, la géographie historique et l'occupation du sol apparaissent aussi nettement, chacun avec ses caractères propres. Suivent des conseils extrêmement judicieux sur les lectures, l'utilisation des revues et des bibliothèques. Puis l'auteur aborde les sources proprement dites et les moyens de les pénétrer ; tout le chapitre IV est consacré aux sciences dites « auxiliaires », en réalité, comme les appelait Brandi, « fondamentales » de l'histoire ; des exemples concrets révèlent ce que l'on peut attendre des diverses catégories de documents et montrent comment les exploiter. Enfin, M. Quirin passe à l'exploitation des renseignements recueillis et donne d'utiles conseils sur l'établissement des fichiers et la rédaction historique. Chacun de ses chapitres est accompagné d'une excellente bibliographie, soigneusement choisie ; à la fin du volume, le relevé des principales sources narratives de l'histoire d'Allemagne et quelques tableaux synchroniques rendront pareillement service. Tout cela, à coup sûr, est intelligent et fort pratique. L'ouvrage de M. Quirin, croyons-nous, pourrait même dépasser le cadre de ses usagers allemands si la bibliographie n'était pas presque exclusivement germanique. On regrette ainsi de ne pas trouver la référence à des revues de langue française telles que les *Annales*, le *Moyen Âge* ou la *Revue belge*, aux guides d'Halphen ou de Paetow, à nos grandes collections ou à la *Cambridge Medieval History*, et, dans la liste d'ouvrages classiques, à la *Société féodale* de Marc Bloch.

Le deuxième centenaire des Archives nationales autrichiennes, auxquelles fut consacrée une publication jubilaire monumentale dont il a été rendu compte ici même<sup>2</sup>, a été marqué aussi par diverses publications mineures, parmi lesquelles il convient de signaler la présentation par M. L. SANTIFALLER du célèbre Institut pour l'étude de l'histoire autrichienne, fondé en 1854. (Aperçu historique, statuts, publications et travaux en cours, liste des membres<sup>3</sup>.) L'Académie de Vienne a tenu à s'associer aux fêtes commé-

1. H. QUIRIN, *Einführung in das Studium der mittelalterlichen Geschichte*. Berlin-Hamburg, G. Westermann Verl., s. d. (1950), 143 p.

2. T. CCVII, 1952, p. 118-121.

3. L. SANTIFALLER, *Das Institut für österreichische Geschichtsforschung*. Vienne, Universum Verl. Ges. M. B. H., 1950, 164 p. Deux ans plus tôt le même auteur avait consacré à la mémoire de son maître, le professeur Oswald Redlich, une biographie qui est un miroir de

moratives en éditant une *Festgabe* retraçant ses rapports avec les archives<sup>1</sup>.

Une bonne mise au point des matières sur lesquelles on écrivait a été donnée par M. L. SANTIFALLER<sup>2</sup>. L'ouvrage passe en revue le papyrus, le parchemin et le papier dans leur utilisation successive et définit clairement les différentes formes dans lesquelles nous sont parvenus les documents de chancellerie, diplômes originaux, registres, rôles, volumes. L'auteur, qui a surtout concentré ses recherches sur la chancellerie romaine, éclaire d'un jour nouveau certains côtés techniques de son activité; on retiendra en particulier que l'emploi du papyrus ne cessa pas, comme on le croyait communément, sous le pontificat de Benoît VIII (1012-1024), mais qu'il diminua graduellement dans la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle, de Benoît IX à Victor II (1032-1054). A partir de ce dernier pape, les diplômes sont écrits sur parchemin. Le papyrus fut cependant utilisé jusqu'à la fin du pontificat de Grégoire VII pour les usages internes des bureaux, par exemple en ce qui concerne l'établissement des registres et des rôles. De nombreux répertoires d'actes et une abondante bibliographie accompagnent ce livre, qui rendra des services à l'enseignement des sciences « auxiliaires ».

R. F.

Le Moyen Age a pratiqué parfois, surtout jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle, les écritures cryptographiques, beaucoup plus rudimentaires que celles qui ont été inventées depuis la Renaissance. M. BISCHOFF a essayé d'en dresser une sorte de catalogue, qui ne compte pas moins de 162 numéros, répartis en cinq groupes : dispositions diverses de l'alphabet normal, utilisation d'alphabets étrangers, invention de signes spéciaux, usage de chiffres et de points, divers<sup>3</sup>. Ces écritures secrètes ont-elles un intérêt autre que de curiosité, comme le voudrait leur ingénieux interprète? On en peut douter.

Ph. D.

La refonte du *Wattenbach* se poursuit. Commencée au lendemain de la première guerre mondiale par W. Levison, partagée après 1933 entre celui-ci et R. Holtzmann, elle a abouti jusqu'à présent à des résultats déjà considérables. Tandis que de 1938 à 1943 R. Holtzmann faisait paraître quatre fascicules consacrés aux sources des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, W. Levison poursui-

l'activité historique autrichienne pendant un demi-siècle (*O. Redlich*. Graz, Herm. Böhlau Nachf., 1948, 245 p.).

1. *Festgabe an das oesterreichische Staatsarchiv* (Oest. Ak. der Wiss. Ph. H. Kl. S. B. 226 Bd.). Vienne, 1949, 121 p.

2. L. SANTIFALLER, *Beiträge zur Geschichte der Beschreibstoffe im Mittelalter*. I (Mitt. des Inst. f. oest. Geschichtsforschung. Ergänzungs. Bd. XVI, Heft 1). Graz-Cologne, H. Böhlau Nachf., 1953, 220 p.

3. Bernard BISCHOFF, *Übersicht über die nichtdiplomatischen Geheimschriften des Mittelalters*, dans *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. LXII, 1954, p. 1-27.

vait, à Durham, où il avait trouvé refuge, la mise à jour des sources du haut Moyen Age qu'il connaissait admirablement, laissant à sa mort (1947) un manuscrit embrassant la période des Invasions au VIII<sup>e</sup> siècle et comportant, en outre, plusieurs chapitres sur les sources carolingiennes. Chargé par testament de l'édition de ce travail, M. Walther Holtzmann vient de le faire paraître en deux fascicules après l'avoir mis au point lui-même et gagné pour la période carolingienne le concours de M. H. Löwe ; un fascicule supplémentaire sur les sources juridiques écrit par M. Buchner complète le nouveau WATTENBACH-LEVISON<sup>1</sup>.

A comparer les fascicules sur les X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles avec ceux que nous avons sous les yeux, la différence de conception des deux remanieurs du vieux manuel apparaît aisément. A la différence de R. Holtzmann, qui en avait fait éclater les cadres, W. Levison a cru devoir en respecter l'ancienne structure, du moins celle que lui avaient donnée Dümmler et Traube (7<sup>e</sup> éd.), tout en opérant la mise au point qui s'imposait. Cet objectif a été parfaitement réalisé.

On s'en rendra compte dès le chapitre initial du premier fascicule, qui retrace l'histoire de l'édition des textes historiques depuis l'Humanisme jusqu'à la période contemporaine. Après quoi, on aborde l'inventaire et la critique des sources : sources de la fin de l'époque romaine, historiographie barbare, hagiographie mérovingienne. Il y a là des chapitres remarquablement informés et pénétrants : on se trouve dans le domaine propre de W. Levison dont les vues emportent la conviction, sauf, peut-être, en ce qui concerne la vie de sainte Geneviève, jugée avec une sévérité excessive, alors qu'il semble qu'on puisse, à la suite des travaux de F. Lot, lui reconnaître quelque valeur historique.

Le deuxième fascicule est digne du précédent. Qu'il nous suffise de signaler ici les chapitres III (de Levison) et VIII (de M. H. Löwe) consacrés à l'annalistique carolingienne pour laquelle on dispose, enfin, d'une mise au point autorisée et valable. L'examen des sources y est poussé jusqu'à la mort de Charlemagne.

Le fascicule supplémentaire rendra pareillement les plus grands services, puisque M. Buchner y donne une orientation très pertinente sur les Lois barbares, les Capitulaires, les Formules, les textes de Droit canon, les Faux isidorien et même les Miroirs de princes. Si les hésitations de l'auteur sur la Loi salique sont à présent levées par les travaux de M. Eckhardt (voir ci-dessous), les renseignements qu'il porte sur d'autres Lois (Ripuaire, loi des Alamans et des Bavarois surtout) éclairent singulièrement la genèse de ces textes qui était longtemps demeurée obscure.

1. WATTENBACH-LEVISON, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*. I. Heft : *Die Vorzeit*, bearbeitet von W. LEVISON ; II. Heft : *Die Karolinger, vom Anfang des 8. Jahrh. bis zum Tode Karls d. Gr.*, bearbeitet von W. LEVISON und H. LÖWE. Weimar, H. Böhlau Nachf., 1952, 1953, 289 p. (pag. continue) ; prix du 2<sup>e</sup> fasc. broché : 4 M. 50. — Beiheft : *Die Rechtsquellen*, bearb. von R. BUCHNER. Weimar, Ibid., 1953, 87 p. ; prix : 3 M. 50.

Passons maintenant aux éditions de texte.

A l'édition de la Loi salique, les médiévistes applaudiront sans réserves en sachant gré à M. K. A. ECKHARDT de les doter d'un instrument de travail de premier ordre. M. Eckhardt est en effet arrivé, grâce à de patientes et minutieuses recherches, à suivre l'évolution du texte et à répartir rigoureusement les quatre-vingt-quatre manuscrits qui nous le conservent en plusieurs classes. La version la plus ancienne, le *Pactus Legis Salicae* (texte réparti en soixante-cinq titres), est rapportée par trois classes : A (vers 507-511); B (511-555); C (567-592). De la classe B, aucun manuscrit n'est conservé, mais son texte peut être reconstruit grâce aux traces qu'il laissa dans d'autres classes et surtout dans l'édition de la Loi donnée en 1557 par le Bâlois Jean Hérold, qui la divisa arbitrairement en quatre-vingts titres. A ces trois classes mérovingiennes font suite les versions D et E (texte réparti en cent titres), datant l'une du règne de Pépin et l'autre des années qui précèdent le couronnement de Charlemagne, puis les versions K, S et V (soixante-dix titres) nées dans la première moitié du IX<sup>e</sup> siècle, la première vers 802-803, la seconde sous Louis le Pieux; la troisième, qui était une traduction en ancien haut allemand, ne nous est connue que par un fragment. Renonçant à éditer un texte qui présente la synthèse de toutes ces versions, M. Eckhardt a jugé plus opportun d'en publier les formes les plus caractéristiques. D'ores et déjà nous possédons, depuis 1953, une édition modèle des versions D et E dont il a été rendu compte ici même<sup>1</sup>; précédant celle du texte mérovingien, un volume d'introduction étudie la tradition manuscrite de la Loi salique et donne une reproduction photomécanique du texte de Jean Hérold<sup>2</sup>.

A la diversité des versions de la Loi salique s'oppose la tradition relativement simple de la Loi Ripuaire (deux classes de manuscrits) dont MM. BEYERLE et BUCHNER viennent de donner une édition excellente dans la collection des « Monumenta Germaniae »<sup>3</sup>. On lira avec fruit l'introduction qui tente de résoudre la genèse du texte. Contrairement à l'opinion de Krusch et d'Eckhardt qui en situaient la composition lors du principat de Pépin (vers 743-751), les éditeurs rendent infiniment probable l'hypothèse que la Loi date du milieu du VII<sup>e</sup> siècle, époque où l'Austrasie formait un royaume autonome au sein du *regnum Francorum*. L'édition, elle-même accompagnée d'un riche apparat critique, est suivie d'un abondant commentaire, de plusieurs indices et d'un glossaire précieux.

Signalons l'édition par M<sup>me</sup> OTT de la « Vie de Brun », frère d'Otton I<sup>er</sup>, archevêque de Cologne et duc de Lorraine, témoignage de premier ordre sur

1. T. CCXII, 1954, p. 103-105.

2. K. A. ECKHARDT, *Pactus Legis Salicae. I : Einführung und 80 Titel-Text*. (Germanenrechte, N. F. Westgerm. Recht). Göttingen, Verl. Musterschmidt, 1954, 287 p.

3. *Legum Nationum germanicarum*. T. III, pars prima : *Lex Ripuaria*, hgg. von F. BEYERLE und R. BUCHNER. Hanovre, Hahn, 1954, in-4°, 217 p.



la coopération entre l'Église et l'État en Allemagne au x<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Et celle du *Registrum super negotio Imperii* d'Innocent III par les soins de M. W. HOLTZMANN, d'après le fac-similé publié en 1927 par le P. Peitz. Aucun appareil critique; le texte seulement, précédé d'une brève introduction où l'éditeur discute les caractères paléographiques de l'illustre document<sup>2</sup>.

Les écrits d'Alexandre de Roes ont été édités par MM. H. GRUNDMANN et H. HEIMPEL; au texte latin fait face une vigoureuse traduction allemande; petit livre riche de références, du même type que les volumes de notre « Collection des classiques de l'histoire de France »<sup>3</sup>.

« Recueils de lettres du temps de l'Empire » (*Briefsammlungen der deutschen Kaiserzeit*), tel est le titre de la dernière née des séries de sources éditées par l'Institut des « Monumenta ». Elle comprend jusqu'à présent trois volumes.

Voici d'abord les lettres de Rathier, évêque de Vérone et de Liège († 974), trente-quatre au total, recueillies dans quinze manuscrits où elles se trouvaient dispersées<sup>4</sup>. Elles sont d'un vif intérêt pour la connaissance de la personnalité si curieuse de ce prélat dont la vie agitée, les déboires et les revendications sont étroitement mêlés à l'histoire de l'Italie au temps d'Otton I<sup>er</sup> (cf. nos 7, 8, 16, 24, 29) et aux débuts de la réforme de l'Église (p. ex. nos 25, 27).

Le deuxième volume de la série contient la collection dite des Lettres de Worms, transmise par l'actuel ms. Pal. Lat. 930 de la Bibliothèque Vaticane, qui appartenait d'abord à l'abbaye de Lorch<sup>5</sup>. A l'exception de quelques additifs provenant de celle-ci et d'un poème originaire de Wurzburg, il s'agit de soixante lettres en provenance ou à destination de Worms, échelonnées à travers la première moitié du xi<sup>e</sup> siècle, surtout sous l'épiscopat d'Azecho (1025-1044). Certaines sont écrites par des élèves de l'école capitulaire et reflètent les conditions de leur existence, leurs rapports avec leurs maîtres, leurs curiosités philosophiques (nos 32 et 52), leur querelle avec l'école de Wurzburg (nos 14, 25 et le poème). Beaucoup sont des exercices de style, émaillés de citations d'auteurs classiques ou de manuels du *Trivium*. D'autres ont trait à des faits divers de l'histoire ecclésiastique régionale (cf. n° 13, une lettre très significative de l'archevêque Aribio de Mayence).

1. *Monumenta Germaniae, Scriptores rerum germ.* N. S. X : *Ruotgeri vita Brunonis*, ed. I. OTT. Weimar, Böhlau, 1951, xxx-60 p. La même editrice en a donné une traduction allemande dans la collection « Die Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit », hgg. von Karl LANGOSCH. Munster-Cologne, 1954, 96 p.

2. W. HOLTZMANN, *Das Register Papst Innocenz' III. über den deutschen Thronstreit*, 2 fasc., 242 p. (pag. continue). Bonn, Univ. Verl., 1947-1948.

3. *Die Schriften des Alexander von Roes*, hgg. und übersetzt von H. GRUNDMANN und H. HEIMPEL. Weimar, Böhlau Nachf., 1949, 132 p. (Collection « Deutsches Mittelalter, fasc. 4 »).

4. F. WEIGLE, *Die Briefe des Bischofs Rathier von Verona*. Weimar, Böhlau Nachf., 1949, gr. in-8°, 209 p. (Tome I de la collection.)

5. W. BULST, *Die ältere Wormser Briefsammlung*. Ibid., gr. in-8°, 1949, 141 p. (Tome III.)

De l'édition du troisième volume — Collections de lettres de l'époque de Henri IV<sup>1</sup> — la part essentielle revient à feu Carl ERDMANN, qui avait affirmé sa pleine maîtrise dans l'étude systématique de ce genre de sources<sup>2</sup>. La matière de ce volume est tellement riche qu'il faut nous borner à en indiquer sommairement les principaux éléments. D'abord, le recueil dit de Hanovre, transmis par un manuscrit du xvi<sup>e</sup> siècle de cette ville d'où est extraite une première série de soixante lettres originaires de l'évêché de Hildesheim dans la deuxième moitié du xi<sup>e</sup> siècle, provenant d'élèves de l'école capitulaire et de leurs maîtres. Suivent vingt lettres écrites par le célèbre Meinhard, écolâtre de Bamberg, un des meilleurs stylistes de son temps, pénétré de Cicéron et de Pline, et dont Henri IV fit en 1085 un évêque de Wurzburg. Enfin, vingt-deux lettres de Berenger de Tours, dont la présence dans ce manuscrit est un signe de la notoriété de leur auteur. A la « collection de Hanovre » font suite quarante-trois autres lettres de Meinhard dont trente-six découvertes par Erdmann à la Bibliothèque nationale (Lat. 2903), puis, éditée par FICKERMANN, la collection de Ratisbonne datant de 1085 (trente et un textes se rapportant à des questions de logique ou à des problèmes religieux). Quelques lettres adressées au roi de Bohême Wratislav II achèvent le volume.

R. F.

M. LANGOSCH dirige depuis plusieurs années la vénérable collection, vieille de plus d'un siècle, qui s'est donné pour tâche de traduire en allemand (sans joindre le texte original) les principales œuvres des « écrivains d'histoire » du Moyen Age. Il a entrepris de rééditer les anciens volumes et d'en publier de nouveaux. Voici les quarante-deux lettres conservées de l'empereur Henri IV<sup>3</sup>, qui par leur forme tiennent à la fois du diplôme et de la lettre privée. Les unes, traitant de questions ecclésiastiques particulières, sont de portée limitée. Les autres, au contraire, présentent un intérêt historique de premier ordre, comme la célèbre apostrophe de 1076 à Grégoire VII (descends ! descends !), ou le récit émouvant, adressé en 1106 à Philippe I<sup>er</sup>, de l'abdication du vieux souverain et des trahisons de son fils. Comme l'a établi Carl Erdmann, à la mémoire duquel le volume est dédié, certaines de ces missives, largement répandues, avaient un but de propagande soigneusement calculé.

Aux lettres, l'auteur a ajouté les textes contemporains, peu nombreux, sur l'événement de Canossa. Grâce à cette traduction, accompagnée d'une intro-

1. C. ERDMANN-N. FICKERMANN, *Briefsammlungen der Zeit Heinrichs IV.* Ibid., 1950, p. in-8°, 433 p. (Tome V.)

2. Voir, p. ex., ses *Studien zur Briefliteratur Deutschlands im XI. Jahrh.* (Leipzig, 1938) où son chapitre sur les collections de lettres dans WATTENBACH-HOLTZMANN, *Deutschlands Geschichtsquellen*, I, 1940, p. 415 et suiv.

3. *Die Briefe Kaiser Heinrichs IV mit den Quellen zu Canossa*, übersetzt und erläutert von Karl LANGOSCH. Die Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit, Band 98. Munster-Cologne, Böhlau, 1954, 180 p.

duction substantielle et de notes précises, un large public désormais est à même d'établir un contact vivant avec l'un des épisodes les plus pathétiques du Moyen Age.

Les *Gesta Friderici I imperatoris* de l'évêque Otton de Freising, continués par son secrétaire Rahewin jusqu'en 1170, viennent de recevoir l'hommage flatteur d'une traduction anglaise, accompagnée d'une introduction succincte, d'une bibliographie et d'un utile index, par les soins de M. MIEROW<sup>1</sup>. Celui-ci ne dit pas la raison qui l'a incité à traduire cette chronique plutôt qu'une autre : peut-être n'y en a-t-il pas.

Dans la petite collection de textes pour servir à l'étude comparée des constitutions, éditée par l'Institut d'histoire de l'Université de Berne, M. NÄF publie six « pactes de souveraineté » de la fin du Moyen Age<sup>2</sup>. Il appelle ainsi les actes par lesquels des rois ou des princes prenaient des engagements divers, notamment en matière de gouvernement, envers la noblesse ou les États. Les textes sont complétés par de brèves indications bibliographiques. Ceux en langue latine, aragonaise et flamande, sont accompagnés d'une traduction allemande. On saura gré à M. Näf de rendre ainsi accessibles aux historiens comme aux étudiants des textes d'origine très variée sur l'histoire de la monarchie tempérée.

Ph. D.

M. PLANITZ nous apporte un choix de textes destinés à éclairer l'évolution du droit germanique (lois barbares, capitulaires, droits territoriaux, coutumes urbaines, records de droits), très précieux pour l'enseignement, avec table systématique de référence aux institutions<sup>3</sup>.

R. F.

Deux recueils de sources parus pendant la guerre, relatifs surtout à l'Allemagne du Nord, ont été complétés par deux nouvelles publications. Les chartes de Henri le Lion sont à présent pourvues de leurs index et d'une savante étude diplomatique de M. JORDAN<sup>4</sup>. D'autre part, le Cartulaire de la ville de Hambourg s'est enrichi d'un troisième tome, uniquement formé des index du tome II, qui contenait les chartes de 1301 à 1336 ; on y relève une table des individus par professions, une autre des mots en bas allemand,

1. *The deeds of Frederick Barbarossa by Otto of Freising*, translated... by Charles C. Mierow (et R. Emery). New-York, Columbia University Press, 1953, 366 p.

2. *Herrschaftsverträge des Spätmittelalters*, bearbeitet von Werner Näf. Quellen zur neueren Geschichte, Heft 17. Berne, Herbert Lang, 1951, 78 p. Voici la liste des textes : Bulle d'or d'André II de Hongrie (1222). Privilèges aragonais de 1283 et 1287. « Joyeuse entrée de Brabant » (1356). Pacte du margrave avec les États de Brandebourg (1472). Pacte de Tubingen de Maximilien (1514).

3. H. Planitz, *Quellenbuch der deutschen, österreichischen und schweizerischen Rechtsgeschichte*. Graz, Böhlau, 1948, 180 p.

4. *Monumenta Germaniae historica, Die Urkunden Heinrichs des Löwen Herzog von Sachsen und Bayern*, bearbeitet von Karl Jordan. Weimar, Böhlau, 1949, gr. in-8°, LX-285 p. (y compris le 1<sup>er</sup> fascicule de 1941). Voir *Rev. histor.*, t. CCVII, p. 273, n. 3.

en flamand et en vieux français<sup>1</sup>. Quel que soit l'intérêt de ces tables, on peut estimer qu'il y a quelque démesure à leur consacrer exclusivement un gros volume, pour une période aussi réduite.

Le droit municipal d'Eisenach (Thuringe), inédit jusqu'à ce jour, dérive principalement du droit de Meissen et du Miroir des Saxons. Il a été codifié dans le dernier quart du xiv<sup>e</sup> siècle à partir des sentences des tribunaux de la ville. Le texte est accompagné d'une traduction en allemand moderne, due à P. RONDÏ (tombé en 1942), ainsi que d'une introduction principalement consacrée à la personnalité exceptionnelle du compilateur, Johann Rothe, greffier de la ville<sup>2</sup>; on connaît de lui des œuvres juridiques, didactiques, historiques et épiques.

M. HELBIG publie cinq fascicules de textes s'échelonnant du milieu du xiii<sup>e</sup> au début du xviii<sup>e</sup> siècle sur l'histoire économique de l'Allemagne centrale, c'est-à-dire en gros des pays situés de part et d'autre de l'Elbe moyenne<sup>3</sup>. Cette région ne forme pas une unité économique bien nette, ce qui augmente plutôt l'intérêt de la publication : le Nord avec le Harz et l'Altmark fait partie du domaine hanséatique, tandis que le Sud, l'ex-royaume de Saxe, subit l'emprise des marchands et des capitaux nurembergeois.

Les quelque 400 textes latins et allemands rassemblés, dont plusieurs sont inédits, concernent exclusivement l'économie urbaine, une autre série de fascicules étant prévue sur l'économie rurale. Ils sont groupés par matières sous quatre titres généraux subdivisés en de nombreuses rubriques : organisation du travail artisanal ; commerce et circulation<sup>4</sup> ; entreprises de caractère capitaliste et tendances au monopole dans l'industrie textile ; exploitation des mines et commerce des métaux. Chaque fascicule comporte une table des noms de lieux et un index des matières, avec traduction en allemand moderne et au besoin explication des termes spéciaux. Ce choix de textes, relatifs à une région étendue et à une période où l'abondance des documents interdit d'envisager une publication intégrale, est une initiative heureuse, qui rendra de grands services.

La grande collection qui édite les sources relatives à la formation de la Confédération suisse s'accroît régulièrement. M. KLÄUI a poursuivi la publication des anciens censiers des cantons primitifs<sup>5</sup>. La plus grande partie du

1. *Hamburgisches Urkundenbuch*, herausgegeben vom Staatsarchiv Hamburg, 3. Band. Hamburg, Hans Christians, 1953, in-4°, xxiii-428 p.

2. *Eisenacher Rechtsbuch*, bearbeitet von Peter RONDÏ. Germanenrechte : Stadtrechtsbücher, t. III. Weimar, Böhlau, 1950, XLVII-269 p.

3. *Quellen zur älteren Wirtschaftsgeschichte Mitteldeutschlands*, herausgegeben von Herbert HELBIG. Studienbücherei, Heft 9-13. Weimar, Böhlau, 5 vol. in-8°, 1952-1953.

4. Le n° 132 (1322) signale à Zeitz, près Leipzig, du vin d'Alsace et du vin « Welsche » (de Bordeaux ou du Tyrol méridional?).

5. *Quellenwerk zur Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Abteilung II. Urbare und Rödel*, Band 3 : *Rödel von Luzern, Muri und Rathausen*, bearbeitet von Paul KLÄUI. Aarau, Sauerländer, 1951, gr. in-8°, xii-383 p.

présent volume comprend divers censiers du couvent de Saint-Léger de Lucerne, du milieu du XIII<sup>e</sup> au milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Assez différents sont les textes concernant la ville de Lucerne : liste d'armes, rôles d'impôts, tarifs de douane. Chaque fragment est éclairé d'une notice historique et bibliographique, l'index est prévu pour le prochain volume.

Le « Livre Blanc » de Sarnen, rédigé vers 1470, est en un sens le plus précieux des manuscrits suisses. Car on y trouve le plus ancien récit connu du pacte d'alliance conclu entre les représentants des trois cantons montagnards, qui est à l'origine de la Confédération ; et c'est là aussi que figure la première relation de l'épisode de Guillaume Tell. M. Wirz publie le texte de cette chronique<sup>1</sup>, plaçant en regard la version sensiblement divergente d'un manuscrit postérieur. Il l'a fait précéder d'une étude qui montre le conflit d'opinions des historiens suisses sur la naissance de la Confédération<sup>2</sup> depuis la découverte du manuscrit.

La chronique ne représente qu'une partie minime du Livre Blanc (25 pages sur 509). Le gros est constitué par les copies de chartes du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle, dont M. Wirz résume le contenu, reproduisant les passages qui lui semblent intéressants, renvoyant pour une lecture complète aux diverses publications.

Le volume comporte un appendice d'un haut intérêt, mais qui eût été mieux placé en tête du tome II de la série. M. de Boor y publie, avec traductions, tous les textes scandinaves, anglais et allemands où intervient le thème d'un coup d'arc ou d'arbalète, tiré sur une pomme (ou un autre objet) placée sur la tête d'un enfant. Le récit le plus ancien est celui des *Gesta Danorum*, rédigés vers 1200 par Saxo Grammaticus, le tyran étant ici identifié avec le roi Harold à la Dent bleue ; comme en divers poèmes nordiques postérieurs, l'épreuve de la pomme ne fait que précéder celle d'une course de ski décisive. Dans son commentaire, M. de Boor rejette l'hypothèse d'un fonds commun très ancien d'où seraient issues les variantes régionales. Il admet que la légende a pris naissance en Norvège au X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècle ; de là, elle aurait rayonné dans les pays où se manifestait la résistance d'une paysannerie libre au progrès de la domination royale (notamment dans le Holstein). Il ne pense pas que la chronique de Saxo, peu répandue, ait été connue en Suisse avant d'être imprimée. Dès lors, le problème du cheminement de la légende demeure entier.

Dans le tome II de la même section des *Quellenwerke*, M. WEHRLI publie deux poèmes<sup>3</sup>. L'un est un *Lied* rédigé en 1477 sur l'origine de la Confé-

1. *Quellenwerk zur Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft*. Abt. III : Chroniken ; Band 1 : *Das weisse Buch von Sarnen*, bearbeitet von Hans WIRZ. Aarau, Sauerländer, 1949, gr. in-8°, LIV-143 et 55 p.

2. Sur l'origine de la Confédération, intéressante mise au point, avec vues nouvelles, de Bruno MEYER, *Die Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft. Der Stand der heutigen Forschung, Revue suisse d'histoire*, t. II, 1952, p. 153-205.

3. Abt. III, Band 2, 1. Teil : *Das Lied der Entstehung der Eidgenossenschaft. Das Urner*



ration et les luttes glorieuses contre Charles le Téméraire ; l'épisode de Guillaume Tell, sans doute repris d'un *Lied* plus ancien, y est également inséré. L'autre est une pièce de théâtre en vers, sur Guillaume Tell, composée vers 1512, imprimée vers 1540 : c'est « le plus ancien drame politique de langue allemande ». M. Wehrli est plus radical encore que M. de Boor : il pense que la légende n'est pas arrivée en Suisse avant le xv<sup>e</sup> siècle et il dénie à celle-ci tout fondement historique ; même les traits particuliers à la tradition helvétique, tels que le salut obligatoire au chapeau du tyran, auraient été inventés pour adapter l'anecdote à son cadre nouveau.

Fribourg en Suisse a été au Moyen Age un centre actif d'échanges, fréquenté par des marchands venus d'Allemagne, des Pays-Bas, de France et d'Italie. Les archives de cette ville conservent des registres notariaux d'une richesse exceptionnelle, remontant jusqu'au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle. M. AMMANN a entrepris l'édition des actes concernant l'artisanat, l'industrie et le commerce jusqu'au début du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Les trois premiers fascicules présentement parus, formant le tome premier de la publication, contiennent près de 3.500 documents, mais n'atteignent que le milieu du xv<sup>e</sup> siècle. Un second tome, d'égale ampleur, comprendra un commentaire étendu et les index indispensables. Souhaitons que ce second tome paraisse plus rapidement que le premier, afin que ces sources, d'un si grand intérêt pour l'histoire économique, soient pleinement mises en valeur.

Selon une méthode assez originale, M. REINDEL publie les sources relatives aux Liutpoldingen bavarois, c'est-à-dire à la dynastie issue du margrave Liutpold, qui a régné sur le duché national reconstitué en 907, jusqu'en 985<sup>2</sup>. Son ouvrage voulant être un « manuel » pour l'étude de cette dynastie, il y a inséré non seulement des textes contemporains, mais aussi des fragments bien postérieurs de chroniques, d'annales, de récits de fondation d'abbayes. En outre, il a intercalé, en italique, des commentaires parfois étendus sur le déroulement de certains événements ou sur le rôle de tel ou tel duc. La dynastie de Liutpold ayant été écartée du duché de 947 à 983 et après 985, il en résulte que textes et commentaires se rapportent à l'histoire même du duché pour la première moitié du x<sup>e</sup> siècle, tandis qu'ils ne s'y rat-

*Tellenspiel*, herausgegeben von MAX WEHRLI. Aarau, Sauerländer, 1952, gr. in-8°, 99 p. Signalons encore *Hans Stockars Jerusalemfahrt 1519 und Chronik 1520-1529*, herausgegeben von KARL SCHIB. Quellen zur Schweizer Geschichte, Neue Folge I. Abt., Band 4. Bâle, Birkhäuser, 1949, xvi-207 p., 3 planches. La chronique, d'un tour très personnel (on pourrait l'appeler le Journal de Hans Stockar, de Schaffhouse), est intéressante pour la guerre des paysans.

1. *Mittelalterliche Wirtschaft im Alltag. Quellen zur Geschichte von Gewerbe, Industrie und Handel des 14. und 16. Jahrhunderts aus den Notariatsregistern von Freiburg im Üchtland*, herausgegeben von HEKTOR AMMANN. Aarau, Sauerländer, 3 fasc. in-4°, 1942, 1950, 1954, 184 p.

2. *Die bayerischen Liutpoldingen, 893-989*, herausgegeben von KURT REINDEL. Quellen und Erörterungen zur bayerischen Geschichte, Neue Folge, Band XI. Munich, Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1953, in-8°, viii-292 p., 1 carte.

tachent qu'indirectement et très fragmentairement pour la deuxième moitié, ce qui est un peu singulier. Bien qu'aucun des documents publiés ne soit inédit, il est précieux de trouver ainsi assemblés de multiples textes relatifs à certains grands événements, comme les invasions hongroises par exemple.

Le projet d'éditer les chartes des Babenberg, première dynastie des ducs d'Autriche, remonte à plus de cent cinquante ans. Il est enfin réalisé aujourd'hui<sup>1</sup>. Les deux premiers volumes comprennent les chartes scellées de la dynastie (1075-1215 et 1216-1279), avec la liste, en appendice, de celles qui sont perdues. Les indications sur les documents, la disposition typographique, conformes au modèle des *Monumenta*, sont d'une grande clarté et on appréciera l'ampleur des index des matières. Si aucun document n'est inédit, les nombreuses rectifications de dates des faux sont des plus précieuses. L'étude sur les sceaux est illustrée de reproductions excellentes. Deux autres volumes de notices et de chroniques compléteront cette fort belle publication.

Ph. D.

Deux publications de M. L. SANTIFALLER nous amènent en Silésie. La première présente une analyse détaillée de quatre cartulaires du monastère prémontré de Saint-Vincent de Breslau, établis par Nicolas Liebental à la fin du xv<sup>e</sup> siècle et au début du xvi<sup>e</sup><sup>2</sup>. Les deux premiers, dits *matricula* et *matrica*, donnent un choix de chartes se rapportant aux terres, aux droits et revenus et ordonnées par districts géographiques. La *matrica* contient, en outre, quatre sources narratives dont la plus importante, la chronique de Bohême d'Aeneas Silvius, a été continuée par Liebental jusqu'en 1490; de larges extraits de ces textes sont donnés par M. SANTIFALLER. Le troisième cartulaire, dit *manuale*, donne un index des chartes transcrites dans le second, ainsi que le catalogue des maisons des Prémontrés groupées par districts: leur nombre accuse une sensible diminution par rapport à l'inventaire de 1320 (360 contre 440). Le quatrième cartulaire est un registre d'indulgences. L'ensemble, qui contient en outre le répertoire de quelque 1.800 chartes du monastère, est un instrument de travail utile.

La deuxième des publications<sup>3</sup> inventorie les indulgences reçues par les églises silésiennes, publie ou résume cinquante-trois bulles d'indulgences conservées dans les archives du monastère Saint-Vincent (1243-1513), ainsi que les documents se rapportant aux reliques conservées par cette maison.

La critique des sources narratives se poursuit à un rythme rapide. Les

1. *Urkundenbuch zur Geschichte der Babenberger in Österreich*. T. I et II: *Die Siegelurkunden der Babenberger*, von H. FICHTENAU und E. ZÖLLNER. Vienne, Adolf Holzhausen, 1950-1955, gr. in-8°, xvi-363 p. et 461 p. T. III: *Die Siegel der Babenberger*, von O. von MITIS und F. GALL, 1954, 119 p.

2. L. SANTIFALLER, *Liebentals Kopia'bücher des Prämonstratenserstifts zum hl. Vinzenz in Breslau*. Mitt. des Inst. für oest. Geschichtsforschung, XV. Erg. Bd. Vienne, 1947, 374 p.

3. DU MÊME, *Quellen zur Geschichte des spätmittelalterlichen Ablass und Reliquienwesens aus schlesischen Archiven*. Mitt. des oest. Staatsarchivs I, H. 1, 1948, 136 p.

limites assignées à ce Bulletin interdisent d'en donner un aperçu, même sommaire, à travers les revues. Il convient cependant de signaler, pour deux secteurs très différents de l'Empire, l'enquête sur le chroniqueur André de Marchiennes de M. K. F. WERNER, déjà connu par son mémoire sur le problème de la légitimité capétienne<sup>1</sup>, ainsi que les recherches de MM. PIVEC et HEIMPEL sur le chroniqueur et publiciste Dietrich de Niem (v. 1345-1418), qui préparent l'édition des œuvres de celui-ci<sup>2</sup>. On lira en appendice un curieux mémoire gibelin dirigé contre la bulle *Pastoralis Cura* sous forme d'une lettre de Henri VII (qui avait cessé de vivre) à Clément V.

Pour une région voisine de l'Allemagne, ajoutons à ces notes les études critiques sur deux sources de l'histoire de Hongrie — la chronique nationale et la chronique des Huns — écrites par M. MACARTNEY, qui montre avec pertinence que ces deux œuvres sont des compilations dont les éléments proviennent souvent d'historiens occidentaux et où se glissent parfois des éléments légendaires<sup>3</sup>.

Pour achever cette série de publications, nous citerons le livre de M. B. OFFERMANN sur les Laudes, ou acclamations liturgiques des souverains, du pape et des évêques<sup>4</sup>, auxquelles M. E. H. KANTOROWICZ avait consacré, en 1946, une magistrale étude<sup>5</sup>. A la suite de celle-ci, l'auteur donne dans la première partie de son ouvrage une série d'indications générales sur les Laudes : peu de choses qu'on ne connaissait déjà. La seconde partie du travail, par contre, est extrêmement précieuse, puisqu'elle est composée de très nombreux échantillons de ces acclamations. Ils sont malheureusement dépourvus de tout appareil critique et classés d'une manière contestable : les Laudes royales dites germaniques ne sont-elles pas la continuation en Allemagne de celles que M. Kantorowicz appelait les « gallo-franques » ? Mais on aurait mauvaise grâce à chercher querelle à l'auteur qui, visiblement, s'est efforcé d'ordonner commodément son sujet et dont le mérite essentiel est d'avoir réuni des textes difficilement accessibles, y compris dans la forme que leur a donnée le renouveau liturgique contemporain. Des exemples de mélodies, une bibliographie sérieuse et de nombreux renvois aux manuscrits complètent ce très utile ouvrage.

En lisant le livre de M. Percy-Ernst SCHRAMM sur les insignes de la souveraineté<sup>6</sup>, on ne peut se défendre de l'impression qu'une nouvelle science

1. K. F. WERNER, André von Marchiennes und die Geschichtsschreibung von Anchin. T. à p. du *Deutsches Archiv*, 1952, p. 400-463 ; cf. dans cette revue, t. CCXI, 1954, p. 202.

2. H. HEIMPEL, K. PIVEC, Neue Forschungen zu Dietrich von Niem. T. à p. des *C. R. de l'Académie de Göttingen*, 1951.

3. C. A. MACARTNEY, *Studies of the earliest hungarian historical sources*, VI, VII. Oxford, Blackwell, 1951, 184 p.

4. B. OFFERMANN, *Die liturgischen Herrscherakklamationen des Mittelalters*. Weimar, Böhlaus Nachf., 1954, 226 p.

5. Cf. notre précédent bulletin, 1952, p. 95.

6. P. E. SCHRAMM, *Herrschaftszeichen und Staatssymbolik*, I (Schriften der Monumenta

« auxiliaire » de l'histoire est en train de naître, grâce à la diligence du professeur de Göttingen, qui poursuit à travers l'Occident médiéval les recherches entreprises pour l'Empire romain et l'Empire byzantin par A. Alföldi et A. Grabar. Une discipline recherchant et interprétant les moyens par lesquels les souverains exprimaient d'une manière concrète leur pouvoir ou leurs prétentions. Moyens nombreux où entrent aussi bien des usages de chancellerie que des vêtements d'apparat, mais dont les principaux demeurent les insignes proprement dits.

Les sources dont dispose cette science en formation sont d'abord les objets eux-mêmes ou, à leur défaut, leur reproduction fidèle, puis les témoignages littéraires (traités symboliques, rituels de sacre, miroirs de princes), qui doivent toujours être rigoureusement critiqués, car leurs auteurs font souvent étalage de science livresque ou se laissent emporter par leur imagination. Restent les représentations figurées (monnaies, médailles, sceaux, ivoires, miniatures, peintures murales), mais on ne saurait oublier que bien des images dérivent soit d'un « type de majesté » provenant de l'antiquité, soit d'un modèle plus ou moins stéréotypé. L'enquête, telle que la conçoit M. Schramm, doit exploiter ces trois catégories de sources, en discernant le sens premier des insignes et quelles variations celui-ci a subies à travers le temps et selon les différents pays ; elle doit embrasser tous les États et tendre à la constitution d'un *Corpus Regalitatis medii aevi*.

En attendant, le livre que nous analysons pose d'importants jalons. Son originalité est d'abord d'être didactique : il enseigne une méthode et particulièrement la manière de confronter les témoignages. D'autre part, il combine plusieurs genres. Deux études initiales illustrent les variations de la forme et du sens de deux « signes » ; elles traitent du *lorum* impérial, d'où dérive l'étoile que portèrent certains souverains du Moyen Âge, et de la mitre, emblème de l'empereur avant de devenir, à partir du milieu du XI<sup>e</sup> siècle, celui des évêques. Ces deux premières synthèses sont suivies de quatorze études particulières dont les horizons s'étendent des steppes de la Russie du Sud à la Scandinavie, à l'Islande, à l'Angleterre et à l'Empire franc. Certaines sont des positions de problèmes, d'autres, des mises au point ; quelques-unes, des synthèses provisoires. Dans l'impossibilité de les citer toutes, ne retenons que celle, particulièrement pénétrante, de M. K. HAUCK sur le collier, très ancien insigne germanique, traduisant le lien entre le roi et la divinité, et qui passa pour quelque temps dans le cérémonial romain, après l'avènement de Julien à Paris, en 360. Du même auteur, ainsi que de MM. BERGES et GAUERT, l'analyse des objets trouvés dans le tombeau anglo-saxon de Sutton-Hoo (emblèmes militaires, sceptre à têtes sculptées) et leur

*Germaniae historica*, 13/1). Stuttgart, Hiersemann-Verl., 1954, xxiv et 376 p., 5 fig. dans le texte, 40 planches h. t. Trois études proviennent de collaborateurs de l'auteur, MM. M. JAKUBIN, K. HAUCK, W. BERGES, A. GAUERT. — Le tome II (récemment paru) et le tome III (à paraître) feront l'objet d'un compte rendu particulier dans cette revue.

interprétation religieuse<sup>1</sup>. Enfin, le mémoire de M. SCHRAMM sur le trône, de la *sella* romaine à l'*archisolium* d'Aix-la-Chapelle, avec de séduisantes hypothèses sur d'autres trônes qui ont pu se trouver dans la partie élevée de l'avant-corps occidental de certaines églises de l'Empire. Ces quelques indications suffisent sans doute à signaler l'importance du beau livre de M. Schramm. Œuvre d'orientation et d'érudition — et quelle somptueuse érudition ! — tout à la fois, œuvre collective, dirigée par une même pensée vigoureuse et subtile, elle est appelée à prendre place, comme tant d'ouvrages du même auteur, parmi les classiques de l'histoire de la Royauté et de l'État dont elle s'efforce de saisir l'idée par l'image : *Staatssymbolik*<sup>2</sup>.

R. F.

## II. — DE L'ANTIQUITÉ A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE

Le problème de la continuité en histoire, spécialement entre la civilisation de l'Antiquité et celle du haut Moyen Age, ne cesse de préoccuper les historiens allemands depuis qu'A. Dopsch, dans ses *Grundlagen der europäischen Kulturentwicklung* (1920), s'est fait le champion d'une continuité quasi totale. M. AUBIN y apporte une contribution importante, en réunissant en un volume (presque sans notes) six articles et conférences parus pendant et avant la guerre dans diverses publications<sup>3</sup>. Les uns ont un caractère très général, recherchant quelles sont les conditions nécessaires à une continuité entre deux civilisations successives, ou comparant les invasions germaniques et arabes. Les autres étudient plus particulièrement comment les Germains ont accueilli ou, au contraire, rejeté l'héritage du Bas-Empire.

Dans l'ensemble, M. Aubin tend à faire une part plutôt modeste à la continuité, qu'il entend dans le sens le plus strict. Il n'y comprend, avec raison, ni les diverses renaissances qui se sont appuyées plutôt sur l'époque classique, ni les formes de dépérissement de la civilisation antique, même si elles ont mis des siècles à disparaître : on ne peut parler de continuité que pour les éléments du Bas-Empire qui ont conservé leur vitalité au haut Moyen Age. Parmi ceux-ci, il faut compter avant tout l'Église, puis cer-

1. M. KARL HAUCK est revenu sur le sujet dans un article : *Herrschaftszeichen eines wödanistischen Königtums* (*Jahrb. für fränkische Landesforschung*, 14, 1954), qui est un modèle d'interprétation des croyances des Germains vers la fin du paganisme.

2. Signalons enfin, dans le même ordre d'idées, l'étude consacrée par M<sup>me</sup> M. UHLIRZ à la couronne de saint Étienne de Hongrie (*Die Krone des heiligen Stephan*. Veröffentl. des Instituts für oest. Geschichtsforschung, Bd. XIV, 1. Graz-Vienne, Verl. Stiasny, s. d. (1951), 47 p., 19 planches). Elle analyse les éléments décoratifs (émaux et filigranes) des deux arcs entrecroisés qui en forment la partie la plus ancienne et conclut à l'origine occidentale de ceux-ci (Ateliers de Limoges ou de la vallée du Rhin).

3. Hermann AUBIN, *Vom Altertum zum Mittelalter. Absterben, Fortleben und Erneuerung*. Munich, Münchnerverlag, 1949, 176 p. Voir l'intéressant rapport de M. EWIG dans *Comitato Internazionale de Scienze Storiche X Congresso... Relazioni*, t. VI, p. 561-598. Florence, Sansoni, 1955.



taines formes de la vie matérielle (artisanat, viticulture). En revanche, la décadence de l'État, de la législation, du système d'impôts, des routes, du commerce, des lettres, des arts : autant de preuves d'une discontinuité profonde.

Cependant, M. Aubin insiste sur l'action créatrice des Germains au Moyen Age, affirme que leur culture matérielle et spirituelle les rendait aptes à faire fructifier l'héritage de l'Antiquité. S'ils ne l'ont pas fait, c'est que celui-ci souvent était contraire à leur génie propre : ainsi leur répugnance connue à l'égard de la vie urbaine. L'auteur aura pourtant du mal à convaincre ses lecteurs que la différence de niveau entre les deux civilisations n'ait pas été la raison principale du changement de structure des sociétés.

D'ailleurs, M. Aubin partage l'opinion, aujourd'hui courante, que le monde romain était en décadence complète au IV<sup>e</sup> siècle et que les Germains ne sont donc que partiellement responsables de sa disparition. On regrettera qu'il n'ait pas mis à profit la réédition de ses travaux pour discuter de plus près la thèse adverse de l'« assassinat » de la civilisation antique, rajeunie avec éclat (en 1947) par M. Piganiol dans son *Empire chrétien*<sup>1</sup>.

Une des formes de la continuité — au sens large — est celle d'un château médiéval s'édifiant sur les ruines d'un castel romain. La publication archéologique *Bayerische Vorgeschichtsblätter*<sup>2</sup> en donne un exemple à Turkheim, sur la route d'Augsbourg à Kempten et Coire. Les fouilles effectuées pendant la guerre ont mis à jour un ouvrage défensif romain qui servit de point d'appui contre les Alamans jusqu'au début du V<sup>e</sup> siècle. Plus tard (XI<sup>e</sup> siècle) lui succéda un château qui appartint à la dynastie des Welf.

M. Bott s'est livré à une étude approfondie des bijoux et ornements trouvés dans les tombes bavaroises, pouvant approximativement être datées de la première dynastie ducale de Bavière, c'est-à-dire du VI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Après une description minutieuse des objets, l'auteur montre dans un chapitre final les diverses influences qui se sont exercées sur l'art des Bavarois : alamane, byzantine, lombarde, franque ; par contre, l'apport des Avares paraît avoir été faible. Toujours selon des critères archéologiques, M. Bott rejette l'hypothèse assez souvent admise d'une première conversion à l'arianisme : les Bavarois auraient passé directement du paganisme au catholicisme, mais la conversion ne se serait achevée qu'au VIII<sup>e</sup> siècle.

1. En passant, M. Aubin s'offusque, après d'autres historiens allemands, du titre « Les Barbares », donné jadis par Louis Halphen au tome premier de sa collection « Peuples et Civilisations ». Faut-il redire que ce titre n'entendait nullement appliquer une épithète méprisante à l'histoire du haut Moyen Age en bloc, mais qu'il voulait marquer l'unité d'une période durant laquelle le monde occidental a été la proie des invasions successives des Germains, des Slaves, des Arabes, des Hongrois et des Turcs ?

2. *Bayerische Vorgeschichtsblätter*, Heft 17. Munich, Biederstein Verlag, 1948, gr. in-8°, 96 p., 20 planches.

3. Hans BOTT, *Bajuvarischer Schmuck der Agilolfingerzeit. Formenkunde und Deutung. Schriftenreihe zur bayerischen Landesgeschichte*, t. XLVI. Munich, Becksche Verlagbuchhandlung, 1952, ix-241 p., 21 planches.

D'où les Goths sont-ils originaires? Les auteurs anciens et les archéologues modernes sont d'accord pour admettre qu'ils étaient établis, au I<sup>er</sup> siècle de notre ère, à l'embouchure de la Vistule. Il n'est pas mis en doute non plus qu'ils étaient venus de Scandinavie. Mais quand et de quelle région? De l'île de Gotland, de Scanie, de la Suède centrale? Le comte OXENSTIERNA a consacré à ce problème une étude archéologique très poussée et d'une grande clarté<sup>1</sup>. Il identifie les Goths (du moins ceux qui ont émigré sur le continent) avec un peuple installé avant J.-C. dans le Västergötland, c'est-à-dire dans la région entre les lacs Vener et Vetter. Il y relève l'existence d'une civilisation homogène qui brusquement disparaît au début de l'ère chrétienne, sans qu'elle soit remplacée par une autre, tandis qu'ailleurs on n'observe pas de rupture de continuité analogue. L'auteur ne nie pas qu'il y ait des différences sensibles entre cette civilisation et celle de la Basse-Vistule. Mais il y a aussi des similitudes, comme l'inhumation en plaine ou l'absence complète d'armes dans les tombeaux. La migration, qui se placerait donc à la fin du I<sup>er</sup> siècle avant J.-C., ne s'est pas faite selon le chemin direct, c'est-à-dire par la Baltique, mais par le Kattegatt et le Jutland; car on discerne, d'après les trouvailles, l'existence d'un courant commercial au II<sup>e</sup> siècle entre cette région et la Basse-Vistule. Pour le profane, cette thèse de l'Université d'Upsala, à la fois solide et nuancée, emporte la conviction.

Ph. D.

Il est difficile de classer le livre de M. HOMEYER sur Attila dans une catégorie précise<sup>2</sup>. Dans sa plus grande partie, il est fait de traductions de sources des IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles, qui nous renseignent sur les Huns et leur roi : les récits de Priscus y occupent la place principale. Entre les différents fragments, un texte jointif. A la fin du volume, un « épilogue » abordant, très superficiellement du reste, les problèmes posés par les invasions. Cette formule ne nous semble pas très heureuse : un groupement des textes les plus importants sur les Huns, soigneusement critiqués et commentés, aurait sans doute été plus utile. D'autre part, les textes de liaison ne sont pas sans inexactitudes<sup>3</sup> et l'ensemble de l'ouvrage est gâté par des allusions nombreuses de l'auteur à la situation qu'il avait sous les yeux lorsqu'il écrivait.

R. F.

La Rhétie, c'est-à-dire l'actuel canton des Grisons, plus la vallée du Haut-

1. Eric Graf OXENSTIERNA, *Die Urheimat der Goten*. Leipzig, A. Barth, et Stockholm, H. Geber, 1948, 266 p., 147 illustrations.

2. H. HOMEYER, *Attila. Der Hunnenkönig von seinen Zeugenossen dargestellt*. Berlin, Walter de Gruyter, 1951, 238 p., 1 carte à la fin du vol.

3. Relevons-en quelques-unes : p. 8, Jordanes devenant clerc à la fin de sa vie ; p. 40, Cassiodore, chef de la chancellerie de l'empereur Théodoric ; p. 53, à l'époque d'Attila, l'empereur était couronné par l'évêque de Constantinople. En 451, les évêques de Constantinople essayèrent de gagner les mêmes droits que le pape, mais leurs prétentions se trouvèrent rejetées ; p. 150, délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc en 1492, etc...

Adige ou Vintchgau, a connu une histoire originale au haut Moyen Age par sa situation à la limite de l'Italie et du royaume franc. Constituée en province romaine en 15 av. J.-C., la Rhétie fut placée au Bas-Empire sous l'autorité militaire d'un *dux* et civile d'un *praeses*, auxquels se substitua un comte après la conquête franque de 539. Dans une certaine mesure, la *lex romana curiensis*, compilation et glose du Bréviaire d'Alaric, rédigée au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, permet de suivre l'introduction des institutions franques. La grande originalité de ces institutions est l'union entre l'évêché et la fonction comtale réalisée au profit de l'évêque de Coire vers le milieu du VIII<sup>e</sup> siècle et confirmée par Charlemagne en 772/774. La mesure paraît avoir été une concession au particularisme de la région visant à assurer la fidélité des habitants contre le royaume lombard. Mais cette union est rompue en 806. Avec la nomination d'un comte de nationalité franque, Hunfrid, prend fin l'autonomie de la Rhétie et commence la germanisation du pays. En 843, le rattachement de l'évêché de Coire, jusque-là suffragant de l'archevêché de Milan, à la province de Mayence, la puissance croissante de la famille de Hunfrid, dont un descendant est proclamé en 917 duc de Souabe, marquent l'orientation nouvelle du pays. C'est cette histoire que nous retrace, après d'autres, M<sup>me</sup> MEYER-MARTHALER, en se limitant strictement à l'étude des institutions politiques<sup>1</sup>.

Ph. D.

Centré sur le Norique, le livre de feu F. KAPHAHN apporte une somme de réflexions sur le contact qui s'établit au cours de la seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle entre Romains et Germains dans un secteur isolé de la Romania<sup>2</sup>. La source essentielle de l'auteur demeure la *Vita Severini*. Avant Kaphahn, bien des historiens avaient indiqué quels renseignements précieux pouvaient être puisés à ce texte ; Marc Bloch, pour ne citer que lui, montra en particulier comment les relations entre les Rugues et les indigènes, décrites par le biographe de saint Séverin, permettaient d'éclairer « ce que l'on devine de la progression de Childéric en Gaule<sup>3</sup> ». Ce qui est neuf dans ce livre, c'est son effort de pénétration psychologique des hommes vivant dans une période de grands bouleversements où se révèlent des personnalités d'élite. Séverin en fut incontestablement une et Kaphahn a évoqué son action d'une manière très attachante. Mais l'auteur va plus loin et pose tout au long de son ouvrage de nombreuses questions générales. Ainsi l'état d'affaiblissement physique et mental de la population sur place ; ainsi encore les causes profondes des invasions germaniques, que Kaphahn croit pouvoir discerner

1. Elisabeth MEYER-MARTHALER, *Rätien im Frühmittelalter. Eine Verfassungsgeschichtliche Studie*. Beiheft n° 7 zur Zeitschrift für Schweizerische Geschichte. Zurich, Leemann, 1958, 99 p.

2. F. KAPHAHN, *Zwischen Antike und Mittelalter. Das Donau-Alpenland im Zeitalter St-Severins*. Munich, Verl. H. Rinn, s. d. (1947), 235 p.

3. Dans cette revue, t. CLIV, 1927 (Observations sur la conquête de la Gaule par les rois francs).

dans  
de l'  
d'Al  
com  
des l  
ne p  
on le  
le té  
malh  
  
Pr  
vient  
de T  
l'aut  
vesti  
nym  
que  
tion  
L'  
toire  
la for  
archi  
les p  
cette  
que l  
De  
dra d  
tout  
main  
fourn  
tient  
les p  
serve  
« faç  
d'évê  
comp  
sud d  
flots  
De  
politi  
à l'in  
à l'év  
  
1. F.  
1954,

dans le besoin des Germains de se consolider et de se réaliser dans les cadres de l'Empire romain : l'auteur reprend ainsi à son compte la célèbre remarque d'Athaulf rapportée par Orose en 414. D'autres aspects sont encore abordés comme la croyance au miracle que l'auteur met en rapport avec la mentalité des hommes de ce temps, naturellement orientée vers l'irrationnel. On pourra ne pas toujours être d'accord sur toutes les assertions que renferme ce livre ; on le lira cependant avec curiosité et sympathie en se rappelant qu'il apporte le témoignage d'un authentique humaniste qui ressentit intensément les malheurs du temps où il vécut.

Passons maintenant du Norique dans la vallée de la Moselle dont l'histoire vient d'être renouvelée par un important travail de M. E. EWIG sur la cité de Trèves<sup>1</sup>. L'entreprise était difficile, vu l'insuffisance des sources, mais l'auteur a su exploiter tout ce dont il pouvait disposer, les inscriptions et les vestiges archéologiques, les diplômes et les récits, les généalogies et les patronymes ; de la combinaison de ces éléments, faite avec autant de virtuosité que de discernement, naît une image en général fort claire de la transformation d'une région pendant le Moyen Age.

L'ouvrage comporte deux grandes parties, dont la première retrace l'histoire de la cité du iv<sup>e</sup> siècle à l'avènement des Carolingiens ; la seconde suit la formation du temporel des églises (cathédrale et abbayes) dans le ressort archiépiscopal et en dehors de celui-ci ; M. Ewig passe également en revue les possessions d'églises étrangères dans la région. Le cadre adopté pour cette partie est le doyenné, mais ce dernier a son histoire, et l'on regrettera que l'auteur n'ait pas cru devoir indiquer comment il se constituait.

Des résultats essentiels auxquels aboutit l'enquête de M. Ewig, on retiendra d'abord la force des liens qui unissaient Trèves au reste de la Gaule, surtout à l'Aquitaine, et qui persistèrent jusqu'en plein vii<sup>e</sup> siècle. Ils furent maintenus notamment par les familles de l'aristocratie gallo-romaine, qui fournirent la plupart des évêques (le dernier de ceux-ci, Numérien, appartient au troisième quart du vii<sup>e</sup> siècle), et aussi par les rois d'Austrasie dont les possessions au sud de la Loire représentaient en quelque sorte les « réserves culturelles ». On s'explique ainsi la longue persistance à Trèves de « façons de sentir et de penser » romaines qui apparaissent chez tant d'évêques du vi<sup>e</sup> siècle. Continuité donc, que l'on comprend aussi en tenant compte des caractères de l'occupation franque dans la région au nord et au sud de la Moselle, la vallée proprement dite étant d'abord peu touchée ; des îlots de langue romane y persisteront jusqu'au xi<sup>e</sup> siècle.

De profondes transformations de structure s'observent néanmoins. Déclin politique de la ville, qui perd son unité d'abord. La Cité éclate pareillement ; à l'intérieur du *pagus* se constitue, dès la fin du vi<sup>e</sup> siècle, un district réservé à l'évêque (*Hoheitsbezirk*), comprenant notamment la ville épiscopale : au

1. E. EWIG, *Trier im Merowingerreich, Civitas, Stadt, Bistum*. Trèves, Paulinus Verlag, 1954, 367 p., 6 cartes.

vii<sup>e</sup> siècle, le comte n'y réside plus, ayant transféré son siège à Bittburg ; un comte royal ne reparaitra à Trèves que sous Charlemagne.

Vers le même moment, on assiste à la constitution du temporel des évêques dont les principaux éléments, provenant surtout de biens du fisc, se trouvent au nord de la Moselle, entre la Lieser et la Salm, et au sud du fleuve, entre Dhron et Ruwer, ainsi que dans l'ouest du diocèse, dans la région qu'on appellera plus tard la *terra gallica* (Ivois, Juvigny, Longuyon). D'autres domaines se groupent autour des plus anciennes églises rurales de la région.

La « zone d'influence » de l'évêque était cependant entourée de terres qui demeurèrent d'abord entre les mains du roi, mais qui passèrent, au vii<sup>e</sup> siècle, à l'aristocratie franque. L'apogée de sa puissance se situe vers 679. Alors sont fondées par elle de grandes abbayes propres, Mettlach, Echternach, Prüm surtout : ces fondations détachèrent pour longtemps de vastes zones à l'emprise de l'évêque et de façon plus générale rompirent les liens entre la campagne et la ville. « Que ce fait se soit, à Trèves, comme à Metz, accompli plus tard que dans les évêchés de Maëstricht, Noyon ou Cambrai, voilà, comme le remarque fortement M. Ewig (p. 139 et n. 161), un nouveau signe de la longue persistance de la structure romaine dans la région. » Prüm et Echternach deviendront abbayes royales sous les Carolingiens ; si Mettlach put être ressaisie par l'évêché, celui-ci perdit lentement l'abbaye urbaine Saint-Maximin, qui fut émancipée par Otton I<sup>er</sup>.

Cette analyse sommaire est loin d'avoir épuisé la substance de l'ouvrage de M. Ewig. A côté de résultats très sûrs qu'il apporte, d'autres valent comme hypothèses de travail ; leur très grand nombre n'est point le moindre des mérites de ce beau livre.

Sur le plan de l'histoire générale, nous rencontrons encore le nom de M. Ewig dont deux mémoires étudient la destinée du royaume franc sous les Mérovingiens<sup>1</sup>. Ils se signalent l'un et l'autre par leur effort de clarification et d'interprétation de l'histoire territoriale et politique de la Gaule aux vi<sup>e</sup> et vii<sup>e</sup> siècles. Grâce à l'exploitation systématique de toutes les sources, l'auteur arrive sur plusieurs points à des résultats d'un vif intérêt.

Ainsi, par exemple, sur la possibilité d'admettre que le premier partage de 511 a tenu compte, en Gaule du Nord et du Centre, de districts militaires romains (*tractus armoricanus* et duché de la Loire moyenne autour d'Orléans) et sur la manière relativement rationnelle dont aurait eu lieu la répartition de l'Aquitaine ; très vraisemblable nous a paru l'hypothèse de M. Ewig selon laquelle celle-ci ne put être effectuée qu'après l'établissement de la paix entre les Francs et les Goths, vers 513-514.

1. E. EWIG, Die frankischen Teilungen und Teilreiche (511-613). *Abh. der Akademie Mainz, Geistes und Sozialwiss. Kl.*, 1952, n° 9, p. 651-715, t. à p. — Die frankischen Teilreiche im 7. Jahrhundert (613-714). *Trierer Zeitschrift*, 22. Jahrg., H. 1-2, p. 85-144. Trèves, 1954, t. à p.



On sait, d'autre part, comment les partages répétés du royaume amenèrent finalement la formation de trois territoires, dont l'individualité est reflétée par leurs noms particuliers d'Austrasie, de Neustrie et de Bourgogne. L'auteur montre combien, dans une large mesure, le peuplement de chacune de ces trois fractions du *regnum* a concouru à son individualisation. Succédant au royaume « parisien » de Caribert, le royaume de Bourgogne (dont le nom apparaît officiellement après la mort de Gontran) polarisait les éléments romans ; l'Austrasie, qui disposait à ce moment-là d'un important arrière-pays germanique, était fortement engagée en Aquitaine et capable, de ce fait, de participer à l'ancienne culture. L'union de l'Austrasie et de la Bourgogne assura à leurs rois l'hégémonie de la Gaule. Avec ce groupe contraste fortement le royaume de Soissons, complètement isolé du sud. Cette situation fut complètement renversée en 613 ; l'union réelle de la Neustrie et de la Bourgogne rejeta pour un siècle l'Austrasie en seconde position : elle y perdra à la fois ses possessions d'Aquitaine et le contrôle de la Germanie : le synchronisme est frappant.

C'est au grand duel entre Neustrie et Aquitaine qu'est consacré le second mémoire de M. EWIG. La partie la plus neuve est celle qui s'efforce de circonscrire la zone où s'exerçait réellement l'autorité de Dagobert et de ses successeurs : on y voit marquée l'importance des grands domaines de la couronne autour de Paris et des villes de Bourgogne du Nord qui, jusqu'à la fin du troisième quart du VII<sup>e</sup> siècle, semblent avoir été les points d'appui du roi. Dans la même optique, l'auteur montre qu'un des enjeux du conflit entre les rois de Neustrie et d'Austrasie fut la possession des importants biens royaux de Champagne. Signalons, enfin, les pages étudiant les courants monastiques qui se croisent en Neustrie et permettront à celle-ci de surmonter la grande crise commencée en 687 et de ne pas sombrer complètement dans la barbarie.

R. F.

L'organisation administrative et judiciaire de la monarchie franque dans les régions de peuplement germanique continue d'être l'objet de recherches importantes. S'il est admis actuellement que le système comtal n'y a été introduit que tardivement et incomplètement, le rôle joué par la centène reste obscur. Quel est notamment le rapport entre la *centaria* romaine et la *huntari* germanique ? La thèse traditionnelle, exprimée surtout par Heinrich Brunner, voyait dans les *huntari* des groupements constitutifs communs à tous les peuples germaniques, dès avant les invasions ; leur chef, le *hunno* alaman ou le *thunginus* de la Loi salique, était élu par le peuple encore à l'époque mérovingienne, et n'était donc pas un fonctionnaire royal. Cependant, on ne connaît que dix *huntari* en Allemagne, dont deux en Frise et huit en Souabe, mentionnées entre le VII<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle. Faisant état de travaux récents, dont notamment ceux de H. Dannenbauer, M. Theodor MAYER arrive à la conclusion que l'institution n'est ni générale ni an-

cienne<sup>1</sup> : les *huntari* seraient issues de circonscriptions militaires, créées au VII<sup>e</sup> siècle par les rois francs (Dagobert ?) pour asseoir leur autorité dans des régions mal soumises.

La *Centena* aurait joué au siècle suivant un rôle analogue. A l'époque mérovingienne, la partie romane du royaume franc était administrée par les comtes et leurs délégués, nommés par eux, les viguiers (*vicarii*). Ceux qu'on appelle *centenarii*, par contre, paraissent dotés de pouvoirs militaires et policiers ; ils ne semblent pas avoir d'attributions militaires, rien n'indique qu'ils soient soumis aux comtes et il n'est pas fait mention d'eux, à cette époque, dans les régions germaniques. C'est seulement à partir de Charles-Martel qu'auraient été introduits à l'est les comtes avec des délégués semblables aux viguiers, les centeniers. L'origine militaire de la *centena* montrerait qu'il s'agit d'une institution royale destinée à consolider l'autorité de la monarchie franque.

La fondation de la célèbre abbaye de Reichenau, près Constance, est une question des plus obscures, car notre information repose sur des chartes fausses ou falsifiées et sur des récits plus ou moins légendaires. L'interprétation des documents a suscité déjà une abondante littérature. Il y a quelques années, M. Franz Beyerle a même proposé de renverser l'ordre traditionnel des événements : saint Pirmin aurait fondé d'abord en Alsace l'abbaye de Murbach (727) avec des moines venus de l'Ouest, puis, deux ans après seulement, Reichenau, alors que jusqu'ici cette fondation était placée en 724<sup>2</sup>. M. MAYER a repris le problème<sup>3</sup> : par une analyse extrêmement serrée des sources, il revient à la chronologie traditionnelle et à la priorité de Reichenau. Mais l'intérêt principal de son étude est de nous offrir une interprétation nouvelle de l'expulsion de Pirmin. On a toujours admis que celle-ci était due à la méfiance ressentie par le duc alaman à l'égard du protégé de Charles-Martel. Au contraire, M. Mayer suggère qu'elle résulte d'un conflit avec l'évêque de Constance. Fidèle aux conceptions du monachisme irlandais, Pirmin se serait efforcé de rendre Reichenau exempte de la juridiction épiscopale, comme il fit ensuite à Murbach. D'où l'hostilité de l'évêque, qui l'aurait finalement emporté. Le motif de l'expulsion serait donc plutôt ecclésiastique que politique, ce qui fait comprendre que Charles-Martel n'ait pas réagi. Il est significatif qu'aucune église du diocèse de Constance n'ait jamais été dédiée à saint Pirmin, et ce fait surprenant rend vraisemblable l'ingénieuse hypothèse de M. Mayer.

Ph. D.

Dans le deuxième quart du VIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire franque est dominée par

1. Theodor MAYER, Staat und Hundertschaft in frankischer Zeit. *Rheinische Vierteljahrsblätter*, Jahrgang 17, 1952, p. 344-384.

2. On trouvera un résumé de cette thèse dans F. J. HIMLY, Recherches récentes sur les origines de l'abbaye de Murbach, *Revue d'Alsace*, 1948, p. 191-196.

3. Theodor MAYER, Die Anfänge der Reichenau, *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, t. CI, 1953, p. 305-352.

la grande figure de saint Boniface, auquel M. Th. SCHIEFFER a consacré une importante monographie<sup>1</sup>. Son intérêt essentiel vient, croyons-nous, de ce que l'auteur n'a pas isolé le sujet de l'histoire générale. Le sujet : Boniface, apôtre de la Germanie, organisateur de l'Église territoriale franque unie à Rome (*das romverbundene fränkische Landeskirchentum*), pionnier du futur Empire carolingien, un des créateurs de la communauté de civilisation occidentale. L'histoire générale : existait-il un Occident vers 700, et, dans l'affirmative, comment évolua-t-il entre 700 et 755? Tel est le double thème sur lequel M. Schieffer a écrit son beau livre.

On ne s'étonnera donc pas de se trouver en présence d'un ouvrage dont le tiers environ décrit le monde où œuvra saint Boniface. Un chapitre initial, particulièrement suggestif, présente l'état d'inachèvement de l'Occident vers 700 et montre entre autres combien la papauté demeurerait, à ce moment-là, engagée dans l'Empire traditionnel au point de faire figure de *isoliertes reichkirchliches Reliktgebilde* (institution résiduelle de l'Église impériale et isolée, parce que limitée aux zones occidentales de l'Empire). Cette formule, pour saisissante qu'elle soit, nous paraît cependant exagérée devant ce que l'auteur écrit du rôle doctrinal de la papauté et de son grand prestige en Occident, sur les Anglo-Saxons en particulier. Mais cette période est pleine de contradictions, M. Schieffer le note excellemment. Il demeure, cependant, que l'on ne saurait surestimer le rôle directeur de la papauté dans la mission de Boniface.

Nous abordons ainsi la partie fondamentale de l'ouvrage. C'est un récit bien conduit du destin de Boniface, fait à l'aide des sources qui montrent l'homme dans toute sa grandeur, mais aussi dans ses craintes, ses scrupules et ses doutes. Mais il faut, en outre, être reconnaissant à l'auteur de ne jamais abandonner son arrière-plan et de nous faire suivre le déroulement de l'histoire générale de l'Occident d'une décade à l'autre.

Il résulte de son enquête que l'œuvre apostolique de Boniface dépend dans une large mesure de l'évangélisation antérieure de la Germanie ; son cadre ne dépasse pas celui qui avait été atteint par les missionnaires irlandais, francs et anglo-saxons. Le rôle propre de Boniface sera de parachever la christianisation (Thuringe) et de donner à l'Église en Germanie une organisation définitive avec des évêques canoniquement institués (Bavière) et des monastères, centres d'évangélisation en profondeur (Fritzlar, Fulda). Cette œuvre, menée avec le concours d'Anglo-Saxons, Boniface la réalisa grâce à l'autorité que lui délèguèrent Grégoire II et Grégoire III et à l'assistance que lui prêta Charles-Martel. Ce n'est cependant qu'après la mort du prince des Francs que Boniface put étendre son action réformatrice à l'Église franque. Les premiers résultats de cette action, appuyée par Carloman et Pépin, s'annonçaient prometteurs (conciles de 742-744), mais l'ensemble demeura imparfait étant donné les oppositions que cet Anglo-Saxon à l'es-

1. Th. SCHIEFFER, *Winfried-Bonifatius und die christliche Grundlegung Europas*. Fribourg, Verl. Herder, 1954, ix et 326 p., 2 cartes.

prit systématique, étranger aux traditions franques, rencontra de la part de l'aristocratie laïque, qui avait mis main sur l'Église. Son influence diminua d'ailleurs après 745 auprès de Pépin, engagé dans la voie du compromis. Il n'est pas sûr qu'il ait oint le nouveau roi des Francs, il n'assista pas, en 754, à l'entrevue de Ponthion : cette année-là, il mourut martyr en Frise. Mais l'esprit qui présida aux entretiens de Ponthion et de Saint-Denis est bien le sien, puisqu'il aboutit à l'alliance entre la royauté franque et la papauté, qui allait engager l'histoire de l'Occident dans des voies nouvelles.

En nous préparant à ce résultat dès le début de son analyse, en nous faisant saisir les faits dont il dépendait et qui souvent faillirent le compromettre, M. Schieffer a écrit un livre nuancé et attachant et sur Boniface lui-même, l'ouvrage qui renouvelle un sujet<sup>1</sup>.

Riche en aperçus brillants, sinon toujours nouveaux, voici la petite esquisse sur Charlemagne, Widukind et la conversion des Saxons, du Père WIEDEMANN dont nous avons apprécié naguère le livre sur l'évangélisation de la Saxe<sup>2</sup>. Le présent récit est un bon résumé de la question. Très vraisemblable nous a paru l'interprétation du massacre de Verden que l'auteur considère comme un acte de vengeance privée de Charlemagne, ce qui en expliquerait le caractère inexorable. Nous ne saurions, cependant, être aussi affirmatifs que M. Wiedemann sur l'état du paganisme saxon : est-il sûr que le culte de Wotan l'emportait alors en Saxe?

Le livre de M. HARTWIG sur Widukind se lit avec un vif plaisir<sup>3</sup>. Venant après tant d'autres, souvent médiocres ou tendancieux, il se propose de dé mêler le faisceau des légendes qui ont pour héros l'adversaire de Charlemagne, de les classer dans le temps et d'en expliquer la genèse. Après une brève introduction qui tente de définir la place de Widukind dans la résistance saxonne, l'auteur étudie successivement deux foyers de la survie du chef saxon, Enger et Osnabrück. Dans l'un et l'autre, la légende commence au Moyen Âge. A Enger, le chapitre local accrédita la nouvelle que la collégiale succédait à une église fondée par Widukind après sa conversion ; dès 1100, on y montrait son tombeau. A Osnabrück, une note du XII<sup>e</sup> siècle plaçait à proximité immédiate de la ville la bataille de la Hase, qui aurait été suivie de la fuite de Widukind dans un château du voisinage et bientôt de son baptême. Sur ce fond relativement ancien se développèrent des légendes locales dont M. Hartwig donne une pénétrante analyse. Celles d'Enger n'ap-

1. Certaines thèses de M. Schieffer ont été récemment critiquées par M. H. LÖWE (*Bonifatius und die bayerisch-fränkische Spannung*, *Jahrb. f. frank. Landesforschung*, 1955, p. 85-127), qui met entre autres fortement l'accent sur le rôle dirigeant de la papauté dans les opérations de Boniface et sur l'opposition que celui-ci rencontra de la part de l'Église franque, habituée depuis longtemps à se gouverner elle-même.

2. P. H. WIEDEMANN, *Karl der Grosse, Widukind und die Sachsenbekehrung* (Veröffentl. des missionswissenschaftl. Instit. der Univers. Münster, H. 2). Münster, Aschendorf Verl., 1949, 89 p.

3. H. HARTWIG, *Widukind in Geschichte und Sage*. I. Teil (Beitr. zur Volks- und Heimatskunde). Bielefeld, Deutscher Heimat Verl., 1951, 167 p.

paraissent qu'à la fin du <sup>xvii</sup>e siècle ; ce sont des légendes savantes interprétant, par le souvenir du duc, des curiosités de la ville et de la région, ainsi que des noms dont on ne saisissait plus le sens exact. Dans la région d'Osnabrück, au contraire, on observe la continuité de la légende depuis le Moyen Age ; elle est, en outre, indiscutablement populaire (cf. le récit plaçant le dernier combat entre Charlemagne et son adversaire « au temps des Suédois »). Écrit d'un style alerte et direct, plein d'indications méthodologiques précieuses, le livre de M. Hartwig intéressera tous ceux qui travaillent sur le folklore.

A l'Empire carolingien, M. H. FICHTEAU a consacré un ouvrage dont l'apport essentiel est sans doute l'analyse souvent très pénétrante de la société qui vécut dans ses cadres et des idées selon lesquelles elle fut gouvernée<sup>1</sup>. Après une introduction retraçant sobrement la formation de l'Empire, l'auteur aborde son sujet par un portrait extrêmement vivant de Charlemagne : bon sens, vision claire du possible, religiosité robuste et traditionnelle, optimisme surtout, dont l'empereur ne se départit guère qu'à la fin de son règne. Le chapitre sur la signification de l'Empire met bien l'accent, croyons-nous, sur l'arrière-plan religieux de l'institution et sur la diversité qu'elle représentait aux yeux des Romains et des Francs ; l'événement du 25 décembre 800 donne cependant lieu à des explications invérifiables, notamment sur la manière dont Charlemagne aurait voulu être acclamé et sur le couronnement qu'il attendait peut-être le 6 janvier et non le jour de Noël. Avec les chapitres qui traitent de la société, nous nous trouvons au cœur même de l'ouvrage. Si la classe des *potentes* laïques et ecclésiastiques est remarquablement campée, les remarques de M. Fichtenau sur les *paupe-riores* manquent, par contre, souvent de précision et d'exactitude, sauf en ce qui concerne la population flottante et les manifestations de la piété populaire. La double impression à laquelle aboutissent ces développements est celle d'une christianisation encore rudimentaire et d'un gouvernement empirique, formulant des principes sans toujours en pénétrer le sens profond et obligé pour les appliquer de composer avec les institutions et les habitudes. La grande nouveauté de la fin du règne, en liaison sans doute avec la prise par Charlemagne du titre impérial, sera la réforme intérieure et surtout la réforme de l'Eglise à laquelle l'auteur consacre quelques-unes de ses meilleures pages, en distinguant ses deux grandes phases ; *conversio* d'abord ; puis pénétration dans la société, lorsque Louis le Pieux succéda à son père. Et nous voici projetés dans le grand drame dont M. Fichtenau fait surgir une à une les causes en insistant surtout sur la crise générale de la fidélité — qui, dès le règne de Charlemagne, n'était guère efficace qu'à l'armée — et sur la faiblesse du nouvel empereur ; ses multiples contradictions témoignent en dernière analyse de l'absence, à ce moment-là, d'une éthique laïque.

1. H. FICHTEAU, *Das Karolingische Imperium*. Zürich, Fretz-Wasmuth Verlag, s. d. (1949), 336 p.



Des observations de ce genre permettent de reconnaître dans le livre de M. Fichtenau une tentative souvent heureuse pour projeter sur l'esprit des hommes des lumières très vives : voyez, par exemple, outre les portraits de Charlemagne et de Louis (bien que, soit dit en passant, un peu gâtés par l'utilisation immodérée de données empruntées à la psychophysiologie moderne), ceux de Wala, d'Agobard ou d'Alcuin. Beaucoup plus contestable, par contre, nous semble la thèse fondamentale de l'auteur, qui s'efforce en toute occurrence — art, conceptions religieuses, idées ou pratiques politiques — de trouver un lien entre ces diverses manifestations, faites, selon lui, d'éléments disparates, sans principe d'unité. On peut se demander aussi si le souci de M. Fichtenau d'expliquer l'effondrement de l'Empire par des causes de faiblesse, qui se manifestent sous Charlemagne déjà, ne l'a pas rendu trop sévère à l'égard du grand empereur, en sous-estimant l'effort prodigieux qu'il déploya pendant tout son règne pour maintenir l'immense monarchie et l'animer de sa pensée. On regrettera, enfin, une grave lacune : l'absence presque totale d'une description des conditions économiques qui auraient pu éclairer maint aspect de la vie sociale.

R. F.

Quels ont été les aspects et le rôle du sentiment national chez les différents peuples du royaume franc ? Depuis Augustin Thierry, bien des historiens se sont penchés sur ce problème, surtout à propos de la dislocation de l'Empire carolingien. M. ZÖLLNER l'a repris pour l'ensemble de la période franque<sup>1</sup>. Le sentiment national apparaît le mieux à l'occasion de conflits ou de révoltes contre l'autorité du souverain, mais il se distingue difficilement de préoccupations politiques ; nous en sommes d'ailleurs réduits en général aux sources franques et à leur appréciation sommaire. L'auteur observe que les mots même de peuple et nation ont quelque peu changé de sens : chez les auteurs classiques, le *populus Romanorum* s'oppose aux *gentes barbarorum* ; puis sous l'influence du christianisme s'introduit une terminologie biblique qui incite à distinguer le peuple chrétien des païens et des hérétiques. Enfin, il examine les mots germaniques désignant le peuple et les facteurs qui, aux yeux des contemporains, en faisaient l'originalité : l'origine (souvent fauleuse), les mœurs, la langue, les lois.

La partie la plus intéressante du livre est celle où sont passés en revue les diverses nationalités du royaume et leur comportement envers les Francs. L'auteur n'a pas étudié seulement les peuples germaniques, mais aussi les Gallo-Romains, les Bretons, les Basques et les Slaves. On rencontre chez les Francs un sentiment de supériorité assez naturel et le reproche fréquent de perfidie à l'encontre des autres peuples ; les Basques passent plus spécialement pour « légers », les Slaves pour « barbares », sans doute en raison de leur

1. ERICH ZÖLLNER, *Die politische Stellung der Völker im Frankenreich*. Veröffentlichungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung, t. XIII. Vienne, Universum-Verlag, 1950, 276 p.

paganisme. Les peuples chez lesquels l'hostilité non seulement contre l'État, mais aussi le peuple franc, apparaît la plus forte sont les Bretons et les Lombards, même avant la conquête de l'Italie. Dans son étude sur les Gallo-Romains, si M. Zöllner reconnaît qu'ils se sont comportés diversement pour des causes parfois antérieures aux invasions, son développement n'en porte pas moins, presque exclusivement, sur l'importance variable de l'afflux germanique selon les régions : il n'a pas su approfondir davantage les fondements de l'opposition entre France du Nord et France du Midi, si marquée durant tout le Moyen Age.

Une dernière partie, qui ne se distingue pas très nettement de la précédente, cherche à retracer, par périodes, l'attitude des souverains envers les nationalités du royaume franc ; mais trop souvent l'exposé tourne à une accumulation de faits politiques. Chose singulière, l'auteur ne se prononce pas clairement sur la question de savoir si les dispositions du traité de Verdun ont été dictées ou non par des considérations nationales. Il a négligé aussi de ramasser son opinion en une conclusion pourtant nécessaire. De son livre se dégage l'impression que le sentiment national a certainement existé chez les divers peuples, mais que, mélangé à d'autres préoccupations, il n'a exercé en définitive aucune action décisive durant toute cette période.

A propos de la formation des nations française et allemande, M. MOHR remarque l'embarras des écrivains de la partie romane de l'Empire franc, au IX<sup>e</sup> et au X<sup>e</sup> siècle, pour trouver un terme s'appliquant au royaume de l'Est<sup>1</sup>. A côté d'Austrasie, Germanie, apparaît l'expression « région transrhénane », puis Flodoard qualifie Henri I<sup>er</sup> de prince transrhénan, enfin sous Otton I<sup>er</sup> on parle du « royaume transrhénan ». Au contraire, le terme *theodisc*, devenu « teutonique », appliqué par les Allemands d'abord à leur langue, puis à leur royaume, n'a guère eu de succès chez les auteurs occidentaux.

Ph. D.

### III. — AUTOUR DE L'EMPIRE ET DE L'IDÉE D'EMPIRE

Depuis le 25 décembre 800, il existe deux Empires. Quels rapports s'établirent entre eux et comment ceux-ci réagirent-ils sur l'idée impériale ? Si l'on en croit M. W. OHNSORGE, qui a soumis cette question à un examen minutieux<sup>2</sup>, l'universalisme impérial toujours et intégralement maintenu par Byzance, en dépit parfois de certaines nuances dans son expression, aurait été combattu en Occident par deux thèses : d'une part, celle de la parité des deux Empires, conception de Charlemagne bien avant son couronnement déjà ; d'autre part, une « doctrine romaine », pontificale d'inspiration, uni-

1. Walter MOHR, Die begriffliche Absonderung des ostfränkischen Gebietes in westfränkischen Quellen des 9. und 10. Jahrhunderts, *Bulletin du Cange*, t. XXIV, p. 19-41, 1954.

2. W. OHNSORGE, Das Zweikaiserproblem im früheren Mittelalter. Hildesheim, A. Lax Verlagbuchh., 1947, 161 p.

verselle, véritable antithèse de l'impérialisme byzantin et profondément hostile à celui-ci.

Cette schématisation est beaucoup trop rigide et absolue : à juste titre, bien des critiques l'on dénoncée<sup>1</sup>, et nous avons essayé nous-même de montrer que l'idée impériale en Occident comporte dans son inspiration et dans ses formes des aspects infiniment plus nuancés que l'alternative devant laquelle, selon M. Ohnsorge, se seraient trouvés les empereurs. Nous n'y reviendrons donc point, si ce n'est pour mettre le lecteur encore en garde contre certains termes qui risquent de fausser la réalité des choses, ainsi celui de *abendländischer Gesamtherrscher* appliqué à Otton I<sup>er</sup> ou à Henri II (p. 67, 73).

Mais, cette remarque générale faite, il est juste de reconnaître dans cet ouvrage une présentation souvent heureuse des rapports entre les deux Empires ; en montrant aussi comment Byzance fut un modèle pour les empereurs Saliens et Staufen, M. Ohnsorge a apporté des éléments très utiles à l'histoire comparée des titres, des symboles et de la conception même du pouvoir impérial. A-t-on cependant le droit d'affirmer, sans citer de preuves, que les larges emprunts faits par Frédéric I<sup>er</sup> au Droit romain sont la conséquence de l'orientation intellectuelle première du successeur de Conrad III, qui, par analogie avec Byzance, tendait à se considérer comme le souverain d'un Empire absolument indépendant ?

Elargissons encore cette remarque et regrettons que l'exposé de M. Ohnsorge soit dépourvu de toute référence aux sources. Certes, on est mal venu à formuler cette critique en songeant au moment où parut l'ouvrage. Mais combien eût-on préféré voir à la place des livres cités à la fin du volume quelques renvois aux textes !

Il y a longtemps que l'érudition allemande se demande si l'idée d'Empire au Moyen Age ne comporte pas, en marge de son fonds romain, des conceptions purement germaniques sur le pouvoir suprême. Exploitant certains témoignages échelonnés des sources anglo-saxonnes à Widukind de Corvey, dont certaines résonances se prolongent plus tard en Occident, M. Ed. E. STENGEL s'était efforcé de définir une idée de l'Empire *romfrei*, c'est-à-dire détaché de Rome et dont le fondement était l'hégémonie exercée par un souverain sur des peuples nombreux ou des États différents : théorie « germanique » pensait-il, par opposition à l'idée romaine<sup>2</sup>. Cette question a été examinée avec une rare lucidité par feu Carl ERDMANN, et l'on ne saurait que remercier M. F. BAETHGEN d'avoir édité les belles études sur les idées politiques du haut Moyen Age de son collègue trop tôt enlevé à la recherche<sup>3</sup>.

Il s'agit, en fait, d'un recueil de plusieurs mémoires, dont le plus impor-

1. Ainsi M. F. L. GANSHOF, dans *Le Moyen Age*, 1949, p. 164-173.

2. *Kaisertitel und Souveränitätsidee*, *Deutsches Archiv*, III, 1939.

3. C. ERDMANN, *Forschungen zur politischen Ideenwelt des Frühmittelalters*. Berlin, Akademie-Verlag, 1951, xxiii et 124 p. On n'oublie pas de lire la préface de l'éditeur, qui esquisse la physionomie de l'historien.

tant est consacré à l'idée « non romaine » de l'Empire. Le mérite essentiel d'Erdmann est d'avoir opéré un rigoureux tri des témoignages et montré d'abord que tous ceux qui sont antérieurs à l'an 800 ont une commune origine romaine; tous dérivent, en effet, de l'image que présentait l'Empire d'Occident aux derniers siècles de son existence. Il y a là des pages très neuves dont il faut souligner la vigueur.

Analysant ensuite la manière dont certains érudits francs concevaient l'Empire avant le couronnement de Charlemagne, Erdmann retient, à côté de l'idée d'Empire chrétien chère à Alcuin, l'image, entrevue par un poète de cour, de l'« Empire du roi des Francs », fondé sur la suprématie que celui-ci exerçait dans le monde. Comme le fait finement remarquer Erdmann, il y a là un transfert de l'image de l'Empire romain à l'État franc, d'autant plus visible que la capitale de ce dernier, Aix-la-Chapelle, est appelée la Rome de l'avenir. Bien que l'événement du 25 décembre 800 ait reconstitué l'Empire romain, l'idée d'un Empire franc se maintint cependant à travers tout le IX<sup>e</sup> siècle.

Au siècle suivant, on voit persister toujours l'idée romaine et celle d'un Empire détaché de Rome; cette dernière est attestée entre autres par un rituel du sacre de l'empereur *secundum occidentales*, différent de l'ordo romain, transmis par le pontifical de Mayence et dans lequel on peut reconnaître, semble-t-il, un remaniement du rituel du sacre royal franc<sup>1</sup>. Fait lourd de conséquences, puisque certains milieux ecclésiastiques du X<sup>e</sup> siècle semblaient reconnaître que l'on pouvait accéder à l'Empire en dehors de Rome. La tradition romaine était cependant tellement forte qu'Otton I<sup>er</sup> se fit imposer le diadème à Rome en 962. Autour de lui, cependant, l'idée d'un Empire non romain trouva son interprète le plus célèbre dans le chroniqueur Widukind de Corvey, qui nous montre Otton I<sup>er</sup> acclamé empereur par ses troupes après sa victoire de 955. Tout porte à croire, selon Erdmann, qu'il s'agit là d'une réminiscence érudite que le chroniqueur d'ailleurs ne retint pas longtemps, puisque la fin de son œuvre atteste qu'il se rallia à l'idée romaine.

Nous prenons congé de cette brillante étude dont l'érudition très sûre, l'exposé ferme et vigoureux n'excluent pas la subtilité des hypothèses. Elle demeure un modèle du genre, auquel nous nous plaisons à rendre pleinement hommage<sup>2</sup>.

Peut-on aller plus loin encore dans la compréhension du témoignage de Widukind de Corvey? Il semblerait que oui, lorsqu'on a pris connaissance du livre de M. H. BEUMANN<sup>3</sup>. Il procède d'abord de l'analyse littéraire;

1. Excellente présentation de cette source avec nombreuses hypothèses, sur lesquelles nous ne pouvons nous étendre ici, dans ce recueil, p. 52-91.

2. Les autres études du recueil traitent du patriciat à l'époque d'Otton III et de quelques écrivains de l'entourage de Henri III.

3. H. BEUMANN, *Widukind von Corvey. Untersuchungen zur Geschichtsschreibung und Ideengeschichte des 10. Jahrh.* Weimar, H. Böhlau Nachf., 1950, xvi et 300 p.

l'auteur s'attache à retrouver non seulement les sources du moine saxon, mais ses intentions. Que signifient, par exemple, certains termes qui reviennent si souvent chez Widukind, tels que *pietas*, *constantia*, *virtus*? Dans quelles perspectives historiques et épiques a-t-il composé son œuvre? Comment s'ordonne chez lui le portrait du souverain? Autant de questions auxquelles M. Beumann s'efforce de répondre dans la première partie de son travail, qui constitue une véritable exploration de la mentalité du chroniqueur, mais dont les ambitions soulèvent parfois le scepticisme. Les derniers chapitres retiendront davantage l'intérêt de l'historien. Il y trouvera de solides arguments pour placer la datation de l'essentiel de la chronique vers 967, donc après le couronnement d'Otton I<sup>er</sup>. Cette réalité confère toute leur importance aux silences de Widukind sur le couronnement de son maître par le pape et la proclamation de l'Empire qui eut lieu selon lui sur le champ de bataille du Lechfeld. A ce sujet, M. Beumann apporte des précisions intéressantes : il n'y aurait pas là que réminiscence classique, mais reflet d'idées germaniques, en particulier de la croyance en la victoire remportée par le chef porteur de la *felicitas* ou du *Königsheil*; cette victoire, signe de la faveur de Dieu, a forcé en quelque sorte l'acclamation impériale. Replacée dans le contexte de Widukind, celle-ci apparaît comme le dernier acte de la progression des Saxons qui avaient hérité de la *felicitas* des Francs. M. Beumann le dit après bien d'autres; son analyse est cependant plus complète et plus subtile. Encore pourrait-on lui reprocher de faire de cette conception un apanage presque exclusif des Germains : l'imperator romain ne possédait-il pas lui aussi la *virtus* qui le rendait apte aux plus hautes destinées? On voit ainsi combien l'esprit des érudits du x<sup>e</sup> siècle était chargé de représentations diverses et combien les idées héritées de l'antiquité se mêlaient à celles de leur propre expérience.

Réagir contre les théories formulées naguère par Bryce dans son ouvrage sur le Saint-Empire qui fut longtemps un classique en Angleterre : voilà qui a conduit M. G. BARRACLOUGH à énoncer sur l'Empire médiéval des vues plus conformes à la réalité dans une conférence faite à l'association des historiens anglais<sup>1</sup>.

Dépourvu malheureusement de toutes références, le texte de M. Barracough se recommande cependant par son langage ferme et clair et son souci de toujours faire la part entre l'idée d'Empire et les réalités. Aussi bien sont-ce ces dernières qui surtout intéressent et le conduisent à plaider la thèse suivante : l'histoire de l'Empire n'est pas celle de l'unité, mais de la discontinuité. Après n'avoir été qu'un titre sous Charlemagne et Otton I<sup>er</sup>, l'Empire se fixe, à partir de Conrad II, sur l'ensemble Allemagne-Italie-Bourgogne; il devient ainsi un « corps territorial »; deux siècles et demi, il vivra sous cette forme et sera ainsi la négation de l'ancienne idée univer-

1. G. BARRACLOUGH, *The Mediaeval Empire. Idea and Reality*. Londres, G. Philip and Son, 1950, 27 p.



selle. Après la chute des Staufens, l'Empire est ruiné ; l'idée impériale, par contre, s'épanouit et fait naître des traités « responsables de notre opinion sur l'Empire ». Quant au Saint-Empire, il naquit en 1526 à la bataille de Mohacz et porta trois siècles durant la double marque de la Renaissance et de la Contre-Réforme, pour connaître au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> d'autres variations...

Thèse brillante et bien conduite, certes, mais qui, à force de prendre systématiquement le contre-pied de l'ouvrage de Bryce, ne rend pas toujours compte des réalités aussi nettement que le voudrait l'auteur. Ces réalités sont beaucoup plus complexes. A force de les séparer trop systématiquement de l'idée, l'auteur donne, d'autre part, de l'évolution de l'Empire une vue singulièrement appauvrie : l'idée a toujours pénétré les réalités politiques. On relèvera également certaines outrances de langage (Charlemagne gagnant l'Empire dans les défilés des Balkans, comme Pitt, l'Empire anglais sur le Rhin... fiasco de Charlemagne) dont est d'abord responsable évidemment la forme parlée de cet essai. Il est moins compréhensible que M. Barraclough ait noté que de Frédéric II à Charles IV il n'y eut qu'un empereur entre 1311 et 1313 ; en oubliant Louis de Bavière, il se prive de remarques du plus haut intérêt pour son propos.

Le lecteur se souvient sans doute du livre de M. SCHRAMM sur les insignes dont nous analysons plus haut la première partie. Avant la parution du tome II, voici, en volume détaché, étant donné l'importance du matériel étudié, une étude du même auteur sur les insignes du pouvoir de l'empereur Frédéric II, particulièrement sur ses couronnes<sup>1</sup>. M. Schramm a réussi à en identifier sept, dispersées actuellement à travers plusieurs pays européens (Sicile, Suède, Pologne). L'étude détaillée de ces couronnes, l'histoire de chacun de ces objets depuis le XIII<sup>e</sup> siècle et de ses transformations sont écrites de main de maître. A côté de cette partie principale, on notera le mémoire très suggestif de M. DEER, qui étudie les aigles en tant qu'emblèmes de l'Empire et de la dynastie des Staufens. L'ensemble constitue une importante contribution à la connaissance de Frédéric II. Le texte de M. Schramm atteint en conclusion une rare force de suggestion en montrant, face au pape porteur de la tiare et de la mitre au symbolisme tout d'une pièce, l'empereur obligé de ceindre des couronnes de divers types, afin d'être en mesure d'exprimer les multiples traditions auxquelles puisait l'idée impériale.

C'est dans l'Empire dissocié du XIV<sup>e</sup> siècle que nous introduit l'ouvrage de M<sup>lle</sup> Carla DUMONTEL, qui nous raconte l'expédition en Italie du roi Jean de Bohême<sup>2</sup>. L'auteur s'est efforcée de clarifier un épisode singulièrement compliqué en soi et qui accrût encore la confusion de la situation diploma-

1. P. E. SCHRAMM, *Kaiser Friedrichs II. Herrschaftszeichen* (Abh. der Ak. der Wissenschaften, Ph. Hist. Kl., 3. F., n° 36). Göttingen, Vandenhoeck-Ruprecht, 1955, 162 p., 48 planches.

2. Carla DUMONTEL, *L'impresa italiana die Giovanni di Lussemburgo re di Boemia*. Univ. di Torino, public. della Facoltà de Lettere e filosofia, vol. IV, fasc. 3. Turin, 1952, 136 p.

tique en Occident au lendemain du *Römerzug* de Louis de Bavière. Grâce à la diligence de l'auteur, on se trouve à présent en possession d'un récit très près des sources, y compris de celles qui ont été mises à jour ces derniers temps. Œuvre utile, incontestablement, nous montrant dès le départ l'ambiguïté de la situation du roi Jean, qui s'intitulait tout à la fois « roi pacifique, fils de l'Église et vicaire de l'Empire ». Utile aussi, parce que déroulant avec clarté les négociations diplomatiques où fut engagé le fils de Henri VII. Il apparaît bien comme l'homme de Philippe VI, qui l'utilise contre le pape Jean XXII : cela, M<sup>lle</sup> Dumontel ne le dit pas assez nettement. Ce qui ressort, par contre, de l'ouvrage, c'est que l'échec du roi de Bohême a été en grande partie causé par l'intervention active de l'empereur Louis de Bavière. Nous ne ferons à l'auteur qu'un reproche : préoccupée à l'extrême par la diplomatie, elle abandonne trop vite l'Italie ; l'ouvrage n'apprend à peu près rien sur les villes qui formèrent temporairement la seigneurie du roi de Bohême. Nul doute qu'en poussant davantage l'enquête de ce côté-là, le livre aurait gagné en consistance.

R. F.

*(Sera continué.)*

Ph. DOLLINGER,  
Professeur à l'Université  
de Strasbourg.

et R. FOLZ,  
Professeur à l'Université  
de Dijon.

M. I.  
in  
Si  
bien  
avec  
ce m  
de c  
n'éta  
créa  
saien  
du h  
de p  
sur l  
tami  
proc  
ne v  
peut  
vaill  
indis  
An  
Le p  
pren  
toer  
de l  
vait  
par  
à so  
l'étr  
saisi  
le po  
de f  
men  
la tr  
de l  
cons  
Q  
c'est  
à ses  
en d

## COMPTES RENDUS CRITIQUES

---

M. I. FINLEY. *The world of Odysseus*. New-York, The Viking Press, 1954 ; in-8°, XII-179 pages, carte. Prix : \$ 3.

Si l'histoire de l'Europe, fait observer l'auteur de cet ouvrage très vivant et bien informé, commence avec les Grecs, l'histoire de ces derniers prend naissance avec « le monde d'Ulysse ». En dépit de certains chiffres donnés par l'*Odyssee*, ce monde ne comptait qu'une population peu nombreuse. La société était formée de classes bien distinctes : la ligne de démarcation séparant l'aristocratie du peuple n'était qu'exceptionnellement franchie, la vie économique ne permettant guère la création de fortunes nouvelles. A la foule des esclaves, dont les maîtres disposaient à leur gré, s'ajoutaient nombre de petits propriétaires libres et d'artisans du bois et du métal ; moins heureux que les esclaves étaient les thètes, travailleurs de passage, nullement assurés du lendemain. L'élevage l'emportait de beaucoup sur la culture ; pour divers objets, il fallait s'adresser à l'étranger : les métaux, notamment, provenaient de l'Asie occidentale ou de l'Europe centrale ; on se les procurait soit par la guerre, soit, de préférence, par voie d'échanges. Les paysans ne vivaient que de leur travail ; le grand propriétaire (tel est le cas d'Ulysse) savait peut-être labourer ou construire ; mais le fait est qu'il n'avait nul besoin de travailler. Les femmes riches pouvaient s'adonner au travail ; mais ce n'était pas indispensable : avant tout, elles présidaient aux tâches familiales.

Au-dessus des familles, il y avait des communautés plus vastes, des royaumes. Le peuple tenait des assemblées ; mais seul le roi, qui les convoquait à son gré, prenait des décisions ; il n'était même pas obligé de suivre l'avis du Conseil aristocratique des Anciens. Toutefois, la coutume l'inclinait fortement à tenir compte de l'opinion dominante, s'il voulait éviter la désobéissance ou la révolte. Il pouvait arriver, d'ailleurs, qu'un royaume fût longtemps privé de son chef (Ithaque, par exemple) ; en outre, la mort du prince ne laissait pas nécessairement le trône à son fils : une lutte pour la succession était possible ; lorsqu'un roi revenait de l'étranger après une assez longue absence, il pouvait avoir à combattre pour ressaisir son autorité : plus heureux qu'Agamemnon, Ulysse y parviendra. C'est que le pouvoir royal offrait un caractère éminemment personnel et que, pour l'exercer, de fortes qualités étaient nécessaires ; dans cette société aristocratique extrêmement instable, qui renfermait plus d'un « roi en puissance », ambitieux et cupide, la trahison et l'assassinat menaçaient fréquemment le prince régnant. Au temps de l'*Odyssee*, d'ailleurs (VII<sup>e</sup> siècle), la défaite de la monarchie était à peu près consommée, au bénéfice de l'oligarchie.

Quelles valeurs morales cette oligarchie apprécie-t-elle ? Un trait dominant, c'est sa parfaite indifférence à l'égard des volontés du bas peuple : seules comptent à ses yeux les aspirations des « héros », ou « guerriers », dont l'idéal peut se définir en deux mots : vaillance et honneur, et qui préfèrent une vie brillante et brève à

une longue et terne existence ; ils obéissent ainsi, non pas à la loi du « devoir », mais à l'appel de l'honneur, au « code du héros » ; ils ne sauraient agir autrement sans se voir accuser de lâcheté. L'honneur du héros étant chose purement individuelle, toute idée d'une obligation sociale lui reste étrangère ; il est consacré par la victoire, que proclame l'érection d'un trophée. Dans ce monde des héros, si orgueilleux de leur force et de leurs prouesses, la femme n'occupe, naturellement, qu'une place très effacée : elle est réduite à son rôle de mère et de préposée aux services domestiques. C'est un spectacle analogue que présente la société olympienne, où les déesses sont nettement inférieures aux dieux (exception faite d'Athèna, qui, précisément, n'est pas née d'une femme). La moralité des Olympiens, créés à l'image du monde aristocratique — seul le plus grand d'entre eux, Zeus, jouit d'une situation sans parallèle humain — est d'ailleurs toute semblable à celle des héros : ceux-ci peuvent se tourner vers les Immortels pour en recevoir différents avantages, mais non une direction morale, que ces dieux eussent été incapables de leur fournir. Un jour viendra, cependant, où Zeus cessera d'être uniquement le souverain d'une société héroïque pour devenir le principe d'une justice universelle : à cet égard, les conceptions de l'*Odyssée* se distinguent déjà de celles de l'*Iliade*.

Nous avons dû nous borner à une analyse bien incomplète de cette très intéressante étude, à laquelle l'auteur a joint un bref et judicieux essai bibliographique, d'abondantes références, un index des passages cités et un index général qui rendront au lecteur les plus grands services.

Paul CLOCHÉ.

Jean DEFRADAS. *Les thèmes de la propagande delphique*. Paris, C. Klincksieck, 1954 ; in-8°, 297 pages. Prix : 1.400 fr.

L'auteur de cette remarquable étude s'est proposé de déterminer l'influence exercée par l'oracle de Delphes sur les légendes et l'activité colonisatrice, législative et philosophique du monde grec : influence considérable, certes, mais à laquelle les Hellènes, abusés par une très habile propagande, attribuerent plus d'importance encore qu'elle n'en a vraiment possédée.

La première partie de l'ouvrage traite de « l'installation d'Apollon à Delphes ». L'auteur montre fort bien que l'Apollon d'Homère, dieu longtemps cruel et meurtrier, n'eut pas de contacts avec Delphes ; l'œuvre d'Hésiode ne connaît pas davantage l'Apollon pythien. Il n'en est pas de même d'écrits plus récents, l'*Hymne homérique à Apollon* et la *Suite pythique*, tous deux antérieurs à la première guerre Sacrée. Dans la *Suite pythique* se discerne pour la première fois la ferme volonté du sacerdoce delphique de proclamer l'antériorité du culte d'Apollon pythien par rapport à tous les autres cultes apolliniens : cet « impérialisme » religieux sera l'un des traits les plus frappants de l'histoire du célèbre oracle. En réalité, c'est seulement au cours du VII<sup>e</sup> siècle que le sanctuaire apollinien de Delphes a sérieusement grandi et s'est enrichi ; il atteindra son apogée vers le milieu du siècle suivant, et son clergé ne disposera de tous ses moyens qu'après la réédification du temple, incendié en 546. Avant de se fixer à Delphes, Apollon avait subi nombre d'influences étrangères (thessaliennes, crétoises, asiatiques) ; au VI<sup>e</sup> siècle, il se réconciliera avec les divinités chthoniennes qu'il avait d'abord vaincues. Quant à Dionysos, il ne tiendra longtemps à Delphes qu'un rang très secondaire.

C'est au VI<sup>e</sup> siècle que naît la « littérature delphique ». Elle comprend d'abord

certaines légendes héroïques, dont la plus importante concerne Héraclès et ses relations avec Apollon : relations qui furent d'abord très mauvaises (conflit pour le trépied, où il faut voir le symbole d'une agression contre la grande divinité delphique), puis fort paisibles : le rival d'Apollon devint son serviteur et allié. Moins riche est la légende du fils d'Achille, Néoptolème, qui, d'abord ennemi d'Apollon, se réconciliera avec le maître de Delphes. M. Defradas montre ensuite que l'*Orestie*, absente de l'œuvre homérique, n'a pris naissance ni en Attique, ni dans le Péloponèse, mais que son épisode central — la purification d'Oreste — se rattache nécessairement au cycle des légendes de Delphes : vers le milieu du VI<sup>e</sup> siècle, semble-t-il, un poète (Stésichore, peut-être) composa une *Orestie* d'inspiration delphique ; cette inspiration se retrouve dans la XI<sup>e</sup> *Pythique* de Pindare et se rattache à la cordialité des rapports unissant Thèbes et Lacédémone vers cette époque. L'*Orestie* d'Eschyle, elle aussi, est fortement pénétrée d'esprit delphique ; mais ce poète a enrichi d'un dénouement athénien la tradition ; son œuvre, aux aspects très divers, est en réalité une synthèse attico-delphique ; dans le domaine du droit criminel, notamment, deux institutions athéniennes (le tribunal du Delphinion et les exégètes) témoignent d'importants contacts entre Delphes et la patrie d'Eschyle. Il se peut fort bien que l'Alcméonide Périclès, fidèle à la tradition de son génos, ait contribué à inspirer l'effort de synthèse entrepris par le vieux poète. Enfin, ce n'est pas seulement dans le domaine des mythes, mais aussi dans la littérature historique, que la place occupée par Apollon pythien fut très étendue : une analyse serrée du récit consacré par Hérodote à Crésus suffit à l'attester : si animé d'esprit rationaliste que soit cet historien, il ne peut s'empêcher d'exposer fort longuement la version apollinienne des événements.

La dernière partie de cette méticuleuse et savante enquête examine « la portée historique de l'influence delphique ». D'abord, dans la colonisation grecque : là encore, fidèle à ses habitudes d'« impérialisme », le sacerdoce de Delphes a fort exagéré le rôle de son oracle à la fois dans la fondation des colonies et dans leur activité législative. C'est ce dont témoigne, en particulier, l'histoire de Cyrène, où apparaissent clairement les ressemblances entre l'idéologie doriennne et la doctrine apollinienne ; le clergé de Delphes attribuera indûment à son dieu les lois sacrées cyrénaïques du IV<sup>e</sup> siècle ; sa propagande sera assez efficace pour amener nombre de villes à faire dépendre d'Apollon leur origine ou certains éléments essentiels de leur vie politique et religieuse. L'histoire de la législation des cités grecques est aussi fort instructive à cet égard : c'est ce que montre, par exemple, l'examen des textes concernant les rapports de Delphes avec le légendaire Lycurgue. Mais, si usurpée qu'elle soit en bien des cas, la suprématie de l'oracle apollinien aux temps classiques n'en est pas moins indéniable. Elle s'est exercée, enfin, dans le domaine de la vie intellectuelle ; la « sagesse delphique » s'exprime, notamment, par de célèbres maximes, comme le « connais-toi toi-même », le « rien de trop », dont M. Defradas recherche la signification, très discutée, en formulant prudemment toutes réserves sur leur origine, qui ne fut pas nécessairement ou exclusivement delphique. L'auteur voit dans ces maximes l'œuvre d'une philosophie « aristocratique », d'une « sagesse de classe » ; à cette morale de la « modération » resteraient fidèles les « aristocrates » de l'époque classique, et elle aura pour ennemis les sophistes, enclins à exalter l'homme et l'action et « véritables maîtres de la démocratie athénienne ».

En résumé, l'auteur conclut à l'existence — parfois mise en doute — d'une



doctrine delphique, qui ne formait pas vraiment, du reste, un « système clos » et rigide ; elle s'est répandue assez tardivement et son influence a été surfaite ; elle n'a jamais conquis les masses et les cités démocratiques, contre lesquelles Apollon a même résolument soutenu la cause des Doriens et de l'oligarchie.

Nous n'avons pu analyser avec toute l'ampleur indispensable l'argumentation fort ingénieuse et nuancée de cet excellent ouvrage, dont la consultation sera grandement facilitée par la présence d'une importante bibliographie et d'utiles indices. Nous nous bornerons à formuler quelques réserves sur le rapprochement institué par l'auteur entre la sophistique et la démocratie : s'il est vrai que certains sophistes — Protagoras entre autres — semblent avoir professé un idéal démocratique et égalitaire, il est non moins exact que Platon, dans son *Gorgias*, prête au sophiste Calliclès un langage fort méprisant pour la législation démocratique, élaborée par les « faibles » et la « majorité » à leur bénéfice (cf. Thucydide, II, 37) ; Calliclès, lui, souhaite la domination des « forts », au profit desquels doit être répudiée la doctrine de « l'égalité », et il affiche un dédain sans ambages pour les successeurs de Périclès, les « orateurs populaires », pleins de sottise et de présomption ; s'il admire les démocrates Thémistocle et Périclès, il éprouve le même sentiment pour Miltiade et Cimon, chefs du parti des « notables ». De leur côté, Socrate et Platon, que M. Defradas range dans le « clan des aristocrates », se montrent également sévères pour ces quatre grands artisans de la puissance athénienne, auxquels l'idéal socratique et platonicien de justice et de modération était resté fort indifférent (cf. P. Cloché, *La démocratie athénienne*, p. 115-116, 177-179, 257)<sup>1</sup>.

Paul CLOCHÉ.

EINO MIKKOLA. *Isokrates : seine Anschauungen im Lichte seiner Schriften*. Helsinki, Ed. Prof. Pekka Katara, 1954 ; in-8°, 347 pages.

Les principales conclusions de cette enquête fort personnelle et méticuleuse peuvent se résumer ainsi. Selon Isocrate, la science absolue est inaccessible à l'homme ; mais, si la « vérité » échappe à ses prises, il en va différemment de la « vraisemblance », grâce à laquelle il lui est loisible de juger et de prévoir. Isocrate renonce aussi à toute affirmation ou négation sans réserve concernant la nature des dieux et la destinée humaine : il est profondément « agnostique » ; mais il n'en estime pas moins les croyances religieuses grandement utiles à la société.

Impuissant à acquérir une pleine certitude dans le double domaine de la science et de la religion, l'homme devra, suivant Isocrate, créer lui-même le monde des « valeurs » sans lesquelles il ne mènerait pas une existence digne d'être vécue. Ces valeurs se manifestent principalement dans l'activité sociale : les discours, parlés ou écrits, présentant un intérêt capital, Isocrate voit dans l'art de bien penser et de bien dire l'un des objets essentiels de l'éducation. C'est à l'individu ou au petit groupe d'élite ainsi formé que reviendra la tâche de gouverner l'État. Une telle conception nous explique l'idéal « réactionnaire » de l'écrivain, grand

1. Ajoutons deux menues observations. P. 177 : la défaite athénienne de Tanagra semble être regardée comme postérieure au désastre béotien d'Oinophytai, qu'elle a précédé de deux mois. — P. 277-278 : il y a lieu de modifier la phrase où est rappelée l'exhortation adressée par Thrasybule à « ceux de la Ville » en 403.

admirateur des « ancêtres » : à l'époque de ces derniers, en effet, l'influence politique de l'« élite » avait été beaucoup plus étendue qu'au IV<sup>e</sup> siècle.

Tout comme les dirigeants des États, les cités puissantes doivent suivre une politique extérieure bienfaisante et sage. Voilà pourquoi, estimant que l'abus de la force est le crime suprême, Isocrate condamne les actes tyranniques de sa patrie et de Lacédémone et proclame la nécessité de mettre fin aux guerres et au mercénariat, d'unifier la Grèce et d'expédier en Thrace et en Asie des colonies d'indigents. Un tel programme combattait à la fois les traditions de la « démocratie radicale » et celles de la diplomatie perse, si ardente à diviser les Hellènes : d'où les exhortations adressées par l'écrivain à différents princes ou cités en vue d'une expédition générale contre le Grand Roi.

Opposées à la vieille autonomie des États grecs (d'ailleurs épuisés), ces conceptions étaient celles du monde nouveau qu'allaient représenter surtout Alexandre et Rome, dont les conquêtes assureront la victoire de l'idéal d'Isocrate. Ce dernier avait fort bien compris, en somme, les exigences de son époque : les « ancêtres » ayant libéré l'Hellade, il fallait compléter leur œuvre en ouvrant « un nouvel espace vital » à leurs descendants. C'est en Philippe de Macédoine qu'Isocrate finit par trouver le puissant initiateur de cette tâche glorieuse et féconde.

A sa brillante étude, M. Mikkola a joint un appendice où l'activité littéraire d'Isocrate est longuement examinée, une abondante bibliographie et trois indices établis avec une diligence exemplaire.

Il ne semble pas inutile, enfin, d'exprimer quelques regrets et objections. P. 53 : le terme de *gnôrimoi* ne s'applique pas uniquement aux « modérés », mais à l'ensemble des adversaires du régime démocratique, parmi lesquels l'*Athênaiôn Politês* d'Aristote distingue formellement entre les amis de Théramène et les partisans de l'oligarchie. — P. 158 : les sentiments inspirés à Isocrate par la politique thébaine furent beaucoup plus complexes que M. Mikkola paraît le penser (voir *Rev. histor.*, t. CXCIII, p. 277-296). — P. 229 : le jugement porté par l'auteur sur la « politique d'oppression » que suivirent les Athéniens au temps de leur deuxième confédération gagnerait à être plus nuancé. — P. 233 : bien sommaire et excessive semble l'appréciation dont la politique démosthénienne est l'objet. — P. 234 : il eût convenu, sans doute, de définir avec plus de précision les termes de « démocratie radicale » et de « démagogues » et de mieux justifier les accusations formulées contre le régime et les personnages ainsi qualifiés. — P. 240 : les relations entretenues avec l'empire du Grand Roi par certains généraux grecs (Miltiade, Thémistocle, Cimon, Conon et Timothéos) pouvaient être moins brièvement signalées.

Paul CLOCHÉ.

Maria Teresa PIRAINO. *Antigone Dosone, re di Macedonia*. Palermo, Accademia di Palermo, 1954 ; in-8°, 77 pages.

L'auteur de cet ouvrage étudie avec une diligence fort méritoire les textes grâce auxquels nous pouvons connaître, dans une certaine mesure, la personnalité et le règne d'Antigone Doson. M<sup>me</sup> Piraino signale d'abord très clairement les conditions de l'avènement de ce souverain et les obstacles qu'il eut à briser, durant deux années environ, dans ses conflits avec les Dardaniens et les Thessaliens. Traitant ensuite de la politique égéenne et asiatique d'Antigone, elle combat l'opinion d'après laquelle ce prince n'a pu orienter dès 228 son activité vers

les Cyclades et l'Asie Mineure ; en réalité, une telle politique est fort explicable : fidèle aux traditions des Antigonides, le successeur de Démétrios II devait attacher une grande importance au contrôle des îles de l'Égée. Les progrès macédoniens dans cette mer furent d'ailleurs assez limités : le Lagide garda une bonne partie des îles sous sa domination.

Mais le fait le plus saillant du règne, selon M<sup>me</sup> Piraino, c'est la guerre d'Antigone contre le roi de Sparte Cléomène III. L'auteur discute avec minutie la question de la date du pacte conclu entre Aratos et le roi de Macédoine, souligne l'importance du rôle joué par Mégalépolis dans le rapprochement achéo-macédonien et met en bonne lumière l'habileté diplomatique dont Antigone fit preuve en ces circonstances ; puis, les phases de la lutte sont brièvement et nettement décrites ; M<sup>me</sup> Piraino montre comment, dès l'automne 224, une nouvelle ligue hellénique fut constituée sous l'hégémonie du souverain ; nombre de Grecs, d'ailleurs — Lacédémoniens, Messéniens, Athéniens, Éoliens, etc. — restaient encore soustraits à son influence ; mais il connaissait à merveille l'art de temporiser ; en 223, il parviendra à isoler diplomatiquement Cléomène, auquel son allié égyptien ne prêtera nul appui sérieux ; Antigone récompensera cette défection en laissant la Carie à l'Égypte. Vainqueur à Sellasie, le roi de Macédoine témoigna d'une grande générosité à l'égard de Sparte. Il sera bientôt obligé, du reste, d'aller combattre les Dardaniens, et il mourra peu de temps après les avoir refoulés.

Dans un dernier chapitre, intitulé « Le problème romain », l'auteur rappelle d'abord les relations que Rome avait entretenues avec l'Orient jusqu'à son intervention en Illyrie, intervention d'où naîtra son conflit avec la Macédoine ; Antigone déploya alors ses belles capacités de temporisateur. La conclusion du livre insiste avec raison sur ces qualités : tout en reconnaissant que le prédécesseur de Philippe V fut bien servi par la fortune, l'auteur ajoute que celle-ci eut pour auxiliaires la sage patience et la louable prudence du souverain. Antigone est mort trop tôt, d'ailleurs, pour réaliser pleinement ses projets, et l'œuvre qu'il avait entamée se rattachait trop étroitement à sa personnalité pour qu'il fût possible de la conduire à son terme.

Un appendice où sont traitées diverses questions intéressant la durée du règne d'Antigone, son mariage avec Criséis, les hiéromnés éoliens, etc., accompagne cette originale et très utile enquête. On a le droit de regretter, il est vrai, que M<sup>me</sup> Piraino n'ait pas tiré plus largement profit des conclusions si personnelles formulées dans la savante thèse de Feyel sur les rapports du prince macédonien avec la Béotie ; les très intéressantes remarques présentées par M. Treves sur le triple problème — hellénique, égéen-oriental et romain — que dut chercher à résoudre Antigone Doson pouvaient être également signalées, ainsi que la pénétrante comparaison instituée par cet auteur entre Antigone et Philippe II : ces deux princes, fait observer M. Treves, se ressemblent singulièrement par un sens des possibilités dont Alexandre III et Philippe V furent dépourvus.

Paul CLOCHÉ.

I. KRATCHKOVSKY. Avec les manuscrits arabes. Trad. du russe par M. CARNARD. Alger, Publications de l'Institut d'Études orientales de la Faculté des Lettres d'Alger, 1954 ; gr. in-8°, 248 pages.

En 1952 s'est éteint, âgé de soixante et onze ans, I. Kratchkovsky, le maître, pendant un demi-siècle, des arabisants russes, l'un des plus grands, le plus

grand peut-être, de l'avis de tous, à l'Est et à l'Ouest, des arabisants de notre temps, par l'extraordinaire étendue de ses connaissances et de ses contributions scientifiques, par l'ardente adhésion de l'homme entier à la tâche du savant. Aux dures heures du siège de Leningrad, qu'il avait vécues, il avait conçu et rédigé ces souvenirs, d'un genre qui même dans des disciplines voisines n'a guère eu d'équivalent. Non pas souvenirs sur l'ensemble de sa vie, ni, à l'opposé, révision érudite de ses travaux, mais souvenirs pour faire participer le public cultivé le plus large à l'atmosphère, à divers épisodes illustratifs, de la recherche scientifique dans le domaine qui était celui de l'auteur. Trois éditions presque immédiates en russe, des traductions en plusieurs langues « occidentales », ont immédiatement témoigné combien le public, les spécialistes, certes, mais aussi un public bien plus large, avait, en effet, grâce à Kratchkovsky, pris contact avec un milieu, un genre de travail qui pouvaient lui paraître jusqu'alors inaccessibles. M. Canard rend un grand service en rendant maintenant l'ouvrage accessible au lecteur français, et l'on ne saurait mieux résumer l'impression ressentie après achèvement de la lecture qu'en reproduisant les propres phrases du traducteur dans sa préface : « Les exemples de persévérance, de ténacité, de passion pour la science et de collaboration confiante entre maîtres et disciples, tels qu'ils apparaissent dans ces pages, sont pour nous tous une leçon de haute valeur. » Et M. Canard a ajouté à sa traduction les discrètes explications nécessaires au lecteur non au courant des choses russes, et qui permettent à tout le monde d'aborder sans crainte une des lectures les plus captivantes que je connaisse.

On me permettra de conclure sur un rappel peut-être inédit. « J'ai formé, écrivait à peu près Kratchkovsky, après cette guerre, à un collègue d'Occident, j'ai formé une première génération d'arabisants : la première guerre mondiale les a fauchés. J'ai formé une deuxième génération d'arabisants : la deuxième guerre mondiale les a fauchés. J'espère vivre assez pour en former une troisième. » Il a pu commencer, il n'a pas pu achever cette œuvre de paix. L'orientalisme soviétique, avec lequel sa délégation au récent Congrès des Orientalistes de Cambridge (septembre 1954) nous a permis de prendre un contact humain précieux, est vigoureux. Comme il est normal, les peuples iraniens et turcs, en contact plus immédiat avec l'U. R. S. S. que les peuples arabes, retiennent avant tout son attention. Mais il n'y a pas d'étude possible du monde musulman sans d'abord connaissance du monde arabe où est né l'Islam. Et nous avons confiance que les arabisants soviétiques achèveront de former cette nouvelle génération d'arabisants nombreux et passionnés qui ne sauraient trouver, par delà la tombe, de meilleur inspirateur que le maître disparu, tout entier dévoué à une science qu'il ne dissociait pas de la chaleur humaine qui lui donne vie.

Claude CAHEN.

Marcel DAVID. *Le serment du sacre du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. Contribution à l'étude des limites juridiques de la souveraineté*. Strasbourg, 1951 ; 275 pages. (Extrait de la *Revue du Moyen Age latin*, t. VI, 1950, fasc. 1, 2 et 3.)

— *La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir monarchique du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1954 ; 285 pages. (*Annales de la Faculté de Droit et des Sciences politiques de Strasbourg*, I.)

Quelle notion les hommes du Moyen Age se sont-ils fait de la souveraineté?

Est-on parvenu à cette époque à limiter par des moyens juridiques l'autorité suprême? A ces questions, M. Marcel David entreprend de répondre en examinant les rites du sacre depuis les origines de cette pratique jusqu'au x<sup>e</sup> siècle, en France, en Angleterre, en Allemagne et accessoirement en Italie. Le point de départ de l'enquête est bien choisi : la cérémonie du sacre affermit, en effet, l'autorité du souverain ; mais elle peut être également l'occasion d'une limitation de son pouvoir, dans la mesure où elle comporte de la part du roi un engagement solennel, le serment de respecter certaines règles et de s'interdire certains actes, dans la mesure aussi où des sanctions efficaces sont prévues pour le cas où cet engagement ne serait pas tenu. M. David a publié les résultats de ses investigations dans deux importants ouvrages parus à trois ans d'intervalle.

Le premier de ces livres s'ouvre sur une étude très approfondie des formes du serment. La simple promesse est purement verbale, mais celui qui prête ce qu'on appelle un serment doit obligatoirement toucher de la main un objet sacré ; ce peut être une relique ou le livre des Évangiles lorsque l'acte a lieu dans une église, ou bien une croix, consacrée ou non, voire même la main d'un ecclésiastique ; de toute manière, le geste est indispensable. Sans doute, à partir de 1160, les canonistes (en ce domaine, Rufin est l'initiateur) tiennent-ils pour valable le serment prêté par les seules paroles ; il semble cependant que dans la pratique, pendant tout le Moyen Âge, l'attouchement de la *res sacra* ne cessa d'être requis, spécialement lorsqu'il s'agissait d'un engagement d'une particulière solennité. Démonstration magistrale et d'un intérêt très large, si l'on considère le rôle fondamental que tient la foi jurée dans les relations sociales à l'époque médiévale.

Ce fait établi, l'auteur examine comment le serment s'est introduit dans la cérémonie du sacre. Introduction très progressive. Il n'existait, en effet, aucune trace d'engagement personnel ni dans les précédents biblique et wisigothique ni dans les formes primitives de l'époque franque. Le premier exemple attesté par les textes date de 869 et s'explique par des circonstances très particulières : Charles le Chauve, pour se faire sacrer à Metz roi de Lorraine, dut faire des concessions aux puissances locales ; encore ne se lia-t-il pas par un serment, mais par une promesse verbale. Installé depuis lors en France occidentale, l'usage de l'engagement pénétra à la fin du x<sup>e</sup> siècle en Germanie et en Angleterre, et désormais le rituel du sacre suivit une évolution parallèle dans les trois grands royaumes d'Occident. Ce fut seulement à partir de la fin du xii<sup>e</sup> siècle que, de la part de l'empereur d'abord, puis du roi d'Angleterre, enfin du roi de France, la promesse se transforma en serment véritable. On remarquera que ce changement se produisit au moment même où, en droit canon, la promesse commençait à être assimilée à un engagement sacramentel.

Toute cette évolution est observée de très près, d'une façon remarquablement concrète par M. David qui toujours se soucie de replacer les modifications du rituel dans leur environnement politique. Il s'efforce en particulier de mesurer très soigneusement aux diverses époques et dans les différents pays le rapport des forces entre le souverain et l'épiscopat, car il voit dans cet affrontement l'explication de ces deux faits apparemment surprenants : d'une part la longue survie de la promesse et l'adoption des gestes du serment au moment juste où ceux-ci n'étaient plus jugés indispensables par les décrétistes ; d'autre part le parallélisme de l'évolution dans des monarchies où pourtant la structure politique et sociale était sensiblement différente. Ainsi, pour l'auteur, si au xi<sup>e</sup> siècle, le souverain est lié non par un serment mais par une promesse, c'est, en France et en Angleterre, par



la volonté de l'épiscopat qui souhaite ne pas affaiblir complètement l'institution royale ; en Allemagne au contraire, c'est par la volonté du roi qui est assez puissant pour résister aux évêques. La simple promesse se maintient-elle au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle ? Le fait doit être mis en rapport en France avec l'effort même du roi, dont le pouvoir s'est raffermi et qui agit en étroite alliance avec l'église — en Angleterre, avec la meilleure garantie contre l'arbitraire royal qu'offre, aux yeux des évêques, la charte du couronnement.

Ces analyses très pertinentes du climat politique, d'un extrême intérêt, seront méditées avec profit par les historiens du pouvoir. On a peine tout de même à admettre que, les circonstances étant extrêmement dissemblables, le jeu des volontés opposées ait, dans les trois royaumes et constamment du <sup>ix</sup><sup>e</sup> au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, abouti au même résultat. En vérité, l'explication fournie par M. David n'est pas toujours convaincante. D'autant moins que les faits rapportés par l'auteur montrent que très rarement — sauf peut-être au moment de la décadence carolingienne — les contemporains ont songé à tirer des conséquences pratiques des promesses des souverains, et c'est par d'autres procédés qu'ils ont cherché à se garantir des excès du pouvoir monarchique (à ce propos, les « chartes » accordées par les rois anglais, que M. David observe de biais, mériteraient une étude plus approfondie). On peut donc se demander si l'évolution de l'engagement royal n'est pas plutôt affaire de rites ecclésiastiques, si sa forme ainsi que les transformations simultanées qu'elle subit dans les trois pays d'Occident ne tiennent pas simplement au caractère épiscopal du sacre. En droit canon, l'évêque, jusqu'au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, n'est pas autorisé à prêter serment et l'on ne peut requérir de lui que de simples promesses ; or, le roi, en Allemagne et en Angleterre comme en France, est sacré selon des rites très voisins de la consécration épiscopale ; n'est-il pas normal, en conséquence, que le roi, comme les évêques, s'engage, au cours de la cérémonie, par la seule *professio* ? En revanche, si le geste sacramentel sur l'objet sacré s'introduit dans le rituel à partir du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, n'est-ce pas qu'à ce moment l'obstacle est tombé et que l'usage du serment s'est répandu dans le personnel supérieur de l'Eglise ? Cette liaison, M. David l'a remarquée ; il l'a notée, en particulier, dans son deuxième volume (p. 129) ; on aurait aimé qu'il la dégageât plus tôt et plus vigoureusement.

Le second livre traite spécialement des sanctions qui frappent le souverain oublieux de ses promesses. Mais il s'ouvre par une étude de la notion de souveraineté au Moyen Age. Notion beaucoup plus précise qu'on ne le pense d'ordinaire, ce dont témoigne le vocabulaire. On usait alors, pour désigner ce que notre langage a le tort de confondre, de deux mots distincts : *auctoritas*, c'est-à-dire autorité suprême ; *potestas*, c'est-à-dire puissance publique. On saura gré à l'auteur d'avoir fait ressortir cette distinction. Elle éclaire, en effet, bien des aspects des rapports politiques au Moyen Age et permet, en particulier, de mieux comprendre comment s'est opéré le fractionnement des pouvoirs à l'époque féodale. Ainsi, par exemple, il apparaît plus clairement que le roi de France n'a jamais été complètement dépouillé de l'*auctoritas*, du « droit de confirmer la légitimité des détenteurs de la puissance publique et de les juger s'ils n'usent pas sainement de leurs prérogatives » (il conviendrait, d'ailleurs, de rechercher attentivement comment cette prééminence s'est confondue avec celle que le droit vassalique reconnaît au seigneur) ; seule la *potestas* s'est partagée et répartie entre tous ceux qui, dans les textes, portent le titre de *dominus*. Ajoutons à l'analyse que donne M. David du contenu de la puissance publique que celle-ci ne s'applique plus, au <sup>xi</sup><sup>e</sup> et au

xii<sup>e</sup> siècle, aux membres de l'aristocratie chevaleresque, mais pèse sur les seules classes inférieures. On voit qu'il sera désormais possible, en poussant dans la direction ouverte par ces recherches, d'étudier plus à fond la position des différentes catégories sociales à l'égard du pouvoir.

M. David conduit son enquête sur les sanctions avec la même rigueur, le même sens des réalités concrètes. La tâche de contrôler les pouvoirs des souverains, au nom d'une « autorité » supérieure à toutes les autres, a été assumée par la papauté. Mais, en fait, avant comme après la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, que les rois aient prononcé une promesse ou un serment, les papes ont bien rarement argué de la violation de l'engagement du sacre pour légitimer les sentences d'excommunication ou de déposition qu'ils prononcèrent contre les puissances temporelles. A l'intérieur des royaumes, le serment du sacre a-t-il été, du moins, plus efficacement utilisé par les sujets pour limiter l'exercice du pouvoir royal? Il ne le semble pas. Bien au contraire, dans la France du xiv<sup>e</sup> siècle, le serment devient une arme entre les mains du roi contre tous ceux qui, par d'autres moyens, cherchaient à limiter son pouvoir. En définitive, l'inefficacité de cette garantie est manifeste. A l'égard de la puissance souveraine seules comptent la tradition ou la force et « la religion et l'histoire agissent plus profondément sur l'esprit de l'époque que les mécanismes juridiques, même les mieux montés » (p. 270). Plus intéressante de ce point de vue est une autre notion qui se forme, en liaison, elle aussi, avec le rituel du sacre, celle que le roi n'est pas dans sa personne titulaire de l'autorité suprême, entité qui le dépasse et dont la représentation concrète est la couronne. M. David a abordé l'étude de cette notion au xiii<sup>e</sup> et au xiv<sup>e</sup> siècle; nul ne serait mieux qualifié que lui pour en rechercher les origines, qui, à mon avis, sont anciennes (je songe à certains actes de Louis VI, dans lesquels le Capétien allègue pour justifier son droit sur les forteresses « les besoins et la protection de la couronne du royaume »).

Les deux livres de M. David sont beaucoup plus riches encore qu'il n'apparaît dans cette trop brève analyse. Leur auteur a le très grand mérite d'avoir attaqué de front le problème encore bien obscur des structures politiques de l'Europe médiévale. Il a utilisé avec hardiesse la méthode de l'histoire comparée; il a appuyé ses recherches sur des dépouillements très étendus et toujours sûrs; il en a exprimé les résultats d'une façon nette et précise; il n'a jamais perdu de vue les faits concrets et s'est intéressé autant aux hommes qu'aux idées. Il ne faut pas oublier, enfin, que M. David ne s'est pas seulement soucié d'éclaircir certains aspects de l'histoire du droit, mais qu'il s'est également occupé de faciliter, par cette étude des limites de la souveraineté, la solution de questions politiques pratiques, qui se posent dans le cadre de l'Europe actuelle. Ce qui étend singulièrement la portée de son travail. Un index aurait facilité l'utilisation de ces deux livres, qui constituent, à mon sens, une œuvre d'une remarquable ampleur et d'une singulière fermeté. Avec ceux de P. E. Schramm et de R. Folz, ils représentent le plus sûr fondement d'une enquête renouvelée sur la pensée politique médiévale et sur ses applications.

Georges DUBY.

Giordano BRUNO. *Des fureurs héroïques (degli heroici furori)*. Texte établi et traduit par Paul-Henri MICHEL. Paris, Les Belles-Lettres, 1954; 456 pages.

A une époque où la figure et la philosophie de Giordano Bruno suscitent un

intérêt croissant, il devenait de plus en plus nécessaire de mettre à la disposition du public français des traductions de ses œuvres. Voilà qui est partiellement fait — et bien fait — avec la traduction que M. P.-H. Michel vient de donner des *Fureurs héroïques*. Précisons dès l'abord que le texte lui-même est précédé d'une introduction qui est un modèle de clarté et constitue une excellente mise au point sur l'ensemble de l'œuvre de Bruno.

Les *Fureurs héroïques* ne sont pas, il est vrai, le livre majeur du moine martyr. Les trois dialogues qui ont pour titres respectifs : *La cène des cendres* ; *Cause, principe et unité* ; *De l'infini, de l'univers et des mondes*, ont sans doute plus d'importance au double point de vue philosophique et historique. C'est, en effet, dans le premier et le troisième de ces traités que Bruno rejette le géocentrisme d'Aristote et de Ptolémée et affirme la pluralité des mondes ; c'est dans le second qu'il expose sa conception de l'âme du monde qui a souvent fait conclure au panthéisme du moine philosophe. N'a-t-on pas dit que « la philosophie de l'immanence avait trouvé en Bruno sa première grande voix » ?

Mais n'a-t-on pas tendance à simplifier à l'excès la pensée du *Nolano* en ne prenant pour base que ses traités métaphysiques ? C'est ce que pense M. Michel, qui fait très justement remarquer, dans son introduction, que Bruno est mort trop tôt pour avoir eu le temps de construire un système parfaitement cohérent ; ou, si l'on veut parler de système de Bruno, alors il faut avouer qu'« une partie de sa pensée déborde son système ». S'appuyant sur les *Fureurs héroïques*, M. Michel se croit donc fondé à nuancer l'interprétation trop strictement panthéiste et moniste qui a souvent été donnée de la pensée du moine philosophe. Certes, celui-ci par raison rejette le dualisme et la transcendance ; pourtant, les *Fureurs héroïques* sent-elles autre chose qu'une continuelle « hantise et nostalgie de l'autre » ? Par l'amour et la connaissance, le « furieux » — entendez l'homme héroïque — cherche à atteindre l'Un, c'est-à-dire la beauté et bonté suprêmes. La « fureur » est cet ardent désir des choses divines. Humainement parlant, l'aventure est sans issue : leare est tombé à la mer parce qu'il s'est approché trop près du soleil et que ses ailes ont fondu ; le papillon se brûle dans la flamme qui l'attirait ; Actéon de chasseur est devenu gibier dès qu'il a aperçu Diane, et ses chiens l'ont dévoré. Mais cette mort est préférable à la vie : « Je hisse les voiles... pour qu'un vent de tempête m'emporte à la douce perdition. » Le « furieux » pourrait dire comme Michel-Ange : « Qui veut savoir doit d'abord mourir. » Cette recherche héroïque d'un absolu insaisissable justifie, croyons-nous, l'opinion de M. Michel, pour qui « la reconnaissance du transcendant, bien loin d'être, chez Giordano Bruno, une donnée résiduelle ou un à-côté négligeable, en est, au contraire, un élément essentiel ». Ainsi l'étude des *Fureurs héroïques* permet d'éclairer un aspect assez peu connu de la pensée fort riche, et non exempte de contradictions, de Giordano Bruno.

Ce dialogue platonicien écrit en langue vulgaire se recommande encore à nous par sa forme. D'ordinaire, Bruno écrit sans se soucier du style, et il est généralement considéré comme un très médiocre écrivain. De plus, il verse souvent dans le burlesque et le trivial. Les *Fureurs héroïques* (exception faite de la diatribe du début contre les femmes) sont, au contraire, rédigées avec un réel souci de raffinement. Non seulement les poèmes, mais les commentaires qui les expliquent restent de bout en bout d'un ton élevé. C'est le mieux écrit des ouvrages du moine campanien ; le style en est celui de la poésie courtoise, c'est dire qu'il ne manque pas de préciosité. Bruno, qui, quant au fond, est un antipétrarquiste, s'astreint ici docilement aux lois du sonnet définies par Pétrarque.

Les *Fureurs héroïques* méritaient donc à bien des titres d'être mieux connues du lecteur français, puisqu'elles permettent de connaître un Bruno plus nuancé que celui qui nous est d'ordinaire présenté.

J. DELUMEAU.

I. — Henri SANSON. *Saint Jean de la Croix entre Bossuet et Fénelon. Contribution à l'étude de la querelle du Pur Amour*. Paris, Presses Universitaires de France, 1953 ; 1 vol. in-8°, 128 pages.

II. — ID. *L'esprit humain selon saint Jean de la Croix (Publications de la Faculté des Lettres d'Alger, XXII)*. Ibid., 1953 ; 1 vol. in-8°, 366 pages.

I. — La petite thèse du R. P. H. Sanson, S. J., est consacrée à un des principaux épisodes de la fortune posthume du théologien, qui, sans être encore docteur de l'Eglise ni même canonisé, jouissait néanmoins, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, d'une grande autorité. La première partie traite des conférences d'Issy (juillet 1694-mars 1695). Si les deux adversaires n'étaient alors en matière mystique que de « sublimes débutants », Fénelon avait pourtant l'avantage, puisque M. de Meaux dut reconnaître qu'il n'avait rien lu du fameux carme. Le débat dévia d'abord sur la notion de gnose, de là une confusion certaine d'où se dégagent pourtant déjà la prédilection de Fénelon pour la contemplation et la prière passive, celle de Bossuet pour l'exercice actif des vertus. Le second va jusqu'à considérer la ligature des puissances comme absolue (p. 19, 25, 40, 60-66). L'idée est certainement contraire à sainte Thérèse (cf. *Pensées sur le Cantique des Cantiques*, c. 6) et à Jean de la Croix. Bossuet croyait cependant l'appuyer sur un texte du bienheureux (p. 60). C'est que, nous explique le P. Sanson au début de sa seconde partie (*Le Grand Affrontement*, 1695-1699), bien que Fénelon n'ait pas non plus soupçonné les interpolations de la traduction dont ils se servaient tous deux (celle du P. Cyprien, rééditée en 1652), il n'en faisait pas le même usage. Bossuet invoque treize fois des passages apocryphes (huit fois sur vingt dans ses *États d'oraison* !), Fénelon ne le fait qu'une fois. Il est vrai que cette erreur unique a forcé M. de Cambrai à se contredire en admettant au sommet de la contemplation la vision de l'humanité du Christ (p. 56). Bossuet ne se trompe pas moins en déclarant extraordinaires, « miraculeuses » (p. 25, 69), les grâces mystiques. L'auteur du *Cantico* y voyait, au contraire, le développement de la grâce sanctifiante dans l'âme — mais, ajoute son historien (p. 72, 96), il admet d'autres « voies » que la contemplation. Une méthode contestable amène le P. Sanson à passer ensuite en revue (p. 61-91) les diverses propositions qui ont été condamnées en 1699, quoique Fénelon eût invoqué à leur propos des textes du bienheureux carme. Le P. Sanson reconnaît entre les deux séries de textes une ressemblance certaine, mais elle ne serait qu'apparente, car entre le théologien du XVI<sup>e</sup> siècle et celui du XVII<sup>e</sup> il y aurait une différence capitale au point de vue anthropologique (p. 77 et suiv., 83 et suiv.). Certains textes de M. de Cambrai semblent, en effet, impliquer le dualisme cartésien (p. 86) : l'âme ne se composerait que d'une partie inférieure et d'une partie supérieure, de sorte que son fond serait identique à ses facultés. A celles-ci Jean de la Croix oppose, au contraire, la « substance », le « centre » de l'âme (p. 20, 98). Sans nier l'intérêt de ces remarques, nous nous permettrons quelques observations : 1<sup>o</sup> Le texte principal (*Maximes des Saints*, XXIX, *Vrai*) lie cette question à celle de l'innéisme et le P. Crisogono (*S. Juan*

de la Cruz, Madrid, 1929, t. I, p. 83) en a opposé le platonisme à l'aristotélisme du mystique espagnol. Le P. Sanson néglige le second problème, 2<sup>o</sup> mais il doit constater que, dans d'autres passages, Fénelon distingue la « cime de l'âme » de sa partie supérieure (p. 85, n.) et admet d'autres vertus théologiques « que celles qui relèvent de l'exercice actif des facultés » (p. 97). 3<sup>o</sup> Même si le point de vue du carme était ontologique (en comparaison de celui de Ruysbroeck, il a pourtant paru psychologique à J. Baruzi, *Saint Jean de la Croix et l'expérience mystique*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1931, p. 318) et, si Fénelon l'avait, comme Bossuet, transposé en termes psychologiques, cela n'impliquerait pas que les deux traductions soient également infidèles. 4<sup>o</sup> Une thèse récente (G. Lewis, *Le problème de l'Inconscient et le cartésianisme*, Paris, 1950, p. 250-256) a sans doute indiqué le terrain sur lequel M. de Cambrai rejoint le saint carme : celui des dispositions, des *habitus* passifs (cf. Sanson, *L'Esprit...*, p. 51, 98, et, dans le présent ouvrage, les p. 41, 91, 103).

Le P. Sanson est sur un terrain très solide lorsqu'il oppose à la pensée spéculative de Fénelon la mystique scripturaire et vécue de saint Jean de la Croix (p. 87, 100, 102). Mais il est dommage que le désir de « sauver » complètement le docteur de l'Église (p. 8, 74) l'ait empêché de conclure plus nettement et lui fasse affirmer que le carme « renvoie » les deux adversaires « dos à dos » (p. 101, 103, 111), alors qu'il a dû reconnaître que c'est Bossuet qui « plie les mystiques à soi » (p. 60, 99, 103 et suiv., 108). Le livre se termine par une table très utile des « citations et références » sanjuanistes dans les œuvres des deux prélats (1694-1698). Elle serait à compléter par le reste de la *Correspondance* de M. de Cambrai, en particulier par les lettres publiées par P.-M. Masson (cf. Baruzi, *op. cit.*, p. 359, 439). Il est, enfin, dommage que le P. Sanson n'ait pas consulté à Saint-Sulpice les textes transcrits par les copistes de Fénelon et ceux qu'il a lui-même utilisés dans ses *Témoignages des Saints* (livre II sur les dernières épreuves, livre VI sur le Pur Amour et la transformation).

II. — Parmi les nombreuses études sur saint Jean de la Croix qui se sont succédé ces dernières années, la thèse du R. P. H. Sanson, S. J., mérite une place spéciale par l'étendue de l'information et par la densité de la pensée. Le plan en est d'ailleurs très net : l'esprit est considéré comme nature, puis comme vie. A la recherche d'une « définition formelle » de son être succède une « description phénoménologique des... dialectiques du progrès mystique » (p. 34, 342). La première partie envisage successivement « l'âme en pauvreté et nudité spirituelles » aux points de vue de la science, de l'expérience et de l'Écriture. C'est d'abord la *philosophie* qui est interrogée. Elle sauvegarde à la fois la transcendance et l'immanence divine en ne parvenant à la continuité ontologique (l'union mystique avec Dieu naturellement et substantiellement présent dans l'âme dont il est le centre) qu'à travers la discontinuité affective (désappropriation) et la discontinuité psychologique (le principe des deux contraires, « Todo-Nada », entraîne l'exclusion complète des créatures). Science supérieure, la *théologie* insiste en Orient sur la divinisation, en Occident sur le surnaturel. Bien qu'il ne cache pas ses préférences, le P. Sanson reconnaît que « lo spiritual » sanjuaniste se place entre les deux, « attente et don, ascension et assumption », et que « lo natural » est tantôt relatif à la Création, tantôt à la Rédemption. Pour l'expérience, le carme s'en défie et, au subjectif, il substitue ses observations de directeur. Sa mystique d'union immédiate rejette d'ailleurs tout psychologisme et n'a donc que faire du discernement des esprits. Le contenu en est ineffable, mais il peut être évoqué par des images



qui manifestent mieux que Dieu est connu, non comme vérité, mais comme amour. Elles sont d'ailleurs généralement empruntées à l'Écriture, grâce à laquelle « l'infaisable expérimenté devient signifiable selon une problématique religieuse » : n'est-elle pas la somme des expériences, déjà mystiques, d'Israël? Aussi saint Jean de la Croix cherche-t-il à vérifier, puis à commenter, ce qui se passe dans son âme par un appel constant aux témoignages de l'Ancien Testament. Les symboles de la nuit et du feu traduiront d'autant mieux ses épreuves que le peuple hébreu les a jadis appliqués aux siennes.

La seconde partie est consacrée aux différentes « dialectiques de mort et de vie par lesquelles l'âme se forme et s'adapte 1° à la vie de l'Esprit (*Subida* et *Noche*), 2° au Verbe Époux (*Cantico*) et 3° à la vie trinitaire (*Llama*) ». La première étape est celle des purifications actives et passives, du dégagement de tout ce qui n'est pas Dieu et, puisque « l'esprit est avant tout... accueil », celle de l'attente. Chacune des facultés y cède la place à la vertu correspondante, l'entendement à la foi, la mémoire à l'espérance, la volonté à la charité. Ainsi l'esprit, « en pauvreté et nudité », tend à « coïncider avec son Être-pour-Dieu ». C'est cette adhésion à Dieu et son sommet, l'égalité d'amour, qui sont décrits dans le *Cantico spiritual*. D'abord consciente de la « présence d'une absence », l'âme s'élève par la connaissance de soi, des créatures et surtout de Dieu, jusqu'aux fiançailles et au mariage spirituel, « où la nature divine se communique à la nature humaine comme dans l'union hypostatique ». Son amour l'identifie alors au Verbe et elle aspire en elle le Saint-Esprit. Tandis que le *Cantico* insistait sur l'union des deux natures, la *Llama* va jusqu'à considérer leur unité. Parfois, elle parle, comme les Pères latins, de la simplicité divine, mais le plus souvent, elle adopte la terminologie hiérarchique des Pères grecs. Selon l'expérience de saint Jean de la Croix, « le sommet de la contemplation n'est pas dans la vue, plus ou moins bien réalisée sur terre, de l'Essence divine... mais dans la Filiation adoptive vécue dans le Fils » et dans la participation aux échanges trinitaires qu'elle implique. La troisième Personne jouant encore un rôle central dans la *Llama*, le P. Sanson peut conclure : « La vie de l'esprit est spiritualisation et spiration. »

Parmi les nombreux mérites de l'ouvrage, on louera ses formules brillantes, parfois un peu précieuses (p. 281, 302), de bons résumés (p. 34, 200, 272, 342), des enquêtes minutieuses sur le vocabulaire du mystique (p. 71 et suiv., 90 et suiv., 100-107). On approuvera généralement le P. Sanson d'avoir insisté sur l'importance de l'Écriture pour l'auteur du *Cantico*, sur le lien entre les thèmes de la Nuit et de la Croix, sur les buts pratiques poursuivis par le carme. Nous avons été plus satisfait encore de voir réfutées les traditions tenaces qui essaient de dissimuler la différence capitale entre la mystique des signes, au centre de laquelle sainte Thérèse place l'humanité du Christ, et celle de l'auteur de la *Noche*, que caractérise son audace dans le refus de tout le créé. Le P. Sanson a montré plus de courage encore en suivant les PP. Maréchal et de Lubac dans des problèmes particulièrement délicats. Toutefois, si ce souci de l'actualité augmente l'intérêt théologique du livre, il inquiète un peu l'historien : l'auteur ne reconnaît-il pas qu'il a « voulu... expliciter l'implicite sans se cacher le danger d'une telle méthode » (p. 86)? On a parfois l'impression que le P. Sanson nous expose ce que son héros aurait pensé... s'il avait vécu en 1950. L'emprunt de très nombreux termes à G. Marcel, à J. Mouroux, à M. C. d'Arcy, le recours par trop fréquent à la problématique hégélienne (p. 49, 199 et suiv., 273, etc.) ne sont pas des preuves du contraire. Certes, l'auteur s'efforce de retrouver dans le carme espagnol la synthèse de l'école thomiste

et de l'école rhéno-flamande, celle des conceptions physique et extatique de l'amour de Dieu, mais nous craignons qu'il n'y ait quelque verbalisme dans sa terminologie et dans ses « oxymores » conciliateurs. Nous pensons que, malgré sa difficulté, une étude méthodique de ses sources ferait mieux comprendre le Jean de la Croix du xvi<sup>e</sup> siècle et les indications du P. Sanson sur Denys, sur saint Thomas, etc., restent très insuffisantes. De telles recherches présupposent, d'ailleurs, une prise de position nette sur l'authenticité des textes sanjuanistes. Or, acceptables dans l'ensemble, les déclarations de l'auteur renferment sur ce point (p. 7, n., 293) de curieuses inconséquences. Il est, enfin, dommage qu'il n'ait pas toujours évité les répétitions (p. 27, 86, 336 et suiv., etc.).

Jean ORCIBAL.

IRIS MORLEY. *A thousand lives, an account of the English revolutionary movement 1660-1685*. London, André Deutsch Ltd., 1954; 152 pages. Prix : 12 s. 6 d.

Voilà d'abord qui est bien écrit, dans une langue précise et délicate jusqu'à la subtilité quand la chose l'exige, langue personnelle, distinguée enfin : pourquoi s'abstenir de l'en louer? On y goûte je ne sais quel ton désinvolte, bonhomme, familier, malicieux, qui sent la meilleure compagnie. Plutôt que d'exposer dans l'abstrait quelle est l'atmosphère quasi féodale encore de la paroisse anglaise, l'auteur nous présente, emprunté aux *Mémoires* de Shaftesbury, l'étonnant portrait du bon *squire* Hastings : « C'était un brave homme, mais coléreux en diable, traitait ses serviteurs de bâtards et de cocus : ce que disant il émettait une vérité, dans le premier cas à sa connaissance, parfois dans les deux, et du même individu... » Pourquoi donc, au nom d'une majesté factice, les ouvrages d'histoire seraient-ils condamnés au faux-col à perpétuité? Ces gens d'autrefois furent en leur temps, comme nous au nôtre, une humanité médiocre et qui plus d'une fois apprêtait à rire — ou à sourire. Cette sorte d'humour, sans prétention ni méchanceté, indéfinissablement anglais, est bien agréable; et il tire sa saveur, qui est grande, de sa gentillesse foncière.

Mais il y a beaucoup plus dans l'ouvrage. C'est un exposé savant, nuancé et complet (mérite, on le verra, difficile en l'espèce) du bouillonnement sourd où mijote la société anglaise de la *Restoration*, et qui fera explosion en 1688. Je dis complet, car tout y est. Et d'abord les *dramatis personae*, Charles II et Jacques, alors duc d'York, le duc de Monmouth, fils illégitime (peut-être...) de Charles, Anthony Ashley, comte de Shaftesbury, le prince d'Orange, tant d'autres, engagés pour ou contre la révolution qui pendant vingt ans couve, Ferguson ou Wade, le frivole lord Grey ou l'héroïque Annesley, le colonel Rumbold, les braves, les malins, les profiteurs, les traîtres. Puis voici les données du problème : une *Restoration* tout en porte-à-faux, Stuarts et Cavaliers l'entendant comme une revanche posthume du roi-martyr, un retour à la monarchie autoritaire et légitime, leurs adversaires comme l'aube d'une « monarchie limitée » abdiquant peu à peu son pouvoir aux mains du Parlement. Parmi ces adversaires mêmes, pourtant longtemps unis, voici la lente découverte d'intérêts divergents entre commun peuple et petits bourgeois, héritiers des Niveleurs (*Levellers*), d'une part, et, d'autre part, les grands qui veulent bien bousculer le roi, mais pour s'en réserver, et à eux seuls, l'autorité. Voici l'économie du pays, qui, par les intérêts, commande l'attitude des classes : avance foudroyante du commerce extérieur, qui concentre les

accumulations de capital à Londres ; progrès des *enclosures* grâce à quoi le grand domaine absorbe le petit ou moyen et détruit le *yeoman*, qui avait été le soldat de Cromwell ; glissement du poids économique (et, partant, politique) de l'Ouest, où il était encore, de par la laine, vers les régions industrielles et commerçantes du Sud et de l'Est ; propagande de l'opposition qui impose les équations : protestantisme = défense des libertés, papisme = monarchie absolue. Au dehors, voici l'évolution du sentiment anglais, d'abord antihollandais dans l'espoir d'anéantir la marine et la concurrence d'Amsterdam, bientôt se retournant contre la France dans la crainte d'une hégémonie européenne sans contrepoids ; avec cela, nécessité pour les rois Stuarts, catholiques, absolutistes, impopulaires, et qui n'ont ni armée ni pécune, d'accepter leur dépendance envers le roi de France, et de dissimuler, car l'aveu soulèverait la gallophobie anglaise. Voici, enfin, ressortir du récit la tactique à la fois prudente et résolue de ce redoutable Shaftesbury, qui d'abord cherche à réussir la révolution par des voies pacifiques, en Parlement puis, devant l'échec, n'hésite pas à mobiliser la populace de Londres — tel plus tard lord Gordon en 1780 — pour forcer la main au roi.

Il est clair que l'auteur en tient pour la poussée protestante, révolutionnaire et, au moins dans l'obscur sentiment du grand nombre, démocratique : espoir dernier que va confisquer pour deux siècles l'adresse des oligarques, mais qui préfigure, à terme, l'Angleterre que nous connaissons, république présidée par un roi. Que l'écrivain avoue son penchant, c'est tout à fait son droit : à quoi bon prétendre une impartialité, une indifférence qui n'est guère humaine et, par là, guère qu'apparence ? Son héros est visiblement Monmouth : non point du tout l'écervelé qu'a moqué Macaulay, mais un homme généreux et ardent, étant jeune, capable de vues longues, prêt à recevoir la couronne du Parlement et non du droit héréditaire, donc à transférer l'autorité suprême du monarque à la représentation élue de la nation — quelque illusoire que soit, à l'époque, la farce électorale.

Livre, donc, plein de choses, qui éclaire une période entre toutes, confuse, complexe, réticente, livre où l'on ne sait quoi louer davantage, vaste lecture, commerce intime avec l'esprit et les mœurs du temps, finesse délicate, clarté, enfin, qu'on admire quand on lui voit démêler avec cette aise souriante les mille fils qui se chevauchent, s'entre-croisent, se traversent, se rebroussement même indéfiniment. C'est un regret mélancolique de lire, en fin de volume, que Miss Iris Morley n'a point assez vécu pour seulement voir paraître une œuvre qui lui faisait grand honneur.

Roger CHAUVIRÉ.

Richmond P. BOND. *Queen Anne's American Kings*. Oxford, Clarendon Press, 1952 ; 141 pages + index. Prix : 21 s.

Gerald S. GRAHAM, editor. *The Walker Expedition to Quebec, 1711*. Publications of the Navy Records Society (vol. XCIV), 1953 ; 413 pages + index.

La courte étude de M. Bond est consacrée au voyage que quatre sacheins iroquois ont effectué en Angleterre en 1710 : visite officielle qui, en principe, consolida l'alliance de leurs « nations » avec la métropole et ouvrit les terres des Iroquois aux missionnaires anglicans. Un développement particulièrement intéressant est consacré à la réception dont ils furent l'objet à Londres et à l'attention qu'ils suscitèrent dans les milieux littéraires et artistiques. Leur visite inspira même l'œuvre d'Alexandre Pope et de Daniel Defoe.

Mais l'auteur s'efforce surtout de situer le voyage des sachems dans le cadre des événements qui se jouaient alors en Amérique. En l'organisant, les gouverneurs des colonies britanniques se proposaient de faire pression sur la cour d'Angleterre, dont les lenteurs avaient causé l'échec de l'entreprise qu'ils avaient projetée contre le Canada en 1709. La présence de ces sachems à Londres ferait ressortir la nécessité de venir en aide à ces alliés indigènes qui, pris entre la France et les possessions anglaises, donnaient la préférence au commerce britannique. Peut-être provoquerait-elle alors un mouvement d'opinion, que les ministres ne pourraient ignorer, en faveur d'une intervention militaire et navale de la métropole contre la Nouvelle-France. Le plan réussit, dans une large mesure au moins, car, si la mission des sachems ne fut pas exactement responsable de la décision que prit l'Angleterre en 1710 d'autoriser une agression des colonies contre l'Acadie et d'organiser l'expédition de l'amiral Walker contre le Saint-Laurent, elle contribua par la très large publicité qu'elle donna à la question indigène, à confirmer les ministres de la reine dans leurs desseins. Il est possible, comme le croit M. Bond, que cette visite n'ait pas été étrangère au loyalisme que les Iroquois devaient désormais manifester envers l'Angleterre. Mais il semble plutôt que ce loyalisme ait procédé de motifs économiques, motifs qui survécurent à l'échec de la mission que l'Église anglicane tenta alors de réaliser parmi leurs tribus avec le consentement des sachems qui avaient fait le voyage de Londres.

Sur l'entreprise de l'amiral Sir Hovenden Walker, qui est en partie liée à la mission des chefs iroquois, le très beau recueil que vient de publier la Navy Records Society apporte toutes les précisions nécessaires. Le livre contient le journal de l'expédition, établi par l'amiral, suivi d'un ensemble de documents, instructions, lettres, mémoires, qui s'y rattachent, d'une importante collection de pièces concernant les préparatifs de l'attaque contre Québec, les réactions que l'entreprise provoqua en Nouvelle-Angleterre, ainsi que de la correspondance des principaux officiers qui servaient sous les ordres de Walker.

Mais le livre n'a pas seulement un caractère documentaire. Il est précédé d'une longue introduction dont l'intérêt ne le cède en rien à celui des documents qui lui font suite. M. Gerald Graham y fixe admirablement la physionomie de la guerre de Succession d'Espagne, où il fait ressortir que l'Angleterre voyait une guerre essentiellement européenne et non d'expansion coloniale. L'expédition de l'amiral Walker, par suite, ne répond pas à un plan d'action longuement préparé. Elle constitue en grande partie un événement de politique intérieure, lié au désir des Tories, qui venaient de supplanter les Whigs à la tête du gouvernement, de remporter un succès militaire qui éclipserait les victoires antérieures de Marlborough et de s'assurer d'un territoire colonial qui permettrait à l'Angleterre d'augmenter ses exigences lors de la signature de la paix. Mais l'entreprise de 1711 fut aussi le résultat des efforts des colonies américaines auprès du Board of Trade pour obtenir contre le Canada une intervention décisive de la métropole, susceptible de compléter le succès facile de la prise de Port-Royal. Et la publicité habilement faite par l'ambassade des sachems contribua, pour sa part, à la décision du ministère britannique : en quoi M. Gerald Graham se trouve entièrement d'accord avec M. R. Bond. L'auteur a réuni dans cette étude préliminaire une importante documentation, qu'il emprunte aux sources les plus diverses, sans négliger celles du ministère des Affaires étrangères ni les recueils de chansons populaires canadiennes de l'époque. Comme il ajoute à ces éléments une connaissance précise de la géographie de la vallée du Saint-Laurent, il parvient à suivre les mouvements de l'escadre de Wal-

ker et à dégager les causes de la catastrophe qui disloqua l'expédition avant qu'elle n'atteignît la ville de Québec.

Il va de soi que l'échec de cette entreprise, sur laquelle les Tories avaient compté pour justifier leur retour au pouvoir et amoindrir la position de la France, discrédita l'amiral Walker dans l'opinion des ministres et de la population britannique. C'est en grande partie pour rétablir sa réputation que celui-ci rédigea par la suite le journal de son expédition, à l'aide des notes consignées au cours de la campagne. L'introduction qui précède le journal est avant tout, en effet, une apologie de sa conduite et une protestation contre l'injustice des lords de l'Amirauté, qui lui avaient refusé jusqu'au bénéfice de la demi-solde. Mais c'est aussi un exposé des causes d'une défaite qu'il représente comme inévitable et qui, à ses yeux et du fait de l'insuffisance des provisions de son escadre, se serait produite même si la flotte avait atteint Québec.

Le journal lui-même contient le récit de l'expédition. Ce n'est pas une simple énumération des détails journaliers de la navigation. L'arrêt de la flotte à Boston permet à l'auteur d'élargir le cadre de sa relation en s'étendant sur les rapports avec les autorités et la population coloniales, sur les derniers préparatifs de la campagne, sur les appréhensions que lui causent les données qu'il recueille sur la navigation du Saint-Laurent. Il en ressort que l'amiral, découragé de surcroît par l'absence de pilotes qualifiés, par le grand nombre des désertions qui se produisaient parmi les matelots et les soldats, s'engagea dans l'aventure sans confiance et qu'il aurait volontiers substitué à la tentative contre Québec une expédition contre un objectif plus aisément accessible, comme Plaisance. Mais, si le récit de la campagne est plein d'enseignements, les sources réunies dans l'appendice mériteront aussi d'être consultées, entre autres celles qui ont trait à l'état de la colonie française de Terre-Neuve, à l'inquiétude qu'y suscite la nouvelle de l'expédition, ou, inversement, aux réactions que l'échec de Walker détermine chez les sujets des deux couronnes. On se demande, en lisant le manifeste que l'amiral fit établir à l'intention de la population canadienne, pour justifier l'entreprise britannique et démontrer les bienfaits qu'elle devait lui apporter, dans quelle mesure ce document, où les promesses alternent avec les menaces, était susceptible de rallier les sujets du roi de France à la perspective d'une domination anglaise et de gagner la faveur du clergé catholique !

Le livre est bien construit, bien présenté, et la richesse de sa documentation se manifesterait dans une infinité de domaines, dans celui de l'étude technique de la navigation de l'époque, illustrée par plusieurs cartes marines, aussi bien que dans celui de l'histoire coloniale française et britannique.

M. GIRAUD.

Ernest Campbell MOSSNER. *The Life of David Hume*. Londres, Nelson, 1954 ; xx-683 pages. Prix : 42 s.

Ce gros livre compact, fruit de vingt ans d'étude à peine interrompue par la dernière guerre, ramasse, j'imagine, tout ce qu'on peut savoir sur ou à propos de Hume ; et, étant donné l'importance cosmopolite du personnage, une telle « vie » porte nécessairement en filigrane un tableau général de la civilisation, sinon européenne, du moins anglaise et française, du temps. L'ouvrage a cette *Gründlichkeit* quasi allemande qu'on relève occasionnellement dans certains travaux américains, tels les *Rival Ambassadors at the Court of Queen Mary* de E. Harris Harbison ; et



peut-être a-t-on parfois le bref sentiment que le bon moissonneur, accablé sous l'abondance de sa récolte, ne fait point toujours un départ assez rigoureux entre l'essentiel et l'anecdotique. Ce n'est pas, au moins, que le défaut, si c'en est un, n'ait ses revanches : les bagatelles, en reposant des choses sérieuses, rendent la lecture plus variée, facile, agréable. On se complait à la gentillesse du séjour que fait Hume auprès des Jésuites de La Flèche. L'expédition anglaise contre L'Orient (ou Lorient) en 1746 — les artilleurs ayant oublié leurs munitions à bord, les Tommies pris de panique se fusillant les uns les autres, le gouverneur français brûlant de se rendre et ne trouvant plus, pour capituler, son adversaire qui a déguerpi en catimini — on jurerait une farce de Bernard Shaw. Le gros, grand, massif, pataud David déguisé en militaire pour servir au général Saint-Clair en ambassade auprès de l'impératrice Marie-Thérèse, oubliant sa gravité philosophique dans les blandices de l'Italie et se traînant aux pieds de la belle comtesse Duvernay avec des soupirs en français de cuisine, tandis que l'amant de cœur, traîtreusement aposté par la belle derrière un rideau, s'offre gratuitement la comédie — ce *Tartufe* rejoué au naturel, en Italie, par des Anglais, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est un régal. Et puis le livre est procuré avec cette somptuosité américaine que nous interdit notre misère ; on est reconnaissant de ces belles reproductions, certaines en couleur, qui nous rendent des amis qu'on n'espérait plus revoir : les deux beaux portraits de Hume par Allan Ramsay, l'égal selon moi des Hoppner et des Romney, surtout, par le même, cette admirable image de Jean-Jacques que l'on voit au Musée d'Édimbourg et qui est, en soi, un diagnostic aigu : dans ces yeux noirs égarés et fixes, traqués, et qui de travers épient, qui ne lirait en clair la folie du persécuté-persécuteur ?

Bien entendu, ce qui nous intéresse le plus, nous autres, c'est la place de Hume dans la pensée contemporaine. Fils de l'âge des « lumières », il est incroyant et hautement le proclame. Car il ne mâche pas ses mots : « L'Église » (et c'est la sienne, la Kirk presbytérienne d'Écosse) « est ce que je déteste. » Ou encore : « La religion est l'expression de l'irrationalité. » Il a, de la gent philosophe, la confiance aveugle dans la raison humaine, l'optimisme aussi, et ce trait plus spécifiquement britannique, la « philanthropie ». Il est, en gras et en bonhomme, la contre-partie de notre Voltaire — contre-partie plus sympathique peut-être, car il n'a, du Français, ni la hargne cruelle, ni la fourbe, ni l'absolutisme qui s'ignore. Ce sceptique que la Kirk persécute pour son « infidélité », cet Écossais que l'Angleterre méprise pour sa nationalité et qu'elle ignore aussi longtemps qu'elle peut, il demeure à l'écart, paisible, il n'en veut à personne, sa seule prétention est de jusqu'au bout demeurer, blindé dans son doute radical, « le bon David ». Sa renommée soit de philosophe ou historien, soit d'artiste en bien-dire, avait précédé en France (et ce, chose curieuse, sur de simples traductions) celle que l'Angleterre même, enfin, ne pouvait plus lui refuser. Il y avait beau temps que M<sup>me</sup> de Boufflers, la belle amie du prince de Conti, savante et curieuse, avait fait, hélas ! en vain, le voyage d'outre-Manche pour l'attirer chez nous ; mais quand, en 1763, à peine la paix signée, il séjourne à Paris comme attaché d'ambassade sous lord Hertford, c'est une fureur : ce grand gros homme gauche et ventru, avec sa lourde face inexpressive à l'épaisse lippe, son regard trouble et fixe d'éternel absent, son français d'Écosse que raille le cruel Walpole, voilà l'homme à la mode et qui éclipse les idoles, soit d'hier comme Voltaire, soit d'aujourd'hui comme Rousseau. Il hante les philosophes, entendu, mais il leur rompt en visière ouvertement, il déteste leur assurance agressive, leur fanatisme à rebours. Et au-dessus d'eux, malgré eux, il règne.

Ce qui lui vaut cet ascendant étrange et, plus étrange encore, un ascendant qui dure, ne serait-ce pas la sympathie humaine qu'on devine qui veille derrière ces yeux dormants, la « philanthropie » ?

Poussé par elle — et aussi, il faut bien le dire, par M<sup>mes</sup> de Boufflers et de Verdelin — le voilà qui, retour de son ambassade, emmène avec lui le fugitif Rousseau, chassé de Genève, chassé de Neuchâtel, chassé de France. On sait comment finit la triste aventure. Le pauvre David, stupéfait, prend Jean-Jacques pour un méchant pur, jusqu'au jour où lui est démontré que c'est un fou. M. Mossner laisse entrevoir, à ce propos, sur ces deux caractères, des notations aussi fines que justes : Hume et Rousseau portaient bien dans l'amitié le même penchant jaloux, mais Hume le combattait au lieu, comme l'autre, de s'y complaire : distance d'un esprit sain à un esprit morbide.

Avec le succès de l'*Histoire d'Angleterre*, la fortune et la gloire étaient enfin venues, les grands emplois aussi : sous-secrétaire d'État sous le général Conway, sacré le plus grand écrivain vivant de son pays, il tenait en respect jusqu'à cet épais butor de Dr. Johnson. Sinécures ou pensions pleuvaient. Il avait 600 livres de rente, *otium cum dignitate*. Revenu de bien des choses, il s'en alla mourir chez lui, en Écosse, sourd aux flatteurs appels de Paris comme de Londres, bienvenu de ses vieux amis, savourant les studieux loisirs qui au fond avaient été son désir de toujours. Le roi George s'attendait qu'il poursuivît son *Histoire d'Angleterre* : « Je suis trop vieux, répondait-il, trop gros, trop paresseux, trop riche. » Il eut une fin, si l'on ose dire, sidérale, apaisée par la perspective d'entrer dans le grand repos du néant, par la conscience, aussi, de cette charité sans tache qu'il appelait philanthropie. Le phénoméniste jouissait de se dissoudre dans l'écoulement des phénomènes.

Roger CHAUVIRÉ.

Alfred COBBAN. *Ambassadors and secret agents, the Diplomacy of the first Earl of Malmesbury at the Hague*. London, Jonathan Cape, 1954; 255 pages. Prix : 21 s.

La guerre d'Indépendance vient de s'achever, en Amérique, par la défaite de l'Angleterre et la paix de Versailles. Vers la fin, même les puissances restées en dehors du conflit ont dû former une Ligue des Neutres contre les brimades de la flotte britannique à la mer. En sorte que la cour de Saint-James sort de la lutte ayant perdu la face et, de plus, hâlé. Seulement, Pitt (le second Pitt) vient d'arriver au pouvoir. D'une part, il s'efforce de reconstituer la richesse anglaise (traité de commerce avec la France), d'autre part, de rétablir l'équilibre européen (*balance of power*), compromis par la puissance et le prestige français. Pour le moment, il s'agit de savoir dans quel orbite vont graviter les Provinces-Unies, qui, ne l'oublions pas, gardent aux Anglais, des dernières années, un souvenir extrêmement hostile.

Parallèlement, à l'intérieur du pays, deux partis s'opposent. L'un, celui du stathouder Guillaume V d'Orange, en tient pour la tradition oligarchique du passé; on le soupçonne, non sans cause, de sympathies anglaises. L'autre, celui des nouvelles couches, négociants et bourgeois enrichis dont la richesse même fomentait les ambitions politiques, les « Patriotes », qui viennent de s'emparer violemment du pouvoir, penchent, eux, vers l'alliance française. Ce qui complique encore les choses, c'est la querelle entre Provinces-Unies, qui veulent maintenir closes les

bouches de l'Escaut, suivant les clauses inscrites aux traités de Westphalie, et l'empereur Joseph II, lequel veut faire cesser une strangulation qui ruine Anvers. La France, alliée de l'un, et qui recherche l'alliance des autres, demeure fort empêchée. A La Haye s'affrontent les représentants des deux puissances rivales, Grande-Bretagne et France, Sir James Harris, qui sera le héros de l'histoire, et le marquis de Vêrac, qui en sera le dindon — plus, des deux parts, une nuée d'agents secrets. Comme d'habitude, l'Angleterre cherche un soldat sur le continent; il y en a bien un : la Prusse et sa magnifique armée. Le malheur est que Frédéric le Grand n'a pas oublié la trahison anglaise à la fin de la guerre de Sept ans, quand le roi George et lord Bute l'ont abandonné pour faire la paix; il faudra attendre sa mort pour investir son successeur, le faible Frédéric-Guillaume. On se rappelle qu'en fin de drame le dénouement survient par le voyage à Berlin de la princesse d'Orange, nièce du défunt Frédéric II, l'invasion des Pays-Bas par les troupes prussiennes, la fuite des « Patriotes », la signature d'une Triple Alliance, Prusse, Angleterre, Provinces-Unies, le triomphe de Harris, créé en récompense comte de Malmesbury. L'Angleterre a reconquis sa place d'arbitre dans le concert européen.

On ne peut que louer le scrupule avec lequel a été conduit le présent travail. L'auteur le base d'abord sur les documents originaux par lui colligés, tant au *Public Record Office* ou au *British Museum* qu'en France, aux Affaires étrangères, à la Bibliothèque et aux Archives nationales, ensuite sur une immense lecture, sources déjà imprimées, correspondances et mémoires, ouvrages de seconde main contemporains ou récents. Les références, fort nombreuses, qui viennent à l'appui de chaque assertion, ont été judicieusement précipitées en fin de volume, pour n'empêcher point le récit. La question qu'on se pose même, devant tant d'industrie, tant de soin dépensés, c'est si le jeu en valait la chandelle, si l'épisode, après tout passager, du duel franco-anglais valait bien qu'on centrât ainsi sur lui le projecteur (pour ne pas dire le microscope). Et puis on se range peu à peu à une opinion différente. C'est là comme une expérience de laboratoire, menue, mais dont on peut tirer des conclusions plus vastes.

D'abord, par exemple, et quoi qu'on en ait dit, l'importance, en histoire, de l'homme. Celle des facteurs généraux, géographie, population, économie, est assurément capitale; reste que, les conditions étant plus ou moins égales d'ailleurs, le facteur humain demeure souvent final. En 1757, l'Angleterre, partout surclassée, est pratiquement à genoux, elle a perdu jusqu'à l'espoir (lire les *Lettres d'Horace Walpole*), quand paraît Pitt; et Pitt renverse la décision. « Les grandes forces impersonnelles qui semblent déterminer le cours de l'histoire quand on la traite à l'échelle des idées générales deviennent tant soit peu nébuleuses au fur et à mesure qu'on serre de plus près les faits, et le rôle des individus ou des groupes devient plus décisif », dit notre auteur (p. 208). Pourquoi le ministre anglais Harris se trouve-t-il être l'homme qu'il est, intelligent, actif, sans scrupules, indomptable, et le Français, Vêrac, un fat paresseux et vain? Pourquoi Pitt (le second), si jeune pour montrer cette flexibilité entre la prudence et l'audace, se trouve-t-il être supérieur à son vis-à-vis de Versailles, Montmorin? C'est ainsi. Ils valent mieux. Ils l'emportent, quoique au départ la balance des forces penche à un degré écrasant en faveur de la France. Ils l'emportent au point de gagner la partie sans même avoir jamais sérieusement risqué la guerre. La machine de gouvernement anglaise est mieux montée, plus compacte et plus efficiente que les machines soit française, soit prussienne; elle finit par les dominer. Mais que sont les

machines, au fond, sinon l'expression des hommes qui en ont dessiné l'épure?

Et l'auteur n'a pas tort d'intituler son livre : *Ambassadeurs*. Aujourd'hui, en notre âge de démocratie, de communications instantanées ou presque, un ambassadeur n'est guère plus qu'une boîte aux lettres — décorative. Ces envoyés d'autrefois, grands seigneurs, montraient une indépendance, un franc-parler que nos malheureux fonctionnaires ne peuvent plus prétendre. Notre Harris écrit à sa sœur que, si le ministère s'avise de lui refuser telle satisfaction qu'il réclame, il fera de ses lettres de créance un usage que la décence m'interdit de préciser... Celui-là n'enverra pas à son gouvernement les nouvelles qu'on a envie d'y recevoir, mais bien celles qui peuvent déplaire, n'importe ! qui sont vraies. Favorisés encore par les distances, la lenteur des voyages et des courriers, de tels hommes avaient vraiment du poids. C'est Harris qui propose à son ministre, Carmarthen, une ligne de conduite dont l'audace l'effare, mais qu'à la fin, la crise venue et le fruit mûr, Pitt imposera. C'est Vérac qui par ses fanfaronnades creuses engage Vergennes, puis Montmorin dans une aventure où ils ne se risquent qu'à leur corps défendant.

Monde peu édifiant, à coup sûr, que ce monde diplomatique de naguère : la corruption camouflée ou crue, la cautele et la fourbe y florissent un peu trop. Mais monde passionnant parce qu'il est humain, et l'avoue. A ce moment-là, il conçoit fermement ce que le nôtre (et c'est pourquoi il patauge) n'a pu décider encore : assavoir si la politique est un chapitre de morale ou bien une gestion d'intérêts. « Je ne connais d'autre guide en politique », écrit notre homme à Carmarthen, le 11 avril 1785, « que les événements ou plutôt les circonstances, d'autres principes que les intérêts de ma cour. »

Roger CHAUVIRÉ

Jean-Paul FAIVRE. *L'expansion française dans le Pacifique de 1800 à 1842*.

Paris, Nouvelles éditions latines, 1954 ; in-8°, 550 pages, cartes hors texte et dans le texte. Prix : 1.800 fr.

Les lecteurs de la *Revue historique* ont déjà eu des échos de l'œuvre de Jean-Paul Faivre. Nombreux sont, en effet, ses articles et ses notes dispersés dans la *Revue maritime*, le *Journal de la Société des Océanistes* et les *Annales, E. S. C.* *L'expansion française dans le Pacifique de 1800 à 1842* a fait l'objet, d'autre part, d'une thèse principale pour le doctorat ès lettres, dont la soutenance a eu lieu il y a deux ans. René Rémond en a rendu compte<sup>1</sup>. Il s'est fait l'écho de beaucoup d'éloges et de quelques réserves émanant des voix les plus compétentes. Il suffit de s'y reporter.

Jean-Paul Faivre a eu le mérite d'éclairer un point important d'histoire avant lui obscur : le rôle de la France dans l'océan Pacifique de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. On pourra, bien sûr, discuter son cadre chronologique ; il était dicté par un vide bibliographique. Jean-Paul Faivre est allé droit à nos ignorances. Il les a comblées, parfois, au delà de toutes espérances.

Le plan de l'œuvre est simple. Une large introduction éclaire le grand océan (p. 9-74) sous l'angle de la géographie, de l'économie et de l'ethnologie, puis en trace rapidement l'histoire depuis la découverte de Balboa, en 1513, jusqu'en 1799. Trois parties correspondent ensuite aux grandes articulations de la vie poli-

1. *Revue historique*, 1953, n° 1, p. 212-214. Soutenance du 23 février 1952.

tique française. La période du Consulat et de l'Empire n'a été, dans ce domaine, que l'objet d'une activité intermittente et sporadique : l'expédition Baudin (19 octobre 1800-16 avril 1804), plus scientifique que politique, et, de 1808 à 1811, une domination formelle sur l'Insulinde batave. La Restauration serait un vide (p. 217-333), sans la façade d'une Amérique latine en procès d'émancipation qui s'ouvre alors au commerce étranger, même français. Plus de 150 pages (p. 337-495), enfin, sont heureusement consacrées aux réalisations de la Monarchie de Juillet. Au moment où l'Angleterre brise le mur d'isolement de la Chine et jette un peu par inadvertance les fondations d'une Australasie britannique, la France, partie pour faire pièce à l'Anglais, pour soutenir les missions catholiques, partie, aussi, pour affirmer une présence jugée nécessaire à notre commerce sur la côte américaine du Pacifique, prend possession des Marquises et établit son protectorat sur Tahiti. Quelques pages de conclusion (p. 496-503). Une bibliographie (p. 505-530) critique, mais quelquefois un peu confuse (p. 531-546), et plusieurs cartes. L'ensemble, volontairement clair, est d'une lecture facile.

On pourrait adresser au travail de Jean-Paul Faivre quelques critiques de détail<sup>1</sup>. Inutile de s'attarder à un jeu facile auquel chacun peut se livrer aux dépens de chacun. La représentation que Jean-Paul Faivre se fait du Pacifique des *xvi*<sup>e</sup> au *xviii*<sup>e</sup> siècles n'est pas toujours excellente. Cela vient, sans doute, de sa bibliographie<sup>2</sup> trop exclusivement française ou anglaise, dans un domaine qui fut pendant des siècles, espagnol, portugais et hollandais, sans parler des extrême-orientaux. Mais cet aspect n'est qu'au bord du propos de ce livre et, en l'absence d'études d'ensemble, Jean-Paul Faivre manquait fatalement de termes de références.

Les difficultés à vaincre ne manquaient pas. La plus grosse de toutes — elle excuse, pour l'essentiel, les défauts de l'entreprise — résidait dans l'absence totale d'unité de l'espace envisagé. Le Pacifique n'est pas un, dans la première moitié du *xix*<sup>e</sup> siècle. Il n'existe plus et, de toute manière, le rôle de la France y est second. Si l'Atlantique est né, en gros, dans la première décennie du *xvi*<sup>e</sup> siècle avec un outre-Atlantique, il n'en alla pas de même du Pacifique. Le galion de Manille n'a jamais été depuis 1565 qu'un lien ténu — le plus souvent deux navires par an entre Acapulco et l'Extrême-Orient, parfois un, exceptionnellement trois<sup>3</sup> — et ce fil s'est rompu en 1815. Rien ne viendra, d'abord, le remplacer. Cette jonction entre les deux rivages, plus apparente que réelle, était, d'ailleurs, insuffisante pour cimenter un Pacifique. Pour qu'il existe ce Pacifique, il faut attendre, en fait, autour et au delà de 1850, le débouché sur l'autre océan des États-Unis, et vingt ans après le *Meiji*. Il faut attendre, aussi, qu'entre le Pérou et la Chine se noue l'odieux trafic

1. Ce n'est pas en 1602, mais dès le second voyage, en 1566, qu'Acapulco a été substitué à La Navidad dans les relations Nouvelle-Espagne/Extrême-Orient (p. 27) ; 1648 n'est pas une bonne date pour marquer la fin de la grandeur espagnole. C'est trop tôt ou trop tard : 1640 est infiniment plus valable ; le tableau du commerce espagnol est plus conforme au stéréotype courant qu'à la réalité, etc.

2. Comment parler longuement des Philippines sans les classiques BLAIR and ROBERTSON, *Philippines' Islands 1493-1898*, Cleveland, 1901-1905, 55 vol. in-8° de 350 p. chacun en moyenne, sans les W. E. Retana. Il y aurait eu intérêt, aussi, à voir William L. SCHWAB, *The Manila galleon*, New-York, 1939, gr. in-8°, 453 p. (il est vrai d'un accès difficile, quand J.-P. Faivre écrivait son livre). Il y aurait eu intérêt, aussi, à se reporter à l'œuvre extraordinairement riche de Charles Ralph Boxer.

3. Cf. nos articles, *Annales, E. S. C.*, 1950, n° 2, p. 198-212, et 1951, n° 4, p. 447-462.



du « cuivre », cette traite ignorée du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le pont permanent entre les deux rives n'existe pas, moins qu'avant et sans que rien n'annonce encore les lignes qui, plus tard, joindront l'Amérique-Pacifique à l'Extrême-Orient. Comment en irait-il autrement, avant l'or de la Californie, avant les premiers chemins de fer transcontinentaux, avant que la Chine ne s'entr'ouvre et que le Japon ne s'ouvre?

Ce morcellement, le livre de Jean-Paul Faivre le traduit et le subit : en fait, dans chacune de ses articulations chronologiques, on retrouve les trois Pacifiques qu'il faut distinguer : une bordure extrême-orientale, un Pacifique des Iles et une côte Pacifique de l'Hispano-Amérique.

Le Pacifique sur lequel débouche le monde chinois, le Pacifique sino-indien, concerne peu la France au cours de ces années. Ce sont les Anglais qui forcent le mur chinois en 1842, la France se fauille, mais combien modestement, dans la brèche. Tout au plus, au cours d'une histoire mouvementée, la chrétienté vietnamienne, dont des Français avec des Ibériques avaient deux siècles plus tôt jeté les bases, solidement s'enracine. En direction de cet univers, l'Ile de France puis la Réunion constituent la base française la plus proche. Elles furent notre indispensable relais dans l'Océan Indien, Pondichéry trop mince ne paraît guère valable. Mais il est à noter que ce Pacifique sino-indien — le plus lourd d'histoire — ne débouche pas plus, alors, sur le reste du Pacifique — moins, peut-être encore — qu'il ne le faisait deux siècles plus tôt, à la charnière, surtout, des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. L'Extrême-Orient demeure, et pour cause, coupé de l'Amérique, les deux grandes masses de l'humanité communiquent essentiellement par l'Océan Indien.

Il y a, bien sûr, un Pacifique des Iles, ces Iles que les Bougainville et les Cook ont découvertes, au sens plein du mot, dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, maigre reste de l'espoir envolé du grand continent antarctique, paradis philosophique du « bon sauvage ». Jean-Paul Faivre en fait admirablement l'histoire détaillée sous l'angle français. On les suit dans les grandes parties chronologiques du livre — non sans entre-apercevoir le continent australien peu à peu encerclé par la colonisation désordonnée des Anglais. Trafiquants, puis missionnaires, puritains, anglicans et catholiques se partagent leurs maigres richesses, matérielles et spirituelles. On saura désormais, par le moindre détail, comment l'occupation française des Marquises et le protectorat tellement controversé, alors, de la France sur Tahiti résulta, en 1842, du dépit d'avoir laissé échapper la Nouvelle-Zélande, des rivalités missionnaires indissolublement liées au nom de Pritchard, mais surtout de la nécessité pour soutenir le commerce français sur la côte hispano-américaine du Pacifique, d'une base solide dans le grand Océan.

Et c'est ce dernier aspect du livre si divers de Jean-Paul Faivre qui me paraît le plus intéressant et le plus riche d'enseignement. Le Pacifique français n'est-ce pas, paradoxalement, la côte Pacifique de l'Amérique latine? Dans ce domaine, le commerce, et partant la présence française, a, depuis les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, de solides racines. Il vient dès l'Indépendance, très tôt, en deuxième position, loin derrière l'Anglais, mais avant le Yankee. Jean-Paul Faivre a le mérite de l'avoir bien établi, pour une Amérique hispanique qui, même au sortir de l'Indé-

1. Watt STEWART, *Chinese Bondage in Peru. A history of the Chinese Coolie in Peru, 1849-1873*, Durham (North Carolina), 1951, in-8°, x-247 p.; c. r. P. Chaunu, *Revue historique*, 1954, n° 1, p. 155-158.

pendance, est encore — nous en sommes intimement convaincus — héritière en cela de l'époque coloniale, essentiellement une Amérique Pacifique. Jean-Paul Faivre nous montre le triomphe, dans le Chili ou le Pérou naissant, des modes françaises. Le commerce français atteint l'élite, le commerce anglais, la masse indienne et métisse. Et avec le commerce, les biens culturels eux aussi pénètrent.

Et, finalement, dans cet espace Pacifique qui a perdu le semblant d'unité de la période coloniale, sans avoir encore atteint celle que lui conféreront la conquête de l'Ouest nord-américain, le *steam-ship* et l'ouverture commerciale du monde sino-japon, l'Amérique hispanique Pacifique n'est-ce pas, dans l'espace délimité par Faivre, la meilleure et la plus sûre conquête française, une conquête culturelle que le hasard des batailles ne risquait pas de compromettre?

Il y a bien d'autres choses, encore, entrevues dans le livre de Jean-Paul Faivre. Le monde des baleiniers qui, au delà de 1830, prennent possession du grand Océan Austral, le monde de la « Marine », si différent de celui de la « Mer » auquel souvent il tourne le dos comme de la réalité qu'il méprise et le monde des négociants de Bordeaux et de Nantes qui cherchent sur la côte Pacifique hispano-américaine de médiocres substituts à la fortune révolue des Antilles sucrières.

Pierre CHAUNU.

John ROWE. *Cornwall in the age of the Industrial Revolution*. Liverpool, University Press, 1953 ; in-8°, 367 pages.

Cet « âge de la révolution industrielle » débute vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle — et il était commode de choisir comme date initiale l'année 1688 — pour s'achever aux alentours de 1860, avec le déclin irrémédiable des minerais qui faisaient la réputation de la contrée : l'étain et le cuivre. Nous voudrions pouvoir en saisir d'emblée les grandes lignes que cette satisfaction nous serait refusée. Pas d'introduction géographique, en effet — ce que déplore, dans son introduction, M. A. L. Rowe ; pas de carte parlante (dont ne tient pas lieu la carte qui figure à la fin de l'ouvrage, quel qu'en soit l'intérêt historique) ; pas de graphiques qui renseignent visuellement sur l'allure générale de la production et des prix. Au surplus, un plan qui juxtapose seulement les quatre activités principales — celles qui se rapportent à l'extraction du cuivre et de l'étain, à l'agriculture et à la pêche : d'où il résulte que chacune se déroule comme à part chronologiquement et que les liaisons n'apparaissent pas. Du reste, l'auteur a voulu avant tout mettre l'accent sur le fait qui paraît capital, à savoir la grandeur passagère de l'industrie cuprifère ; si bien qu'il refoule aux derniers chapitres l'étude de l'étain — plus anciennement exploité —, de la vie rurale et maritime, laquelle constitue pourtant la donnée permanente. Or, il aurait été intéressant de montrer comment cette péninsule péninsulaire au sol et au climat humides, aux côtes ennoyées, participant activement à la grande navigation océanique — on ne nous dit rien de la belle époque de Falmouth non plus que de la naissance d'un puissant organisme militaire à Plymouth — tira parti de son sous-sol autant que de sa couverture végétale et du hareng.

Donc, un milieu rural chétif jusqu'au temps des enclosures et d'un élevage rationnel. Encore des famines lors des guerres napoléoniennes — et partant, ici comme ailleurs, sur ces rudes finistères, l'importance de la pomme de terre — ainsi qu'au cours des années 20 et 40, ces dernières marquées par une baisse des prix agricoles qui dresse les fermiers contre les propriétaires, les décimateurs et

le libre-échange. Entre pêcheurs, un conflit séculaire : riches *seiners* (ceux qui disposent de la seine) et pauvres *drifters* s'affrontent, et ceux-ci, qu'accablent les droits sur le sel, augmentés par le second Pitt, s'adonnent à la contrebande sur le vin, le *brandy* et la laine. Des bras toujours disponibles pour la mine.

Jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que l'étain fait encore la renommée de la Cornouaille, l'essor du cuivre se dessine. Déjà se posent les problèmes d'ordre technique (pompage des eaux) et financier (formation de sociétés disposant d'assez de capitaux pour pouvoir affronter les aléas d'une exploitation difficile) : la pompe à feu de Newcomen trouve là son utilisation et des capitalistes de Bristol et du Pays de Galles — les *adventurers* — se rendent maîtres du marché (*English Cooper Cy, Wayne and Cy*), imposant leurs contrats aux mineurs, *tributers* et *tuworkers*.

A partir de 1750 et surtout de 1770, les transformations s'accroissent davantage, que précipitent de nombreuses et graves crises. On voit la Cornouaille aux prises avec Anglesey pour le cuivre, avec les Indes orientales pour l'étain. Il faut aviser. De nouveaux groupes capitalistes se forment : Boulton, de Manchester, crée la *Cornish Metal Cy*, qui fait appel à Watt ; la *Cornish Tin Cy* se constitue en 1772. Aussi, entre les *adventurers* et les maisons du pays comme entre ces dernières elles-mêmes, les compétitions sont-elles ardentes. En outre, les fluctuations brutales des cours, la nécessité d'ouvrir sans cesse de nouveaux chantiers, les troubles parmi les travailleurs que la faim et la misère n'épargnent pas permettent à M. J. Rowe de parler d'« années de combat ».

L'étain bénéficiera ensuite de la guerre d'Amérique qui interrompra les arrivages asiatiques et fera monter les prix ; enfin, un dernier redressement se produira avec l'ouverture du marché chinois et la vogue des couverts d'étain en Angleterre même. C'est l'apogée pour le cuivre, que favorisent simultanément la chute de la production à Anglesey et la demande accrue pendant les guerres contre Napoléon. Il y a amélioration des techniques et entrée en scène de nouvelles sociétés. Néanmoins, le niveau de vie du mineur reste très bas : bien qu'il maintienne les prix hauts et procure de beaux bénéfices, le protectionnisme ne parvient pas à prévenir de nouveaux troubles. Et, au lendemain de la crise de 1846, tandis que le libre-échange l'emporte, se manifeste la désastreuse concurrence des pays neufs : dès lors, les mines devront fermer les unes après les autres et ceux qui n'émigreront pas seront encore condamnés au pire dénuement.

Ainsi peut-on tirer de cette consciencieuse monographie régionale une foule de faits se rapportant au mouvement des techniques et de l'économie modernes. C'est qu'elle repose sur une documentation étendue, empruntée aux collections privées et aux papiers des commissions parlementaires. Mais on estimera caractéristique l'absence d'ouvrages proprement géographiques dans la bibliographie — ceux de G. S. Baring et de W. H. Hudson entre autres.

Robert SCHNERB.

Paul BASTID. *Les institutions politiques de la monarchie parlementaire française (1814-1848)*. Paris, Éditions du Recueil Sirey, 1954 ; gr. in-8°, 425 pages.

L'ouvrage consacré par M. P. Bastid aux institutions françaises pendant la période 1814-1848 se divise en deux parties d'importance très inégale. L'auteur exa-

mine d'abord les conditions de la formation des institutions, en insistant comme il se doit sur les conditions initiales, sur les tentatives antérieures de régime parlementaire en France ainsi que sur l'importance des précédents anglais particulièrement bien connus depuis l'émigration de Louis XVIII de Mittau à Hartwell par les futurs dirigeants de la France. Les conditions d'élaboration — on pourrait presque dire de négociation, voire même de marchandage —, de la Charte Constitutionnelle, avec les réticences et les sous-entendus des divers membres de la commission de rédaction sont naturellement examinées d'autant plus attentivement qu'elles revêtent au delà des rivalités de personne ou des questions de préséance de profondes divergences doctrinales. Les esquisses constitutionnelles ou législatives de « l'intermède des Cent Jours » précèdent trois chapitres consacrés successivement à l'étude de l'application de la Charte sous la seconde Restauration, à la révolution de Juillet et à l'élaboration de ce texte, transactionnel à plus d'un titre, de la charte révisée, enfin à l'application pratique de celle-ci pendant le règne de Louis-Philippe. Cet exposé chronologique, méthodique et fouillé, rendrait à lui seul des services appréciables à tous ceux qu'intéresse l'histoire des institutions de la France et qui trouveront là un guide particulièrement commode, mais la seconde partie de l'ouvrage de M. P. Bastid est peut-être encore plus intéressante en examinant en détail, à la lumière des travaux contemporains de ces essais de monarchie parlementaire comme à celle des études les plus récentes, les diverses institutions politiques de la France entre 1814 et 1848.

Après avoir étudié la théorie des chartes en elles-mêmes, la distinction entre les lois constitutionnelles et les lois ordinaires qui se précise alors, l'évolution du pouvoir royal considéré comme un rouage du gouvernement, M. P. Bastid examine l'évolution du corps électoral, la composition du Parlement en insistant sur l'insensible transformation de leurs rapports respectifs, particulièrement avec l'effacement progressif de la Chambre des Pairs sous la Monarchie de Juillet. Un chapitre retrace les étapes très irrégulières par leur rapidité comme par leur importance, qui amenèrent l'apparition successive de la notion de responsabilité ministérielle et celle d'une composition homogène du ministère. Enfin l'organisation constitutionnelle de la justice et l'étude des libertés publiques, proclamées au cours de ces années décisives pour l'histoire du droit public en France, sont rappelées en distinguant, peut-être de façon un peu arbitraire, entre les libertés ou les droits fondamentaux et les complémentaires, liberté individuelle, religieuse, d'opinion et inviolabilité de la propriété constituant, avec l'égalité devant la loi, la première catégorie, les libertés d'association, d'enseignement et de réunion, sans en excepter les mesures particulières pour les congrégations, la seconde. Une bibliographie et un index rendent encore plus commode l'utilisation de cet ouvrage, qui se termine sur l'éloge de l'œuvre des hommes politiques de la monarchie constitutionnelle, dont la prudence et le souci de laisser une large part d'interprétation dans les textes des institutions avaient assuré la solidité et la durée, au moins relative.

J. VIDALENC.

Jean FOURCASSIÉ. Villèle. Paris, A. Fayard, 1954 ; 486 pages.

En dehors d'une thèse de droit consacrée surtout à l'aspect financier de son œuvre, Villèle n'avait pas inspiré jusqu'à présent de biographie, et cette lacune vient d'être comblée par le travail de M. Fourcassié, professeur de français à la

Faculté des Lettres de Toulouse, auquel on devait déjà une étude documentée sur Toulouse à l'époque romantique. Comme il a eu la bonne fortune de pouvoir consulter les papiers de famille, les notes personnelles de Villele, dans lesquelles il avait fait lui-même une sélection très sévère pour écrire ses mémoires, publiés de 1888 à 1890, il a pu apporter beaucoup de précisions et beaucoup de neuf sur le personnage qu'il étudiait. La précision et le caractère spontané de certaines des lettres publiées dans les dernières pages, en documents annexes, font, d'ailleurs, regretter que M. Fourcassii n'ait pas pu en donner une édition plus complète et font regretter qu'il n'ait joint quelques échantillons de ces agendas, tenus au jour le jour de 1813 à 1850, dont il a pu consulter la collection dans les archives familiales, dans ce château de Morvilles occupé par les Villele depuis 1390 jusqu'à nos jours.

Avec de tels éléments d'information, M. Fourcassii a pu donner de Villele un portrait singulièrement documenté et apporter des détails inédits sur sa carrière. Le personnage se prêtait, d'ailleurs, à des tableaux pittoresques, avec les vicissitudes d'une existence cependant toujours pacifique à travers les guerres de la Révolution et de l'Empire. Né en 1773, le jeune Villele appartenait à une famille assez aisée pour que ce fût un motif de ne pas l'admettre dans une école nationale militaire où les places étaient réservées aux fils des nobles les moins fortunés et ayant par ailleurs des services militaires. Il demeura donc jusqu'à quinze ans au collège royal de Toulouse, comme boursier externe, avant d'être admis à l'école de marine d'Alès et d'aller presque aussitôt embarquer à Brest. Alors commença une carrière maritime paradoxale, celle d'un jeune marin que tous ses goûts orientaient vers la vie de propriétaire terrien, celle d'un jeune officier que des croisières pacifiques promènèrent, de sa seizième à sa vingt et unième année, des Antilles aux Mascareignes, prêtant, quitte à s'en lamenter dans sa correspondance familiale, les serments successifs demandés aux officiers en 1791, 1792 et 1793, avant de se trouver mis en disponibilité de fait par la refonte des cadres en décembre 1793. Cet incident semblait marquer la fin d'une carrière au service de l'État et, sauf une détention de deux mois en 1794, nul avatar ne vint troubler l'existence de ce marin devenu planteur à l'île de la Réunion. Il est seulement paradoxal de noter qu'au moment même où son fils était emprisonné, le père de Villele devait sa libération des prisons toulousaines au fait qu'il avait un fils « à la défense de la patrie ». De 1794 à 1807, le jeune Villele devint un colon, comme tant d'autres officiers de marine l'avaient été avant lui, achetant un domaine, le faisant valoir avec ses esclaves, profitant des bas prix qui résultaient de la crise révolutionnaire et des craintes soulevées par les menaces d'abolition de l'esclavage. Il se maria avec une jeune femme créole et seule l'arrivée de son jeune frère, en 1799, le rattacha à la métropole, dont semblait l'éloigner encore son élection, dès 1798, à l'assemblée coloniale de la Réunion.

Il quitta, cependant, ses domaines tropicaux pour regagner la Haute-Garonne, par un étonnant périple qui — sans doute pour bénéficier de la protection des navires neutres en ces temps de guerre — le fit passer par New-York avant de rejoindre Bordeaux, toujours sur des bateaux américains.

De retour dans son pays natal, Villele va commencer une nouvelle carrière, celle d'un gentilhomme terrien s'efforçant de faire valoir au mieux des domaines familiaux demeurés intacts : l'âge — il avait alors cinquante-sept ans — avait normalement amené son père à prendre un fermier pour ses terres de Morvilles,



mais le fils aîné, de retour au pays, allait s'occuper personnellement de la direction de ces treize métairies, couvrant au total plus de 400 hectares, qui allaient bientôt rapporter de 12 à 20.000 francs par an. Il y avait de quoi subvenir largement aux besoins d'une famille de dix enfants, dont six, il est vrai, moururent en bas âge. Avec une telle fortune, le jeune Villèle devait tout naturellement être sollicité par l'administration impériale pour remplacer le paysan qui avait exercé les fonctions de maire de la commune pendant les années de crise, et on peut considérer que cette nomination, survenue dès le mois de janvier 1808, quelques mois après le retour, marquait, elle aussi, le début d'une nouvelle carrière, politique celle-là, qui s'annonçait fort brillante, puisque Villèle devenait conseiller général au mois de juillet 1811. L'acceptation de ces postes, auxquels il était nommé par l'empereur, ne l'empêchait pas de conserver des sentiments royalistes dont il donna la preuve en adhérant, en 1813, à l'organisation clandestine des Chevaliers de la Foi, au moment même où les exigences financières du régime, après les pertes en Russie, amenaient Villèle à s'opposer, au moins par des mesures dilatoires, à ce que lui demandaient les autorités. Il assista aux scènes d'enthousiasme qui accompagnèrent l'entrée des troupes de Wellington à Toulouse, avant de faire acclamer la monarchie restaurée par les paysans de Morvilles et de rédiger des « Observations sur le projet de constitution adressées à MM. les députés de la Haute-Garonne au Corps Législatif », qui le posèrent comme un des doctinaires de ce qu'on appela bientôt l'ultra-royalisme. Il ne s'associa pas, cependant, aux efforts des agents de Vitrolles pour faciliter les tentatives du duc d'Angoulême pendant les Cent Jours, se contentant d'organiser ensuite à Toulouse un comité secret et de démissionner des fonctions officielles qu'il avait remplies jusqu'alors. C'en était assez pour lui permettre d'être invité dès le 23 juillet par le duc d'Angoulême, revenu d'Espagne, en tant que maire de Toulouse. Il fut le seul des agents extraordinaires ainsi créés à être maintenu dans ses fonctions après le retour du roi à Paris. M. Fourcassié, adoptant entièrement le point de vue de Villèle, affirme qu'il ne fut pour rien dans les incidents tragiques qui devaient coûter la vie au général Ramel, pourtant rallié au roi, mais qui voulait procéder à la dissolution des formations auxiliaires des royalistes de Toulouse. Il faut reconnaître que, s'il rapporte le point de vue de Villèle, intéressant à connaître sur une question qui le touchait d'aussi près, ce qu'il dit ne suffit pas à détruire les accusations de complicité en cette affaire portées par le duc de Broglie, de Barante ou Pasquier, pour une fois d'accord. Quoi qu'il en fût, le maire de Toulouse allait peu après être élu député et s'affirmer, dès les premiers jours de la session de la Chambre Introuvable, un des chefs des ultras.

La carrière proprement politique de Villèle a été souvent retracée, en raison même de l'importance de son rôle dans les diverses chambres qui se succédèrent sous la Restauration avant qu'il ne devint un des ministres les plus représentatifs du régime. Il est cependant intéressant de voir ce qu'il avait pu noter lui-même et d'avoir son opinion tant sur les choses que sur les hommes de ce parti ultra, auquel il demeura toujours attaché, en dépit de ses rivalités aussi violentes que possible avec la plupart des autres chefs, si l'on excepte Corbière, ce Breton auquel le Languedocien Villèle demeura toujours lié par une amitié sincère. Si l'on s'explique mal, par ailleurs, le prestige dont ce gentilhomme de province se trouva bénéficier dès 1815 — sa seule éloquence n'eût pas suffi à une notoriété aussi rapide — il n'est pas sans intérêt de voir, à travers les sollicitations qui assié-

geaient le député-maire de Toulouse dès les premières années de la Restauration, combien les habitants avaient vite considéré le député comme un démarcheur, voire un simple commissionnaire dans la capitale. Et, pourtant, l'attitude de Villèle dans les rangs de l'opposition pendant les quelques mois de ministère modéré devait, au moins en principe, rendre ses démarches plus difficiles.

L'évolution progressive qui fit d'un des ultras les plus en vue le chef d'un parti gouvernemental est retracée par M. Fourcassé avec une sympathie pour Villèle qui contraste, évidemment, avec ce que Chateaubriand écrivait ou avec l'opinion de son ancien chef dans les rangs des Chevaliers de la Foi, Bertier de Sauvigny. Il est, en tout cas, certain que Villèle était considéré par le comte d'Artois comme un des hommes les plus utiles au triomphe de la politique réactionnaire, bien qu'il eût un moment sauvé le ministère Decazes en difficulté pour le vote des douzièmes provisoires de 1820. Ce fut peut-être cette modération opportune qui décida le duc de Richelieu à faire de lui un ministre sans portefeuille, puis lui valut, en 1821, le ministère des Finances, sur la recommandation de M<sup>me</sup> du Cayla. Ce fut en cette qualité qu'il présida de fait à toute la politique de répression menée par la fameuse « Chambre retrouvée », et il est curieux de voir, au moment des conspirations militaires de 1821, qu'il reçut de Benjamin Constant une offre de renoncer à la vie politique — « je débarrasse le ministère de la lutte assez difficile qu'il aura à soutenir » — sous la seule condition que fût accordée la grâce du docteur Caffé, condamné à mort après l'affaire de Saumur. On retiendra également les notes curieuses qui montrent Charles X versant de substantiels « secours » à M<sup>me</sup> du Cayla, « qui possède une grande collection de lettres du feu roi qu'il serait bien pénible pour sa famille de voir livrées à la publication ». Le règne de Charles X marqua, en tout cas, à la fois l'apogée de Villèle et le début de sa décadence. Il était toujours demeuré l'adversaire des libéraux ; ils attaquaient systématiquement toutes ses mesures, aussi bien à la tribune de la Chambre que dans la presse — tout au moins dans la mesure où le permettaient des lois singulièrement restrictives de cette liberté que Villèle affirmait vouloir protéger. Sa brouille avec Chateaubriand allait encore augmenter ses difficultés en ajoutant un élément de poids à cette opposition de droite qui s'était très vite manifestée, sur des questions de personne, semble-t-il, plus que sur la politique du ministre associé à toutes les mesures conservatrices, du financement de l'expédition d'Espagne à la loi « de justice et d'amour ». Après sa chute, consécutive aux élections libérales, au moins relativement, de 1827, Villèle vécut dans la retraite, défendant au besoin les candidats ministériels, puis légitimistes, contre les libéraux ou orléanistes, créant, en 1831, une « association légitimiste » avec des groupes armés qui ne bougèrent pas, cependant, lors du passage de la duchesse de Berri, en 1832. Il commençait, en même temps, la rédaction de ses mémoires, dont une partie seulement fut publiée, et s'occupait de la gestion de ses domaines, sensiblement agrandis. Ainsi terminait sa vie, dans ce rôle de propriétaire terrien qui répondait, semble-t-il, le mieux à ses aspirations, un homme politique des plus marquants et des plus représentatifs de la Restauration. Le portrait qu'en a tracé M. Fourcassé est, assurément, plein de bienveillance, mais il constitue le pendant indispensable aux critiques souvent véhémentes auxquelles se réduisait jusqu'à présent la documentation dont on disposait sur Villèle.

J. VIDALENC.

Fernand RUDE. « C'est nous les canuts. » *L'insurrection lyonnaise de 1831.* Paris, Éditions Domat, 1954 ; in-18, 287 pages.

En 1944, la « Collection d'histoire sociale » inaugurait sa studieuse carrière par la publication d'un ouvrage considérable sur *Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832*. La taille de cet ouvrage, composé selon les méthodes strictes de l'érudition, ne découragea pas les lecteurs, et c'est parce qu'il est épuisé que, dix ans après, son auteur, M. Rude, a eu l'idée d'en assurer la réédition, non pas intégrale, mais en en détachant l'épisode crucial de l'histoire traitée, l'insurrection lyonnaise de 1831.

Cette fois-ci, M. Rude a renoncé à l'appareil d'érudition sur lequel reposait son premier ouvrage, mais à le lire tout simplement on sent cet appareil sous-jacent, manié par un historien conscient de sa tâche, c'est-à-dire désireux de raconter avec un soin méticuleux, qui n'exclut pas la sympathie, l'un des plus tragiques drames de l'histoire sociale.

Cinq chapitres divisent le livre. Au « prélude », c'est-à-dire aux conditions historiques du drame est consacré le premier : la « canusorie » avec les conditions économiques et humaines, si l'on peut ainsi parler de celle-ci, la mentalité socialiste des ouvriers lyonnais, leurs salaires, leurs plaintes, leurs organisations mutualistes y sont exposés avec précision, ainsi que le développement de la négociation pour un tarif minimum à intervenir entre les chefs d'atelier et les fabricants sous le contrôle des autorités préfectorale et municipale. Le refus par les fabricants d'exécuter le contrat est la cause des manifestations des 21-22 novembre 1831 où apparaît le drapeau noir ; c'est l'insurrection, avec ses multiples péripéties, les circonstances tragiques ou grotesques d'une lutte progressivement étendue à toute la cité, le glissement vers la révolution politico-sociale du mouvement, d'abord strictement professionnel, et les caractéristiques particulières de la bataille, la participation à celle-ci des femmes, des enfants et des anciens soldats de Napoléon. La chronologie de la grande Révolution fait son apparition et, les autorités civiles s'étant retirées, les troupes du général Roguet ayant opéré leur retraite, la journée du 23 novembre est datée du 2 frimaire an XL ; journée qui marque l'avènement d'une sorte de gouvernement insurrectionnel avec, à sa tête, Lacombe, président des bataillons de volontaires du Rhône, mais c'est le heurt, à la fois, des proclamations audacieuses et des scissions de la peur ou des responsabilités. Ces divisions ou ces incertitudes de l'opinion lyonnaise vont faciliter la reprise de Lyon par l'armée royale ; compliquée de négociations professionnelles, de démarches personnelles et intéressées, la lutte est menée par le duc d'Orléans et le maréchal Soult, les mesures décidées pour le rétablissement de l'ordre comportent l'annulation du tarif, des arrestations, bien entendu, la réorganisation du Conseil des prud'hommes dans le sens du resserrement de l'électorat ; le gouvernement fit accélérer les travaux de fortification de la ville, désormais ceinturée de forts — comme bientôt Paris.

Échec donc, puisque étaient vaincus les hommes qui avaient pris les armes sous les plis d'un drapeau portant cette inscription : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », mais dont la résonance nationale et internationale a été immense depuis les débuts du règne de Louis-Philippe jusqu'au temps de Lénine. Dans le chapitre cinquième et dernier de son livre, M. Rude a groupé en une fresque émouvante les faits et les textes caractéristiques : agitation politique en France dans les

départements les plus proches de la cité ouvrière audacieuse et vaincue, inquiétudes touchant l'état d'esprit des ouvriers de Rive-de-Gier et de Saint-Étienne, dont on craignait l'insurrection, et cette *Harmonie* sur les *Révolutions*, composée par le garde national à cheval Alphonse de Lamartine, à qui est alors révélée toute la question sociale, encadrée par les articles d'Armand Carrel, de Saint-Marc Girardin, d'Ozanam et de Chateaubriand, commentant l'article du *Journal des Débats*, qui avait traité la « classe ouvrière » de barbares et d'ennemis. Et voici Lamennais, Lacordaire, la poétesse Marceline Desbordes-Valmore, dont les lettres de novembre sont un témoignage typique, le poète Vigny et ces prosateurs sans illusions que sont Stendhal et Prosper Mérimée.

Hors de France, dans la voisine Italie, en Autriche, en Russie, en Angleterre, les événements de Lyon ont été connus, étudiés, commentés, comme dans les écoles socialistes françaises, le saint-simonisme d'abord, responsable pour une partie du mouvement lyonnais, puis Fourier, et avec ou après eux, K. Marx et Tchernichewsky, Proudhon et Paul Lafargue. Et M. Rude s'ajoute à ces commentateurs pour tenter de marquer le caractère et de définir le sens de l'insurrection de novembre 1831 : insurrection qui n'est pas à proprement parler « émeute de la faim », qui ne fut pas purement sociale ni absolument apolitique, mais où les canuts ont revendiqué, les armes à la main, le droit au travail et à la vie.

Georges BOURGIN.

P. RENOUVIN. *Histoire des relations internationales. T. V : Le XIX<sup>e</sup> siècle, 1<sup>re</sup> partie : De 1815 à 1871. L'Europe des nationalités et l'éveil des nouveaux mondes.* Paris, Hachette, 1954 ; in-8°, 421 pages.

Les premiers tomes de cette histoire ont déjà fait connaître la présentation extérieure du volume. La période est importante. L'Amérique échappe, politiquement du moins, à l'Europe, qui n'a encore, sauf en Inde, de compensation ni en Asie ni en Afrique, mais la question chinoise et celle du monde islamique vont s'ouvrir bientôt. Le déclin de l'empire ottoman s'accentue, comme celui de l'Espagne. Après de longues guerres, la Grande-Bretagne et la Russie viennent d'écarter la France de l'Europe centrale. Sans moyens militaires, le gouvernement de Londres craint, plus qu'une revanche française, une hégémonie continentale russe qui répondrait à sa propre hégémonie maritime. Or, en 1871, l'Angleterre laissera s'instaurer l'hégémonie du nouveau Reich après une nouvelle défaite de la France.

L'événement décisif serait sans doute l'initiative de Nicolas I<sup>er</sup> en Turquie (1853), démarche qui provoque l'alliance franco-anglaise et la guerre de Crimée (« la seule invasion de la Russie qui ait réussi », dit l'Anglais Taylor) ; en effet, l'effacement russe consécutif au traité de Paris sera durable. L'alliance des puissances du Nord se disloquait dès que l'Orient était en jeu. La voie s'est trouvée ouverte pour Napoléon III, puis pour Bismarck, qui, après 1871, établira un nouvel équilibre.

Les grands traits de cette évolution sont connus. Trois livres la développent : 1815-1840, un quart de siècle d'une étonnante stabilité ; la crainte de la révolution est le commencement de la sagesse. Cette stabilité est naturellement propice à la Grande-Bretagne. 1840-1851 : c'est la brève maturation, puis l'éclat du « printemps des peuples ». Mais, après avoir renversé la légitimité, le romantisme révolutionnaire montre son impuissance. Enfin, de 1851 à 1871, vingt années de crises

secouent le monde entier, de la guerre américaine à celles de Chine en passant par Sadowa et Sedan. L'exposé est conduit avec cette clarté aisée qui décèle l'assimilation d'une immense bibliographie et aussi ce don de présentation à la fois précise et sans pédantisme qui caractérise l'enseignement de M. Renouvin. Beaucoup de pages mettent au point un état tout récent des recherches. Entre autres, celles qui sont consacrées à l'indépendance de l'Amérique latine, aux débuts de la politique européenne en Extrême-Orient, aux affaires du Texas et de l'Amérique centrale, à la politique austro-prussienne entre 1863 et 1866 (point si renouvelé par les travaux contemporains), enfin aux origines et à l'aspect diplomatique de la guerre franco-allemande. Parfois, au contraire, un exposé plus circonstancié ne laisserait pas le lecteur : ainsi, comment le conflit diplomatique de 1853 évolue-t-il vers un conflit armé, ou encore le détail des négociations franco-prussiennes de 1866 à 1867. L'auteur manquait d'espace peut-être, ou il a craint de trop accorder à une histoire « événementielle » qu'il estime entrée dans le domaine public. L'ouvrage combine l'exposé continu avec les chapitres d'interprétation critique. Par exemple, à propos de l'unité italienne et même de l'unité allemande, M. Renouvin prend franchement du recul et, dégagé du souci de l'exposé chronologique, aborde la discussion des points qui lui paraissent utiles à élucider : ici, le lecteur trouvera beaucoup à retenir ; les considérations classiques sur les politiques de Napoléon III, de Cavour, de Bismarck sont assouplies ou modifiées. On n'en citera que quelques traits : Cavour n'a pas envisagé la possibilité d'une Italie unifiée avant 1857 ; la personnalité de l'empereur reprend sa complexité. Ainsi, en laissant publier la fameuse lettre d'Orsini, Napoléon III voulait « mettre les adversaires français de sa politique italienne en face de leurs responsabilités en leur rappelant à quel risque » ils exposaient la personne impériale.

Tout au long de l'ouvrage, M. Renouvin pose des questions de méthode. Dès l'introduction, il écrit : « Indiquer la portée de ces transformations et en chercher les causes, tel est le but que doit se proposer une histoire des relations internationales. L'étude de ces relations est inséparable de celle des forces profondes, matérielles ou spirituelles, qui contribuent à déterminer la politique extérieure des États. C'est pourquoi il a paru indispensable, dans chacune des parties de ce livre, de tracer une esquisse de ces forces, en rappelant brièvement les caractères de la vie économique ou des mouvements de pensée et en essayant de montrer l'influence de ces facteurs sur les relations politiques entre les États. Mais, dans ce domaine, les travaux de base restent insuffisants. » Les travaux d'histoire économique portent plutôt sur l'intérieur de chaque État et l'étude des mouvements commerciaux est encore lacunaire : on se borne à l'étude des tarifs douaniers. La quasi-inexistence des études de structure sociale (les beaux travaux de Louis Chevalier sont d'hier), la rareté relative des travaux sur la représentation collective que les différentes nations se forment sur les peuples étrangers, tout cela fait que l'histoire des relations internationales, bien loin d'apparaître comme un aspect sclérosé des disciplines historiques, peut être en réalité considérée comme un des domaines susceptibles d'importants renouvellements.

Dans les chapitres inauguraux de chacun des livres de son ouvrage, l'auteur se trouve, en conséquence, moins muni de références qu'il ne le désirerait. Ce sont néanmoins de bonnes « bases de départ ». Et, au cours de toutes ses discussions, M. Renouvin pose sans cesse la question : quelle fut, en l'occurrence, celle des forces profondes dont l'influence a prédominé ? La conclusion, c'est qu'à cette époque (plus tard, ce pourrait être différent), la grande force de bouleversement a été le



mouvement des nationalités, c'est-à-dire un phénomène de mentalité collective. Les facteurs économiques n'ont eu qu'un rôle d'appoint. Plus influents dans les questions américaines et asiatiques, leur rôle ne fut jamais exclusif : ainsi Chine et Japon ont réagi aux mêmes pressions de façon très différente. Enfin, les forces anonymes n'ont pas eu un rôle exclusif non plus. L'influence des hommes d'État a été souvent décisive : M. Renouvin reprend donc l'interprétation de leur psychologie personnelle, il fait leur « portrait » comme on disait dans l'ancienne histoire académique — avec raison selon nous. Dire que l'unification de l'Allemagne ou de l'Italie, que l'écroulement de l'empire turc étaient inévitables est un raisonnement *a posteriori*. L'histoire n'est pas irréversible, elle n'a qu'une dimension dans le temps. Aussi le rythme des évolutions y transforme tout l'équilibre des facteurs et rend imprévisible l'aboutissement final. La politique a donc sa réalité propre ; on le mesure particulièrement dans ce domaine des relations internationales auquel M. Renouvin a voué ses recherches. Nous ne pouvons mieux terminer qu'en citant un passage de sa conclusion : « Certes, les initiatives des hommes d'État n'ont de succès que dans la mesure où elles ont été préparées par le jeu des forces profondes ; mais, lorsque ces forces n'ont pas trouvé un homme capable de les diriger, elles ont échoué. »

Louis GIRARD.

A. J. P. TAYLOR. *The Struggle for mastery in Europe 1848-1918*. Oxford University Press, 1954 ; in-8°, xxxvi-638 pages. Prix : 30 s. (The Oxford history of modern Europe.)

Ce volume inaugure une histoire d'Oxford de l'Europe moderne, de la Révolution française à la seconde guerre mondiale. La collection complète comprendra seize volumes. Dans la première section, un volume (ou davantage) sera consacré à chacun des pays, ou régions, du continent ; la seconde section traitera des sujets qui doivent être envisagés d'un point de vue européen. Chaque volume sera l'œuvre d'un seul auteur.

L'aspect extérieur est semblable à celui de l'*Oxford history of England*, déjà familière au public savant. Le texte est accompagné des références nécessaires ; la bibliographie, claire et complète, termine le volume, ainsi qu'un index très bien fait. Dix-huit croquis éclairent l'exposé. Un détail fort utile : l'année au cours de laquelle se passent les événements est rappelée au haut de chaque page.

M. Taylor retrace l'histoire des soixante-six années qui s'écoulaient entre février 1848 et la paix de Brest-Litovsk. Les événements de la majeure partie de 1918 seront donc abordés au début d'un autre volume. Pourquoi ce cadre chronologique ? C'est la dernière période où l'Europe était le centre du monde. On reconnaîtra ici des thèmes parents de ceux du dernier ouvrage de M. Contamine. Au cours de cette période, la paix au total a régné grâce à l'équilibre européen : dès 1870, la France n'est manifestement plus en mesure de le rompre, et l'Allemagne ne pensera vraiment à l'hégémonie qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. C'est pour restaurer cet équilibre que les ennemis de l'Allemagne feront la première guerre mondiale : en vain. Si la guerre était restée purement européenne, l'Allemagne l'aurait gagnée. Sa défaite fut assurée par l'entrée en guerre des États-Unis, mais en même temps s'ouvrait une nouvelle période, celle de la « question européenne » ; notre continent, nouvel « homme malade », voyait désormais son sort dépendre des autres mondes. À côté des combinaisons de forces, les idéologies ont eu aussi

leur rôle, secondaire au total : « Sainte-Alliance des Peuples » contre « Sainte-Alliance des Rois ». Tout s'est passé comme si des lois compensatrices, analogues à celles de l'économie libérale, rétablissaient d'elles-mêmes l'équilibre. La première guerre mondiale a déclassé à la fois les lois de l'économie et celles de la politique, au profit d'une résurrection des idéologies : Internationale communiste et Société des Nations. L'époque s'est donc placée sous le signe de la stabilité ; les grandes puissances de 1914 étaient les mêmes qu'en 1814. En 1918, au contraire, la France, l'Angleterre étaient sur leur déclin. La Russie misait sur l'Asie et comptait sur le communisme mondial plus que sur les traités d'alliance, alors qu'une paix américaine était proposée à l'Europe occidentale. Un équilibre éventuel ne pouvait plus se concevoir que dans un cadre mondial, coexistant avec des projets de domination planétaire, incompatibles avec l'existence d'États souverains. L'ouvrage insiste donc plutôt sur l'aspect « paradis perdu » que sur le caractère « origines des guerres mondiales » de l'époque.

Une substantielle introduction montre, avec ses tableaux statistiques, l'implacable déplacement des forces démographiques et économiques pesant sur les possibilités militaires. Mais l'auteur fait sa part au rôle des mentalités. Dans un monde qui croyait à la décision par les guerres courtes, le potentiel économique comptait moins que les forces immédiatement mobilisables. C'est pourquoi la puissance des États anglo-saxons fut sous-estimée. Les forces d'opinion ont joué un rôle considérable ; toutefois, les régimes les ont largement domestiquées (exception faite pour l'archaïque monarchie des tsars). En 1914, les gouvernements ont fait la guerre parce qu'elle ne leur apparaissait plus comme l'associée des révolutions. Bismarck avait maîtrisé la révolution allemande (il faudrait, à notre sens, ajouter « pour un temps » et noter que, sur ce point, il fut le meilleur disciple de Napoléon III). Si l'auteur souligne tellement l'efficacité de l'équilibre, c'est que ce dernier a permis l'isolement de l'Angleterre, et ceci à son grand profit, de 1856 à 1914. Sans la menace allemande, les ententes avec la France et la Russie auraient prolongé cet isolement.

Les « zones de basse pression » diplomatiques ont été de moins en moins la France et la Pologne, mais de plus en plus l'Europe danubienne et balkanique. Bismarck avait fait accepter sa création en la limitant ; néanmoins, le legs de la Grande-Allemagne de 1848, c'était pour lui l'alliance inéluctable avec l'Autriche-Hongrie et l'éloignement progressif de la Russie. Avec la croissance de la force allemande, la Grande Allemagne devait reparaitre : elle impliquait la mainmise sur Vienne et sur Constantinople, et, en fin de compte, une menace permanente pour la sécurité russe. Si l'Allemagne n'avait pas appliqué le plan Schlieffen, si, attaquant la seule Russie, elle avait gardé la défensive à l'ouest, la France et l'Angleterre lui auraient-elles fait la guerre en 1914 ? Le plan Schlieffen impliquait la guerre et la défaite totale.

La France, en effet, dès 1848, sentait obscurément qu'elle avait perdu la partie. Napoléon III a voulu agir en Méditerranée parce qu'il se sentait trop faible pour agir sur le Rhin, mais l'avenir était à l'Europe centrale. Delcassé n'a pas tenu l'Allemagne à l'écart de ses projets marocains, mais il l'a vite devinée dangereuse. Poincaré a mené une politique plus imprudente que celle de Delcassé, mais il voulait à tout prix maintenir l'alliance russe parce que, sans elle, la France cessait d'être une grande puissance.

La politique russe apparaît assez modérée et défensive en Europe. C'est vers l'Asie qu'elle se tourne, comme l'Angleterre vers l'outre-mer. Les Russes n'ont

jamais eu en mer Noire de force navale sérieuse. L'Allemagne, après Bismarck, a voulu garder les mains libres, ne pouvant se permettre de s'aliéner l'Angleterre sur mer et la Russie en Europe. Son grand espoir, évanoui en 1905, était un conflit anglo-russe, où elle se serait fait payer sa neutralité. Bulow semble avoir été au total un politicien et un courtisan habile, mais un homme d'État sans envergure. Quant à Bethmann, sa grande idée était de maintenir l'Angleterre à l'écart d'un conflit continental.

M. Taylor est sévère pour la politique théâtrale de Disraeli. Il souligne que Salisbury voulait équilibrer ses contacts avec la Triplice par le maintien de « l'alliance libérale » avec la France. Sa politique a échoué sur ce point à cause de la question d'Égypte. Mais l'occupation de l'Égypte rendait moins utile l'entente avec l'Autriche et l'Italie. D'ailleurs, l'Entente cordiale n'était nullement nécessaire aux Anglais, qui avaient triomphé dans la guerre des Boers en dépit de leur isolement. Ce sont les Français qui l'ont désirée et c'est l'Allemagne qui l'a développée. L'analyse de la politique d'Edward Grey est fort bien menée.

Un livre aussi riche ne saurait être résumé dans un cadre aussi étroit. Dans l'ensemble, ses interprétations concordent avec celles que les ouvrages de M. Renouvin ont diffusées dans le public français. Néanmoins un auteur britannique voit les choses d'un observatoire différent, et le lecteur aura certainement plaisir et profit à lire l'ouvrage de M. Taylor ; il fait bien augurer de la tenue scientifique et littéraire des volumes qui suivront dans la collection.

Louis GIRARD.

**Thomas Taylor MEADOWS. The Chinese and their rebellions.** Stanford (Cal.), Academic reprints, 1954 ; in-8°, LX-656 pages.

À côté des souvenirs d'Auguste Linley, chef des volontaires occidentaux dans les armées du « Roi-Fidèle » en 1860-1862, et à côté de la remarquable étude du commandant Brine, l'ouvrage de Th. Meadows, interprète au consulat britannique de Changhaï, constitue un des grands « classiques » occidentaux contemporains de la Révolution Taiping. La réédition aux États-Unis de ce texte, paru en 1856 à Londres et à Bombay, est significative du renouveau d'intérêt qui se manifeste aujourd'hui, en Occident comme en Chine, à l'égard de « l'Empire céleste de l'Extrême Paix ».

Presque exactement à cent ans de distance, les pages de Meadows n'ont rien perdu de leur fraîcheur, ni de leur valeur historique. Tour à tour sont retracées les étapes essentielles du mouvement Taiping : les révélations de Hong Siemts'iouen, la formation de la secte des « Adorateurs de Dieu » dans le Kouang-si, l'extension du mouvement révolutionnaire en 1851, la conquête du Moyen et du Bas-Yangtsé, l'instauration à Nankin d'un pouvoir indépendant. Certes on ne peut s'attendre à trouver chez cet Occidental victorien une analyse complètement satisfaisante au point de vue scientifique. Meadows a été davantage frappé par les formes extérieures du mouvement Taiping que par son contenu économique et social. S'il décrit longuement leur « néo-christianisme », leur monarchie théocratique, il n'a pas su caractériser convenablement les bases agraires du mouvement. Il est ainsi conduit à soutenir l'antériorité de leurs innovations religieuses sur leur lutte contre l'ordre impérial mandchou, antériorité dont on doute fortement aujourd'hui. Il a laissé à l'arrière-plan des aspects essentiels du nouveau régime, comme la loi de réforme agraire.

Mais Meadows, pour incomplète que fût sa connaissance des Taiping, ne se rangeait pas moins parmi leurs défenseurs. Le récit de sa visite en territoire rebelle, au printemps 1853, constitue un excellent document de première main. Il retrace en détail l'histoire des relations entre les Taiping et les Occidentaux et consacre son dernier chapitre à un plaidoyer pour une politique de stricte non-intervention dans les affaires de la Chine, dont les vigoureuses formules portent loin : « We have no right to say to the Chinese or to any people, large or small : « Submit to bad government, to bodily misery and mental depression, that we may trade with you. » The Chinese rebellions have not been got up to attack our trade ; and wherever they injure it in the interior of the country, the injury is incidental. So long as remains the case, we have no right to interfere by force... »

Meadows, esprit perspicace, fervent admirateur de la Chine (il avait même proposé de réorganiser le recrutement du « Civil Service » britannique sur le modèle des concours mandarinaux), s'était efforcé de lier l'étude de la révolution Taiping aux problèmes plus généraux que pose l'évolution de la civilisation chinoise. Il avait réfléchi, par exemple, sur la fréquence des révoltes populaires dans la vie politique chinoise ancienne ; il les considérait comme de véritables contrepoids « légaux » à l'absolutisme, dépourvus, donc, de tout caractère révolutionnaire. Il s'était interrogé sur la surprenante continuité de l'histoire de la Chine, pour l'attribuer, d'ailleurs, à la seule supériorité éthique du peuple chinois. Même si ces considérations ne peuvent satisfaire aujourd'hui les historiens de la Chine, elles font de Meadows un penseur original. Il tranche complètement, à l'égard de la Chine, avec l'état d'esprit mercantile ou dénigreur des Occidentaux de son époque (tel le Père Huc, dont il rectifie vigoureusement les nombreuses erreurs matérielles) et fait figure, à l'âge du victorianisme et des guerres de l'opium, de survivant attardé des grands « sinophiles » d'autrefois, Leibniz, Voltaire, Quesnay, Sir William Temple.

On ne peut donc que regretter le fait que cette utile réédition de *The Chinese and their rebellions* ait pris la forme contestable des « academic reprints », c'est-à-dire d'une reproduction photographique intégrale du texte original (cartes comprises), sans le moindre complément ou commentaire. Le texte centenaire de Meadows, si important pour l'histoire de la pensée occidentale à l'égard de la Chine, comme pour l'histoire des Taiping, méritait mieux. Une véritable réédition aurait pu comporter, par exemple, l'identification des noms chinois (souvent transcrits avec imprécision), le rappel du personnage de l'auteur, de son rôle personnel pendant la révolution, de sa carrière ultérieure, ou aussi la discussion historiographique d'un certain nombre de ses affirmations, en particulier sur l'origine du mouvement Taiping. La prudente formule des « academic reprints » peut sans doute s'expliquer dans la conjoncture universitaire américaine actuelle. Surtout dans le cas d'un volume aussi coûteux (11 dollars), on ne peut s'en satisfaire sérieusement au point de vue scientifique.

Jean CHESNEAUX.

Émile MOREAU. *Souvenirs d'un gouverneur de la Banque de France. Histoire de la stabilisation du franc (1926-1928)*. Paris, Librairie de Médecis, 1954 ; in-8°, 624 pages.

« Principal collaborateur » de Rouvier, auquel il rend un hommage ému — Rouvier qui, en dépit de ses talents de financier, de ses « admirables conversions

de la Dette publique », « ne jouissait pas de l'estime publique » — Émile Moreau venait de la direction de la Banque de l'Algérie quand Caillaux le fit nommer à celle de la Banque de France. « On résiste difficilement à Caillaux », écrit-il en manière d'explication. « Serai-je le liquidateur de la faillite nationale ? » Car l'inflation monétaire prenait une tournure alarmante et le Comité d'experts, que le cabinet Briand-Péret avait désigné pour remettre un rapport sur les moyens de parer à la crise, préconisait une stabilisation dans les plus courts délais.

Moreau avait participé aux travaux de ce Comité. Mais il savait les difficultés de l'opération. Non seulement elle ne pouvait avoir lieu que dans certaines conditions politiques et économiques précises, mais elle devait se heurter à l'opposition des partisans d'une revalorisation complète. Or, c'est là que réside, à notre sens, le principal intérêt de ce journal quotidien : il précise, sans révéler pourtant le dessous des cartes, l'acuité du conflit qui, deux années durant, se déroula entre stabilisateurs et revalorisateurs. Ceux-ci comptaient leurs partisans les plus déterminés parmi les banquiers qui pensaient pouvoir aligner le franc sur la livre sterling (ramenée en 1925 à la parité d'avant guerre) et obtenir un nouvel équilibre économique par le moyen d'une déflation en faisant baisser le coût de la vie et en empêchant toute hausse des salaires : tel était le point de vue que défendirent souvent avec passion les Wendel, les Neufville, les Rothschild. Doumergue penchait pour cette méthode et il semble bien qu'au début elle tenta Poincaré. « Il se sait dépositaire de la tradition bourgeoise et républicaine. Il sent que la dévaluation appauvrira les rentiers et les pensionnés, déclassera les fonctionnaires et les intellectuels au profit des commerçants, détenteurs de stocks, et des spéculateurs de tout acabit... La seule politique qui lui paraît moralement acceptable, c'est le retour au cours de 1914... » Ainsi est résumée par M. Jacques Rueff, dans sa préface, la position initiale de l'homme politique dont, jour par jour, Émile Moreau note la perplexité, les hésitations, les atermoiements, les revirements, jusqu'à celui où il se décide enfin à opter pour la stabilisation. Longtemps son but fut donc de revaloriser le plus possible un franc qui, à son arrivée au pouvoir, ne valait plus que la 218<sup>e</sup> partie de la livre. A tout le moins ramener cette dernière à ne plus valoir que 100 francs. Il se résigna quand le cours de 125 parut tenir.

Émile Moreau se présente à nous comme un ardent défenseur de la stabilisation. C'est lui qui inlassablement en fait valoir la nécessité et emporte la décision. « Le taux choisi doit représenter un équilibre entre les sacrifices demandés aux diverses catégories sociales de la population, créanciers et débiteurs, prêteurs et producteurs. » Et il ajoutait : « Aussi respectable que soit le passé, il faut songer à l'avenir de la France. » C'est la régression de l'activité économique qu'engendrerait sans nul doute une tentative de revalorisation complète qu'il craint et les troubles sociaux inhérents à une telle conjoncture. Il peut compter sur l'appui du monde industriel qu'effraie la perspective d'un ralentissement des affaires et du chômage (il cite les textiles et Péchiney)<sup>1</sup>. Mais, sans qu'il le sache, il trouve « en la personne de M. Léon Jouhaux, alors secrétaire général de la C. G. T., un allié décisif ». Et M. Rueff, qui révèle cette démarche auprès de Poincaré, insiste sur le fait que la

1. Georges DUVEAU en a fait la juste observation dans sa récente et si savoureuse *Histoire du peuple français : de 1848 à nos jours* : « L'industriel ne voit pas les choses sous le même angle (que la haute banque)... Sur eux (les industriels), plus directement que sur les banques, car leur trésorerie est plus mince, soufflent les rafales des crises... » (p. 178). « L'industrie sera très éprouvée par la politique déflationniste de Laval » (p. 358).



baisse nominale des salaires « n'aurait pu être obtenue que dans un climat de profonde dépression, qui aurait engendré de graves souffrances et grandement compromis la paix sociale ». En tout cas, rencontrant Léon Blum, chef de l'opposition socialiste, Moreau lui remontre l'utilité de ne pas favoriser « les intérêts de la spéculation et ceux de la haute banque » en combattant une opération financière devenue nécessaire.

L'ancien gouverneur se définit « un technicien ». Tout en distribuant les louanges entre ceux des hommes politiques qu'il estime pour leur compétence en matière financière ou pour leur amour de l'ordre, il ne dissimule guère la médiocre sympathie qu'il voue aux mœurs parlementaires. Son témoignage est d'un grand intérêt pour la connaissance de personnages comme Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, Strong, gouverneur de la *Federal Reserve Bank*, et le Dr Schacht, qui figurent au premier plan dans ces souvenirs. Mais nombreux sont les noms cités dans l'index alphabétique. Réflexions, calculs et gestes de cette humanité passent dans une relation que la matière pourrait rendre monotone et l'animent. Parfois les augures se regardent sans rire. « Mardi 17 janvier (1928), note Émile Moreau..., M. Caillaux m'annonce successivement que les élections seront à gauche, qu'en Allemagne les sociaux-démocrates prendront la majorité au Reichstag, que son ami Lloyd George viendra au pouvoir et que le régime soviétique est à la fin, ce qui semble, en effet, ressortir de toutes les nouvelles qu'on reçoit. »

Robert SCHNERB.

Victor ALBA. *Le mouvement ouvrier en Amérique latine*. Paris, Les Éditions ouvrières, 1953 ; in-8°, 240 pages, 4 cartes. (Collection « Masses et militants ».) Prix : 550 fr.

Ce livre intelligent et combien utile n'est pas l'œuvre d'un historien professionnel, spécialisé dans les problèmes de l'Hispano-Amérique, d'où quelques défauts qui sont la rançon légère de belles qualités : connaissance par sympathie du monde hispanique au sens large du mot, non pas livresque, mais directe, humaine et profonde, connaissance aussi des problèmes que pose sur un plan très général l'action syndicale. Le point de vue de l'auteur — volontiers celui de la technique et de la haute bureaucratie syndicale — n'en est que plus neuf et, parce que différent, plus utile pour l'historien volontiers enfermé dans ses catégories.

Après avoir posé, dans une introduction vigoureuse, les caractères originaux de l'Amérique latine — avec le souci de les rendre saisissables aux yeux d'un public français large, le plus souvent profondément ignorant de leur réalité — en insistant successivement sur le retard accumulé récemment, sur la composition raciale, sur l'absence profonde d'unité d'un monde, malgré la communauté linguistique de l'élite, domaine de la misère, du dénuement et partant sans indépendance véritable (p. 5-23), Victor Alba se livre à une trop longue mise au point historique de 80 pages, consacrée au passé colonial (chap. I : *Le peuple et son histoire*, p. 25-58), à l'Indépendance (chap. II : *Oligarchie et caudillisme*, p. 59-81) et à l'histoire du XIX<sup>e</sup> et du premier XX<sup>e</sup> siècle (chap. III : *La lutte au jour le jour*, p. 82-105), pour n'entrer, somme toute, qu'à la p. 106 dans son véritable propos. Mais, pour avoir été abordé tardivement, ce propos n'en est pas moins magistralement traité en quatre chapitres.

Un quatrième chapitre (*La Révolution mexicaine*, p. 106-132) constitue une

excellente mise au point de l'histoire récente du Mexique, d'un Mexique dont, aux yeux de Victor Alba, l'expérience la mieux conduite, malgré ses imperfections, pourrait servir de modèle pour toute l'Amérique indienne. Un chapitre v (*La lutte contre l'impérialisme*, p. 133-166) étudie la naissance d'une pensée de gauche hispano-américaine en jonction avec la constitution d'un nationalisme métis qui se cherche, dans la négation des impérialismes étrangers, européens et de plus en plus nord-américain : Mariategui, Masferrer..., mais surtout Haya de la Torre, le père de l'aprisme, sont au centre de cette étude. Un chapitre sixième au titre évocateur (*La démagogie des prétoriens*, p. 166-198), autour de la Bolivie de Paz Estensoro, du Venezuela des épigones de Juan Vicente Gomez et surtout du justicialisme de Peron, s'attache aux différentes formes d'une même réalité : « socialismes pour imbéciles », produits d'un caudillisme grossièrement démagogue. Dans un chapitre septième (*Les problèmes de demain*, p. 199-214), Victor Alba rappelle des contradictions et évoque quelques possibilités de dépassement dans le cadre d'une pensée que l'on pourrait rattacher à la ligne française d'un anarcho-syndicalisme, revigoré au contact d'un marxisme non stalinien, socialiste humaniste et volontiers parfois en coquetterie avec la gauche trotskyste.

Victor Alba a, tout au long d'un livre rapidement écrit et plein d'intelligence, le souci de comprendre et de faire comprendre. De ce souci découle sa trop longue introduction historique. Pour l'écrire, l'auteur était insuffisamment préparé<sup>1</sup>, et il s'ensuit des erreurs qui pourront indisposer le spécialiste et le détourner de poursuivre plus avant sa lecture — ce qui serait dommage, car l'auteur a beaucoup à dire sur les choses qu'il connaît. Mais il faudra, au préalable, subir quelques clichés tenaces de la Légende noire antiespagnole, lire sur l'organisation du commerce entre l'Espagne et l'Amérique, d'authentiques « horreurs »<sup>2</sup>... à côté des choses les plus finement vues et décrites, sur l'extrême variété par exemple, depuis l'ère coloniale, des langues espagnoles de l'Amérique hispanique trop vite confondues dans un tout inexistant, sur l'opposition fondamentale du caractère indien réformiste et noir « révolutionnaire »...

Outre cet inévitable fourmillement d'erreurs de détail, il y a deux erreurs systématiques qui viennent, à notre sens, fausser les perspectives du livre. Une exagération inconsiderée du concept de mouvement ouvrier qui amène l'auteur à faire, et d'une manière douteuse, l'histoire de tous les soulèvements coloniaux et post-coloniaux — en fait, choisis arbitrairement parmi ceux que la légende a consacrés — enfin, plus grave peut-être, une certaine tendance à gonfler le *social* et le *poli-*

1. Sa bibliographie le prouve. Les travaux les plus valables de l'historiographie nord-américaine lui sont totalement inconnus ; il ignore les classiques (on cherche Humboldt, sans le trouver, et l'*Interpretación del Brasil*, seule citée en traduction espagnole, n'est pas ce que Gilberto Freyre a écrit de plus représentatif et de meilleur...), même les travaux des historiens français américanistes lui échappent ; ils ne sont pourtant pas si nombreux ; ni Robert Ricard ni François Chevalier ne sont cités ni utilisés. Quant aux Espagnols récents, ils sont — la chose va sans dire — absents.

2. Le Conseil des Indes à Séville (?), p. 30, le soi-disant monopole de trois ports aux Indes (?), p. 31..., et que de contre-vérités sur l'efficacité du monopole commercial de l'Espagne avec ses colonies, à la veille de l'Indépendance... sans parler des 50 millions de noirs qui auraient traversé l'Atlantique, du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle..., d'Hispaniola (Española, l'Espagnole, notre Saint-Domingue) confondue avec Cuba (p. 39) et d'une chronologie, dans l'ensemble, extraordinairement fantaisiste. Mais il faudrait plusieurs pages pour redresser ces erreurs...

tique, au détriment de l'économique et du géographique. Parler de la richesse de l'Amérique latine, c'est vite dit, d'autant plus commode que l'on ignore les admirables travaux de Pierre Gourou sur le monde tropical et ses limites, voire même les études précises des géographes nord-américains, d'un Preston E. James par exemple, qui souligne beaucoup plus, comme il faut le faire, le handicap réel d'une nature trompeusement généreuse. Mais un certain refus de l'économique n'est-il pas, en France du moins, le travers, parfois, d'une certaine pensée qui se veut, paradoxalement, d'inspiration marxiste? Ce travers est du moins révélateur de la grande influence de la Gauche traditionnelle française sur Victor Alba.

Ceci étant dit, le livre de Victor Alba est pour l'étude du mouvement ouvrier proprement dit, dans ces dernières années, absolument irremplaçable, le meilleur sinon le seul livre de langue française sur ce point particulier. Certaines analyses y sont exceptionnellement heureuses : la Révolution mexicaine, par exemple, et le rôle décisif qu'y joua l'expérience Zapata, dans l'état de Morelos, une bonne analyse aussi de la situation argentine avant et depuis Peron, partout le rôle destructeur de l'oligarchie terrienne est admirablement dégagé.

Intelligentes et d'un rare mérite aussi, les conclusions de l'auteur. Il a raison de montrer que le premier problème est partout celui du latifundisme, tout en ayant l'intelligence de distinguer entre le latifundisme purement parasitaire de la grande propriété privée autochtone et celui — il a certains mérites à le faire — de la grande exploitation étrangère qui peut s'assortir de moyens techniques modernes. Dans le premier cas, le passage par le stade de la petite propriété lui paraît souhaitable, dans le second, à déconseiller. A retenir ce qu'il dit de la constitution au Mexique d'une caste ouvrière privilégiée coupée du peuple des campagnes, qui évolue rapidement vers un certain conservatisme social. Plus valables peut-être encore en raison, entre autres, de la personnalité de l'auteur, ses mises en garde contre une xénophobie et un antiimpérialisme à l'emporte pièce, son insistance sur la nécessité d'attirer au maximum le capital étranger nécessairement nord-américain, tout en s'efforçant de le courber aux directives de plans nationaux. Mais est-ce facile? Et il n'est pas sans intérêt de voir les conclusions d'un livre d'inspiration à la fois anarcho-syndicaliste et marxiste, déboucher sur des solutions qui appellent de leurs vœux une forte proportion d'un capitalisme vraiment concurrentiel.

Mais, au vrai, est-ce tellement contradictoire?

Pierre CHAUNU.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Histoire générale.** — Dans un petit livre intitulé *L'Europe (de Napoléon à nos jours), mythes et réalités*, et préfacé par M. Jean BRUHAT, MM. E. TERSEN, J. DAUTRY, Ch. WILLARD et J. CHAMBAZ (Paris, Éditions sociales, [1954], in-18, 158 p.; prix : 200 fr.), un groupe d'agregés de l'Université, connus déjà par des travaux solides, ont pris prétexte des discussions qui ont bousculé l'opinion en France et ailleurs sur la C. E. D. pour attaquer avec éclat l'idéologie « européenne », depuis le Directoire à nos jours. Ils ont une connaissance des problèmes diplomatiques et des données économiques, particulièrement financières, qui se sont posés à son occasion. Et, certes, leur ton est plus celui de la polémique que de la discussion scientifique; leurs sympathies politiques s'affirment avec éclat. Sans doute, il est difficile d'admettre certains de leurs points de vue. Mais on ne peut refuser à ces pages une information souvent très nouvelle et originale, une force de conviction touchant la grandeur de la France, un attachement sympathique à l'idée de paix et une audace juvénile à secouer certaines des plus hautes personnalités du pays qui n'ont pas craint de mettre leur autorité au service d'une cause pour le moins discutable.

— M. Lucien DE SAINT-LORETTE, dans *L'idée d'union fédérale européenne* (Collection Armand Colin, n° 298. Paris, Colin, 1955, in-18, 204 p.), apporte une importante contribution à l'histoire d'un concept particulièrement intéressant de droit international contemporain. Variés par la terminologie, le contenu géographique, le mécanisme juridique, déterminant des créations de toute nature et des courants politiques multiformes, les projets « européens » se sont extraordinairement multipliés, et, sans faire véritablement état de l'Europe de Charlemagne, on peut remonter au xiv<sup>e</sup> siècle pour fixer la date d'apparition du premier projet d'union basée sur l'égalité des peuples. Mais ce projet de l'avocat Dubois ne devait avoir aucune espèce d'action, et il est simplement le texte initial d'un courant dont l'intensité devait grandir peu à peu jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle. L'auteur nous guide ensuite dans la complexité des projets de Saint-Simon, de Proudhon, de l'Internationale, de Napoléon III, et, après 1870, se multiplient les plans, les systèmes, en même temps que s'intensifie la course à la guerre et qu'éclatent les vastes conflits internationaux. Ainsi, ce petit livre constitue une contribution à l'histoire des relations internationales et à la formulation d'un droit de la paix. Dans cette direction, la France a un rôle prépondérant avec Briand et son mémorandum de 1930. Mais à la décade de Briand succède la décade de Hitler, et, la paix revenue, les projets reparaissent, foisonnent; au mouvement pour la paix du Congrès de la Paix de La Haye se rattachent les institutions européennes de Strasbourg, tandis que se multiplient les institutions spécialisées, de l'O. E. C. E. à la Communauté, en passant par la C. E. D. Mais, à ce point, nous quittons l'histoire et nous entrons dans la polémique quotidienne avec le rebondissement des problèmes internatio-

naux les plus ardues. Et ce rappel suffit pour accorder au petit livre de M. de Saint-Lorette une valeur d'histoire continue et explosive.

— Jules Moch. *La folie des hommes* (Paris, R. Laffont, 1955, in-8°, 284 p., nombreux schémas ; prix : 690 fr.). — M. J. Moch, en dépit de ses fonctions parlementaires — et au besoin gouvernementales — est à la tête d'une belle bibliographie, souvent partagée avec M<sup>me</sup> J. Moch. Son dernier ouvrage, fini d'écrire à New-York, ne dépare pas les livres antérieurs, et le groupement logique d'exposés scientifiques, diplomatiques et historiques s'y harmonise autour d'un thème central : les découvertes thermonucléaires, succédant aux découvertes atomiques, ont fini par aboutir à un péril effroyable pour l'humanité tout entière. Les destructions opérées naguère à Hiroshima et à Nagasaki ne sont rien à côté des virtualités mortelles de la bombe à l'hydrogène, de la bombe au cobalt. M. J. Moch a su mettre au point, pour se rendre lisible par tous, les démonstrations physiques qui s'imposent, et il a, en recourant à ses dossiers de membre éminent de la Commission du désarmement de l'O. N. U., imposé cette idée que, si l'humanité ne veut pas périr, il n'est qu'une méthode, celle même du désarmement. Peut-être aurait-il pu ajouter à son livre un paragraphe sur les psychologies de ceux mêmes qui luttent, dans l'ombre, contre l'horrible danger, sur ces savants qui ont d'abord participé aux découvertes thermonucléaires et ont décidé, ensuite, de fuir les conclusions mêmes auxquelles ils arrivaient, et ces propagandes stupides, menées dans tant de pays, contre les adversaires d'une politique nucléaire toujours supposée unilatérale. Tel qu'il est, avec ses schémas et ses croquis, l'ouvrage de J. Moch, par son sérieux tragique, par son objectivité pourtant profondément humaine, vaut d'avoir la vaste audience que nous lui souhaitons.

G. Bx.

**Antiquité.** — Giovanni CAPOVILLA. *La tradizione greca e il problema degli Ambrons-Ligyens* (Atti della Accademia nazionale dei Lincei, Memorie : Classe di Scienze morali, storiche e filologiche. Série VIII, vol. V, fasc. 5, p. 197-310) (Rome, Accademia nazionale dei Lincei, 1953). — L'auteur de cette savante et méticuleuse enquête montre d'abord que le peuple des « Ambrons » se confond, sous un autre nom, avec celui des « Ligyens », originaires du Nord-Est de l'Asie Mineure et appelés à se répandre largement vers l'Occident. Dès une très haute antiquité, les Ambrons-Ligyens s'étaient trouvés en rapports avec le peuple « préscythique » des Cimmériens, dont l'invasion avait coûté la vie à « Ambrontas », éponyme des Ambrons. S'adonnant principalement au commerce de l'ambre, les Ambrons-Ligyens, réunis aux Cimmériens, se dirigèrent vers l'Europe centrale, en suivant de préférence les larges vallées fluviales (notamment celles du Danube et de ses affluents) ; à travers les plaines de l'Allemagne occidentale, une partie de ces émigrants gagnèrent les rivages de la Baltique, fort propices à leur genre de trafic et d'où les Protocelles les chasseront vers l'an 1000 avant J.-C. D'autres groupes, à la suite des Lélèges, se rendront dans la Méditerranée centrale et occidentale (où les Ligures, comme on le sait, tiendront une si grande place) ; arrivés en Espagne, ils en expulseront les Sicanes.

Armé d'abondantes lectures, M. Capovilla appuie ses très ingénieuses hypothèses et conclusions non seulement sur l'ethnographie, mais aussi sur une importante documentation linguistique et toponymique et sur d'intéressantes analogies cultuelles (il rappelle ainsi que les Cimbres prêtaient serment sur un taureau de bronze : or, dès une époque fort reculée, le culte du taureau était très déve-



loppé dans les pays d'Asie d'où avaient émigré Cimmériens et Ambrons-Ligyens).

— François CHAMOUX. *Cyrène sous la monarchie des Battiades* (177<sup>e</sup> fascicule de la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome) (Paris, De Boccard, 1953, in-8°, 420 p., 28 pl. h. t., 3 fig.). — L'auteur de ce remarquable ouvrage, dans lequel l'emploi de l'histoire s'allie fort heureusement à celui de l'archéologie, étudie d'abord avec la plus louable précision le milieu géographique, l'histoire des fouilles, réparties en trois grandes campagnes, et la bibliographie générale du sujet ; puis, il examine successivement la Libye avant la colonisation grecque, la colonisation légendaire, les événements de Théra et l'histoire de Cyrène depuis sa fondation jusqu'à la chute des Battiades ; enfin, il traite de la civilisation : vie sociale et économique (un chapitre spécial est consacré au silphion) ; vie religieuse ; sculpture ; un appendice a pour objet le trésor de Cyrène à Olympie. La conclusion, assez brève, mais dense et précise, de cette étude très personnelle et vivante en rappelle nettement le but essentiel : confronter les résultats de l'exploration archéologique récente avec les textes littéraires afin d'élucider l'histoire de Cyrène et de définir les traits principaux de sa civilisation. Cette enquête, tantôt modifie, tantôt contredit les notions courantes : elle nous apprend, notamment, qu'il n'y eut pas en Cyrénaïque d'établissement grec sérieux avant l'arrivée de Battos ; qu'à partir d'Arcésilas III la royauté évolua vers la tyrannie, s'attaqua aux riches propriétaires, flatta le bas peuple, usa de mercenaires, exécuta de grands travaux et s'entendit avec les Perses. Cyrène ne fut pas isolée dans le monde grec : M. Chamoux expose longuement les relations de cette ville avec Pindare et montre à merveille comment le poète a très bien vu les paysages qu'il décrit ; il insiste sur la prospérité de l'agriculture et de l'élevage, beaucoup plus florissants que l'industrie, sur le développement du trafic extérieur et sur les relations avec l'Attique : doriennes par la langue, Cyrène n'en a pas moins fortement subi l'influence athénienne (notamment dans le domaine de l'activité artistique : ses sculpteurs ont laissé plus d'un chef-d'œuvre). La vie religieuse se distingue principalement par l'importance du culte des morts et de celui d'Apolon, qui fut le « culte civique par excellence ». L'auteur souligne enfin le défaut presque total d'influence libyenne et égyptienne en Cyrénaïque et estime que cette « riante province » de l'hellénisme, où abondèrent les cultures, les pâturages, les villes, les édifices religieux et les belles sculptures, peut être regardée comme un véritable « morceau d'Europe », formant « la plus riche et la plus méridionale des îles grecques ». — Un index général, un index des mots grecs et un index des textes anciens faciliteront grandement la consultation de cet excellent livre, qui mérite toute la gratitude des archéologues et des historiens.

— Octave NAVARRE et Pierre ORSINI. *Démosthène, Plaidoyers politiques*, I (Collection des Universités de France) (Paris, Les Belles-Lettres, 1954, in-16, xviii-222 p. (dont 160 p. doubles). — Cet ouvrage édite et traduit le *Contre Androton*, le *Contre la loi de Leptine*, le *Contre Timocrates* et leurs arguments respectifs ; l'établissement du texte et la traduction sont l'œuvre commune des deux auteurs ; la seconde partie de l'Introduction (*Technique, méthode d'invention et talent oratoire*) et les notes de la page xxxviii à la page xliii sont dues uniquement au regretté Navarre ; les parties de l'Introduction concernant les débuts politiques de Démosthène et l'établissement du texte, les notices figurant en tête de chaque discours, les annotations placées au bas des pages et les notes complémentaires

ont été rédigées par M. Orsini. Il souligne avec une netteté des plus méritoires les traits dominants de la personnalité de Démosthène et l'ardent intérêt que, dès l'époque de ces plaidoyers, l'orateur portait à la vie politique de son pays ; il expose fort utilement les circonstances dans lesquelles ces discours ont été prononcés (difficultés financières d'Athènes ; importance qu'offrait pour cette ville la situation de Corinthe et, surtout, de Thasos et de Byzance, etc.) et il insiste avec raison sur la place que Philippe de Macédoine occupait déjà dans les préoccupations de Démosthène : dès 355-354, celui-ci voyait dans l'ambitieux souverain « l'ennemi le plus redoutable de sa patrie ». M. Orsini montre aussi que, dès ce temps-là, l'orateur ressentait une vive hostilité à l'égard de la politique de « renoncement » et de « passivité » conseillée ou pratiquée par un Isocrate et un Eubule, et il rappelle le prix qu'attachait Démosthène au renforcement de la marine et des finances nationales. Également fort instructives sont les notices, où l'auteur analyse de façon très claire et précise les diverses sections des plaidoyers, les annotations et les notes complémentaires par lesquelles s'achève ce savant ouvrage, dont les philologues et les historiens tireront certainement le plus grand profit<sup>1</sup>.

— *École française d'Athènes : Fouilles de Delphes*, t. II : *Topographie et architecture : le Gymnase*, par Jean JANNORAY (Paris, De Boccard, 1953, gr. in-8°, 93 p., 31 pl. h. t. ; relevés et dessins de Henri DUCOUX). — Cet ouvrage d'une précision méticuleuse et exemplaire est la première étude technique des restes d'un monument mis au jour il y a plus d'un demi-siècle ; le rapport préliminaire d'A. Homolle appelait nécessairement de nombreux compléments. S'appuyant sur les résultats d'une fouille complémentaire entreprise lors de son séjour à Athènes et signalant avec la plus louable prudence les incertitudes de plusieurs identifications, M. Jannoray présente les conclusions suivantes. L'édifice, situé à 150 mètres au nord-ouest du sanctuaire d'Athèna Pronaia, offrait le type général des gymnases grecs ; l'examen des aménagements de la terrasse supérieure montre que l'état actuel ne nous fournit plus « une idée exacte de l'état antique » ; l'auteur fait observer que la colonnade grecque se distingue principalement par l'application uniforme d'un enduit stuqué sur « l'épiderme poreux et rugueux du tuf » : l'irrégularité de ce dernier se trouve ainsi dissimulée. Étudiant les aménagements de la terrasse inférieure, M. Jannoray souligne la diligence dont les constructeurs

1. Nous nous permettons d'ajouter à ces lignes quelques brèves remarques. P. xiv, xx, xxviii : s'il est fort exact que Démosthène a généralement combattu la politique d'Eubule, il eût convenu de rappeler qu'en 354 les patriotes réclamant l'ouverture d'hostilités contre la Perse, se heurtèrent à l'opposition des deux orateurs : seulement, Démosthène obéissait à des motifs différents de ceux d'Eubule, et leur accord, limité à un domaine bien déterminé, ne durera guère (cf. P. Cloché, *Démosthènes*, p. 42-43, 47). — M. Orsini estime avec raison que Démosthène s'est inquiété des progrès macédoniens dès avant la première *Philippique* ; mais il y aurait eu lieu d'ajouter que, jusqu'en 351, l'orateur n'a proposé nul décret visant à arrêter cette expansion (son abstention peut d'ailleurs s'expliquer par des raisons fort légitimes : cf. P. Cloché, *Ibid.*, p. 71-72 ; *Les Études classiques*, t. XIX, p. 41-42). — P. xxiii : l'occupation de Crénides date de 356, et non du commencement du règne de Philippe. — P. xxviii : M. Orsini rejette à bon droit l'opinion qui représente Isocrate comme un irréconciliable adversaire de Thèbes ; mais il n'en est pas moins assuré que l'hostilité athénienne à l'égard de cette ville s'était déjà manifestée plusieurs années avant 365 et que, dans le *Plausique* (372-371) et l'*Archidamos* (366), Isocrate avait jugé fort sévèrement la politique thébaine (cf. P. Cloché, *Thèbes de Béotie*, p. 127-128, 153-154).

ont témoigné; l'exécution a été d'ailleurs fort bien servie par l'excellent calcaire bleu de Saint-Élie; les parements sont d'une insigne finesse, et le profil des moulures d'une belle vigueur. Dans la conclusion, l'auteur indique que presque rien n'a subsisté des offrandes; il rappelle que notre première mention certaine de l'édifice remonte à l'année 327-326: on réalisa alors un ensemble architectural fort simple, mais complet, avec deux pistes de course, l'une à l'air libre, l'autre sous le portique du xyste. Celui-ci fut remanié à l'époque romaine et pourvu d'une colonnade ionique en marbre, qui sera vraisemblablement réparée sous le règne d'Hadrien. Depuis l'époque hellénistique, le gymnase avait cessé d'être fréquenté par les seuls éphèbes et athlètes: il était devenu le grand centre d'instruction et d'éducation. Bref, M. Jannoray adopte l'opinion d'Homolle: la gymnastique ne paraît pas avoir enthousiasmé les Delphiens, et ils ne semblent guère y avoir excellé: ces prêtres, ces magistrats, ces exégètes et ces aubergistes, qui vivaient principalement de l'autel, se souciaient beaucoup plus d'« orner leur mémoire de poésies et de traditions locales » que de « développer leurs muscles ». Paul CLOCHÉ.

**Orient médiéval.** — Robert L. NICHOLSON. *Joscelyn I, Prince of Edessa* (Illinois studies in the Social Sciences. XXXIV, 4) (Urbana, University of Illinois Press, 1954, gr. in-8°, 108 p.). — Ce petit ouvrage d'un auteur déjà connu par une « dissertation » sur Tancred (Chicago, 1940) appartient à un genre qui paraît assez répandu aux États-Unis, et qui consiste à revoir au microscope les sujets vingt fois traités plutôt qu'à les renouveler au fond. Assurément, Joscelin n'avait été l'objet d'aucune monographie, et en mérite autant qu'un autre; mais les histoires générales de l'Orient latin lui faisaient sa place, et les détails, exclusivement politiques, que M. Nicholson ajoute, précise, corrige, ne changent rien, semble-t-il (il ne le prétend d'ailleurs pas), à ce qu'on savait d'essentiel sur son héros. Au surplus, on ne saurait manquer de s'étonner de l'indifférence témoignée par M. Nicholson, pour la tâche même qu'il s'était assignée, à la critique préalable et au renouvellement de ses sources, surtout arabes; même s'il ignorait cette langue, il pouvait trouver dans ma *Syrie du Nord*, en particulier, l'indication de l'importance que présente, pour cette période, la chronique d'Ibn al-Furât; il est vrai que je n'ai pu réaliser encore mon projet de la publier, mais l'ouvrage cité fournissait toutes les références qui eussent permis à M. Nicholson de se procurer et faire traduire les passages relatifs à Joscelin, et dont quelques-uns auraient notablement complété ou modifié certains de ses exposés (par exemple, la querelle de Tancred contre Baudouin et Joscelin). Cette lacune, qui n'eût présenté aucune importance pour un dessin à grands traits, fait que, comme monographie minutieuse, l'ouvrage ne peut être considéré en toutes ses parties comme suffisant. On craint que ne se prolonge le préjugé implicite de tant d'historiens de l'Orient « Latin », qui veut que les sources arabes soient seulement un appoint, dont on prend ce qu'on trouve sans beaucoup s'en soucier.

— *Bulletin d'Études orientales de l'Institut français de Damas* (t. XIV, années, 1952-1954, in-4°, 214 p.). — La présente livraison est certainement l'une des plus riches de la collection. Elle comprend les études suivantes: Michel Allard, *Le rationalisme d'Averroès d'après une étude sur la Création* (Le musulman, à la différence du chrétien, ne concevant pas la vérité de la foi comme inaccessible à la raison, l'attitude « rationaliste » n'est pas nécessairement antireligieuse; Averroès, malgré sa volonté de retour intégral à la philosophie aristotélicienne, lui a cepen-

dant, sur le problème de la Création, fait subir des modifications qui témoignent de son adhésion à l'Islam); — M<sup>me</sup> Janine Sourdcl-Thomine publie *Deux décrets mamluks de Marqab* et surtout étudie *Les anciens lieux de pèlerinage damascains* en en dégagcant excellemment la conclusion d'une politique des États nés de la conquête turque consistant à intégrer à l'orthodoxie les cultes populaires d'origines diverses; — Robert Mantran donne le texte et la traduction de l'ensemble des *inscriptions arabes de Brousse*, publiées jusqu'ici de façon dispersée et parfois insuffisante: on ne saurait trop se féliciter de voir le Bulletin rester ainsi fidèle à l'enseignement de J. Sauvaget; — Dominique Sourdcl publie, dans l'ordre des recherches qu'il a en cours sur les institutions abbassides, un des plus anciens petits traités les concernant, le *Livre des Secrétaires de 'Abdallah al-Bagdadi*; — Nikita Elisséeff, qui prépare un ouvrage sur Nûr ad-dîn, en détache une impeccable étude sur *La titulature de Nûr ad-dîn d'après ses inscriptions*, qui montre tout le parti que peut tirer l'histoire, comme l'enseignait encore Sauvaget, d'un genre d'enquête apparemment ingrat et étroitement technique; — enfin, Muhammad Hamidullah donne un index, précieux en attendant l'édition intégrale souhaitée, du *Livre des Généalogies d'al-Balâdhuri*, article où je veux voir aussi une marque d'attachement à notre langue et à notre pays de ce savant exilé de son Inde natale et dont l'œuvre et la silhouette sont bien connues de tous les islamisants de Paris et d'Europe. — Nous ajouterons que la présentation du Bulletin reste d'une qualité à laquelle nous sommes de moins en moins habitués en ces périodes difficiles.

— Émilie E. OUCHEK. *Index général de la « Description de Damas » de Sauvaire* (Damas, Institut français, 1954, in-8°, 146 p.). — Il y a trois quarts de siècle, l'orientaliste français Sauvaire publiait une « Description de Damas » consistant dans l'édition d'une œuvre d'histoire et d'archéologie damasquine écrite au début du xvi<sup>e</sup> siècle par 'Abd-al-Bâsit al-Almawî, accompagnée de riches commentaires; mais la mort l'avait surpris avant qu'il eût pu y mettre la dernière main, et la « Description » restait difficilement utilisable, faute d'un index. Or, ainsi que le signale M. H. Laoust dans sa préface, elle reste, malgré des vieillissements secondaires, indispensable à quiconque s'intéresse à l'histoire damasquine. M<sup>lle</sup> Ouchek, en s'attelant à un travail ingrat qu'elle a mené à bien, a donc rendu à la science un distingué service.

— *The History of Bukhara*, translated from... NARSHAKHI by R. N. Frye (Cambridge (Mass.), 1954, in-8°, xx-178 p.). — Pour la connaissance du monde musulman médiéval, les Histoires des villes, qui se multiplient à mesure de la division politique du Califat, ont souvent plus d'importance que les grandes chroniques à prétention universelle, parce qu'elles entrent plus et d'une manière plus personnelle dans le détail concret de la vie sociale. Tel est entré autre le cas de l'Histoire de Boukhara, connue par un abrégé persan du xii<sup>e</sup> siècle d'un original arabe du x<sup>e</sup>, d'autant plus que pour l'Asie centrale les grandes chroniques sont relativement déficientes. Connue des orientalistes, en particulier russes, depuis le xix<sup>e</sup> siècle, elle a été éditée en France par Ch. Schefer en 1892, mais il n'en avait jusqu'ici paru de traduction que russe. La présente version pourra donc rendre des services même hors des pays de langue anglaise. Je n'irai pas jusqu'à dire que le traducteur l'ait fait précéder d'un très personnel travail d'approfondissement; du moins, ainsi qu'en témoigne l'annotation, a-t-il utilisé consciencieusement les travaux de l'érudition contemporaine, soviétique surtout, comme il est normal en ce domaine.

Le lecteur qui, d'une manière générale, voudrait prendre connaissance de l'histoire de la partie musulmane du Turkestan au Moyen Age devra toujours se référer au magistral *Turkestan down to the mongol invasion* (1902, en russe ; trad. anglaise, 1928) de V. Barthold, qui a fait de Narshakhi, entre autres sources, le plus intelligent usage. Mais il aura aussi intérêt à prendre avec Narshakhi ensuite un contact direct. Le spécialiste aura son travail facilité par l'annotation de Frye, mais il regrettera qu'aucune numérotation n'ait été donnée qui permette de se reporter facilement de la traduction à l'édition. La traduction d'un texte supposant, à côté de connaissances linguistiques, d'égales connaissances techniques est toujours sujette à caution, même si, comme c'est ici le cas, elle paraît dans l'ensemble satisfaisante.

— A. GUILLAUME. *Islam* (Edimbourg, 1954, in-12, 208 p.). — Ce petit livre, paru dans la collection des Pelican Books, quelque chose comme notre « Que sais-je? », est dû à un auteur bien connu déjà par d'autres ouvrages de haute vulgarisation ou synthèse d'histoire musulmane à l'usage combiné du public cultivé et des orientalistes. Le public français correspondant, qui dispose en sa langue de quelques bons exposés de même ordre (en particulier de Massé, collection A. Colin, et de D. Sourdel, dans *Que sais-je?*), pourra tout de même trouver quelque profit à y ajouter celui-ci, quand il sait l'anglais : l'exposé est simple et clair en même temps que bien au courant, et sa manière personnelle est peut-être un peu plus orientée vers l'« efficiency » moderne. On ne lui demandera naturellement pas les approfondissements qu'il n'avait pas l'intention de fournir.

Claude CAHEN.

**La seconde guerre mondiale.** — M<sup>me</sup> Simon-Depitre a heureusement traduit sous le titre *Les procès de Nuremberg, crimes de guerre et droit international*, le livre du brigadier général Telford TAYLOR paru dans la collection de la « Concentration internationale » (Paris, Dotation Carnegie, s. d., in-18, 167 p.). Texte classique qui résume de façon accessible l'énorme documentation accumulée par le Tribunal international de Nuremberg.

G. BN.

— Raymond L. GARTHOFF. *How Russia Makes War. Soviet Military Doctrine* (Londres, G. Allen & Unwin, 1954, xviii-587 p. ; prix : 25 s.). — Brigadier C. Aubrey DIXON and Otto HEILBRUNN. *Communist Guerilla Warfare* (Londres, Allen & Unwin, 1954, xv-229 p., avec illustr. ; prix : 18 s.). — Le premier de ces ouvrages est une imposante « dissertation » qui a été présentée pour le doctorat de philosophie de l'Université de Yale. C'est une étude minutieuse et, semble-t-il, exhaustive de tous les règlements, manuels, livres et articles militaires publiés en U. R. S. S. et qui ont pu franchir le rideau de fer.

Complétés par les indications provenant d'auteurs étrangers ou d'anciens officiers russes réfugiés à l'Ouest, ces textes ont été méthodiquement classés et analysés.

Dans une première partie, l'auteur recherche les bases de la doctrine : ce sont essentiellement le marxisme-léninisme et les principes politiques du bolchevisme, sans oublier toutefois l'héritage de l'armée impériale et l'histoire militaire, dont l'étude est particulièrement poussée en U. R. S. S., où le Service historique de l'État-Major de l'Armée a beaucoup plus d'importance que dans les armées occidentales.

Dans une deuxième partie, il analyse, avec force citations, les principes de guerre soviétiques : dans l'ensemble, ils ne sont pas différents de ceux de toutes les armées



(offensive, concentration et économie des forces, étendue du front d'attaque, continuité de l'offensive, recherche de la surprise, etc.) ; mais leur application est facilitée en U. R. S. S. par l'énormité des effectifs.

Une troisième partie étudie l'emploi et la tactique des différentes armes, parmi lesquelles l'infanterie garde la prééminence et au profit de qui doivent surtout agir les autres.

De nombreux exemples historiques illustrent ces analyses et les textes cités.

Une bibliographie, qui comporte plus de 800 numéros, un index des matières et un index des noms de personnes complètent cet ouvrage et en font un instrument de travail extrêmement précieux pour ceux qui auront à étudier ce sujet.

On trouvera dans le second de ces ouvrages le développement d'un des chapitres du précédent, celui qui concerne l'utilisation des partisans et la guérilla.

Le but des auteurs a été d'inciter le Haut Commandement britannique à étudier et à préparer, dès le temps de paix, dans tous les pays où il pourrait avoir à agir, l'emploi des partisans, ainsi que la contre-guérilla.

A cet effet, par des extraits de documents allemands et russes, assez fâcheusement dispersés dans les divers chapitres, ils montrent l'importance que les Russes accordèrent, à partir de l'automne 1941, à cette forme de guerre, dont Mao Tse Tung, alors presque inconnu, avait, en 1937, formulé la théorie, et le rôle considérable qu'elle joua dans les opérations, surtout lorsqu'elle fut menée en liaison avec les Armées.

— Contre-amiral R. DE BELOT. *La marine française pendant la campagne 1939-1940* (Plon, 1954, 318 p., 13 cartes et 83 illustr. ; prix : 900 fr.). — Exposé sommaire, mais clair, précis et bien informé, où l'on trouvera l'essentiel de ce qu'il faut connaître sur l'histoire de notre marine (y compris notre aéro-navale) au cours de cette première année de guerre, sur ses effectifs et ses pertes, sur les déficiences de sa préparation, sur les divers épisodes de la lutte sur mer et de la défense du littoral, sur l'état d'esprit de ses cadres et de la troupe. Soucieux de défendre, ou tout au moins d'expliquer certaines décisions et certaines attitudes, l'auteur a donné un développement plus important aux questions les plus discutées, l'Armistice et l'action de la Grande-Bretagne contre notre flotte en juillet 1940 : il l'a fait avec une parfaite objectivité.

— Vice-amiral GODFROY. *L'aventure de la Force X à Alexandrie (1940-1943)* (Plon, 1953, v-532 p. ; prix : 1.200 fr.). — Témoignage précis de l'amiral qui commandait en 1940 l'escadre française de Méditerranée orientale (dite Force X) sur les réactions du personnel de cette flotte lors de l'Armistice, sur les décisions qui furent prises en juillet, par entente avec l'amiral anglais Cunningham, pour accorder les exigences britanniques avec l'obéissance aux ordres de Vichy et qui évitèrent un autre Mers-el-Kébir, sur la vie et les difficultés de cette escadre jusqu'à ce que, en août 1943, elle rejoignit les Forces navales du Gouvernement d'Alger, sur les sentiments que les événements de 1940 à 1943 inspirèrent aux cadres de notre Marine. Le récit est étayé de très nombreux documents, qui, précieux aux historiens, font le plus grand honneur à l'intelligence, à la loyauté, à la délicatesse des sentiments et à l'esprit de camaraderie des chefs français et britanniques.

— Oliver A. GILLESPIE. *The Pacific* (1952, xii-395 p., avec 8 cartes et 63 illustr.). — D. M. DAVIN. *Crète* (1953, xvii-547 p., avec 29 cartes et 58 illustr. — Wellington, War History Branch, Department of Internal Affairs). — Ces deux gros volumes

font partie d'une série de publications constituant l'histoire officielle de la Nouvelle-Zélande dans la deuxième guerre mondiale.

Le premier expose dans tout son détail la participation à la guerre de ce Dominion dans la zone S. du Pacifique : actions de petites unités navales, d'escadrilles de divers types, d'éléments de surveillance des côtes. La Nouvelle-Zélande mit aussi sur pied (outre la 2<sup>e</sup> Division, envoyée « overseas ») une Division qui eut une existence très brève : elle prit une part brillante à l'attaque de trois des îles Salomon ; mais, en raison des besoins et des difficultés du ravitaillement dans le Pacifique et dans le Royaume-Uni, le Haut Commandement allié estima plus utile de rendre ses effectifs à l'industrie et à l'agriculture, et cette Division fut dissoute en février 1944.

Le second est consacré à l'une des opérations menées par la 2<sup>e</sup> Division néo-zélandaise, la malheureuse affaire de Crète. Le développement considérable donné à ce récit d'opérations, qui durèrent une dizaine de jours seulement et opposèrent des effectifs relativement peu importants, étonne à première vue. Mais les pertes y furent sévères de part et d'autre ; pour la première fois dans cette guerre, une grande unité néo-zélandaise était engagée ; pour la première fois aussi, l'armée aéroportée jouait le rôle principal ; enfin, la décision d'occuper l'île, suivie à moins d'un mois par un réembarquement difficile et coûteux, souleva de nombreuses critiques. C'est ce qui explique que ces opérations soient exposées ici dans le plus grand détail, jusqu'à l'échelon du bataillon et même de la compagnie.

L'un et l'autre paraissent solidement documentés, et tous les ordres y sont analysés et discutés, ainsi que les critiques auxquelles ils ont donné lieu.

— Major General Sir CUY SALISBURY-JONES. *So Full a Glory* (Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1954, xii-288 p., 16 cartes, 8 illustr. ; prix : 21 s.). — Cette « vie du maréchal de Lattre de Tassigny » est exempte des erreurs si fréquentes dans les biographies écrites par des étrangers. Tout au plus pourrait-on y relever quelques lapsus, qui ne sont probablement que des fautes d'impression. Amiral enthousiaste du Maréchal, l'auteur, ancien attaché militaire à Paris, l'a connu personnellement. Il a pu ainsi, tout en condensant heureusement les nombreux ouvrages publiés en France au lendemain de sa mort, faire preuve originale, dessiner un portrait vivant et très ressemblant, qui ne dissimule aucun des traits de cette physionomie si complexe. Cette biographie peut donc non seulement être conseillée aux lecteurs britanniques comme l'une des meilleures et des plus sûres : elle peut aider les Français eux-mêmes à mieux comprendre le brillant soldat.

— Maurice BUCKMASTER. *Specialty Employed* (Londres, Batchworth Press, 1952, 200 p., avec 23 illustr. ; prix : 12 s. 6 d.). — L'ancien chef de la partie française de l'organisation *Special Operations Executive*, dont le but était de recruter, d'instruire et d'expédier en France (généralement par parachute) des groupes d'agents chargés d'y constituer des « réseaux d'action », s'était proposé d'écrire une « histoire de l'aide britannique aux patriotes français de la Résistance ». Obligé de garder encore le secret sur cette action clandestine, il s'est borné, en fait, à d'intéressants détails sur les méthodes de formation de ces agents, à des anecdotes pittoresques ou émouvantes, mais très imprécises, sur leurs aventures et sur les résultats obtenus, et à l'expression de sa vive admiration pour les Résistants de France.

— Françoise CHAVIGNE. *La tragédie de Meilhan* (Toulouse, Imprimerie Moderne, 1947, 127 p.). — Histoire de la fin tragique d'un maquis du Gers, fort d'une soixan-

taine d'hommes, aux ordres du docteur Raynaud, de Lombez, qui, après une héroïque défense, fut presque entièrement massacré par les Allemands en juillet 1944. De copieux détails biographiques sur toutes les victimes donnent une idée précise de la composition d'un maquis.

— *Touching the Adventures... of Merchantmen in the Second world war*, edited by J. LENNOX KERR (Londres, G. Harrard and Co, 1953, 256 p. ; prix : 12 s. 6). — Recueil d'une vingtaine d'histoires particulièrement typiques, écrites par des marins de commerce d'après leurs aventures pendant la guerre : attaques par des sous-marins, des avions ou des navires de guerre, évacuation de Dunkerque, transport de troupes lors des débarquements, longues divagations sur l'océan à bord de bateaux de sauvetage, etc. Elles montrent que, quoique purement défensive, leur guerre ne fut que plus pénible, plus dangereuse et plus coûteuse faute d'avoir été suffisamment préparée, et que les marins de commerce rivalisèrent de courage avec ceux de la Royal Navy. L'ouvrage a un caractère purement anecdotique.

— Commander A. B. CAMPBELL. *Salute The Red Duster* (Londres, Christopher Johnson, 1952, 208 p., avec 14 illustr.). — Récit de quelques épisodes particulièrement dramatiques ou héroïques visant à montrer en action la marine marchande britannique au cours de la deuxième guerre mondiale. Certains de ces épisodes se rapportent à des événements connus, l'évacuation de Dunkerque, les convois vers Malte et vers l'U. R. S. S., la fin du *Graf Spee*, l'affaire de l'*Altmark* dans les eaux norvégiennes ; mais certains détails étrangers à la marine marchande elle-même paraissent sujets à caution.

Général LESTIEN.

Allemagne. — A. FAUCHIER-MAGNAN. *Gœthe et la cour de Weimar* (Paris-Genève, La Palatine, 1954, 287 p., in-8°, ill.). — Le petit livre de M. Fauchier-Magnan sur Gœthe et la cour de Weimar s'adresse au grand public et risque d'être sévèrement jugé par les spécialistes. Les partis pris de l'auteur indisposent certains d'entre eux. Il est certain qu'on ne comprend pas la grandeur de Gœthe et le respect dont il était entouré si l'on néglige le nombre et l'importance des œuvres qu'il publia. Or, le livre de M. Fauchier-Magnan n'y fait que de rapides allusions. Il aurait été difficile, mais non impossible, d'indiquer dans quelle mesure Weimar a inspiré l'œuvre et dans quelle mesure celle-ci a auréolé Weimar. Et, même en ne traitant que de la cour, on aurait pu essayer d'esquisser un arrière-plan économique et social : les ressources des hobereaux du lieu, leurs attaches rurales, leurs relations familiales auraient fait mieux comprendre leurs préjugés.

Le livre manque donc incontestablement d'épaisseur. Mais tel quel, fondé sur les correspondances, les mémoires et la presse contemporaine, ce récit sans prétention apporte au public français ce que les ouvrages plus spécialisés et plus approfondis ne lui donnent en général pas : une esquisse de ce que fut la plus brillante des petites principautés allemandes à la grande époque ; des portraits des écrivains et des hommes politiques les plus renommés, tels qu'ils apparurent à leurs contemporains, avec leurs manies, leurs petitessees, leurs commérages. Les anecdotes abondent ; les scènes les plus connues voisines avec celles que les ouvrages littéraires négligent d'ordinaire. Pour l'étudiant et, d'une façon générale, pour le lecteur qui ne peut accéder à une bibliographie allemande, ce petit livre est utile. Bien que superficiel, il a le mérite d'être honnêtement documenté et simplement écrit.

— M. HEYDORN publie un livre sur le philosophe allemand Julius Banse, qui mourut le 10 décembre 1881. Considéré à tort comme un disciple de Schopenhauer, qui n'influença guère sa pensée, il fut un hégélien de gauche. Son nihilisme pourrait s'apparenter aux philosophies de l'angoisse et au pessimisme de notre après-guerre. Le travail de M. Heydorn renouvelle l'étude trop négligée de ce système. Il apporte des points de vue nouveaux, tirés de manuscrits inédits. Nous laisserons aux philosophes le soin de s'y référer et de l'apprécier<sup>1</sup>.

— La petite histoire de l'Europe de 1815 à 1848 du Dr MEYER est trop succincte pour intéresser les spécialistes. D'inspiration marxiste, centrée sur l'Allemagne, fondée sur une bibliographie uniquement allemande, elle s'adresse au grand public d'Allemagne orientale. Abstraction faite des postulats qui président au choix des faits et à leur interprétation, elle est d'une lecture aisée et s'efforce à la vie, par les textes cités, qui révèlent le sens du pittoresque de l'auteur<sup>2</sup>.

— L'*Allemagne de Hitler*, de M. DAVID, groupe les faits et les idées les plus importantes sur l'Allemagne de 1919 à 1945. L'ouvrage est objectif et s'adresse au grand public. Le début, abrupt, pourrait rebuter le lecteur auquel une analyse plus sérieuse de l'état de l'Allemagne en 1919 rendrait service. La suite se lit avec intérêt, malgré quelques erreurs de détail<sup>3</sup>.

— L'association pour l'amitié germano-polonaise publie un article du professeur polonais Aleksander Brueckner, sur l'histoire des relations germano-polonaises. Il en résulte que les deux pays ont souvent entretenu des relations amicales dans le passé. L'étude de Brueckner a été publiée avant la guerre et fort critiquée par des érudits soviétiques<sup>4</sup>.

H. BRUNSCWIG.

**Belgique.** — Marie-Rose THIELEMANS. *Inventaire des Archives des familles de Knyff de Contrœul et de la Roche* (Bruxelles, 1954, in-8°, 136 p.). — Les archives de l'État, à Mons, ont reçu, en 1952, les fonds ayant appartenu à ces deux grandes familles du Hainaut. Les documents conservés concernent presque exclusivement l'acquisition et la gestion des biens, ainsi que des procès. Une série, relative à la commune de Gognies-Chaussée, dans notre département du Nord, remonte au Moyen Âge ; le plus souvent, il s'agit de pièces plus récentes, de la fin de l'Ancien Régime ou du XIX<sup>e</sup> siècle, intéressant la Belgique. L'inventaire a été conçu spécialement pour faciliter les recherches généalogiques.

— Pieter GORISSEN. *De Prelaten van Brabant onder Karel V (1515-1544). Hun Confederatie (1534-1544)* (Louvain, Nauwelaerts, 1953, in-8°, 127 p.). (Fasc. VI d'*Anciens pays et Assemblées d'États*, en flamand *Standen en Landen*.) — La Section belge de la Commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États a jugé bon de consacrer un fascicule entier à la publication et au commentaire de

1. Heinz-Joachim HEYDORN, *Julius Bahnsen : Eine Untersuchung zur Vorgeschichte der modernen Existenz*. Göttingen, Francfort, Öffentliches Leben, 1952, in-8°, 387 p.

2. Werner MEYER, *Vormärz 1815-1848*. Potsdam, Potsdamer Verlagsgesellschaft, 1948, in-8°, 224 p.

3. Claude DAVID, *L'Allemagne de Hitler*. Paris, Presses universitaires de France, 1954, in-16, 127 p. (« Que sais-je? »).

4. *Die Geschichte der deutsch-polnischen Beziehungen im Lichte Aleksander Brueckners*. Einleitung, Übersetzung und Anmerkungen von Bolko Freiherr von RICHTHOFEN. Munich, Freiheitsbund Deutsch-Polnische Freundschaft, 1953, in-8°, 24 p.

documents (français ou latins pour la plupart), relatifs à la Confédération que les prélats (en l'occurrence, les abbés des grands monastères) du Brabant constituèrent en 1534 pour résister au gouvernement de Charles-Quint. Le conflit qui, pendant près de trente ans, opposa le premier ordre des États aux régentes nommées par le souverain, avait paru jusqu'ici aux historiens belges, notamment à Henri Pirenne, une fronde ecclésiastique sans grande portée. Les textes publiés ici ont permis à M. Gorissen de retracer toute l'histoire d'une lutte, qui, engagée sur le terrain fiscal, devint un combat pour l'indépendance de l'ordre qui constituait alors l'élément le plus représentatif des États. Le conflit, très aigu sous Marguerite d'Autriche, évolua vers un compromis, qui fut trouvé sous Marie de Hongrie. Sur le plan religieux, l'affaire n'eut, certes, pas beaucoup d'importance; elle en eut davantage sur celui des libertés provinciales.

— Hugo A. J. VAN DE PERRE. *Présences belges à Londres* (Paris-Bruxelles, L'Écran du monde; Aldington, The hand and flower press, 1954, in-8°, 110 p., 10 pl. h. t. Collection « Empreintes », n° 12). — Ce petit livre a permis à l'auteur, bibliothécaire à l'Institut belge de Londres, de développer une conférence prononcée dans cet établissement. Sous forme d'une causerie à bâtons rompus, il évoque, au hasard d'une promenade à travers la capitale anglaise, les lieux auxquels s'attache le souvenir d'un personnage originaire des pays qui constituent l'actuelle Belgique. L'auteur passe de la conquête romaine à la première guerre mondiale avec beaucoup d'aisance et nous apprend au passage une foule de faits curieux sur les princes, les artistes, les négociants et artisans, voire même les simples aventuriers, qui illustrèrent la longue histoire des rapports entre l'Angleterre et son pays.

— Jane DE IONGH. *Margaret of Austria* (Londres, Jonathan Cape, 1954, in-8°, 217 p., 1 carte et 6 portraits h. t.). — Les Belges et les Hollandais ont voué une sorte de culte aux princes de la Maison de Bourgogne, et le destin mélancolique de Marguerite d'Autriche (Fortune, Infortune, Fortune) a depuis longtemps ému là-bas les cœurs féminins. Ce livre, agréablement présenté, traduction anglaise par M. D. Herter Norton, d'un ouvrage paru en Hollande en 1941 et, de ce fait, passé assez inaperçu, n'apprendra pas grand'chose aux historiens. Il intéressera le grand public et donnera au lecteur une idée, somme toute assez juste, de la personne et du rôle de celle qui fut la tante de Charles-Quint et fit construire l'église de Brou.

J. GODARD.

**Eire.** — Constantia MAXWELL. *The Stranger in Ireland from the reign of Elizabeth to the Great Famine* (Londres, Jonathan Cape, 1954, 340 p.; prix : 25 s.). — Miss Constantia Maxwell, professeur honoraire à Trinity College, Dublin, a lu tous les « hors-venus » notables qui pendant trois siècles ont visité l'Irlande — certains, tel le comte d'Essex, les armes à la main; et de cette lecture elle tire à juste titre une image probablement assez fidèle des choses telles qu'ils les ont vues, tant économie générale qu'institutions, coutumes, idées régnantes, etc. J'ai moi-même, en mon temps, pratiqué deux informateurs à elle, deux Français, ce La Boullaye Le Gouz, mon compatriote angevin, intrépide voyageur qui s'en fut jusqu'au fond de l'Inde et finit ambassadeur de Louis XIV en Perse, et le chevalier de La Tonnaye, émigré, qui courut l'Irlande et Écosse vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et revint après la tourmente achever paisiblement ses jours dans sa Bretagne natale. L'ouvrage de Miss Maxwell est facile, même très plaisant à lire; rien d'étonnant qu'il



ait été choisi par la Book Society. Mais de plus, quelque prudence qu'il faille mettre à entériner les jugements de voyageurs parfois pressés ou présomptueux, il n'en est pas moins vrai que, par simple accumulation de petits faits vécus ou attestés, leur lecture nous en apprend souvent fort long sur le pays ou la société en question. Et de plus, avec une conscience extrême, l'auteur donne en fin de volume fidèlement toutes ses références, plus une bibliographie excellente, parce qu'elle est excellemment choisie et motivée. Bref, un livre solide et qui tient plus qu'il ne promet.

Roger CHAUVIRÉ.

**Espagne.** — Maria MONTAÑEZ MATILLA. *El correo en la España de los Austrias*. Prólogo de D. Cayetano ALCÁZAR (Madrid, C. S. I. G., 1953, in-4°, iv-253 p.). — Les travaux les plus récents sur l'histoire de la poste en Espagne étaient jusqu'ici ceux de D. Cayetano Alcázar, qui d'ailleurs s'était surtout occupé des colonies d'Amérique. Une de ses élèves, Doña María Montañez Montilla, vient de reprendre ce thème en le limitant à la période des Habsbourg. Ce n'est pas sans raison : en effet, avec le changement de dynastie, la poste deviendra un service d'État (1706).

Un chapitre préliminaire traite sommairement du Moyen Âge. Il ressort de là que les courriers fonctionnaient beaucoup mieux dans le royaume d'Aragon qu'en Castille. Après la réunion des deux couronnes, la poste devint en 1505 le monopole de la célèbre famille de Tassis ou Taxis. Originaires de Bergame, elle avait, au cours du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, organisé des services réguliers joignant l'Italie à l'Autriche et aux Pays-Bas et rendu les plus grands services à la maison de Habsbourg. Lorsque celle-ci vint à régner sur l'Espagne, elle continua à recourir aux bons offices des Tassis. L'un d'eux, François, devint *Correo Mayor* de Castille. Désormais, cette charge restera l'apanage de la famille et, après la mort sans postérité du fameux comte de Villamediana en 1625, elle passera aux Vélez Ladrón de Guevara. Les Tassis soutinrent divers procès avec les titulaires des charges de *correos mayores* qui existaient dans diverses grandes villes d'Espagne et eurent généralement gain de cause.

Le livre contient quantité d'indications sur le fonctionnement du service des postes aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles et notamment sur les relations avec l'étranger ; il renferme d'utiles pièces justificatives. Mais, dans l'ensemble, il manque d'élaboration : les problèmes essentiels pourraient être mis plus vigoureusement en lumière.

H. LAPEYRE.

— Rafael ALTAMIRA Y CREVEA. *El derecho al servicio de la paz* (Mexico, 1954, in-4°, 414 p.). — Un bel hommage de l'Université de Mexico à la mémoire du maître juriste et historien, don Rafael Altamira y Crevea, nous offre un recueil complet de ses articles sur le droit international et l'organisation de la paix.

Les hispanistes y trouveront l'occasion d'évoquer l'homme de 1898, le proche disciple de don Francisco Giner, le juriste devenu historien, et redevenu juriste pour exercer les hautes fonctions d'arbitre international. Du nouveau « siècle d'or » espagnol, don Rafael Altamira rêva sûrement d'être le Vitoria. Le plus intéressant peut-être de ses articles anciens est ce qu'ils nous révèlent de l'exceptionnelle sensibilité patriotique espagnole liée au pacifisme d'Altamira.

Sur le plan mondial, du pacifisme des années 1900 à l'admiration pour « Clémenceau » et à l'immense dégoût devant la victoire hitlérienne, c'est une grande époque vue par un homme placé par les circonstances « au-dessus de la mêlée ».

Puis-je dire ma déception, sans manquer à une grande mémoire, à constater

combien la pensée historique d'Altamira (sur tant de points admirable) paraît absente de ce livre, où la paix semble essentiellement question de droit ou de sentiment? La pédagogie historique, l'enseignement de la fraternité sont pourtant l'objet d'une bonne partie du recueil. Mais l'idée de construire la paix sur une juste compréhension des facteurs historiques de la guerre — sur son « histoire interne » (si chère à Altamira lui-même) — aurait-elle été aussi étrangère que ces articles semblent le prouver à cet esprit tout entier forgé au siècle dernier? La constatation est intéressante. Elle n'enlève rien à la figure prestigieuse d'un homme de bonne volonté, passionné d'histoire, confiant dans le triomphe final du Droit et adversaire de la violence.

Pierre VILAR.

**États-Unis.** — Hellmuth Günther DAHMS. *Geschichte der Vereinigten Staaten von Amerika* (Münich, Oldenbourg, 1953). — Dans sa collection *Histoire des peuples et des États*, où la Suisse, la Suède, l'Afrique du Sud ont déjà été traitées, la maison Oldenbourg publie une grosse histoire des États-Unis : ce n'est certes qu'un manuel ; bien fait cependant, pour un ouvrage d'histoire politique (malgré quelques sous-titres alléchants : « guerre de course » ; « du poisson aux fourrures ») ; illustré et pourvu d'une abondante bibliographie de vingt-trois pages. Le long récit des débuts (« Un monde neuf »), de l'essor du pays au XIX<sup>e</sup> (« Unité et Liberté »), nous semble d'intérêt moindre que les derniers chapitres qui traitent du XX<sup>e</sup> siècle, notamment l'après-guerre 1945-1952 décrite sous le titre « La paix perdue ». L'auteur, qui n'a pas caché son admiration pour cet État parvenu en un siècle au premier rang, n'est pas tendre pour la politique américaine des années 1945-1948. « Les vainqueurs vengeurs » : « leur paix se nommait châtement », « la corruption, le marché noir, le vol et le meurtre, la misère et la faim, voilà la politique de L. Clay ». La politique française est évoquée en passant : « à Londres, le flirt de Bidault avec l'U. R. S. S. prit officiellement fin », « le comportement hystérique de la France à la perspective du réarmement allemand ». Mais « le voyage du chancelier aux États-Unis en 1953, sa réception à Arlington aux sons de l'hymne national allemand ouvre une ère nouvelle dans les relations germano-américaines ». Tout un programme.

R. MANDROU.

— Louis SMITH. *American Democracy and Military Power, A study of civil control of the military power in the United States* (Chicago, The University of Chicago Press, 1951, 361 p., + index). — Étude des répercussions des deux guerres mondiales sur le gouvernement des États-Unis, du problème créé par l'accroissement des forces militaires dans un pays traditionnellement dominé par les institutions civiles. L'auteur passe en revue, dans un exposé dont la portée est surtout juridique, le rôle assumé par le président de la République, par le Congrès, par les nombreux comités organisés pour faire face aux exigences de la défense nationale. Il souligne l'effort de coordination réalisé entre les autorités civiles et militaires, et, à l'intérieur du *War Department*, entre les bureaux militaires, qui cessent d'agir comme autant d'organismes indépendants. Définie au début du siècle par Elihu Root, la nécessité de coordination s'affirme au cours des deux guerres et donne lieu à des réformes de base, qui modifient jusqu'à la nature des rapports entre les États locaux et l'État fédéral, mais laissent aux institutions civiles une autorité suffisante pour soumettre le pouvoir militaire à un contrôle effectif.

— Michael J. GURLEY. *Venerable John Neumann, C. SS. R., Fourth Bishop of Philadelphia* (Washington, D. C., The Catholic University of America Press, 1952,

487 p., + bibliographie et index ; prix : 6 dollars 50). — Il y a peu de chose à dire de ce volume. Le long exposé qu'il nous offre de la carrière de l'évêque John Neumann est un récit chronologique sans personnalité et passablement monotone, dont il y a peu de données à extraire pour l'histoire des États-Unis au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. On y trouvera quelques aperçus intéressants sur la population catholique de Philadelphie à l'époque où l'évêque prend possession de son siège, sur les groupes qui la composent, sur la place qu'y occupent les immigrants de date récente. On lira avec profit les passages relatifs aux difficultés que créait à l'œuvre du nouveau pasteur la diffusion d'un mouvement nativiste, résolument hostile au catholicisme, dont il redoutait l'essor trop rapide, les conceptions autoritaires, incompatibles avec l'esprit républicain des institutions américaines, et qu'il dénonçait comme une religion d'étrangers, d'Irlandais et d'Allemands surtout, dont les croyances ne pouvaient se concilier avec celles des Américains de vieille souche. Mais, en dehors de ces quelques éléments, qui n'interviennent qu'à titre complémentaire, on est obligé de convenir que cette trop classique biographie manque de relief historique. Elle décrit une carrière ecclésiastique, dont le principal intérêt est de se situer à un moment où l'Église catholique conquiert une place importante dans un pays jusque-là dominé par les confessions protestantes.

— Mary Elizabeth MASSEY. *Ersatz in the Confederacy* (Columbia, University of South Carolina Press, 1952, 209 p., + bibliographie et index ; prix : 5 dollars). — Ouvrage de vulgarisation relatif aux innombrables difficultés que la guerre civile suscite dans la vie matérielle des États confédérés. Quelques considérations d'ordre général établissent les causes et les modalités des insuffisances qui se sont alors manifestées dans l'économie du Sud, la carence du gouvernement devant les problèmes qu'elles posent, l'action néfaste des spéculateurs, l'obligation pour les législatures et les gouverneurs des États de chercher des remèdes ou des palliatifs à une situation dont le gouvernement central, tout entier à son effort de guerre, se préoccupe assez peu. Ces vues, clairement exposées, ne sont pas sans intérêt. Mais on regrette que l'auteur en ait réduit l'étude pour se consacrer surtout à l'examen de détails matériels sans fin, dont l'énumération devient assez vite fastidieuse et tombe trop souvent dans le lieu commun.

— Frank E. VANDIVER. *Ploughshares into Swords. Josiah Gorgas and Confederate Ordnance* (Austin, University of Texas Press, 1952, 314 p., + bibliographie et index ; prix : 3 dollars). — Dans un esprit plus scientifique, et en s'aidant d'une abondante documentation, M. Frank E. Vandiver étudie l'œuvre du brigadier général Josiah Gorgas au cours de la guerre de Sécession. A celui-ci appartient la tâche difficile d'organiser le Bureau de l'Artillerie et des Armes des États confédérés, ce qui soulevait une multitude de problèmes d'ordre technique, diplomatique, financier, dont la solution devait, en dernière analyse, dépasser les possibilités du Sud. Il est certain que le sujet, en raison de la diversité de ses aspects, offre une riche matière à l'historien. L'auteur est amené à examiner la question du blocus des États confédérés et de la stratégie imaginée par ces derniers pour en éluder les obstacles. Il discute longuement la question des matières premières, de la mise en valeur des ressources minières du Sud, celle de l'édification hâtive d'une industrie de guerre et des difficultés qui en résultent avec les autorités locales de Virginie, celle du financement des importations d'armes et de matières premières d'Europe. Il permet ainsi de mesurer l'importance et la complexité du

travail effectué par Josiah Gorgas, l'effort réalisé par celui-ci pour établir une étroite coordination entre le gouvernement central et les gouvernements locaux, et pour assurer le ravitaillement des troupes confédérées en armes et munitions jusqu'à l'effondrement d'Appomatox.

L'exposé est compact, malheureusement, encombré d'une multitude de chiffres souvent inutiles, de détails un peu stériles sur les rivalités personnelles qui se jouaient autour ou à l'intérieur de l'Ordinance Bureau. De là une impression générale de confusion et de monotonie, d'autant plus regrettable que le livre, s'il était mieux construit, s'il présentait un tableau plus concis des grandes phases de la désagrégation de l'économie de guerre du Sud, aurait pour le lecteur un intérêt plus large, qui ne serait pas seulement — ce qui est trop fréquemment le cas — un intérêt documentaire.

M. GIRAUD.

**Extrême-Orient.** — Jean FREDET. *Quand la Chine s'ouvrait. Charles de Montigny, consul de France* (Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, 1953, in-8°, xv-292 p.). — Ce récit légèrement romancé, au ton passablement hagiographique, repose néanmoins sur un dépouillement très méthodique des documents consulaires et diplomatiques français, des archives des principales sociétés missionnaires, de la presse occidentale de Chine. Il précise la curieuse personnalité de Montigny, fils d'émigrés à la Cour de Mitau, ancien philhellène, qui vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle met son tempérament aventureux au service de la politique française en Extrême-Orient : membre de la mission Lagrenée en 1844, consul à Changhaï en 1848-1853, puis en 1857-1859, et à ce titre fondateur de la concession française de la ville, plénipotentiaire malchanceux au Siam, au Cambodge et au Vietnam en 1857-1858.

Le travail de Fredet, en outre, met utilement en évidence les hésitations et les réticences des milieux diplomatiques et commerciaux français à l'égard du programme ambitieux d'expansion que Montigny leur propose (réclamant, par exemple, une massive intervention armée contre les Taiping, ou s'efforçant d'intéresser les Chambres de Commerce françaises à l'envoi régulier d'échantillons dans les ports chinois), programme qui ne se réalisera que quinze ou vingt ans plus tard. Il abonde aussi en détails pittoresques sur les transformations sociales des « ports ouverts » dès le lendemain de la guerre de l'opium, et sur l'apparition d'un monde interlope de trafiquants et d'aventuriers occidentaux, de pirates et de compadors chinois.

— Rhoads MURPHEY. *Shanghai, Key to modern China* (Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1953, in-8°, xii-232 p.). — Cette esquisse de géographie urbaine reflète des préoccupations surtout géographiques : elle décrit tour à tour la population, le site et la situation générale de la ville, son commerce, l'organisation de son ravitaillement alimentaire, son activité industrielle. Mais l'auteur a dépouillé plus de trois cents ouvrages ou articles, dont beaucoup présentaient un caractère historique. Il ne s'est pas désintéressé des problèmes politiques auxquels a été constamment lié le développement de Changhaï, pas plus que des étapes de son développement économique. A ce titre, et en l'absence d'un bon précis historique consacré à l'agglomération changhaïenne, son ouvrage sera précieux pour l'historien.

— Werner LEVI. *Modern China's foreign policy* (Saint-Paul, University of Minnesota Press, 1953, in-8°, 399 p.). — L'étude de M. Levi, circonscrite en fait à la

politique extérieure chinoise pendant la première moitié du  $xx^e$  siècle, s'appuie sur quelques documents de presse, sur les documents diplomatiques américains, sur les nombreux ouvrages et articles anglo-saxons déjà publiés sur ces problèmes (et dont il eût été utile de présenter en fin d'ouvrage un relevé systématique).

Certains aspects mal connus des relations internationales de la Chine y font l'objet de précisions intéressantes. Ainsi les tentatives américaines de 1905-1910 auprès de Pékin, destinées à faire pièce au rapprochement s'esquissant alors entre la Triple-Entente et le Japon. Et l'auteur a eu raison de mener son étude jusqu'en 1953, en retraçant au moins sommairement les grands traits de la diplomatie de la Chine populaire : entente avec l'U. R. S. S., hostilité aux U. S. A., prestige grandissant parmi les peuples de l'Asie non communiste.

Mais il est difficile de considérer que cet ouvrage, où le commentaire tient souvent plus de place que l'exposé méthodique des faits, représente des progrès substantiels par rapport aux manuels anglo-saxons déjà consacrés au même sujet : tels ceux de Morse et MacNair, de MacNair et Lach, de Paul Clyde. Il n'est pas douteux que pour renouveler réellement l'histoire de la Chine du  $xx^e$  siècle, pour lui faire dépasser le stade de la compilation, de nouvelles études de première main sont impérieusement nécessaires.

Depuis l'enquête déjà ancienne de F. C. Remer, aucun travail n'a précisé, par exemple, l'évolution des investissements étrangers en Chine au  $xx^e$  siècle, évolution à laquelle M. Levi ne fait guère allusion, en dépit de son rôle déterminant. Jusqu'en 1937 et même jusqu'en 1949, les moyens de pression économiques et financiers dont disposent les étrangers restent suffisamment importants pour que les gouvernements chinois soient successivement maintenus dans une position subordonnée. C'est seulement en analysant attentivement ce contrôle économique occidental sur la Chine que M. Levi aurait pu éviter de prendre trop au sérieux la progressive « mise en veilleuse » de l'appareil légal des traités inégaux par les Occidentaux, de 1922 à 1943. De même, de solides études de détail seraient nécessaires pour établir comment, pendant la période considérée, la politique intérieure chinoise se trouve constamment subordonnée à la politique des Occidentaux en Chine. ce que M. Levi ne met guère en lumière : aide militaire et financière aux « seigneurs de la guerre » ; intervention financière en faveur ou au détriment des diverses factions politiques, par le jeu du « surplus douanier », dont est maître le Corps diplomatique de Pékin (et que Sun Yat-sen se vit constamment refuser, sauf pendant quelques mois en 1919-1920) ; aide à Chiang Kai-shek contre les communistes chinois.

Jean CHESNEAUX.

**France.** — J'admire l'achèvement des publications officielles. Je suis donc parfaitement heureux de l'apparition du second fascicule du *Dictionnaire topographique du département de la Sarthe*, établi par M. Eugène VALLÉE et achevé par M. Robert LATOUCHE (Paris, Imprimerie nationale, 1952, in-4°, p. 401 à 1061). On y trouve l'achèvement du *Dictionnaire* proprement dit et la table des formes anciennes avec les variantes modernes.

— Les *Actes du 79<sup>e</sup> Congrès national des sociétés savantes*, qui s'est tenu à Alger en 1954, viennent de paraître (Paris, Imprimerie nationale et Presses universitaires de France, 1955, in-8°). Nous y noterons particulièrement : E. APPOLIS, *Un éotique prévaricateur à l'occasion du système de Law* (Antoine Phélippeaux, de Lodève) ; — J. VIDALENC, *Le monde, la cour et la ville vus d'Aix-en-Provence à la fin*



du XVIII<sup>e</sup> siècle (1770-1783); — P. ARCHES, *La fête de la Fédération de 1790 dans la commune de Montauban*; — D. LIGOU, *Les cadres des bataillons de volontaires du département du Lot*; — EMERIT, *Une cause de l'expédition d'Alger, le trésor de la Casbah*; — X. YACONO, *Peut-on évaluer la population de l'Algérie vers 1830?* — J. CHATERIL, *La réorganisation du notariat sous les rois sardes Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> et Charles-Félix I<sup>er</sup> (1824-1831)*; — M.-J. BOPP, *Les Alsaciens et la culture du coton en Algérie sous le Second Empire*; — ARNOULES, *La politique internationale des beys de Tunis entre 1830 et 1880*; — M<sup>lle</sup> G. LEBEL, *Les débuts d'un village de colonisation dans le Mitidja, El Affroun (1848-1850)*; — Commandant CHALMIN, *Les bureaux arabes de leur création à la chute du Second Empire*; — E. APPOLIS, *Un complot ultramontain sous l'ordre moral, la commission de Mgr Le Courtier, évêque de Montpellier (août-décembre 1873)*; — A. NONSEH, *Le monde ouvrier constantinien en 1900*; — M<sup>lle</sup> FÉRAL, *Esquisse sommaire de l'histoire de Montauban sous l'occupation*.

— La collection des *Études de théologie et d'histoire de la spiritualité* vient de s'enrichir, par son XIII<sup>e</sup> volume, d'un travail du chanoine Étienne CATTÀ consacré à *La vie d'un monastère sous l'Ancien Régime. La Visitation Sainte-Marie de Nantes (1630-1792)* (Paris, Vrin, 1954, in-8°, 575 p.; prix non indiqué). Dans cet énorme ouvrage, qui repose sur une large documentation, le distingué professeur à l'Université catholique d'Angers examine la vie matérielle, la vie intellectuelle et religieuse des Visitandines nantaises, le rayonnement de leur spiritualité, les relations directes et indirectes de ces sœurs avec les grands esprits religieux de l'époque où fut fondée leur maison, saint François de Sales, sainte Chantal, sainte Marguerite-Marie Alacoque, M. Olier, et les vingt-deux chapitres du livre, avec leur abondante annotation et, au besoin, leurs citations, entre lesquels il se divise, en font une étude de qualité; la bibliographie, limitée à l'Institut de la Visitation, rendra des services — sous la réserve de quelques corrections typographiques fort minces. Histoire vivante, au demeurant, et dont un des chapitres les plus émouvants est celui qui retrace la tourmente révolutionnaire, avec la destruction du monastère et la dispersion, l'emprisonnement, le martyre même des sœurs chassées de leur couvent, la libération des survivantes après l'exécution de Carrier. L'auteur indique, dans les dernières pages de son volumineux travail, les conditions dans lesquelles l'ordre reparut après le Concordat et vécut aux temps modernes. Mais c'est au temps de sa fondation et de son rayonnement qu'il consacre le plus de pages, substantielles, dirions-nous, si cet adjectif pouvait s'allier avec la spiritualité qui s'en dégage naturellement.

— On doit à l'archiviste en chef de Seine-et-Marne, M. Jean HUBERT, une belle publication, qui a eu l'honneur d'être offerte en hommage par M. le président du Conseil à Sa Sainteté Pie XII. Il s'agit des *Manuscrits de J.-B. Bossuet conservés aux archives de Seine-et-Marne* (Melun, 1925, in-4°, 43 p., XX planches de reproductions photographiques). Ainsi des textes de toute nature qui sont entrés par des voies diverses sont groupés dans ce dépôt de 1907 à 1954, dont plusieurs ont été publiés par d'anciens éditeurs des œuvres de Bossuet, dont d'autres étaient inconnus ou apportent par leur écriture ou leur disposition graphique des éléments utiles à l'interprétation de la pensée du grand orateur catholique. L'introduction, due à M. Hubert, apporte des précisions intéressantes à l'épiscopat mellois de Bossuet et à l'histoire de l'édition des œuvres de celui-ci. Les textes publiés ou reproduits

proviennent du grand séminaire de Meaux, des anciennes collections Lhuillier, Le Blondel, comtesse de Gramont d'Aster, et d'acquisitions des archives de Seine-et-Marne. Au total, contribution importante à la biographie de Bossuet et à l'histoire de l'Église française au XVII<sup>e</sup> siècle.

G. Bn.

— Émile APPOLIS. *Le jansénisme dans le diocèse de Lodève au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Albi, Impr. coopérative du Sud-Ouest, 1952, in-8°, xxviii-325 p., 2 pl., 1 carte). — Auteur d'une thèse principale sur la vie administrative et économique dans le diocèse « civil » de Lodève au XVIII<sup>e</sup> siècle (voir la *Rev. hist.*, t. CXCII, 1954, p. 115-118), M. Appolis a consacré sa thèse complémentaire à la même circonscription territoriale, mais considérée cette fois au point de vue de la vie religieuse. Il ajoute ainsi à la série des études diocésaines que nous possédons déjà sur le jansénisme un numéro intéressant. La question se posait, en effet, de savoir si les *Nouvelles ecclésiastiques* qui, à l'époque où l'agitation des appelants battait son plein, représentaient le Lodévois comme un bastion de ces doctrinaires exprimaient là une réalité vérifiable.

Après un premier coup d'œil sur le clergé du ressort, clergé peu cultivé que n'avait pas atteint la vague augustinienne du XVII<sup>e</sup> siècle, M. Appolis examine successivement les trois évêchés du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est accorder aux évêques, peut-être un peu trop *a priori*, une influence essentielle sur le destin des doctrines dans leur diocèse ; mais il se trouve que la demi-passivité et la faiblesse de pensée de la plupart des séculiers du diocèse les rendaient particulièrement sensibles à l'esprit rayonné par l'hôtel épiscopal. La première figure présentée par M. Appolis est celle de Jacques-Antoine Phélippeaux, cousin bien en cour du contrôleur général Pontchartrain, évêque sceptique, de mœurs dissolues, que flagelle une page de Saint-Simon. Cet indifférent a adhéré à la bulle *Unigenitus* « pour ne pas se singulariser », mais il ne fait rien pour refouler les formules subversives répandues à partir de 1723 par Montpellier, siège du militant Colbert de Croissy. A Georges de Souillac (1733-1750), qui apparaissait déjà au premier plan de sa thèse principale, M. Appolis a accordé près de 200 pages. C'est là le centre de son étude : il y a placé toute sa description des chapitres, des paroisses et des couvents, à côté d'un portrait psychologique de l'évêque. Souillac n'est pas un janséniste déclaré ; mais c'est un théologien « rigoriste », sévère et même austère. Peu ami du cardinal de Fleury qui, originaire du pays, a peuplé le chapitre cathédral de ses clients, il entretient des relations de sympathie avec des appelants, et sa correspondance avec le médecin Haguenot, de Montpellier, a fourni à M. Appolis bien des citations suggestives. Ses débats avec les Jésuites, ses compromissions doctrinales elles-mêmes favorisent de visibles progrès jansénistes, qu'appuient aussi des religieux comme les Doctrinaires de la congrégation d'Avignon. Mais il s'agit là d'un jansénisme, et d'un quesnellisme importés, qui ne mordent pas profondément dans le corps indigène. M. Appolis ne semble pas accorder d'importance à leur diffusion chez les laïcs. Parmi les clercs du pays, un seul nom qui compte : Jean Martin ; le commun des prêtres, peu curieux de théologie, s'abstient de s'engager dans un conflit qu'il comprend mal ou qu'il préfère ignorer. Sous l'épiscopat de Fumel (1755-1790), et même dès les débuts de cet épiscopat, le jansénisme lodévois, sporadique et épisodique, sera vite neutralisé.

C'est donc par un procès-verbal de demi-carence que M. Appolis achève son enquête ; mais cette enquête, bien menée, a été pour lui l'occasion de pénétrer, pour notre profit, dans la vie intime d'un diocèse. Il nous en donne un tableau tout à fait

attachant et beaucoup de ses observations, par exemple sur les intrusions de Fleury ou sur les connexions de sentiments qu'il surprend entre les appelants et les protestants cévenols, retiennent l'attention. Travail consciencieux et clair, que des rapprochements plus résolus avec les recherches de l'abbé Raison, de J. Godart, de G. Le Bras et d'autres sur divers diocèses de France eussent, ici et là, éclairé encore.

H. D.

— Bernard KAYSER. *Cent ans d'expansion cannoise. La campagne devant l'urbanisation. Documents pour servir à l'histoire de Cannes* (Cannes, impr. Devaye, 1954, 27 x 18, 47 p.). — L'essor des villes a-t-il favorisé la prospérité des campagnes? Tel est le thème de l'étude de B. Kayser, qui répond par la négative en ce qui concerne la région de Cannes. L'adduction d'eau pour la ville a rendu plus difficile l'irrigation des campagnes; l'organisation de marché de consommation impose une lourde journée au paysan; et ses avantages sont compensés par la cherté des produits cannois; le tourisme ne profite pas à l'arrière-pays, le faire-valoir direct a reculé au profit de la propriété urbaine. Et, encore moins qu'à la campagne, la croissance urbaine n'a rendu service au paysan qui n'a souvent trouvé qu'un remède à sa situation : l'exode.

A. MEYNIER.

— Louis GRIMAUD. *Histoire de la liberté d'enseignement en France*. T. VI : *La Monarchie de Juillet* (Paris, Éditions de l'Apostolat de la Prière, s. d. (1954), xxxvi-834 p.). — Comme les tomes précédents de son *Histoire de la liberté d'enseignement en France*, celui que M. Louis Grimaud a consacré à la Monarchie de Juillet témoigne du même souci d'accumuler les textes et constitue ainsi un répertoire particulièrement commode. On ne saurait toutefois affirmer que tous les lecteurs arriveront aux mêmes conclusions que l'auteur et partageront les jugements d'une partialité surprenante qu'il porte, après des pamphlétaires de l'époque, sur le caractère irréligieux des établissements d'enseignement public sous la Monarchie de Juillet.

— B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. *La Mennais. L'évolution de ses idées politiques jusqu'en 1832* (extrait des *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Brest*, t. XXXIV, 1954) (Rennes, Plihon, 1955, 31 p.). — L'étude de M. le professeur Pocquet du Haut-Jussé ne retient dans la carrière de La Mennais que les écrits qui, de 1817 à 1832, marquèrent le passage de leur auteur d'un ultramontanisme précoce, associé à un ultra-légitimisme militant, à un libéralisme qui devait entraîner sa rupture finale avec le catholicisme. Elle s'efforce de mettre au point les étapes de cette évolution intellectuelle qui fit d'un des premiers théoriciens de l'infailibilité pontificale un des hommes dont la séparation avec Rome devait avoir le plus de retentissement au XIX<sup>e</sup> siècle. Peut-être, cependant, aurait-il été utile de préciser davantage quel était le traitement de faveur que Grégoire XVI demandait pour l'église catholique, puisque M. Pocquet du Haut-Jussé estime que c'est à une telle revendication que se limitait la condamnation de la liberté de conscience.

— Stanislaw WEDKIEWICZ. *La France et la Pologne en 1831* (extrait du *Bulletin du Centre polonais de recherches scientifiques à Paris*) (s. l. n. d. (Paris, 1954), 28 p.).

— L'article de M. Wedkiewicz est avant tout une mise au point de la question de l'attitude française en face de la Pologne en 1831 d'après les ouvrages récents de plusieurs historiens polonais consacrés soit à cette seule question, soit à des personnalités du XIX<sup>e</sup> siècle. Des appendices sont consacrés soit à l'attitude de Talley-

rand en face du problème polonais pendant son ambassade à Londres, soit à la phrase célèbre, que n'aurait peut-être pas prononcée le général Sebastiani sur « l'ordre » qui « régnait à Varsovie ».

— Dr Hermann Joseph Ody. *Victor Cousin Ein Lebensbild im deutsch-französischen Kulturraum* (Sarrebrück, West-Ost-Verlag, s. d. (1953), 200 p.). — Les quatre chapitres de la biographie de Victor Cousin par M. Ody retracent successivement les années de formation de l'étudiant en philosophie, en insistant particulièrement sur l'influence de ses maîtres germaniques — plus de soixante-quinze pages — puis son rôle dans l'administration de l'instruction publique et ses idées comme théoricien, historien ou littérateur. On est surpris de voir que le problème de l'éclectisme est résolu en moins de cinq pages et que dix seulement sont consacrées en conclusion à la personnalité de Cousin. Les autres ouvrages consacrés par M. Ody à l'œuvre pédagogique de Victor Cousin comblent partiellement, il est vrai, les lacunes de cet essai dont la bibliographie et l'index facilitent l'utilisation.

— C. PARRA PEREZ. *Autour de Miranda et de Delphine* (s. n. l. d., 45 p.). — Ce texte d'une conférence prononcée en 1951 retrace sommairement les portraits des personnalités de la révolution qui furent en rapport avec la marquise de Custine et le général Miranda.

— André CHAGNY. *L'ordre Hospitalier de saint Jean de Dieu en France. T. II : Depuis la Révolution* (Lyon, 1953, in-4°, 64 p.). — Cette plaquette, luxueusement présentée, illustrée de nombreuses photographies, consacre quelques pages à chacune des maisons tenues par les membres de l'ordre après avoir retracé brièvement les conditions de sa restauration après 1819. La liste de ces quinze établissements, cliniques ou hôpitaux psychiatriques principalement, mais aussi maisons de retraite, donne quelques indications sur l'évolution des méthodes hospitalières au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

— Dom Denis HUERRE, O. S. B. *Jean-Baptiste Muard fondateur de la Pierre-qui-Vire* (Imprimerie de la Pierre-qui-Vire, 1950, in-8°, 414 p.). — Cette biographie du Père Muard, fondateur du monastère de la Pierre-qui-Vire dans l'Yonne, apporte de nombreuses indications sur ce qu'était la vie spirituelle dans une région rurale à la fin de la Monarchie de Juillet et au début du Second Empire. Elle donne aussi des détails sur l'évolution psychologique d'un de ceux qui renouvèrent la vie monacale et les ordres religieux en France au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais il est malheureusement impossible de savoir dans quelle mesure les indications fournies relèvent de documents d'archives, publiques ou privées, ou d'une tradition orale, faute de toute indication sur les sources utilisées dans un souci évident d'apologétique.

J. V.

— Claude BELLANGER. *Journalistes républicains sous le Second Empire* (Institut français de presse, 1954, 11 p.). — Cette brève étude expose, d'après la correspondance du journaliste lillois Géry Legrand, « quelques aspects des liaisons qui ne cessèrent d'exister... entre journalistes politiques de Paris et de province dans leur lutte commune contre Napoléon III ». Ces jeunes gens appartiennent à la génération qui a eu vingt ans entre 1857 et 1860 ; ils feront donc carrière sous la République, « à moins qu'ils ne finissent sur les barricades de la Commune ». Fils d'un opposant à l'Empire, Legrand, à partir de 1860, tente d'éluder les rigueurs du régime de la presse en publiant des gazettes apparemment littéraires, donc moins

contrôlées. Assez vainement, d'ailleurs. Il concerte avec ses amis parisiens ses campagnes de presse et combat les candidats officiels du cru. Pour toucher les masses, il finit par lancer un quotidien à bon marché. Souvent arrêté, jamais abattu, il poursuit son combat avec une ardeur croissante. De nombreuses citations animent cet article dont on regrette la concision. On souhaiterait que ceci fût l'amorce d'un travail plus étendu.

— Jane HERRICK. *The historical thought of Fustel de Coulanges*. Dissertation présentée pour le doctorat (Washington, The Catholic University of America Press, 1954, in-8°, 144 p., exemplaire lithographié). — Ce bon travail est issu d'une lecture méthodique de toute l'œuvre de Fustel. L'auteur rappelle ce qu'on sait déjà de sa biographie et de son caractère, puis il traite de sa conception de l'histoire, science comparable à la géologie, et enfin de la méthode : « Ne croire qu'aux documents. » Un dernier chapitre : « La bataille sur les textes », expose brièvement, mais clairement, les discussions de Fustel avec Gabriel Monod, Édouard Beaudouin, G.-P. Gooch, Henri d'Arbois de Jubainville. Puis l'auteur parle des polémiques soulevées par « l'accaparement » de l'œuvre et de la mémoire de Fustel auquel s'est livrée l'*Action française*. L'historien, en fait, d'après son propre témoignage, n'était ni royaliste, ni cléricale, ni même croyant, mais un catholique de simple tradition. On cherchait peut-être, chez Maurras, à atteindre Monod plus qu'à grandir Fustel. Miss Herrick dit tout cela de manière exacte et précise. Pour élargir le sujet, il aurait fallu « replonger » l'homme et l'œuvre dans leur temps, ce qui aurait excédé les limites d'une simple dissertation. Une liste chronologique des œuvres de Fustel, une bibliographie et un index terminent le travail.

— Jules BERTAUT. *Les dessous de la finance* (Bibliothèque Historia, éditions Jules Tallandier, 1954, in-8°, 315 p. ; prix : 675 fr.). — Dans ce volume aisé à lire et bien illustré, l'auteur nous montre plutôt les à-côtés que les dessous de la finance. On suit le guide, du Consulat et de l'époque d'Ouvrard, jusqu'à l'affaire Stavisky. Chemin faisant, on nous présente Laffitte, James de Rothschild, Aguado, W. Hope, Véron, avec force anecdotes et bons mots. Enfin, l'évolution du milieu boursier de 1826 à 1914 est esquissée à grands traits et non sans agrément.

LOUIS GIRARD.

— Général LEGRAND-GIRARDE. *Un quart de siècle au service de la France* (Paris, Presses littéraires de France, 1954, 644 p.). — Ce livre est composé pour la plus grande part de notes prises au jour le jour par un officier du génie qui prit part à la campagne de Madagascar (février 1895-décembre 1896), puis fut membre de la Maison militaire du Président de la République de janvier 1897 à février 1900, enfin commanda le corps du génie lors de l'expédition de Chine de 1900-1901. Il n'apporte guère de révélations, même sur la période de service à l'Élysée qui coïncide avec l'affaire Dreyfus (dont les développements essentiels sont attribués à la rivalité personnelle entre Picquart et du Paty de Clam). L'intérêt de ces pages est plutôt de nous faire connaître l'état d'esprit d'un exécutant militaire moyen, qui ne paraît pas avoir eu jamais accès aux secrets d'État.

La dernière partie n'a plus le caractère d'un journal ; c'est l'histoire des disgrâces successives du général Legrand durant la première guerre mondiale ; il n'y faut donc pas chercher autre chose qu'un exposé apologétique, parsemé d'attaques assez dures contre le général Joffre et ses jeunes Turcs, ainsi que contre Dubail, Franchet d'Espèrey, de Boissoudy. Bien que l'auteur ait pris une part importante



à la préparation et au vote de la loi de trois ans, il est d'une brièveté regrettable sur ce sujet. Au total, il nous laisse l'impression d'un fort honnête homme, mais qui n'apparaît pas comme un grand esprit.

J. NÉÉ.

— La collection « Les grands éducateurs socialistes », publiée par Maurice DOMMANGET, s'est récemment enrichie d'un *Jean Jaurès* (Paris, Éditions Sudel, 1954, in-18, 40 p.). C'est une excellente brochure qui dégage bien, en matière d'éducation, les idées du grand socialiste. Comme stagiaire au lycée Fontanes, comme professeur au lycée et à l'École normale d'instituteurs d'Albi, puis à la Faculté des lettres de Toulouse, il a fait son expérience d'enseignant, et si la vie parlementaire l'a empêché de la poursuivre, il n'a jamais cessé de s'intéresser aux problèmes pédagogiques, toujours envisagés sur le plan républicain et laïque, avec comme base l'idée naturelle de justice. Chargé de l'instruction publique comme membre du Conseil municipal de Toulouse où il fut élu le 27 juillet 1890, Jaurès s'est ainsi intéressé à des problèmes concrets de l'enseignement public. Mais, surtout, il a su comprendre toutes les réalités de l'âme enfantine. D'autre part, il aime et défend les instituteurs, et c'est peut-être à l'enseignement villageois qu'il pense le plus — en même temps qu'à l'unité organique de la culture humaine. Bien entendu, il ne conçoit le socialisme que comme épanouissement de la démocratie, de même que l'ordre socialiste comme un épanouissement de l'école laïque républicaine. C'est le socialisme qui réalisera la révolution matérialiste dans les intérêts, la révolution idéaliste dans les consciences, et il faut que tous les travailleurs manuels, délivrés des angoisses de la lutte pour la vie, arrivent à s'initier aux grands résultats et aux grandes méthodes de la science. Cette riche brochure se termine par une bonne bibliographie et une liste des travaux pédagogiques essentiels de Jaurès.

— Sur le *Lycée Jean-Giraudoux de Châteauroux*, Mémoire du centenaire, 1853-1953 (Châteauroux, Association des anciens élèves, 1954, in-8° carré, 286 p., illustrations), et son histoire, on consultera le volume publié sous la direction de son proviseur, M. G. Dementhon. On y trouve, en effet, une introduction de l'inspecteur général Bridoux, un aperçu historique où l'organisation antérieure de l'École centrale (1795-1804) est largement évoquée, ainsi que l'École secondaire (1802-1810) et le collège communal, mué en lycée impérial en 1853, un récit des fêtes du centenaire, une liste des proviseurs, puis une riche collection de témoignages et souvenirs qui évoquent d'anciens élèves devenus des figures de proue, comme Charles Beaulieux, Jean Hubert, Henri Barboux, André Liesse, Victor-L. Tapié, Jacques des Gachons, Franklin-Bouillon, Jean Giraudoux, enfin une liste des « morts pour la France », que clôt un poème de M. Gabriel Nigard, « Souviens-toi des morts, ô vivant ! » — publication intelligemment variée, bien équilibrée, et où l'on apprécie, par des faits heureusement choisis et rapportés, la vie collective d'un établissement d'enseignement français.

G. Bx.

— Ronald MATTHEWS. *The Death of the Fourth Republic* (London, Eyre and Spottiswoode, 1954, 318 p.). — Pourquoi les espoirs de rénovation française conçus par les organisations de la Résistance ont-ils été déçus ? Pourquoi, plus spécialement, le grand parti travailliste qui devait être l'instrument de cette rénovation n'a-t-il pas vu le jour ? A ces questions qui l'obsèdent, l'auteur apporte dans sa dernière page trois réponses : à cause de l'équivoque qui a consisté à admettre le parti communiste comme un égal dans la fraternité de la Résistance ; à cause de l'absurde perpétuation du conflit entre l'Église catholique et l'esprit républicain ;

à cause de la méconnaissance par la France de la nécessité de l'effort et du sacrifice. Mais nous n'avons pas ici un ouvrage d'analyse développant ces différents points. En fait, c'est un récit des événements, essentiellement chronologique, qui ne peut guère apprendre grand-chose à ceux qui ont vécu cette période, et qui pourtant se lit avec un intérêt qui ne faiblit pas. C'est que l'auteur — correspondant à Paris du *Daily Herald* — écrit avec une passion généreuse et entraînante, qui n'exclut pas, souvent, une réelle largeur de vues.

J. N.

— La *Revue d'économie politique* a gardé l'habitude de publier chaque année un volume consacré à la *France économique*. Celui qui a trait à l'année 1953 est particulièrement intéressant, M. Piatier ayant consacré une chronique utile à la place de l'économie française dans le cadre international. Sur le mouvement démographique, toujours actif, la production agricole, qui a bénéficié de bonnes conditions météorologiques, sur la construction, en progrès, sur la stabilité de la production industrielle, sur les salaires et les mouvements monétaires du pays, on nous présente d'utiles données qui peuvent utilement servir aux historiens. Mais M. Courtois, qui signe l'avant-propos, y donne une impression pessimiste, car, selon lui, la France demeure à la traîne et la vulnérabilité de notre économie développe un réflexe de crainte qui nous empêche de poursuivre la politique d'intégration européenne dont on avait pris cependant l'initiative. Écrirait-il la même chose à l'heure présente?

— M. LEDUC a écrit l'introduction des huit études se rapportant à l'économie de l'Union française, publiées dans la même *Revue*, mars-avril 1954. C'est une caution valable pour la publication, qui reprend les traces de la publication analogue de 1952. Il y a là un ensemble de travaux qui ont un intérêt direct pour l'histoire des régions abordées, y compris les deux protectorats du nord de l'Afrique et l'Indo-Chine, et c'est souligner la liaison entre la vie économique et les revendications de toute espèce dont ces pays ont été le théâtre dans ces dernières années.

G. BN.

**Grande-Bretagne.** — La « leçon d'ouverture », traditionnelle encore en certaines écoles, est un genre éminemment faux. Pourquoi, de façon non moins traditionnelle, la pérenniser en l'imprimant? Premier titulaire d'une chaire de Littérature anglaise du Moyen Âge et de la Renaissance à l'Université de Cambridge, M. G. S. Lewis, sacrifiant à l'usage, définit l'esprit et la matière de son enseignement en quelques pages (*De Descriptione temporum*, Cambridge University Press, 1955, in-16, 23 p.; prix : 2 s. 6 d.) où les lieux communs ont l'assaisonnement voulu de paradoxes et d'humour un peu forcé.

— Tous ceux qui ont utilisé les richesses de la John Rylands Library seront heureux de lire la courte brochure illustrée qui célèbre son demi-centenaire (*The John Rylands Library, Manchester : a brief descriptive account*. Manchester, The University Press, s. d. (1954), in-8°, 32 p.). Ouverte en 1902 dans un somptueux mais hideux bâtiment en faux gothique, élevant ses tourelles crénelées et ses gâbles au-dessus des entrepôts du quartier marchand, elle est le plus bel exemple, outre-Manche, du mécénat capitaliste. John Rylands (1801-1888), pieux évangéliste et grand homme d'affaires, avait fait une énorme fortune cotonnière, et c'est sa veuve qui éleva ce monument à sa mémoire. Deux grandes collections acquises par elle (les incunables de la collection Althorp, les manuscrits et les ouvrages de

la collection Lindsay) forment le noyau d'une bibliothèque spécialisée de théologie, d'histoire et de littérature. La Révolution française y est représentée, notamment, par 20.000 tracts, proclamations, bulletins et feuilles imprimées.

— La petite *Histoire de l'Angleterre chrétienne* d'André-D. Tolédano (Paris, R. Laffont, 1955, in-8°, 335 p.; prix : 825 fr.) reflète moins des préoccupations d'historien que les aspirations d'un catholique sincère. Soixante petites pages galopant du <sup>11</sup>e au <sup>16</sup>e siècle de notre ère, et ce n'est pas là qu'il faudra chercher l'histoire la mieux informée de l'Église anglaise médiévale; les erreurs de faits, de dates et d'interprétation y abondent. L'essentiel est constitué par un récit du schisme henricien, des luttes religieuses du <sup>xvii</sup>e siècle, des longs efforts pour obtenir l'égalité des non-conformistes et des catholiques en face de l'Église établie, enfin du renouveau chrétien du dernier siècle; s'il insiste à bon droit (le phénomène, capital, est inconnu en France) sur les progrès du catholicisme romain comme force sociale — car si la masse de ses fidèles s'est longtemps nourrie d'immigrants irlandais, généralement pauvres, son prosélytisme actif s'exerce maintenant surtout sur les élites — il n'oublie ni les efforts de l'anglicanisme pour élargir ses horizons vers une fédération œcuménique des églises non romaines, ni le regroupement de plus en plus cohérent des « sectes » non-conformistes : effets d'un « renouveau » chrétien, comme le croit M. Tolédano, ou réaction de défense devant la déchristianisation des masses? Ce dernier point n'est pas abordé et l'ouvrage, très averti des problèmes actuels, se clôt par l'espoir que schismatiques et hérétiques rentrent bientôt dans le giron de l'Église romaine.

E. PERROY.

— G. E. TUSSELL. *The Farmer's Tools. The history of british farm implements, tools and machinery before the tractor came* (London, Andrew Melrose, 1952, in-8°, 246 p., 111 pl., index; prix : 42 s.). — Éminent spécialiste des questions agraires, M. G. E. Tussell ajoute à une œuvre déjà fort riche une importante contribution à l'histoire des techniques, en publiant son étude sur les instruments agricoles en Angleterre entre 1500 et 1900. C'est là un aspect majeur de la révolution rurale du pays. Le livre est conçu comme une étude serrée des divers outils et machines qui ont, lentement ou brutalement, rénové le travail de la terre dans les quatre siècles considérés. Si l'auteur mentionne, chemin faisant, les transformations économiques ou démographiques qui ont agi dans la recherche d'un machinisme susceptible de donner un plus haut rendement, il n'a jamais en fait abandonné son sujet essentiel, qui est l'histoire même de l'instrument. On ne peut que le louer d'avoir maintenu son travail dans le sens de la technicité même, car il est ainsi parvenu à une rare précision. Le drainage, les labours, les semailles, la moisson, la fenaison, le battage, les petits travaux de la ferme, sont successivement abordés.

Ainsi apparaît l'importance de ce grand siècle de révolution mécanique qui va des environs de 1760 aux alentours de 1875 et qui a marqué l'essor général de l'économie anglaise. Les essais d'utilisation de la vapeur ont fait l'objet de plusieurs chapitres. L'auteur a pensé à tout pour rendre aimable et utile son manuel de technique agricole. Il donne un index clair et copieux, un petit lexique des termes spéciaux, une bibliographie particulièrement riche, une précieuse liste chronologique des inventions, mais surtout une illustration hors de pair. Cent onze planches tirées des revues et ouvrages sur l'agriculture — le <sup>xix</sup>e siècle a beaucoup fourni — suffiraient à mettre cette étude au tout premier rang des travaux relatifs à la campagne anglaise.

— Lord LECONFIELD. *Petworth manor in the seventeenth century* (London, Geoffrey Cumberlege, Oxford University Press, 1954, in-8°, 171 p., 22 plans et ill., index ; prix : 25 s.). — Nous n'aurons jamais assez de monographies analogues à celle que Lord Leconfield consacre à la seigneurie de Petworth au xvii<sup>e</sup> siècle. Elle est bien séduisante, cette étude d'un manoir anglais, bâtie essentiellement sur les remarquables archives du château : le terrier et la grande carte de la seigneurie levée en 1610, les registres de comptabilité, et surtout la collection des registres de justice qui couvre à peu près sans interruption, avec ses vingt-cinq volumes, la période 1625-1922. L'auteur a pu ainsi pénétrer dans le détail le plus tenu de la vie manoriale. De fortes pages sont consacrées à la structure et aux vicissitudes de l'exploitation du *domaine seigneurial* ; on y voit naturellement paraître l'incident des enclosures qui, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, met aux prises le comte et ses *copyholders*. Le fonctionnement de la cour manoriale, avec ses assises de trois semaines en trois semaines et sa grande session de la Saint-Michel, à la fin de l'année manoriale, retiendra beaucoup l'attention des historiens des institutions seigneuriales ; des types de causes et de procès sont pris aux débats et aux sentences de la cour.

Un chapitre de vingt-cinq pages est consacré aux *copyholders*, ces « customary tenants » dont le statut juridique, les relations avec le manoir proprement dit, les conditions de vie matérielle sont si intéressants à connaître dans le détail. Les *freeholders* sont beaucoup moins étudiés, sans doute parce qu'ils paraissent moins souvent dans les archives seigneuriales. L'auteur donne de précieux renseignements sur la forge, le fourneau, le moulin, et termine son travail par une recherche des anciens habitats du bourg de Petworth.

L'intérêt de cette étude est tout entier dans la documentation abondante et précise, dans le volontaire dessein de rester aux sources mêmes, dans l'étroit horizon du château de Petworth, sans échappées vers des idées générales ou des comparaisons. La méthode n'est pas sans avantages.

Lord Leconfield publie à la fin de l'ouvrage la plus grande partie du plan seigneurial de 1610 ; ces plans sont rendus très utilisables grâce aux nombreuses références au texte même du livre.

— Marcel FAUCHEUX. *Un ancien droit ecclésiastique perçu en Bas-Poitou : le boisselage* (La Roche-sur-Yon, impr. Potier, 1953, in-8°, 147 p., 2 cartes). (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française.)

— M. M. Fauchoux s'est livré à une vaste enquête sur le droit de boisselage perçu par les curés de certaines paroisses du Bas-Poitou. Le travail de recherches d'ordre géographique, statistique, législatif, bibliographique, est considérable. Des cartes de paroisses soumises au droit, un état général des revenus curiaux dans les 131 paroisses à boisselage du diocèse de Luçon, les textes des édits ou lettres patentes concernant la redevance, des mémoires divers pour ou contre le droit : plus de la moitié de l'ouvrage est ainsi consacrée aux résultats d'une enquête précise et nourrie qui pourra servir à toute l'histoire du bas-clergé de la région.

L'auteur a recherché, par ailleurs, les origines très obscures du boisselage, les modalités de sa perception, son poids dans le budget des redevables, et par suite son importance dans la formation de l'esprit révolutionnaire en Vendée. Il l'a comparé à la dime qu'il pouvait effacer, mais à laquelle il se juxtaposait parfois.

Voilà donc une très utile contribution à l'histoire de ces multiples droits curiaux encore si imparfaitement connus. L'étude suscitera sans doute des travaux simi-

lares et pourra servir de modèle. Maintes régions du royaume connaissent le droit de boisseaux. On en relève des traces en Bourgogne, en Franche-Comté.

M. M. Fauchaux a ouvert une nouvelle voie de recherche. On ne peut que joindre des compliments à ceux que M. Georges Lefebvre lui a adressés dans la préface — aux larges horizons — de l'ouvrage.

P. DE SAINT-JACOB.

— E. W. M. BALFOUR-MELVILLE. *An account of the Proceedings of the Estates of Scotland 1689-1690*, vol. I (Edinburgh, T. & H. Constable, 1954, 227 p.). — Guillaume d'Orange et Mary proclamés roi et reine à Londres, en Écosse l'opposition n'a pas désarmé. Le vicomte Dundee tient la campagne avec ses Montagnards ; à Édimbourg même, le duc de Gordon, jacobite et papiste, tient la ville sous le canon du château. Les États d'Écosse s'assemblent pour aviser. Un journaliste anonyme — Anglais, comme le prouvent certaines bévues touchant les titres ou usages locaux — envoie deux fois la semaine à Londres, pour information, des nouvelles sur les affaires en cours. Ces papiers ont été déjà publiés, mais imparfaitement, par le sheriff MacPhaill ; et, de cette publication, il ne subsiste, paraît-il, qu'une collection complète, celle de la bibliothèque de Cambridge ; même celle du British Museum est légèrement dépareillée. La Société d'Histoire écossaise a donc cru bon de rééditer des documents qu'on ne trouve plus que très souvent mutilés, et en tout cas si rares qu'ils en sont devenus peu accessibles. L'atmosphère du temps y est pour ainsi dire palpable. Même après la défaite de Killiecrankie et l'échec devant Dunkeld, la guérilla se poursuit dans les Highlands ; on craint un débarquement des Jacobites d'Irlande ; les corsaires français rôdent le long des côtes. A la mode du temps, même les menus événements locaux sont objets d'attention : une querelle de famille, le meurtre d'un soldat, la voiture de poste attaquée et pillée, une diffamatrice poursuivie en justice... Mais si, comme il appert, pareille publication ne peut guère être qu'un ouvrage de référence, pourquoi n'y pas adjoindre un *index rerum* qui permette au curieux de se reporter instantanément à l'article qui l'intéresse ? Ou si c'est qu'on attend le dernier volume pour dresser une table générale ?

— Hester V. CHAPMAN. *Queen Anne's Son* (London, André Deutsch, 1954, 152 p. ; prix : 12 s. 6 d.). — Guillaume Henry, duc de Gloucester, est le fils d'Anne Stuart, sœur et belle-sœur de Mary Stuart et Guillaume d'Orange, reine et roi conjoints d'Angleterre après 1688. Seul survivant des dix-huit enfants qu'Anne eut du prince de Danemark, il mourut à onze ans, en 1700. S'il eût vécu, il eût paisiblement succédé à sa mère, devenue reine après la mort de Guillaume, et épargné au royaume le coup d'État qui substitua définitivement les Hanovre aux Stuarts en 1714. Ce que nous savons sur l'enfant nous vient principalement du *Journal* que tint son fidèle valet de chambre gallois, Jenkin Lewis. L'auteur, dont nous avons lu déjà *Mary II Queen of England*, est familier avec l'époque et les personnages qui gravitent autour du dernier roi Stuart, Jacques II. Les friands de pittoresque ou de traits de mœurs en recueilleront tout leur saoul autour du petit duc, enseveli déjà sous le fourmillement des serviteurs, courtisans, Diafoirus qui forment sa maison, déjà très conscient qu'il sera roi. D'autres goûteront davantage la couleur de la toile de fond : adoration involontaire de la reine pour Guillaume ; hostilité des deux sœurs Mary et Anne ; lutte sourde qui continue, même après la chute de Jacques, entre les whigs qui se disent protestants et qui sont surtout oligarques, et la tradition légitimiste, qui reste forte ; persistance quasi féo-



dale des familles aristocrates; duplicité, par exemple, des Churchill, lui déjà devenu Marlborough, elle, la terrible Sarah Jennings, qui ont un pied dans les deux camps, qui ont trahi, trahissent et trahiront, qui ne servent au fond qu'une cause, celle des Churchill. Quant au héros même du livre, on s'en doute, l'intérêt en est un peu mince : babiole donc, mais agréable et, pour l'anecdote, instructive.

R. G.

— George Palmer EVELYN. *A diary of the Crimea* (Londres, Duckworth, 1954, in-8°, 148 p., ; prix : 12 s. 6 d.). — Une préface de Cyril Falls, l'éditeur de ce texte, expose comment il a été découvert dans un fonds de l'*Evelyn library* à Wotton. L'auteur, âgé de trente ans, avait quitté l'armée après avoir servi au Canada et au Cap. Il était officier dans la milice. Il semble que ce soit la curiosité, le goût de l'aventure qui le poussent à visiter le front des Balkans en se mettant au service des Turcs. Son Journal commence à son départ de Londres, le 13 décembre 1853. L'auteur gagne Constantinople par Marseille et Malte ; le 1<sup>er</sup> février 1854, il est à Varna, visite le front du Danube jusqu'au 13 avril, date à laquelle il se retrouve à Varna pour regagner l'Angleterre (où il doit effectuer une « période » dans son régiment de milice). Puis, au début d'août, il est à nouveau à Varna. Détaché, par les conseillers militaires anglais de l'armée turque, auprès du corps expéditionnaire de Crimée, il participe au débarquement d'Eupatoria, et, semble-t-il, à la bataille de l'Alma. Il assiste au début du siège, mais repart pour Constantinople le 25 novembre 1854. A peine arrivé à Varna, il doit repartir avec un contingent turc pour Eupatoria où il séjourne du 16 décembre 1854 au 5 janvier 1855, date à laquelle il obtient une permission de deux mois. Mais il ne reviendra pas en Crimée, le gouvernement britannique demandant aux officiers de la milice d'encadrer leurs régiments.

Ce sont donc les à-côtés de la campagne de Crimée, plutôt que ses grandes scènes. Quelques bonnes esquisses de l'armée d'Omer Pacha sur les bords du Danube, quelques impressions de choléra et surtout des horaires de voyage, voici ce que l'on retient de la majeure partie du livre. L'auteur n'avait sans doute jamais pensé à une publication : de là du désordre et beaucoup d'allusions plutôt que des narrations. On notera dans le récit du séjour en Crimée : le débarquement (7-18 septembre), la vie de tranchées au début du siège (octobre-novembre) et les mécomptes qu'elle réserva aux assiégeants, enfin la terrible tempête du 13 novembre qui fit disparaître une partie de la flotte de ravitaillement anglaise, ainsi que le matériel d'hivernage qu'elle stockait. Par contre, rien d'intéressant sur l'Alma ni sur Inkermann ; l'auteur n'a pas vu les fameuses charges de cavalerie.

Quelques bonnes photographies contemporaines illustrent l'ouvrage, mais, bien entendu, elles ne sont pas l'œuvre du mémorialiste. Une carte aurait été la bienvenue pour le suivre dans ses itinéraires compliqués. Au total, un document dont la publication est légitime en ces années de centenaire ; les Français sont toujours heureux de voir cette campagne célèbre du point de vue de leurs alliés. Néanmoins, aucune perspective vraiment nouvelle n'apparaît au terme de cette lecture amusante.

L. G.

Inde. — A. L. BASHAM. *The Wonder that was India. A survey of the culture of the Indian sub-continent before the coming of the Muslims* (London, 1954, in-8°, xxiv-568 p., LXXXIX planches h. t., dont 4 en couleurs, XXVI dessins et cartes ; prix : 45 s.). — Important manuel de la civilisation indienne pré-musulmane, richement

documenté et largement illustré, avec bibliographie et références groupées à la fin du livre, chapitre par chapitre, et accompagné d'un index détaillé, contenant l'explication des termes indiens cités.

Un chapitre sur la préhistoire contient une description de la Civilisation de l'Indus, appelée ici « Harappâ culture », plus prudente que chez d'autres auteurs. C'est ainsi que M. Basham est moins affirmatif que d'autres au sujet de l'identification d'une figure avec un « Proto Śiva » (p. 23). Le chapitre sur l'histoire politique est suivi de deux autres très importants qui le complètent, sur l'État et sur la société, et qui forment la partie la plus neuve de l'ouvrage. Une place bien légitime est faite à la culture dravidienne du Sud, trop longtemps laissée dans l'oubli par les indianistes, en conséquence de l'importance excessive attribuée jadis aux « aryens » de l'Inde. Les sciences sont malheureusement très sommairement traitées et rejetées en appendices, comme si les représentations scientifiques que les Indiens se sont faites n'avaient pas influencé dès l'origine toutes leurs conceptions rituelles et philosophiques et constitué un des éléments les plus permanents de l'ensemble des cultures indiennes et un des facteurs principaux, avec les religions et l'art, de l'expansion de ces cultures à l'étranger.

En de pareils ouvrages, tous les détails ne peuvent être indiscutables et tous les points ne peuvent être à jour. C'est ainsi que les indications données sur les relations de l'Inde avec les pays de l'Ouest d'après des termes indiens ou prétendus tels rencontrés en diverses langues, hébreu, grec, etc., font encore état d'hypothèses depuis longtemps abandonnées. Mais ce détail ne modifie pas les conclusions générales qui sont présentées relativement à la connaissance de l'Inde à l'étranger. L'ouvrage est appelé à rendre aux historiens des civilisations les plus grands services.

— KHUSHWANT SINGH. *The Sikhs* (London, 1953, in-8°, 215 p., 9 pl. h. t., tableaux et 2 cartes h. t. ; prix : 16 s.). — M. Khushwant Singh retrace un tableau de l'histoire et de la culture du groupe indien, religieux et politique des Sikh, qui a constitué une puissante confédération au Panjâb au XVIII<sup>e</sup> siècle, puis le royaume de Ranjit Singh, qui périclita après la mort de ce souverain (1839) pour être annexé par les Britanniques en 1849. Après l'annexion et jusqu'aujourd'hui, les Sikh ont gardé une unité religieuse et culturelle remarquable qui risque de disparaître par l'attribution au Pakistan occidental d'une grande partie de leur pays traditionnel et par leur incorporation intime dans l'Union indienne.

M. Khushwant Singh fait la critique des études publiées sur les Sikh et donne lui-même un fort intéressant aperçu de leurs actions, de leur rôle, de leurs croyances et de leur littérature. Des notes et références bibliographiques eussent été les bienvenues.

— E. W. R. LUMBY. *The Transfer of Power in India, 1945-1947* (London, 1954, in-8°, 274 p., 2 cartes h. t. ; prix : 18 s.). — Histoire détaillée et écrite avec souci d'objectivité des événements qui ont abouti au partage de l'Inde britannique en les deux États indépendants de l'Inde et du Pakistan en 1947. Récit courant et nourri, mais sans références aux sources documentaires, sauf rares exceptions. Index commode des matières et des noms.

— K. M. PANIKKAR. *The Founding of the Kashmir State. A biography of Maharajah Gulab Singh 1792-1858* (London, 1953, 2<sup>e</sup> éd., in-8°, 172 p., 1 carte h.-h. ; prix : 15 s.). — Réédition d'un mémoire paru en 1930 sur Gulab Singh, le personnage le plus influent du Panjâb à la mort de Ranjit Singh et qui, grand politique et conqué-

rant, réunit sous son pouvoir l'État de Jammu, le Kashmir, le Baltistan et le Tibet Occidental et a été un des plus importants hommes d'État de l'Inde du XIX<sup>e</sup> siècle. Le traité d'Amritsar, reproduit au chapitre VII, a consacré en 1846 la reconnaissance par le Gouvernement britannique de l'indépendance de ses États. Un appendice reproduit une lettre du Gouverneur général indiquant l'intention d'éviter la conquête de ses territoires et l'intervention dans ses affaires, tout en maintenant une suzeraineté sur lui. Un second appendice donne des indications sur quelques-uns de ses principaux officiers.

J. FILLIOZAT.

— Cecil TRAGEN. *Elizabethan venture* (Londres, H. F. & G. Witherby Ltd, 1953, in-8°, VIII-158 p.). — Ce récit agréable, muni d'un index, mais sans prétention scientifique, retrace les voyages en Perse et aux Indes des deux élizabéthains John Newberry et Ralph Fitch. Leurs pérégrinations, qui s'échelonnent de 1579 à 1591, sont restées plus obscures que celles de leurs glorieux successeurs Drake, Hawkins ou Raleigh ; mais, tout comme ces derniers, c'est l'expansion commerciale qui était leur mobile essentiel.

J. G.

**Italie.** — Alfonso SILVESTRI. *Il commercio a Salerno nella seconda metà del quattrocento* (Salerno, 1952, in-8°, 186 p. ; prix : 1.500 livres). — *Sull'attività bancaria napoletana durante il periodo aragonese* (Naples, 1953, in-8°, 46 p. ; article extrait du *Bolletino dell'archivio storico del banco di Napoli*, fasc. 6). — *Sui banchieri pubblici napoletani nella prima metà del cinquecento* (Naples, 1951, 17 p. ; fasc. 2 de la même revue). — *Sui banchieri pubblici napoletani dall'avvento di Filippo II al trono alla costituzione del monopolio* (Naples, 1952, 39 p. ; fasc. 3 de la même revue). — *Sui banchieri pubblici nella città di Napoli dalla costituzione del monopolio alla fine dei banchi dei mercanti* (Naples, 1952, 24 p. ; fasc. 4 de la même revue). — M. Silvestri est un érudit qui travaille depuis de longues années à l'*Archivio di Stato* de Naples. Les différents travaux qu'il a publiés depuis 1951 et dont nous rendons compte ici sont le résultat d'une enquête systématique sur les marchands-banquiers qui exercèrent leurs activités à Naples et dans le royaume entre 1442 et 1603. La première date correspond à l'entrée à Naples d'Alphonse I<sup>er</sup> d'Aragon ; la dernière au moment où les instituts religieux (*luoghi pii* tels que le *monte dell'annunziata*.....) devinrent définitivement les arbitres du commerce de l'argent. C'est à ces instituts qui formèrent plus tard en fusionnant le *banco di Napoli* que les chercheurs s'étaient surtout intéressés jusqu'à présent. M. Silvestri a voulu, au contraire, ressusciter, fût-ce brièvement, le nom et les activités des nombreux hommes d'affaires napolitains, mais plus encore « catalans », génois et florentins, qui travaillèrent dans le royaume pendant un siècle et demi.

Les études qui nous sont ainsi proposées se présentent tantôt comme des fiches biographiques sur les différents marchands-banquiers, tantôt comme des publications de documents. Parmi ces dernières, signalons celle qui a pour titre *Mercanti e mercanzie alla fiera di Salerno nel settembre del 1478* (ch. III du livre : *Il commercio a Salerno*...). Les Archives de Naples ont, en effet, miraculeusement conservé un livre qui relate les différents contrats qui furent conclus à la foire de Salerno en septembre 1478. Le lecteur y note avec un vif intérêt la place qu'y tinrent les importations de draps de Catalogne, de Languedoc... et de Londres. Un autre document intéressant publié dans ce livre permet de connaître les « feux » taxés dans la province de Salerno en 1474 et en 1478. Par ailleurs, l'appendice d'un des

fascicules cités plus haut<sup>1</sup> comporte une liste des livres bancaires encore conservés à l'*Archivio di stato* de Naples pour la période 1509-1603, avec leurs numéros de cote et le nom de la firme à laquelle chacun d'eux appartient.

Ces indications autorisent à conclure que toute histoire économique, financière et même sociale du royaume de Naples aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles devra désormais utiliser les études remarquablement précises de M. Silvestri.

J. DELUMEAU.

— M. Franco VENTURI est l'un des plus actifs chercheurs de l'historiographie italienne moderne. Il vient d'en donner une preuve en publiant le premier volume de *Saggi sull'Europa illuminata* (Torino, Einaudi, 1954, in-8°, 278 p., illustr. ; prix : 1.500 l.), consacré à *Alberto Radicati de Passerano*. Les idées audacieuses de Radicati permettent de le compter parmi les membres de la première cohorte de l'*illuminisme* italien. Tant sur le plan politique et social qu'au point de vue religieux, il s'avère comme un esprit original, mal fait pour vivre dans son pays d'origine, le Piémont aux idées étroites, forcé de vivre misérablement en exil en Angleterre et en Hollande, où il achèvera de cristalliser son système religieux. Basé sur une riche documentation, turinoise et romaine principalement, ce livre éclaire singulièrement la vie tourmentée et l'idéologie complexe d'un noble piémontais né en 1698, à Turin, brisant très tôt avec sa famille et son milieu. Des querelles de clocher, des conflits avec ses successives épouses furent à l'origine de ses réflexions sur le plan religieux et moral et de ses premiers heurts avec l'Inquisition, en 1723. Une polémique entre ordres religieux, « santons noirs et santons blancs », amène Radicati à briser avec la pratique religieuse et à entamer la série des réflexions qui aboutiront à l'incrédulité totale. Nous ne suivrons pas dans le détail le processus de désintégration de la foi chez Radicati et de fomentation de la libre pensée ; M. Venturi établit ce processus avec de multiples références à des écrits du temps à des polémiques contemporaines, aux grandes œuvres des Montesquieu et des Voltaire, aux épisodes de la querelle anticurialiste et janséniste du xviii<sup>e</sup> siècle. On voit l'intérêt de son livre, à la fois érudit et original, objectif et vivant, valable tant pour l'histoire de l'Italie du xviii<sup>e</sup> siècle et de la France que pour celle de la pensée laïque.

— Rapprochons de ce livre de M. Venturi son *Rapporti al XXXII congresso del Risorgimento*, des 9-12 septembre 1953, sa *La circolazione alle idee* (Libreria dello Stato, 1954, in-8°, p. 203-222). Il s'agit des idées qui ont préparé le Risorgimento, et nous trouvons dans cette vigoureuse étude synthétique Radicati auprès de Giannone. M. Venturi montre l'action de la philosophie française dans les milieux italiens pour la préparation des événements qui vont transformer l'Italie, à travers et au moyen des grandes secousses de la Révolution française et des révolutions de 1820-1821 et de 1848.

— La série italienne de la *Collection Unesco d'œuvres représentatives* a débuté par une œuvre particulièrement représentative, la traduction par M. Ariel Roubine, professeur à l'Université de Beyrouth, de *La science nouvelle* de Giambattista Vico (Paris, Nagel, 1953, in-8°, xlvii-558 p.). Effectuée sur l'édition de 1744, cette traduction comporte une courte présentation de B. Croce et une introduction, des

1. *Sui banchieri pubblici nella città di Napoli dalla costituzione del monopolio alla fine dei banchi dei mercanti*, 1952.

notes et un index du spécialiste de Vico, M. Fausto Nicolini, qui s'est efforcé de donner sur la vie, les idées, la méthode du philosophe napolitain, les renseignements essentiels. Il eût été naturel de faire rentrer dans cette introduction des notions, au moins sommaires, sur la fortune d'une œuvre dont on connaît l'action en lisant Michelet, pour n'en désigner qu'un.

— Au t. IX (novembre-décembre 1954) des *Atti della Accademia nazionale dei Lincei*, M. Roberto Cessi publie en note *Da Loeben a Campoformio*, qui, utilisant des sources bien connues — dont la *Correspondance* de Napoléon — et nouvelles (rapports de Villetard et de Lallement, conservés aux archives des Affaires étrangères), nous renseignent sur les fluctuations de l'opinion publique à Venise, où se discerne un processus de dissolution des institutions vénitiennes, hâté et en tout cas utilisé par Bonaparte et la France.

— M. Renato GARMIGNANI inaugure la collection scientifique qu'entreprend la « Domus mazziniana » en publiant un des quatre carnets de notes de Mazzini (*Zibaldone pisano*, Pisa, 1955, in-8°, 93 p., 5 pl. ; prix : 800 l.). En italien, en français, en anglais, ces notes abordent les questions les plus diverses et donnent une idée des multiples curiosités du grand Génois. Elles ont été écrites au plus tôt à partir de 1837, plus probablement à partir de 1842, et vont jusqu'à 1871. Tous les sujets y sont abordés, mais particulièrement les sujets religieux et les problèmes économiques, posés à propos du port de Gênes, des virtualités économiques de la Sardaigne, de l'exploitation des marbres de Carrare. On notera l'intérêt que Mazzini porte aux problèmes slaves et le souci qu'il a de suivre la publication de la *Revue des Deux-Mondes*, où il trouve une partie de son information. Félicitons l'éditeur pour son annotation, abondante et précise.

— On lira beaucoup de détails utiles sur la vie politique et sur les hommes de lettres italiens dans ces *Memorie letterarie di Francia, Italia e America* de M. Giuseppe PREZZOLINI, parus sous le titre de *L'Italiano inutile* (Milano, Longenesi e C., 1953, in-18, 409 p., illustr.). Homme de lettres jusqu'au bout des ongles, on y trouve une partie italienne, dominée par la silhouette d'un père préfet et homme de lettres, où défilent, à propos de cette feuille célèbre, *La Voce*, B. Croce, Amendola, et notre Sorel, avec ses pudibonderies et son respect du ruban rouge, Giosué Borsi, et cet ardent Piero Gobetti, et un Mussolini d'avant la dictature. A la France se rattache le séjour à l'Institut de coopération intellectuelle dirigé par M. J. Luchaire et la formulation de sa doctrine vis-à-vis du fascisme, qu'il n'a pu accepter à cause de son esprit critique, mais qui vaut, à l'étranger, comme le représentant de son esprit. Et nous voici aux États-Unis, avec le grand drame moral et la dénonciation de l'auteur par Gaetano Salvemini comme agent de Mussolini. Salvemini occupe de nombreuses pages, après la *Voce*, dans ces mémoires très spontanés, remplis d'une haine excessive de la politique, et aussi de ce grand auteur contemporain italien qu'est Papini. Ces mémoires extraordinairement vivants sont illustrés d'admirables reproductions photographiques d'une étonnante vérité.

G. BN.

**Pays-Bas.** — Johanna Maria VAN WINTER et D. Th. ENKLAAR. *De brieven van Jeanne d'Arc*, et Johanna Maria VAN WINTER et W. JAPPE ALBERTS. *Compendium Chronici geldrici per Henricum Aquilum arnemiensem (Fontes Minores Medii Aevi*, édités par l'Université d'Utrecht, n°s I et II ; Groningue et Djakarta,



J.-B. Wolters, 1954 et 1955, in-12, 62 et 64 p.). — Par ces deux petits fascicules, l'Université d'Utrecht commence une série de publications destinée à mettre à la portée des étudiants quelques textes assez brefs, mais importants, d'histoire médiévale, dont l'accès était jusqu'ici assez difficile.

Le premier rassemble toutes les données qui ont pu nous parvenir sur l'activité épistolaire de Jeanne d'Arc ou, si l'on veut, des « clercs escripvant ses lectures ». Les auteurs ont retrouvé au total la trace de vingt-cinq missives attribuées à notre héroïne nationale (y compris les quatre considérées aujourd'hui comme apocryphes). Très rares sont celles qui nous sont parvenues dans le texte original, la plupart d'entre elles sont seulement connues par une transcription, un résumé, souvent une simple mention. Naturellement, tous ces textes sont bien connus des spécialistes de la question ; il est néanmoins intéressant de les trouver ici réunis.

Le second fascicule est, pour les Hollandais, d'un intérêt plus local. Cette histoire abrégée de la province de Gueldre, rédigée par un érudit du *xvi<sup>e</sup>* siècle, n'existait que dans des éditions anciennes, devenues aujourd'hui fort rares. A plusieurs reprises, des historiens néerlandais avaient signalé l'intérêt de sa réimpression. L'auteur, après avoir affirmé que les habitants de la Gueldre étaient les héritiers des Sicambres de l'Antiquité, retrace l'histoire plus ou moins légendaire de ce peuple... depuis le Déluge, puis consacre à tous les comtes ou ducs de Gueldre une brève notice relatant les principaux événements survenus pendant leur règne. Une courte description géographique termine l'ouvrage.

— H. A. ENNO VAN GELDER. *Nederlandse dorpen in de 16<sup>e</sup> eeuw* (Verhandelingen der koninklijke Nederlandse Akademie van wetenschappen, afd. letterkunde. Nieuwe reeks, deel LIX, n° 2) (Amsterdam, Noord-hollandsche uitgevers maatschappij, 1953, in-8°, 147 p.). — M. Enno van Gelder, spécialiste de l'histoire politique et religieuse au temps de la guerre d'indépendance des Pays-Bas, étudie aujourd'hui la société rurale à l'époque du conflit. Utilisant surtout des documents fiscaux, les complétant souvent à l'aide d'indications tirées de cartes et plans postérieurs, l'auteur examine la situation dans un certain nombre de villages compris aujourd'hui dans le royaume des Pays-Bas, la Belgique ou même notre département du Nord.

Les cas paraissent avoir été des plus variés et l'auteur ne s'est pas hasardé à tirer d'une série d'études minutieuses la moindre conclusion d'ensemble. Dans ces conditions, il est difficile de résumer cet ouvrage court, mais très dense, sans le simplifier peut-être exagérément.

M. Enno van Gelder paraît toutefois distinguer quatre types de régions. En Zélande, dans la partie de la Hollande située au nord de l'IJ, dans les îles du sud de la Hollande, il s'agit de pays riches, où le paysan connaît une grande indépendance vis-à-vis de la noblesse. Toutefois, des différences existent, en fonction du mode de groupement et des procédés d'exploitation. C'est en Zélande que la société rurale paraît avoir été la plus démocratique. A ce type de région se rattache apparemment la Frise, qui reste en dehors du cadre de cette étude et dont il n'est question que par allusion.

En Flandre et dans la région de Hollande comprise entre l'IJ et le Waal, l'autorité seigneuriale impose aux paysans des charges plus lourdes, mais n'empêche pas le développement de modes d'exploitation individualistes, permettant à ces pays d'être en tête du progrès technique.

Le Hainaut, la majeure partie du Brabant et les pays situés à l'ouest de la

Meuse constituent un ensemble de territoires, où la noblesse et le clergé exercent encore une autorité considérable sur le monde rural et où l'organisation du travail reste fortement communautaire.

Dans un dernier type de pays, comprenant tous les sols pauvres des Pays-Bas (Ardenne, Campine, Overijsel, ou même pays de Gooi, autour d'Hilversum), les modes d'exploitation restent primitifs, mais le paysan est assez libre.

J. G.

— Henriette-L.-T. DE BEAUFORT. *Le Taciturne. Guillaume d'Orange*; trad. de Louis LAURENT (Genève, Labor et Fides, in-8°, 207 p.). — Le goût de la biographie historique et l'amateurisme qui s'en nourrit ne sévissent pas seulement en France. Il nous vient de Suisse un livre fort joliment présenté, où la vie du Téméraire nous est racontée avec amour et dilection, à défaut d'érudition. Aucune note ne vient interrompre le cours du récit; pas d'indication de sources; pas même le classique appendice bibliographique dont s'adornent d'ordinaire les livres de ce genre. Il semble difficile que ce soit simple méconnaissance de la méthode. On est plutôt tenté de s'imaginer l'auteur tenant quelque gageure imprudente! Autant que l'historien, le Français se sent gêné par plus d'un détail. M<sup>me</sup> de Beaufort, sans doute hollandaise d'origine, n'a qu'une connaissance superficielle de notre langue; du moins ne la manie-t-elle pas avec la perfection requise. Quel « naturel Français » — pour employer une expression courante au temps jadis — écrirait par exemple, à propos de l'abus des banquets: « Il s'ensuit rapidement que son estomac ne peut résister longtemps à un tel traitement. » Admettons que le traducteur soit responsable de pareilles faiblesses; il en est d'autres qui ne sauraient lui être imputées. Comment s'expliquer que l'auteur n'ait pas fait la moindre place dans son récit à Henri III? Le nom même de ce roi de France, contemporain du Taciturne, et dont le rôle fut si important dans la préparation de la révolte, ne figure même pas à l'Index. Sans doute, ce rôle est-il encore mal connu dans le détail. C'eût été peut-être l'occasion de s'y attacher. Quelques journées de travail au Département des manuscrits de notre Bibliothèque nationale auraient permis d'apporter à ce sujet d'utiles précisions supplémentaires. Mais qu'allons-nous suggérer? Le dessein de l'auteur n'est visiblement pas celui d'un véritable historien. Il s'agit essentiellement d'ajouter un hymne de plus à tous ceux qu'ont inspirés les personnages marquants de la Réforme. Et c'est bien pourquoi ce travail d'histoire hollandaise nous arrive en droite ligne de Genève.

G. ZELLER.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

*H. Gacel.* Alfred Jeanroy. [A. du Midi, juillet 1954.] — *E.-R. Labande.* Bibliographie des travaux d'Alfred Jeanroy. [Ibid.] — *C. Pellegrini.* Les études d'Alfred Jeanroy sur la littérature italienne. [Ibid.] — *J. Longnon.* La collaboration de Victor Chapot au *Journal des Savants*. [J. des Sav., avril-juin 1954.] — *François Perroux.* Jean Morini-Comby, Jules Milhau. Hommage à Étienne Antonelli. Choix de textes de E. Antonelli. [R. d'hist. écon. et soc., 1953, n° 4.] — *Sven R. Peterson.* Benjamin Peirce : mathematician and philosopher. [J. of the hist. of ideas, janvier 1955.]

1. Liste des périodiques analysés : *Académie royale de Belgique. Classe des lettres et sciences morales et politiques* (1954, fasc. 1-3). — *American historical review* (janvier 1955). — *Annales de Bourgogne* (juillet-septembre 1954). — *Annales de Bretagne* (1954). — *Annales de l'Est* (1954, n° 4). — *Annales du Midi* (juillet et octobre 1954). — *Archivio storico italiano* [A. S. I.] (1954). — *Archivio storico siciliano* [A. S. S.] (1952-1953). — *Atti dell'Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti* (vol. VIII, fasc. 3 à 6); *Notizie degli scavi* (vol. VIII, fasc. 1-6). — *Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français* (octobre-décembre 1954). — *Bulletin de l'Institut d'études centrafricaines* (1954, n° 7-8). — *Bulletin of the Institute of historical research* (novembre 1954). — *Bulletin of the International Institute of social history* (1954, n° 3). — *Bulletin of the John Rylands library* (t. XXXVII, 1954). — *Cambridge historical Journal* (1954, n° 2). — *English historical review* (juillet 1954). — *Études suisses d'histoire générale* (Bd. 12, 1954). — *Hesperis* (1954, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres). — *Historiallinen Arkisto* [H. A.] (1953, 1954). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 178, Heft 3, décembre 1954). — *Historisk Tidskrift, Stockholm* [S. H. T.] (1953, n° 3 et 4; 1954, n° 1 à 3). — *Historisk Tidskrift Copenhagen* [D. H. T.] (1954, n° 11, 4, 2). — *Historisk Tidskrift Oslo* [N. H. T.] (1954, n° 1). — *Hommes et mondes* (juillet à décembre 1954). — *Information historique* (septembre-octobre 1954). — *Journal des Savants* (avril-juin 1954). — *Journal of economic history* (été 1954). — *Journal of modern history* (décembre 1954). — *Journal of the history of ideas* (janvier 1955). — *Libyca* (avril-octobre 1953). — *Mémoires de la Société historique et archéologique de Bretagne* (XXXIV, 1954). — *Mercur de France* (juillet à décembre 1954). — *Movimento operaio* (juillet-août 1954). — *Past and present* (novembre 1954). — *Politique étrangère* (décembre 1954). — *Population* (octobre-décembre 1954). — *Revue africaine* (1954, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres). — *Revue de Défense nationale* (décembre 1954 à février 1955). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1954, n° 3 et 4). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (n° 3-4 de 1954). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (décembre 1954). — *Revue d'histoire des colonies* (1954, 2<sup>e</sup> trimestre). — *Revue d'histoire des religions* (octobre-décembre 1954). — *Revue d'histoire politique et constitutionnelle* (avril-juin 1954). — *Revue de Paris* (juillet-décembre 1954). — *Revue des Deux Mondes* (juillet-décembre 1954). — *Revue française de science politique* (octobre-décembre 1954). — *Revue maritime* (Noël 1954 à février 1955). — *Rivista storica italiana* (1954, n° 3). — *Saeculum* (1954, n° 4). — *Service des Antiquités du Maroc* (1954, fasc. 11). — *Speculum* (1954). — *Syria* (1954, n° 1-2). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1953, n° 3; 1954, n° 1). — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* (janvier 1955). — *Zeitschrift für Ostforschung* [Z. f. O.] (1954, n° 1, 2, 3).

Gerald Stourzh. Ideologie und Machtpolitik als Diskussionsthema der Amerikanischen Aussenpolitischen Literatur. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1955.] — Merle Curti. Intellectuals and other people. (Discours au dîner de l'*American historical association*, 29 décembre 1954.) [*A. H. R.*, janvier 1955.] — E. M. Janssen Perio. Geest en geweld in de geschiedbeschouwing van Nietzsche en Burckhardt. [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 3.] — Fernand Vercauteren. Une correspondance scientifique Théodore Mommsen-Franz Cumont (1894-1901). [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1954, 1-3.] — J. C. Van Dillen. Overeenkomst en verschil tussen de Franse en de Russische Revolutie. (A propos du livre de Crane Brinton, *Anatomy of Revolution*.) [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 3.] — Louis R. Franck. Le capitalisme américain vu par le professeur Galbraith. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1954.]

G. C. Bascapé. Recenti studi di sigillografia. (Bibliographie critique pour l'Italie et Byzance.) [*A. S. I.*, 1954, II.] — A. Harnack. Die Neue Deutsche Biographie. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 178, Heft 3, décembre 1954.] — Bibliographie lorraine, 1953. [*A. de l'Est*, 1954, n° 4.] — G. Émile Gignère, S. J. Sous les auspices du gouvernement canadien. (Publication de documents historiques au milieu du siècle dernier.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1954.] — Louis-Ph. Saint-Martin. L'Histoire du Canada de F.-X. Garneau et la critique. [*Ibid.*] — Kurt Forstreuter. Das Staatliche Archivlager in Göttingen. (Archives de Königsberg et de Reval principalement.) [*Z. f. O.*, 1954, 1.] — Heinrich Kunstmann. Die neue Tschechoslowakische Akademie der Wissenschaften. [*Ibid.*] — Paul Kluge. Das Institut für Zeitgeschichte in München. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — Anton Largiader. Neuere Richtungen im Bereiche der historischer Hilfswissenschaften. Einige Bemerkungen und Hinweise. [*Ibid.*] — Reinhard Wittram. Die Baltische Historische Kommission. [*Z. f. O.*, 1954, 2.] — Eduard Sturms. Das Baltische Forschungsinstitut. [*Ibid.*] — Paul Johansen. Finnländische Beiträge zur baltischen Geschichte des Mittelalters. [*Ibid.*] — Hellmuth Weiss. Die Geschichtswissenschaft in Sowjet-Estland. [*Ibid.*] — Ahasver von Brandt. Zur Geschichte Skandinaviens und der deutsche nordischen Beziehungen. Bericht über deutschsprachiges Schrifttum seit 1945. [*Ibid.*, 1.] — Eduard Sturms. Die sowjetrussischen archäologischen Forschungen in Ostpreussen. [*Ibid.*] — Gotthald Rhode. Polnische Veröffentlichungen zur Geschichte der Stadt Posen. [*Ibid.*, 3.] — Fritz Terveen. Der Film als Geschichtsquelle. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1955.] — Léon Tabah et Alfred Saucy. Le congrès mondial de la population. Rome, 31 août-10 septembre 1954. [*Pop.*, octobre-décembre 1954.]

Jo. W. Saze. L'étude sociologique des institutions européennes en Afrique. [*Pol. étr.*, décembre 1954.] — U. Monneret de Villard. Il tåg di l mru'l-Qais. (Étude sur la coiffure du chef bédouin et son éventuelle signification politique.) [*Atti Accad. naz. Lincei, Rendiconti*, série VIII, vol. VIII, fasc. 5-6, mai-juin 1953.] — J. Fourneau et L. Kravetz. Le pague sur la côte de Guinée et au Congo, du xv<sup>e</sup> siècle à nos jours. [*Bull. de l'Institut d'ét. centrafricaines*, 1954, n° 7-8.] — Paul Adam. Étude sur les migrations polynésiennes. [*R. marit.*, janvier 1955.] — Gerold Walser. Zur Bevölkerungsgeschichte des Wallis im Altertum (Ueber die angeblichen Alpengermanen). [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — Omeljan Pritsak. Orientierung und Farbsymbolik : Zu den Farbenzeichnungen im altarischen Völkernamen. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — Jean Descola. Petite histoire de Porto-Rico. [*H. et M.*, juillet 1954.]

Jean Vidalenc. Aspects économiques et sociaux de l'histoire militaire. [*R. d'hist.*

*écon. et soc.*, 1954, n° 3.] — *Adeline Daumard*. L'histoire économique et sociale à la Société d'histoire moderne (en 1953). [*Ibid.*] — *Léo Moulin et Luc Aerts*. Les classes moyennes. Essai de bibliographie critique (III). [*Ibid.*] — *P. de Saint-Jacob*. A propos de la structure des terroirs bourguignons. [*A. de B.*, juillet-septembre 1954.] — *H. et P. Féral*. Le Bocage lectourois. Essai d'histoire et de géographie botaniques. [*A. du Midi*, octobre 1954.] — *J.-P. Ricard*. Les progrès techniques et l'évolution du paquebot. [*R. marit.*, Noël 1954.]

## II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ANCIEN

*Fritz Tischler*. Schöpferische Nachahmung in schriftloser Gesellschaft. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — *Siegfried Fuchs*. Ethnos e Cronologia delle Civiltà preistoriche del Mediterraneo centrale nel pensiero di Biagio Pace. (A propos des quatre volumes de cet auteur parus de 1935 à 1948.) [*A. S. S.*, 1952/3.]

*Emmanuel Laroche*. Études sur les hiéroglyphes hittites. [*Syria*, 1954, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> fasc.] — *André Parrot*. Acquisitions et inédits du musée du Louvre. Antiquités mésopotamiennes. [*Ibid.*] — *Claude-F.-A. Schaeffer*. Les fouilles de Ras Shamra-Ugarit, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> campagnes (1951, 1952 et 1953). Rapport sommaire. [*Ibid.*] — *Henri Seyrig*. Antiquités syriennes : le grand prêtre de Dionysios à Byblos. Éres pompéiennes des villes de Phénicie. Questions héliopolitaines. [*Ibid.*] — *André Parrot*. A Mari, il y a cinq mille ans. (Les résultats de vingt ans de fouilles.) [*R. de P.*, septembre 1954.]

*S. Bosticco*. La stele di Nfr del Museo Barracco in Roma. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, série VIII, vol. IX, fasc. 3-4, mars-avril 1954.] — *Hubert Metzger*. Vier griechische Papyrusurkunden aus der Sammlung Erzherzog Rainer in Wien. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.]

## III. LA GRÈCE ET ROME

*Émile Moreauz*. La vie des femmes au temps d'Homère. [*R. de P.*, octobre 1954.] — *Rodolfo Mondolfo*. Greek attitude to manual labour. [*Past and present*, novembre 1954.] — *Hermann Strasburger*. Die Entdeckung der politischen Geschichte durch Thukydides. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — *A. Merlin*. Scopas et Praxitèle : le mausolée d'Halicarnasse, le temple de Tégée, l'Hermès d'Olympie (1<sup>er</sup> article). [*J. des Sav.*, avril-juin 1954.]

*G. Rizza*. Paternò (Catania) : Città siculo-greca in contrada « Civita ». Scoperte fortuite nella necropoli meridionale. [*Not. scavi*, série VIII, vol. VIII, 1954, fasc. 1-6.] — *G. V. Gentili*. Megara-Hyblaea (Syracuse) : tombe archaïche e reperti sporadici nella proprietà della « Rasiom ». [*Ibid.*] — *E. Stefani*. Ardea : Resti di un antico tempio scoperto nell'area della città. [*Ibid.*] — *G. Lugli*. Il santuario della Fortuna primigenia in Preneste e la sua datazione. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, série VIII, vol. IX, fasc. 3-4, mars-avril 1954.] — *Fernand de Visscher*. La dualité des droits de cité et la « mutatio civitatis ». [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et se. m. et pol.*, 1954, 1-3.] — *Arnold Toynbee*. Economic and Social consequences of the Hannibalic war. [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXVII, 1954.] — *M. Gelzer*. War Caesar ein Staatsmann? [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 178, Heft 3, décembre 1954.] — *P.-M. Duval*. Une perspective nouvelle sur la guerre des Gaules et sur les Gaulois (fin). [*J. des Sav.*, avril-juin 1954.] — *Pierre Merlat*. Notices d'archéologie armor-



caine : Histoire des Venètes ; *Michel Denis*, La campagne de César contre les Vénètes ; *Pierre Merlat*, César et les Venètes ; *J.-B. Colbert de Beaulieu*, Contribution de la numismatique à l'étude de la catastrophe des Venètes. [*Ann. de Bret.*, LXI, 1, 1954.] — *J.-B. Colbert de Beaulieu*, Une énigme de la numismatique armoricaine : les monnaies celtiques des Vénètes. II : L'or. (Suite de l'étude parue l'année précédente : preuves d'un monnayage vénète jusqu'ici inconnu.) [*Mém. Soc. hist. archéol. Bret.*, XXXIV, 1954.] — *J. Baradez*, Inscriptions de la région du Limes de Numidie, de Biskra à Tobna. (Milliaires, autel de la Discipline des camps de Gemellae...) [*Libyca*, I, avril-octobre 1953.] — *M. Leglay*, Stèles à Saturne de Djemila-Cuicul. [*Ibid.*] — *E. Marrec et H. G. Pflaum*, Deux carrières équestres d'Hippone. [*Ibid.*] — *H. d'Escurac-Doisy*, M. Cornélius Octavianus et les révoltes indigènes du III<sup>e</sup> siècle d'après les inscriptions de Caesarea. [*Ibid.*] — *P. Salama*, Nouveaux témoignages de l'œuvre des Sévères dans la Maurétanie césarienne. [*Ibid.*] — *G. Souville*, Un portrait de Géta au musée de Guelma. [*Ibid.*] — *M.-M. Vincent*, Vase ibérique du cimetière Est de Portus Magnus-Saint-Leu (départ. d'Oran). (Le premier trouvé *in situ* en Afrique du Nord.) [*Ibid.*] — *L. Leschi*, Inscriptions latines de Lambèse et de Zana (Diana Veteranorum). (Nouveau camp de Titus, dédicace au fils d'un partisan d'Albinus...) [*Ibid.*] — *P. Cadenat*, Inscriptions latines de la région de Tiaret. [*Ibid.*] — *R. Thouvenot*, Marques d'amphores. (Trouvées à Julia Valentia Banasa.) [*Serv. ant. Maroc*, fasc. 11, 1954.] — *Id.*, Table de patronat. (Trouvée à Julia Valentia Banasa.) [*Ibid.*] — *Id.*, Le site de Julia Valentia Banasa ; le premier Banasa ; les quartiers nord-est et sud-ouest ; les maisons de Banasa. [*Ibid.*] — *Id.*, Intailles. (Trouvées à Julia Valentia Banasa.) [*Ibid.*] — *A. Tomsin*, Un document de comptabilité fiscale (dans l'Égypte romaine). [*A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol.*, 1954, 1-3.]

## IV. LE MOYEN AGE

*Paul Léon*, Les fortifications de Paris du III<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> décembre 1954.] — *Pierre Gras*, Un itinéraire bourguignon au V<sup>e</sup> siècle. [*A. de B.*, juillet-septembre 1954.]

*Ch. Allain*, Reconnaissances archéologiques dans le massif des Rehamna et la Bahira. (Agglomérations berbères et installations almohades.) [*Hespéris*, XLI, 1954, 1<sup>er</sup>-2<sup>e</sup> trim.] — *Carlo Guido Mor*, Intorno ad una lettera di Berta di Toscana al Califfo di Bagdad. (Début du X<sup>e</sup> siècle.) [*A. S. I.*, 1954, III.] — *Alfredo Bosio*, Note per la Storia della Società precomunale milanese. (La croissance de Milan aux IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, en liaison avec le développement du rôle commercial de la plaine du Pô.) [*Ibid.*, II.] — *Antonio Varvaro Bruno*, Partanna e la lapide del Parterno nel Museo Biscari di Catania. (Étude sur une inscription de 1168 et publication de deux documents.) [*A. S. S.*, 1952/3.] — *Salvatore Candido*, Sul problema cronologico della « Datatio Ecclesiae » del Tempio di S. Maria la Nuova fondato da Guglielmo II il Normanno. (Ce temple, situé près de Messine, est le plus grand monument roman de la Sicile normande.) [*Ibid.*] — *Gino Corti*, Le Ricordanze trecentesche di Francesco e di Alessio Baldovinetti. (Documents concernant la vie d'une famille bourgeoise florentine entre 1285 et 1338.) [*A. S. I.*, 1954, I.] — *P. S. Leicht*, Cino da Pistoia e la citazione di Re Roberto da parte d'Arrigo VII. (Étude d'un ouvrage mineur du juriste Cino da Pistoia, vers 1321.) [*Ibid.*] — *J. Lucas-Dubreton*, Les expériences de Fra Salimbene. (Anecdotes amusantes tirées

de la chronique du célèbre franciscain italien du XIII<sup>e</sup> siècle.) [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> septembre 1954.] — P. Courcelle. Date, source et genèse des *Consultationes Zachaei et Apollonii*. [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1954.] — Nicolai Rubinstein. I primi anni del Consiglio Maggiore a Firenze (1494-1499). [*A. S. I.*, 1954, II et III.] — Marcello Del Piazzo. I ricordi di Cittere, di Piero de Lorenzo de Medici. (Publication de document.) [*Ibid.*, III.] — Armando Saita. Un problema storiografico: l'impero spagnolo medievale (fin). [*Riv. st. it.*, 1954, n° 3.]

Robert Branner. The art of the Scriptorium at Luxeuil (VII<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle). [*Speculum*, t. XXIX, 1954.] — John R. Williams. The Cathedral School of Rheims in the eleventh century. [*Ibid.*] — G. Lepointe. Réflexions sur les textes concernant la propriété individuelle des religieuses cisterciennes dans la région lilloise. [*R. H. E.*, 1954, n° 3-4.] — Ch. Thouzelier. Hérésie et croisade au XII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — G. Mollat. Grégoire XI et sa légende. [*Ibid.*] — Cap. I. Cluzel. Le fabliau dans la littérature provençale du Moyen Age. [*A. du Midi*, octobre 1954.] — J. Salvat. Provençal ou occitan? [*Ibid.*, juillet 1954.] — C. Brunel. Sur l'identité de quelques troubadours. [*Ibid.*] — R. Lavaud. Une satire religieuse de Peire Cardenal : un sirventes vueil far dels autz glotos. [*Ibid.*] — I. Frank. La chanson Lassome de Pétrarque et ses successeurs. [*Ibid.*] — M. de Riquer. Le troubadour Peyre de Ruis et Gaston Fébus, comte de Foix. [*Ibid.*] — Y. Lejevre. Remarques sur quelques pastourelles gasconnes. [*Ibid.*] — Mgr A. Grier. Commentaire lexicographique de quelques gloses. [*Ibid.*] — J. Séguy. A propos de la diphtongaison de è et ô ouverts. [*Ibid.*] — J.-P. Trabut-Cussac. Créon, bastide administrative. [*Ibid.*, octobre 1954.] — Astrik L. Gabriel. Educational ideas of Christine de Pisan. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.] — Ch. Samaran. Toulouse commerçante au Moyen Age. [*J. des Sav.*, avril-juin 1954.] — J. G. W. van Drielkrol. Hugues Aubriot. [*Ts. v. Gdnis*, 1954, 1.] — Y. Labande-Mailfert. Anne de Bretagne espagnole. (Sa sympathie pour les Espagnols dont elle s'entoure.) [*Mém. Soc. hist. archéol. Bret.*, XXXIV, 1954.] — A. J. Maris. Wording van de Gelderse staten. (A propos du livre de M. Jappe Alberts : De staten van Gelse en Zutphen tot 1459.) [*Ts. v. Gdnis*, 1953, 3.] — W. C. Braat. De Saksen in Friesland. [*Ibid.*, 1954, 1.] — Jos. van der Straeten. Une charte de pays : la charte de Cortenberg en Brabant. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.]

K. Hughes. The Historical value of the Lives of St. Finian of Clonard. [*E. H. R.*, juillet 1954.] — R. Mayne. East and West in 1054. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — Betty Bandel. English Chroniclers' attitude toward women. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.] — Bryce D. Lyon. The feudal antecedent of the Indenture system. (Fief-rente et service militaire en Angleterre.) [*Speculum*, t. XXIX, 1954.] — J. C. Lancaster. The Coventry forged charters : a reconsideration. [*Bull. of the Instit. of Hist. Research*, novembre 1954.] — Ernst H. Kantorowicz. Inalienability : a note on canonical practice and the English coronation oath in the thirteenth century. [*Speculum*, t. XXIX, 1954.] — D. Walne. The Barons' Argument at Amiens, January 1264. [*E. H. R.*, juillet 1954.] — M.-G. Snapse. A letter from a Yorkshire prioress to Archbishop Thoresby, c. 1356. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1954.] — J. L. Kirby. An account of Robert Southwell, receiver-general of John Mowbray, earl marshal, 1422-1423. [*Ibid.*]

Th. Mayer. Grösse und Untergang des Heiligen Reiches. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 178, Heft 3, décembre 1954.] — Henri Grégoire. Origine et étymologie de la Hanse. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l., sc. m. et pol.*, 1954, 1-3.] — Hans Dietrich Kahl. Das Ende

des Triglaw von Brandenburg. Ein Beitrag zur Religionspolitik Albrechts des Bären. [Z. f. O., 1954, 1.] — *Wolfgang Laur*. Aisten/Esten, eine germanische Volksbezeichnung im baltischen Raum. [Ibid., 2.] — *Folke Dörring*. Recherche d'histoire agraire et histoire de la Suède médiévale. (En suédois.) [S. H. T., 1953, 4.] — *A. von Brandt*. Les plus anciens documents concernant les relations germano-suédoises. (Au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, c'est Hambourg qui tient la première place dans la politique scandinave de la Hanse ; en suédois.) [Ibid., 3.] — *Kjell Kumlien*. Ce que contenait le second traité de Birger Jarl avec Lübeck. (Soutient l'authenticité du texte publié en 1761 ; en suédois.) [Ibid., 1954, 1.] — *Walther Hubatsch*. Quellen zur Geschichte des Deutschen Ordens und Altpreußens in Venedig. [Z. f. O., 1954, 2.] — *Manfred Hellmann*. Der Deutsche Orden und die Königskrönung des Mindaugas. [Ibid., 3.] — *Emil Waschinski*. Ein polnischer Numismatiker über das Münzwesen des Deutschen Ordens. (Résume toute la question.) [Ibid., 1.] — *Zenonas Ivinskis*. Mindaugas und seine Krone. (1253, couronnement de ce prince lithuanien baptisé récemment, son peuple étant encore païen. Le titre royal disparaît avec lui.) [Ibid., 3.] — *Gustaf Holmgren*. Quand disparut la pierre de Mora ? (La pierre de consécration des rois de Suède ; en suédois.) [S. H. T., 1954, 1.] — *Paul Johansen*. Das Wunder von Neuhausen in Estland. (Épisode légendaire de 1381, relatif à un lieu de culte de la Sainte-Croix au XV<sup>e</sup> siècle.) [Z. f. O., 1954, 3.] — *Herbert Spliet*. Die Schwarzhäupter in ihrem Verhältnis zur deutschen kolonialen Ständegeschichte in Livland. [Ibid., 2.] — *Erich Weise*. Die staatsrechtlichen Grundlagen des Zweiten Thorner Friedens und die Grenzen seiner Rechtmässigkeit. (1466.) [Ibid., 1.] — *Walter Salmen*. Die Bedeutung Nürnbergs für das ostmitteleuropäische Musikleben im 15. und 16. Jahrhundert. [Ibid., 1.]

*A. Huici-Miranda*. El reinado del califa Almohade Al Rasîd, hijo de Al-Ma'mûn. [Hesperis, XLI, 1954, 1<sup>er</sup>-2<sup>e</sup> trim.] — *Claude Cahen*. Introduction to the first Crusade. [Past and present, novembre 1954.] — *A. Frolow*. La déviation de la quatrième croisade vers Constantinople. Problème d'histoire et de doctrine (3<sup>e</sup> article). [R. d'hist. des rel., octobre-décembre 1954.] — *Ignatius Burns*. The Catalan Company and the European Powers, 1305-1311. [Speculum, t. XXIX, 1954.]

#### V. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

*A. Brun*. Poètes provençaux du XVI<sup>e</sup> siècle. Quelques aspects de leurs tendances. [A. du Midi, juillet 1954.] — *Massimo Petrocchi*. Per la storia della spiritualità nel Cinquecento. (Étude d'un ouvrage mystique et ascétique récemment « découvert » et qui a pour auteur une dame milanaise et le jésuite Gagliardi.) [A. S. I., 1954, II.] — *N. D. Evola*. Cataldo Parisio Siculo. (Humaniste sicilien de la fin du XV<sup>e</sup> et début du XVI<sup>e</sup> siècle, célèbre surtout au Portugal où il a passé une bonne partie de sa vie.) [A. S. S., 1952/3.] — *Rosa Guccione Scaglione*. La relazione del vicere Juan de la Cerda, Duca di Medinaceli a Garcia de Toledo (1565). (Ce texte, publié dans sa langue originale, en espagnol, montre le souci du vicaire de protéger les classes populaires et de soutenir l'action des ordres religieux, ainsi que d'assurer la défense de l'île.) [Ibid.]

*P. Pradel*. Le château de Gaillon. [J. des Sav., avril-juin 1954.]

*Ernst Walder*. Der politische Gehalt der Zwölf Artikel des deutscher Bauernschaft von 1525. [Ét. suisses d'hist. gén., Bd. 12, 1954.] — *Erik Holmkoist*. Les débuts de la mine d'argent de Sala. (Peu après 1500 ; en suédois.) [S. H. T., 1954, 3.]

*Greta Wieselgren*. L'assemblée d'Arboga en janvier 1512. (Critique des sources très pauvres sur cet épisode qui se place entre la mort de Svante Nilsson et l'élection de Stan Sture comme régent ; en suédois.) [*Ibid.*, 1.] — *G. R. Elton*. Informing for Profit : A Sidelight on Tudor Methods of Lawenforcement. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *Id.* A further note on parliamentary drafts in the reign of Henry VIII. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1954.]

*E. J. Hobsbawm*. The crisis of the 17th century (II). [*Past and present*, novembre 1954.] — *J. V. Polysenský*. The thirty years' war. [*Ibid.*] — *Leroy E. Loemker*. Boyle and Leibniz. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.]

*M. Bouchard*. L'enseignement des Jésuites sous l'Ancien Régime. [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1954.] — *Lynn Thorndike*. Censorship by the Sorbonne of Science and superstition in the first half of the 17th century. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.] — *G. Daumas*. Bâisseurs de ponts sous Louis XIV (François Guénot). [*M. de F.*, novembre 1954.] — *André Vénard et Philippe Ariès*. Deux contributions à l'histoire des pratiques contraceptives : I. Saint François de Sales et Thomas Sanchez ; II. Chaucer et M<sup>me</sup> de Sévigné. [*Pop.*, octobre-décembre 1954.] — *Henri Moreau*. Notes sur la situation des subdélégués de l'Intendant en Bourgogne au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*A. de B.*, juillet-septembre 1954.] — *Roger B. Oake*. Montesquieu's analysis of roman history. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.] — *Marcel Emerit*. Le voyage de La Condamine à Alger (1731). [*R. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1954.] — *Louis Madelin*. Le duc et la duchesse de Choiseul. [*R. des D. M.*, 15 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1954.] — *Pierre Héliot*. Les influences médiévales sur l'architecture bretonne de l'Ancien Régime. [*Ann. de Bret.*, LXI, 1, 1954.] — *Pierre Le Roux*. Textes bretons du XVIII<sup>e</sup> siècle. (Er gouers nevez, 1632 ; Him sanct Sebastian.) [*Ibid.*] — *R. Richelot*. Lettre inédite de Desmarets, évêque de Saint-Malo, et gravure janséniste, 1715. (Sur les mesures d'apaisement accordées par le Régent aux jansénistes.) [*Mém. Soc. hist. archéol. Bret.*, XXXIV, 1954.] — *H. de Berranger*. Un homme d'affaires nantais, Berthrand de Cœuvres, 1730-an VII. (Fils d'une Michau, appartenant à une notable famille financière de Rennes.) [*Ibid.*] — *D<sup>r</sup> P. Hardouin*. L'épidémie de Plénée-Jugon, 1758. (Mesures prises par l'Intendant pour combattre la maladie.) [*Ibid.*]

*Onorato Pastine*. Genova e Inghilterra da Cromwell a Carlo II. Orientamenti politico-economici. [*Riv. st. it.*, 1954, n<sup>o</sup> 3.] — *Joan Thirsk*. The Restoration land settlement. [*J. of mod. hist.*, décembre 1954.] — *Sir George Clark*. The Character of the Nine Years War, 1688-1697. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *D. E. Underdown*. Sir Richard Willys and Secretary Thurloe. (XVIII<sup>e</sup> siècle.) [*E. H. R.*, juillet 1954.] — *Marjorie Cox*. Sir Roger Bradshaigh, 3rd Baronet, and the electoral management of Wigan, 1695-1747. [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXVII, 1954.] — *Betty Kemp*. Some letters of Sir Francis Dashwood, Baron Le Despencer, as Joint Post-Master General, 1766-1781. [*Ibid.*] — *W. R. Ward*. The Land-tax in Scotland 1707-1798. [*Ibid.*] — *W. H. Chaloner*. Robert Owen, Peter Drinkwater and the early factory system in Manchester, 1788-1800. [*Ibid.*] — *T. R. Christie*. The Marquis of Rockingham and Lord North's Offer of a Coalition, June-July, 1780. [*E. H. R.*, juillet 1954.] — *W. F. Zornow*. The Sandy Hook Lighthouse Incident of 1787. [*J. of Econ. Hist.*, été 1954.] — *Richard B. Simons*. T. R. Malthus on british society. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.]

*Corrado Gallo*. Arte et monumenti dell'antica Noto (Noto a été l'un des centres artistiques les plus importants de Sicile orientale et même l'une des villes les plus

peuplées de l'île au moment de sa destruction par un tremblement de terre en 1693; d'origine sicule, elle avait été hellénisée, puis était devenue une cité fédérée à Rome et une des capitales arabes; elle avait reçu de nombreux privilèges des rois normands, Staufens, aragonais et castillans.) [A. S. S., 1952/3.] — *Santi Luigi Agnello*. La rinascita edilizia a Siracusa dopo il terremoto del 1693. (Un grand mouvement baroque s'est développé au XVIII<sup>e</sup> siècle à Syracuse pour la reconstruction des monuments détruits; l'auteur publie à ce sujet une série de documents.) [Ibid.] — *Edoardo Coppoler Orlando*. Il ritratto di Cagliostro. (L'auteur veut réhabiliter Cagliostro.) [Ibid.] — *Herman Weinert*. Filippo de' Venuti. (Grande figure de l'histoire de Livourne, de Cortone et même de toute la Toscane au XVIII<sup>e</sup> siècle, il a été de 1750 à 1766 le véritable chef du clergé de Livourne sans avoir le titre d'évêque et a grandement stimulé le travail scientifique et les études; il avait séjourné en France de 1738 à 1750.) [A. S. I., 1954, III.] — *Rosario Villari*. Per la storia rurale del Mezzogiorno nel secolo XVIII. [Mov. operaio, juillet-août 1954.] — *J. Godechot*. Les origines du Risorgimento (1750-1796). [Inf. Hist., septembre-octobre 1954.]

*K. Blauw*. Over het bestuur van Gooiland voor 1795 en de ramp van 1350. (Explique l'origine médiévale d'une particularité de la carte politique des Pays-Bas qui dura jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.) [Ts. v. Gdnis, 1954, 1.] — *A. M. P. Mollema*. Odyssea Serenissimae Hispaniarum Reginae Maria-Anna van Neuburg, koningin van Spanje. [Ibid., 1953, 3.] — *Tor Berg*. Un paiement de subsides français à Axel Oxenstierna en 1636. (En suédois.) [S. H. T., 1954, 1.] — *Id.* Histoire de deux princesses Stuart. Aperçu archivistique et bibliographique. (Élisabeth, épouse du Palatin Jacques I<sup>er</sup>; et la reine Marie I; en suédois.) [Ibid., 3.] — *Lennert Pinomaa*. Documents concernant le fief de Brake, 1640-1688. (Lettres concernant le domaine finlandais de Savolas, concédé au comte Pen Brake; en suédois.) [H. A., 54, 1953.] — *Manno Jokipii*. Die Grafschaft Pori. (Étude très complète de l'histoire de ce fief constitué en Finlande pour le maréchal Horu en 1651, jusqu'à sa réduction en 1684; en finnois, résumé en allemand.) [Ibid.] — *Alfred Schellenberg*. Andreas Schlüter in Warschau. (Sculpteur qui a travaillé à Varsovie jusqu'à 1694.) [Z. f. O., 1954, 3.] — *Ewald Behrens*. Neue Beiträge zur Schlüter-Forschung. [Ibid.] — *Heinrich Gerhard Franz*. Beiträge zur Baukunst des 17. und 18. Jahrhunderts in Böhmen. (Avec 17 reproductions.) [Ibid., 1.] — *Willy Klawitter*. Aus der Frühzeit der schlesischen Zeitungen (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). [Ibid.] — *Anthi Inkinen*. Rang und Titel in Finnland vor der Verselbständigung des Landes. (Du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle; en finnois, résumé en allemand.) [H. A., 54, 1953.] — *Beshl Boethius*. La forge de Ramnäs pendant l'inflation au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Production, prix, bénéfices d'après les comptes de l'entreprise de 1747 à 1766; en suédois.) [S. H. T., 1954, 2.] — *Aimo Halila*. Über die Verfahren bei den Reichstagsabgeordnetenwahlen des Bauernstandes in der späteren Hälfte der Freiheitszeit im Lichte dieser Wahlen der nord-est bottnischen Bauern. (En finnois, résumé en allemand.) [H. A., 54, 1953.] — *Mantti Kerkkonen*. The portrait of Peter Kalm and other academic portraits of his period in Turku (Åbo). (Deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle; en suédois, résumé en anglais.) [Ibid., 53, 1954.] — *Birger Sallnäs*. La note roturière dans la révolution de 1772. (L'élément décisif fut, non pas l'opposition entre privilégiés et non-priviliés, mais l'action des militaires contre les Bonnets; en suédois.) [S. H. T., 1954, 2.] — *Sven Ulric Palhe*. Les subdélégués des intendants. (Le problème des origines du type moderne du fonctionnaire en



France; en suédois.) [*Ibid.*, 1953, 4.] — *Sture M. Waller*. L'acquisition de Saint-Barthélemy par la Suède. (Histoire de la négociation, 1784; en suédois.) [*Ibid.*, 3.] — *Ervin Hölzle*. Das Land der Freiheit : zur Geschichte der russischen Freiheitsidee. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — *V. I. Lebedev*. Sul carattere dei movimenti contadini in Russia nei secoli XVII e XVIII. [*Mov. operaio*, juillet-août 1954.]

*J. F. de Almeida Prado*. Les relations de Bahia (Brésil) avec le Dahomey. [*R. d'hist. des col.*, 1954, 2° trim.] — *Sylvie Mirot*. Un document inédit sur le marronnage à la Guyane française au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *E. E. Rich*. The Hudson's Bay Company and the Treaty of Utrecht. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *G. F. G. Stanley*. Un ancien registre paroissial ontarien. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1954.] — *Guy Frégault*. La déportation des Acadiens. [*Ibid.*] — *Pierre Massé*. Descendances acadiennes : les quatre filles de Marie-Reine Berluadeau (suite). [*Ibid.*] — *Arnold A. Rogov*. The federal convention : Madison and Yates. [*A. H. R.*, janvier 1955.]

#### VI. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Martin Göhring*. Literaturberichte zur Franz. Revolution, 1939-1953. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — *Georges Lefebvre*. Le Recueil de documents sur les États-Généraux de 1789. [*Ibid.*] — *Johannes von Müllers Denkmal auf Necker*, hgg. von *E. Bonjour*. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 178, Heft 3, décembre 1954.] — *Louis Stouff*. Les revendications économiques et sociales de la population marseillaise dans les Cahiers de 1789. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1954, n° 3.] — *Octave Festy*. La situation de la population française d'après la session de l'An IX des conseils généraux de département. [*Ibid.*] — *Hans Barth*. Antoine de Rivarol und die französische Revolution. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — *J. B. Sirich*. The revolutionary committees after Thermidor. [*J. of mod. hist.*, décembre 1954.] — *Arnaud de Lestapiès*. L'« assassinat » de Tallien. (Un attentat manqué contre Tallien, dans la nuit du 9 au 10 septembre 1794, semble bien avoir été le résultat d'une obscure machination sans caractère politique.) [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> novembre 1954.] — *Michel Missoffe*. Talleyrand et Maret, duc de Bassano. Lettres inédites. (De 1797 à 1809.) [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> août 1954.] — *B.-A. Pocquet du Haut-Jussé*. Préliminaires de la construction du séminaire de Rennes, aujourd'hui Faculté des lettres, par Henri Labrousse, architecte de la Bibliothèque nationale. (Documents inédits, 1807-1854.) [*Ann. de Bret.*, LXI, 1, 1954.] — *I. Avakumovic*. An Episode of the Continental System in the Illyrian Provinces. [*J. of Econ. Hist.*, été 1954.] — *François Pietri*. Joseph 1<sup>er</sup> ou le roi errant. (L'itinéraire espagnol de Joseph Bonaparte de 1808 à 1813.) [*R. des D. M.*, 15 novembre 1954.] — *Gabriel Richard*. L'exode sur les routes de Lorraine lors de l'invasion de 1814. [*A. de l'Est*, 1954, n° 4.] — *Sveed Johnson*. La ligue des neutres de 1800 dans son contexte de grande politique. (En suédois.) [*S. H. T.*, 1953, 4.] — *Aulis I. Alanen*. Journal de Otto H. V. Fieandt. (Journal d'un chef de détachement pendant la campagne de 1808 en Finlande; en suédois.) [*H. A.*, 53, 1954.] — *Einar Carlsson*. Napoléon et la Poméranie suédoise en 1812. (Napoléon pensait par cette opération amener la Suède à lui offrir officiellement son alliance; en suédois.) [*S. H. T.*, 1954, 2.] — *Axel Linvald*. Autour de la paix de Kiel. (Analyse critique des communications officielles et privées du roi Frédéric VI et de ses ministres au prince Christian Frédé-

ric, vice-roi de Norvège, du 14 janvier au 15 février 1814; en danois, résumé en anglais.) [*D. H. T.*, 11, 4, 2, 1954.]

John Saville. A comment on professor Rostow's *British economy of the 19th century*. [*Past and present*, novembre 1954.] — The works of Moses Hess. An inventory of his signed and anonymous publications, manuscripts and correspondence (II). [*Bull. of the Int. Inst. of soc. hist.*, 1954, n° 3.]

Paul Léon. Les transformations de Paris du Premier au Second Empire. [*R. des D. M.*, 15 juillet 1954.] — Comte Marchand. Napoléon à Sainte-Hélène. [*R. de P.*, octobre-novembre 1954.] — Édouard Dolléans. Guizot et Pauline de Meulan. (En 1821-1883 : un ménage très uni, malgré une différence d'âge, Guizot ayant quatorze ans de moins que sa femme.) [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> septembre 1954.] — Jean Pidancet. Sur les Bons cousins charbonniers en Côte-d'Or sous la Restauration. [*A. de B.*, juillet-septembre 1954.] — Commandant Holley-Williams. Un marin hors série : le capitaine de frégate Marceau, 1806-1851. (Ancien saint-simonien, qui aida beaucoup les missions aux îles Wallis.) [*R. marit.*, janvier 1955.] — Jean Gaulmier. Auguste-Prosper Guerrier de Dumast et Lamennais. [*A. de l'Est.*, 1954, n° 4.] — B.-A. Poquet du Haut-Jussé. La Mennais, l'évolution de ses idées politiques jusqu'en 1832. (D'après les documents, l'auteur suit l'attitude de Félicité particulièrement au moment de la condamnation de l'*Avenir*, que La Mennais prit à contresens.) [*Mém. Soc. hist. archéol. Bret.*, XXXIV, 1954.] — André Brandt. Les relations d'Alexandre Vinet avec Mulhouse. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1954.] — X. Yacono. Peut-on évaluer la population de l'Algérie vers 1830? [*R. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1954.] — P. Boyer. L'évolution démographique des populations musulmanes du département d'Alger (1870/66-1948). [*Ibid.*] — Louis Dermigny. Une version inédite de l'entrevue de la Tafna. [*Ibid.*] — Elsbeth Spring. Tocquevilles Stellung zur Februarrevolution. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — C. Lévy. Notes sur les fondements sociaux de l'insurrection de décembre 1851 en province. [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1954.]

Herbert Strauss. Zur sozial-und ideengeschichtlichen Einordnung Arnold Ruges. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd. 12, 1954.] — Ernst Meyer. Theodor Mommsen in Zürich (1852-1854). [*Ibid.*] — R. A. D. Renting. Nederland en de Griekse vrijheidsoorlog. (Concerne l'opinion néerlandaise lors de la guerre d'Indépendance grecque.) [*Ts. v. Gdnis*, 1954, 1.] — A. Simon. La nonciature Fornari à Bruxelles (fin). [*R. H. E.*, 1954, n° 3-4.]

Mary Peter Mack. The Fabians and utilitarianism. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1955.] — W. O. Aydelotte. A Statistical analysis of the parliament of 1841 : some problems of method. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1954.] — R. V. Sires. The Beginnings of British Legislation for Old-Age Pensions. [*J. of Econ. Hist.*, été 1954.]

Nils Gustav Hildeman. Les souvenirs de S. A. Leijonhufvud comme source de l'histoire politique de la fin de l'époque de Charles Jean. (Président du Göta hovrätt de 1826 à 1836; en suédois.) [*S. H. T.*, 1954, 3.] — Per Mjøsén. L'élection primaire à Bergen en 1838. (La petite bourgeoisie, pourtant majoritaire, désigne des notables; en norvégien.) [*N. H. T.*, 1954, 1.]

Achille de Rubertis. Note sulla censura in Toscana. (Récit d'un incident de 1844.) [*A. S. I.*, 1954, I.] — Alberto Maria Ghisalberti. Reazione cattolica alle « Speranze d'Italia ». (L'auteur insiste sur l'importance des « modérés » dans le Risorgimento et il étudie les réactions, devant l'ouvrage de Balbo, du très influent

Barnabite Paolo Venturini, dont il publie plusieurs lettres.) [*Ibid.*, II.] — *César Vidal*. I rapporti tra la Francia e la Toscana dopo il colpo di Stato del 2 dicembre (1851-1852). (Les rapports entre le Prince-Président et le faible et peu courageux grand-duc Léopold II ont été constamment cordiaux.) [*Ibid.*] — *Francesco Brancato*. Origini e carattere della rivolta palermitana del settembre 1866. (Les lettres des consuls français, publiées à l'appui de cette étude, montrent bien que cette révolte de Palerme a eu un caractère essentiellement social, contrairement à ce que bien des contemporains et même des historiens ont cru pouvoir affirmer.) [*A. S. S.*, 1952/3.] — *Arrigo Cervetto*. Le lotte operaie alla siderurgica di Savona (1861-1913). [*Mov. operaio*, juillet-août 1954.] — *Giovanni Mastroianni*. Il movimento popolare in Catanzaro dal 1887 al 1891 in un giornale liberale del tempo. [*Ibid.*]

*J. P. T. Bury*. Gambetta in England: An unpublished Letter. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *Jean Chauveau*. Mizon à Yola. [*R. d'hist. des col.*, 1954, 2<sup>e</sup> trim.] — *J.-L. Miège*. Journaux et journalistes à Tanger au XIX<sup>e</sup> siècle. [*Hesperis*, XLI, 1954, 1<sup>er</sup>-2<sup>e</sup> trim.] — *Léon Dubreuil*. Charles Le Goffic, Maurice Barrès et Jules Tellier. (Documents inédits.) [*Ann. de Bret.*, LXI, 1, 1954.]

*D. C. North*. Life Insurance and Investment Banking at the Time of the Armstrong Investigation of 1905-1906. [*J. of Econ. Hist.*, été 1954.] — *E. Drus*. Select documents from the Chamberlain papers concerning Anglo-Transvaal relations, 1896-1899. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre 1954.]

*A. J. Veenendaal*. Vier vragen betreffende het Wilhelmus. [*Ts. v. Gdnis*, 1954, 1.] — *Folke Lindberg*. Peut-on se fier à *Die grosse Politik*? (Remarques sur certains documents laissés de côté par la publication allemande; en suédois.) [*S. H. T.*, 1953, 4.] — *W. M. Carlgren-Folke Lindberg*. Un projet suédois pour une intervention des grandes puissances dans le conflit de l'Union au printemps 1899. (Documents diplomatiques allemands et autrichiens.) [*Ibid.*, 3.] — *Irène Neander*. Editha von Rahden (1823-1885). (Dame de compagnie de la grande-duchesse Hélène, puis des impératrices Maria Alexandrovna et Maria Fedorovna.) [*Z. f. O.*, 1954, 2.] — *Erok Møller*. Le cabinet anglais et le conflit germano-danois en 1863-1864. (Met en évidence les divergences au sein du cabinet et la politique personnelle de Palmerston; en danois, résumé en anglais.) [*D. H. T.*, 11, 4, 2, 1954.] — *Id.* Les négociations personnelles pour une alliance entre Charles XV et Napoléon III en 1865. (En danois.) [*S. H. T.*, 1954, 3.] — *Nils F. Holm*. L'origine du mouvement des « tireurs d'élite » suédois. (1860, influence anglaise, esprit libéral et activiste; en suédois.) [*Ibid.*, 2.] — *Ivar Arctander*. Oscar II et le problème de la défense en 1889-1890. (Trois lettres et un mémorandum du roi; en norvégien.) [*N. H. T.*, 1954, 1.] — *Towald Højer*. Un reportage sur le projet de Douglas pour une intervention des grandes puissances dans la question de l'Union en 1899. (En suédois.) [*S. H. T.*, 1954, 1.]

*Friedrich Engel-Janosi*. L'Austria e il Vaticano durante la prima decade del pontificato di Leone XIII (1878-1887). [*Riv. st. it.*, 1954, n° 3.] — *A. P. Thornton*. Afghanistan in Anglo-Russian Diplomacy, 1869-1873. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *Pierre de Boisdeffre*. Le général de Boisdeffre et l'alliance franco-russe (1890-1892). (D'après les papiers et la correspondance du général de Boisdeffre, qui négocia et signa la convention militaire franco-russe de 1892.) [*H. et M.*, octobre 1954.] — *J. A. S. Grenville*. Lansdowne's abortive project of 12 March 1901 for a secret agreement with Germany. [*Bull. of the Inst. of Hist. Research*, novembre

1954.] — *E. W. Edwards*. The Far Eastern agreements of 1907. [*J. of mod. hist.*, décembre 1954.]

## VII. APRÈS 1914

*R. Pryce*. Italy and the Outbreak of the First World war. [*Cambridge Hist. J.*, XI, 2, 1954.] — *René Chambe*. Noël 1915 à l'escadrille M. S. 12. (L'escadrille reçut la mission d'attaquer le train spécial de Guillaume II dans les Ardennes, mais ne put l'exécuter en raison du brouillard.) [*R. des D. M.*, 15 décembre 1954.] — *Ernst Birke*. Die französische Osteuropa-Politik 1914-1918. [*Z. f. O.*, 1954, 3.] — *Giovanni Costigan*. The treason of Sir Roger Casement. [*A. H. R.*, janvier 1955.] — Dokumentation : Deutsch-Russische Beziehungen im Sommer 1918. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1955.] — *John L. Snell*. Wilson on Germany and the fourteen points. [*J. of mod. hist.*, décembre 1954.]

Prince *Xavier de Bourbon*. Les accords franco-britanniques de 1940. (Les accords Chevalier-Halifax conclus en décembre 1940 ont été appliqués de part et d'autre, en ce qui concerne la levée du blocus et le libre passage des convois français d'Afrique comme le sort des colonies et de la flotte françaises.) [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> juillet 1954.] — *Edwin T. Layton*. Un épisode peu connu de la guerre du Pacifique. (Raid tenté en mars 1941 sur Pearl Harbour par des hydravions japonais ravitaillés par sous-marins.) [*R. marit.*, février 1955.] — *Olle Nyman*. Autour de la crise de février 1940. (En Suède ; en suédois.) [*S. H. T.*, 1954, 1.] — *Theodor Bierschenk*. Zahlung über die während des Zweiten Weltkrieges umgesiedelten deutschen Volksgruppenangehörigen. [*Z. f. O.*, 1954, 1.] — *Boris Heissner*. Die Beziehungen zwischen der Sowjetunion und den baltischen Staaten von der deutschsowjetischen Interessenabgrenzung bis zum sowjetischen Ultimatum. [*Ibid.*, 2.] — Contre-amiral *A. Lepotier*. L'Atlantikwall de Brest. [*R. marit.*, janvier 1955.] — *Jean Montigny*. M. Raoul Nordling et la libération de Paris. [*R. des D. M.*, 15 septembre 1954.]

*J. Leonard Bates*. The Teapot Dome scandal and the election of 1924. [*A. H. R.*, janvier 1955.]

Amiral *Castex*. Moscou, rempart de l'Occident. [*R. de Déf. nat.*, février 1955.] — *Jean Fabry*. L'Europe des Soviets. [*Ibid.*, janvier 1955.] — *Rudolf Neumann*. Die Wirtschaftsentwicklung der baltischen Staaten nach Eingliederung in die Sowjetunion. [*Z. f. O.*, 1954, 2.] — *Hellmuth Weiss*. Verwaltungskarte Estlands. (Situation actuelle.) [*Ibid.*] — *Georg Geilke*. Der Aufbau der polnischen Staatsverwaltung. (Depuis la guerre.) [*Ibid.*, 3.] — *Egon Lendi*. Die Veränderungen der Kulturlandschaft im östlichen Mitteleuropa in der Gegenwart. [*Ibid.*, 1.] — *Andreas von Weiss*. Mehrsprachigkeit als Aufgabe in Osteuropa. [*Ibid.*, 2.]

*Kurt Tiltack*. Die Neuausbereitung des Islams im 20 Jahrhundert. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — Vice-amiral *Pierre Barjot*. Leçons de la guerre en Méditerranée. [*R. marit.*, Noël 1954.] — Lieutenant-colonel *Miksche*. Les deux portes de la Méditerranée. [*R. de Déf. nat.*, février 1955.] — *Jean Tudor*. Le Maroc et le nationalisme. [*Ibid.*] — *Edouard Sablier*. L'Égypte dans l'orbite anglaise. [*Ibid.*, janvier 1955.] — *Id.* L'Égypte, propagande et réalités politiques. [*Pol. étr.*, décembre 1954.] — *Léo Hamon*. Essai d'introduction à la politique turque. [*Ibid.*]

*Pietro Secchia*. Giacinto Menotti Serrati. (Souvenirs sur le chef communiste mort en 1926.) [*Mov. operaio*, juillet-août 1954.] — *Karl Dietrich Erdmann*. Die Weimar Republik als Forschungsproblem. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*,

janvier 1955.] — *Felix Hirsch*. Stresemann, Ballin und Amerika. [*Ibid.*] — *Walter Baum*. Reichsreform im Dritten Reich. [*Ibid.*] — Sous-lieutenant *Philippe Marchat*. Impressions d'Allemagne. [*R. de Déf. nat.*, février 1955.] — *Paul Coulbois*. L'économie allemande face au réarmement. [*Ibid.*]

Colonel *Louis Dullin*. Force et faiblesse des coalitions. [*Ibid.*, décembre 1954.] — Colonel *Ailleret*. L'arme atomique : *ultima ratio* des peuples. [*Ibid.*] — Colonel *Debeau*. La stratégie des zones d'appui de manœuvre. (Exemples de la dernière guerre.) [*Ibid.*, février 1955.] — *Bertrand Lasorgue*. Du traité de Paris (27 mai 1952) au traité de Paris (23 octobre 1954). [*Ibid.*, décembre 1954.] — *Jacques Vernant*. La négociation avec l'Est après la ratification des accords de Paris. [*Ibid.*, février 1955.] — Le régime parlementaire au milieu du xx<sup>e</sup> siècle : *B. Mirkine-Guetzévitch*. L'échec du parlementarisme « rationaliste ». [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1954]; *G. Burdeau*. L'évolution de la notion d'opposition. [*Ibid.*]; *C. J. Friedrich*. Le déclin du contrôle et de la discussion parlementaires. [*Ibid.*]; *K. Heckscher*. La monarchie parlementaire danoise après la révision constitutionnelle de 1953. [*Ibid.*]; *P. Bastid*. Quelques traits du régime parlementaire en France sous la III<sup>e</sup> République. [*Ibid.*]; *R. Capitant*. Le conflit de la souveraineté parlementaire et de la souveraineté populaire en France depuis la Libération. [*Ibid.*]; *F. Goguel*. Comment réformer les institutions politiques françaises. [*Ibid.*]; *G. Langrod*. Splendeur et déclin d'un grand parti parlementaire : le libéralisme anglais. [*Ibid.*] — *Georges Gallichon*, *Dorothy Pickles*, *Murray S. Stedman*, *P.-H. Coeyloux*, *François Goguel*. Le travail parlementaire en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Suisse. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1954.] — *André Armengaud*. L'Europe, problème économique et social. [*Pol. étr.*, décembre 1954.] — *Paul Chauveau*. L'Europe et les transports par air. [*Ibid.*] — *Joseph Lajugie*. Les premières étapes de l'unification économique de l'Europe. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1954, n° 3.]

*Wolfgang Franke*. Zur anti-imperialistischen Bewegung in China. [*Saeculum*, 1954, n° 4.] — *William R. Braisted*. Nationalism in Eastern Asia. [*J. of mod. hist.*, décembre 1954.] — *Gabriel Bonnet*. Mao Tsé-Toung et la stratégie révolutionnaire. [*R. de Déf. nat.*, janvier 1955.] — Général *L.-M. Chassin*. Réflexions stratégiques sur la guerre d'Indochine. [*Ibid.*, décembre 1954.] — Commandant *Jolly*. Formose, troisième point névralgique en Extrême-Orient. [*Ibid.*] — *Jacques Vernant*. Politique et diplomatie : chassés-croisés sur le théâtre asiatique. [*Ibid.*] — *Simon Aberdam*. Le Pakistan se rallie au monde libre. [*Ibid.*, février 1955.]

#### VIII. HISTOIRE RELIGIEUSE

*H. W. Fairman*. Worship and festivals in an Egyptian temple. (D'après les fouilles de Dendérah et d'Edfou.) [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXVII, 1954.] — *Nicola Bonacasa*. Dio Bes, terracotta del Museo di Trapani. (On trouve dans cette terre cuite, reproduite dans le texte, des influences égyptiennes, phéniciennes et orientales, méditerranéennes et hellénistico-romaines.) [*A. S. S.*, 1952/3.] — *J. Gagé*. Pyrrhus et l'influence religieuse de Dodone dans l'Italie primitive (3<sup>e</sup> article). [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1954.] — *G. Camps*. L'inscription de Béjà et le problème des *Dii Mauri*. [*R. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1954.]

*A. Dupont-Sommer*. Le couvent essénien du désert de Juda. (Dans la région de Qoumrân.) [*R. de P.*, novembre 1954.] — *L. Morpurgo*. Χιτὼν ἄραφος, tunica recta.



(A propos de la tunique du Christ.) [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, série VIII, vol. IX, fasc. 3-4, mars-avril 1954.] — A. Jaubert. La date de la dernière Cène. [*R. d'hist. des rel.*, octobre-décembre 1954.] — P. Nautin. Notes critiques sur le Stromate II de Clément d'Alexandrie. [*R. H. E.*, 1954, nos 3-4.] — H. R. Idriss. Fêtes chrétiennes célébrées en Ifriqiya à l'époque zévide (iv<sup>e</sup> siècle de l'hégire/x<sup>e</sup> siècle après J.-C.). [*R. afr.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trim. 1954.]

M. W. Bloomfield et Marjorie E. Reeves. The Penetration of Joachimism into Northern Europe. (Influence des théories joachimites en Angleterre et en Allemagne au xiii<sup>e</sup> siècle.) [*Speculum*, t. XXIV, 1954.] — J.-M. Noiroux. Les deux premiers documents concernant l'hérésie aux Pays-Bas. [*R. H. E.*, 1954, nos 3-4.] — Léonard Foster. Traductions françaises d'œuvres de dévotion puritaines. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1955.] — J. Étienne. Ruard Tapper, interprète catholique de la pensée protestante sur le sacrement de pénitence. [*R. H. E.*, 1954, nos 3-4.] — E. W. Zeeden. Die Auseinandersetzung des Jungen Jacob Burckhardt mit Glauben und Christentum. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 178, Heft 3, décembre 1954.]

---

## CHRONIQUE

### Le X<sup>e</sup> Congrès des Sciences historiques.

*La Revue publiera dans son prochain numéro un article qui exposera des points de vue généraux sur la portée de ce Congrès. Elle a voulu, d'autre part, donner dès maintenant une chronique des séances, rédigée par trois jeunes historiens qui ont pris part à ces travaux*<sup>1</sup>.

Le X<sup>e</sup> Congrès des Sciences historiques, qui s'est tenu à Rome du 3 au 11 septembre, a été placé sous le signe de l'abondance. Abondance des volumes de rapports, ampleur des salles, programme chargé, nombre et magnificence des réceptions, rien n'y a manqué.

La journée du 3 septembre a été réservée à la réunion des Commissions internationales spécialisées.

Les deux dimanches 4 et 11 ont eu lieu les séances plénières d'ouverture et de clôture, cette dernière comportant des appréciations portées, sur les travaux du Congrès, par les auteurs des quatre rapports généraux.

Tous les autres jours, enfin, les congressistes étant répartis en quatre grandes sections — l'une, réservée aux sciences et problèmes auxiliaires s'ajoutant cette fois aux trois divisions chronologiques classiques — la matinée fut consacrée à la discussion d'un rapport, l'après-midi à l'audition de quelques communications, après visite d'une assez décevante exposition des livres historiques publiés dans le monde depuis 1950.

\* \* \*

Les problèmes d'Histoire de l'Antiquité ont été abordés au cours des réunions de la II<sup>e</sup> Section du Congrès international des Sciences historiques.

Les rapports portaient sur des questions d'importance différente, qui ont donné lieu à des discussions plus ou moins animées. On retiendra avant tout les rapports de MM. Aymard sur la Monarchie hellénistique, et Tibiletti sur les *Latifundia*.

Spécialiste de l'époque hellénistique, M. Aymard avait dans son rapport dégagé les caractères des différentes monarchies hellénistiques sous l'angle particulier des relations entre le roi et ses sujets grecs. Les différentes interventions de MM. Pietrovski, V. Ehrenberg, A. M. Jones, Momigliano, de M<sup>lle</sup> Isnardi, permirent au rapporteur, non seulement de reprendre dans sa réponse l'ensemble de la question, dégagant ce qui dans la pensée grecque classique comme dans le passé homérique avait préparé la monarchie hellénistique et soulignant l'originalité de la monarchie

1. Il est intéressant de rapprocher ces remarques de celles qui ont été données dans des revues italiennes, en particulier par Franco VALSÈCCHI, *La storiografia mondiale a Congresso, dans Nuova Antologia*, octobre 1955, et Gastone MANACORDA, *Le correnti della storiografia contemporanea al X<sup>e</sup> Congresso di Scienze storiche, dans Rinascita*, septembre 1955.

macédonienne, mais encore de suggérer des questions nouvelles, d'indiquer des directions de recherches.

C'est aussi à des recherches nouvelles qu'invitait le rapport du professeur Tibiletti consacré à l'important problème de la structure agraire de l'Italie antique et plus particulièrement à l'étude des *Latifundia*. Au cours de la discussion présidée par M. L. Pareti, l'accent fut mis par MM. Ch. de Parrain, J. Vogt, W. Seston, A.-M. Jones, sur la nécessité de ne pas séparer l'étude de la structure agraire de l'étude des techniques agricoles, les progrès de l'une déterminant les transformations de l'autre. Pour ce faire, il est indispensable de tenir compte des données fournies par la linguistique et l'ethnographie, des progrès récemment réalisés par la géographie du langage, des résultats des enquêtes sur le terrain, de la recherche des anciennes techniques agricoles.

Le double rapport des professeurs Schaefer et Schachermeyer sur le problème de la nationalité hellénique suscita un certain nombre d'interventions qui complétèrent ou nuancèrent fortement — ce fut le cas de M. Aymard — la contribution des rapporteurs. Différents aspects de cette immense question furent successivement abordés : importance du sentiment démocratique dans la constitution du « nationalisme » grec à l'époque classique, limites de la nationalité hellénique, qui ne repose ni sur une communauté économique, ni sur une communauté politique réelle, nécessité de tenir compte de la nature des rapports sociaux dans les cités grecques, persistance enfin, jusqu'à l'époque hellénistique, du cadre étroit de la Cité-État. Mais bien des aspects de la question demeurent encore obscurs.

Il faut souligner aussi l'importance des rapports de MM. Pallottino sur les origines historiques des peuples italiques et De Francisci sur la communauté romaine primitive. Les deux savants ont apporté sur ces questions encore fort discutées des points de vue originaux, propres à susciter de nouvelles discussions. M. Heurgon, dans une intéressante communication, a éclairé un point particulier de l'étruscologie, le témoignage de l'empereur Claude.

Le délicat problème de la conversion de Constantin permet à MM. J. Vogt et W. Seston de fournir de nouveaux arguments à une controverse qui risque fort de durer encore longtemps. Les orientalistes firent le point, au cours de la deuxième séance du Congrès, des recherches les plus récentes sur l'histoire de l'Ancien Orient, particulièrement sur le problème encore très obscur de la périodisation.

Le rapport terminal de M. Momigliano, mise au point des études les plus récemment parues en Histoire ancienne, insista sur les principaux problèmes auxquels devaient s'attacher chercheurs et spécialistes. Si l'on s'efforce de dégager une vue d'ensemble des travaux de la II<sup>e</sup> Section, on retiendra surtout l'intérêt de certaines discussions où s'affrontaient les points de vue, très éloignés parfois, des savants qui y participaient. La présence, pour la première fois, de représentants de l'U. R. S. S. et des pays de l'Est européen mérite d'être soulignée. Ils prirent part aux discussions directement ou par le truchement d'interprètes. Ils présentèrent, en outre, leurs rapports sous forme de volumes (Hongrois, Roumains) ou de brochures (Soviétiques, Polonais). On retiendra parmi les contributions intéressantes l'histoire ancienne, celles des Roumains E. Condurachi et D. M. Pippidi sur Histria, R. Vulpe sur les Bastarnes, G. D. Daicoviciu sur les Daces, C. I. Balmus sur la crise de l'Empire romain ; celles des Soviétiques V. Struve sur l'Égypte ptolémaïque et S. L. Utchenko sur la crise de la Polis à travers les idées politiques des Stoiiciens, celle enfin du Tchèque P. Oliva sur les caractères de la nationalité

grecque. On ne peut que souhaiter l'apport de telles contributions, qui devraient permettre de résoudre nombre de problèmes encore obscurs, grâce à une recherche commune à laquelle doivent participer les savants de tous les pays du *cosmos* antique.

\* \* \*

Les travaux se rapportant à l'histoire du Moyen Age, répartis sur deux sections, ont été fort variés.

Les *rapports* soumis à discussion peuvent être classés en trois grandes catégories : ceux qui ont été préparés par un seul rapporteur ; ceux qui, collectifs de nom, sont en fait une juxtaposition de petits rapports non coordonnés ; ceux qui ont été unifiés, soit par un unique rédacteur, soit par un accord préalable sur le fond.

Les rapports de MM. Holtzmann et Ch.-E. Perrin appartiennent au premier groupe.

La séance du 8 septembre, consacrée au thème « Empire et Nations », a révélé combien ces questions abstraites risquent de devenir l'apanage de quelques amateurs de symbolique : les historiens du Moyen Age se détournent de ces discussions si peu fructueuses tant que nous ne connaissons bien ni le genre de vie, ni la vie quotidienne, ni la mentalité des hommes de ces siècles au demeurant si divers.

La haute autorité de M. Perrin a fixé magistralement les résultats atteints, aujourd'hui, spécialement en France et en Allemagne, sur le problème du servage. Rien dans la discussion n'est venu remettre en cause les lignes générales de son rapport. Se ralliant nettement aux vues de M. Verriest, M. Perrin a montré qu'il y a continuité, le plus souvent, avec de nombreuses nuances régionales et surtout de nombreuses différences fondamentales entre la France et l'Allemagne, des *servi* carolingiens aux serfs du XIII<sup>e</sup> siècle. Quant aux questions nouvelles abordées dans la discussion, il faut bien dire que, des interventions entendues, aucune ne permettait d'entrevoir un essor prochain : MM. Dollinger et Génicot, qui ont apporté des suggestions, n'ont cependant ouvert aucune brèche sur l'avenir. Il paraît certain qu'un long travail de vérification détaillée s'impose maintenant sur ce terrain. La très importante communication de M. Petot, celle aussi de M. Luzzato ont été d'utiles compléments au travail de M. Perrin.

A la deuxième catégorie appartiennent, et c'est dommage, les rapports de MM. Bognetti, Dölger, Lopez, Stender-Petersen et Spuler, sur « Rapports entre Orient et Occident durant le haut Moyen Age », et celui de MM. Cahen, Lemerle, Rousset, Runciman et Villey sur « L'idée de Croisade ». On peut aussi déplorer que certains rapporteurs aient négligé de se rendre à Rome.

Sur le premier — les rapporteurs n'étant même pas d'accord sur les limites chronologiques du sujet — le débat a été morne et n'a provoqué aucune discussion réelle ; même M. Lopez, dont le texte était du reste curieusement consacré aux seuls résultats acquis, n'a soulevé ni les passions ni la controverse : il s'agissait pourtant de l'important dossier ouvert par Henri Pirenne et copieusement garni depuis quelques années : peut-être rien de très convaincant n'a-t-il été ajouté depuis 1950.

On peut de même noter le manque d'unité du rapport sur l'idée de Croisade ; plus grave encore est le fait qu'aucune définition précise n'ait été donnée de cette notion : ce qui a conduit les auteurs d'interventions à tenter d'y parvenir, plus

ou moins heureusement du reste. La question demeure entière. Les seuls éléments réellement neufs ont été fournis par la contribution et la présence de MM. Cahen et Lemerle. Tous deux sont d'accord pour considérer que, vue d'Orient, la Croisade n'a plus la même signification religieuse que pour les Occidentaux. En termes diplomatiques, elle risque, conduite par des papes favorables aux Normands d'Italie du Sud ou à leurs héritiers, d'être bien plus dangereuse que quelques raids musulmans. Seule se pose la question des chrétiens *grecs* de Terre Sainte, après l'occupation turque : elle ne justifie pas la création des États francs qui bouleverse l'équilibre diplomatique dans ce secteur. La discussion n'a pas modifié ces points de vue.

Par contre, les deux séances consacrées aux thèmes : « Mouvements religieux populaires et hérésies du Moyen Age » et « L'économie européenne aux deux derniers siècles du Moyen Age » ont été de réelles réussites : il n'est pas douteux que le fait soit attribuable en partie à la qualité des rapports.

Le travail collectif sur les hérésies, de MM. Betts, Delaruelle, Grundmann, Morghen et Salvatorelli, a provoqué de très vifs échanges de vues, spécialement entre les rapporteurs italiens et allemands et leurs collègues. Intervenant dans la discussion, MM. Manselli, Borst, le Père Ilarin de Milan, très attaqué par M. Morghen, A. Léonard, ont apporté d'utiles précisions et des compléments sur le fond et sur la méthode.

L'intérêt a été largement concentré autour de l'exceptionnelle contribution de M. Morghen ; refusant toute idée préconçue, toute simplification abusive, celui-ci cherche à connaître l'hérétique « vu par l'hérétique » et non point par ses adversaires, qui ont tout déformé, classé ; la vigueur des réponses de M. Morghen conduit à accepter son point de vue, qui nie toute influence déterminante d'une « tradition manichéenne » ou d'hérésies préexistantes sur les mouvements du *x<sup>e</sup>* siècle. Ses réflexions sont aussi riches d'enseignements pour les siècles suivants : l'« hérétique » n'est-il pas avant tout, au départ, quitte à être pris en charge ensuite par une tradition, un homme qui aspire à la simplicité évangélique, qui s'oppose, et pas seulement sur le plan de la richesse, à l'insertion de plus en plus dangereuse de l'Église dans le siècle. C'est un triomphe de l'esprit monastique le plus rigoureux. M. Grundmann abonde dans ce sens, mais se demande aussi si ce n'est pas là le fait d'une catégorie pauvre de la société, et aussi à quel moment l'« intellectuel » l'emporte sur l'ascète, qui conduit à l'hérésie de la fin du Moyen Age ; toute cette partie du rapport sur les *xii<sup>e</sup>*, *xiii<sup>e</sup>*, *xiv<sup>e</sup>* siècles, les pages de M. le chanoine Delaruelle sur le *xv<sup>e</sup>* sont si riches que la discussion n'en a point épuisé la substance.

Le considérable mérite de ce vaste exposé collectif est d'avoir, enfin, posé la question des relations entre ce qu'il est convenu d'appeler l'« histoire des idées » et l'histoire sociale. Enfin, oubliant les préjugés dangereux, les historiens consentent à considérer qu'au fait matériel il faut les compléments de mentalité et vice-versa. Ce n'est pas une mince victoire que d'avoir renversé le mythe d'une histoire des idées au Moyen Age reposant sur une exégèse fumeuse et détachée du quotidien. Dans ce domaine, historiens italiens et historiens français ont rendu un réel service à une compréhension plus totale du Moyen Age, et le très riche débat l'a bien montré.

Même richesse et mêmes résultats brillants pour le rapport rédigé par M. Mollat, sur les bases fournies par MM. Johansen, Postan, Saponi et Verlinden. La précision et la richesse du texte très « intégré » de M. Mollat donnait l'occasion de tant de



débats que, malgré l'absence de certains auteurs de rapports ou d'interventions prévues, la séance a été longue, dense et utile. Des compléments ont été fournis par M. Melis sur l'importance des archives Atini, cette famille de Prato ayant eu des rapports commerciaux avec tous les pays; M<sup>lle</sup> Rau a dit l'intérêt des contributions portugaises à ces travaux. Par ailleurs, sur le fond, l'intervention de M. Kominski, délégué soviétique, et de ses collègues tchèque et russe a donné l'impression qu'un langage commun pouvait être trouvé. Enfin, l'on a décidé de demander la création d'une Commission internationale du commerce au Moyen Age et des Grandes Découvertes, qui prendrait immédiatement en charge l'étude des poids et mesures, des monnaies et des prix. Si rien n'est venu bouleverser les conclusions prudentes de M. Mollat, la séance a donné l'impression que d'amples travaux et de notables découvertes sont possibles. L'esquisse tentée par M. Mollat lui-même d'un tableau économique de l'Europe à la fin du Moyen Age doit être enrichie, rendue plus ferme, rattachée aux périodes immédiatement suivante et précédente.

Le rapport d'orientation bibliographique de M. F. Vercauteren avait été trop scrupuleusement préparé pour appeler une discussion très longue<sup>1</sup>.

Du lot des communications, il ne semble guère utile de retenir que celles que nous avons notées au fur et à mesure. Il semble que ce « genre » soit fort peu en faveur désormais auprès des congressistes. De fait, fort peu présentent un intérêt fondamental<sup>2</sup>.

Les sciences auxiliaires étaient représentées par trois rapports, dont le très remarquable travail de M. Perrat; l'absence de celui-ci, retenu à Paris pour raison de santé, a privé les participants à cette section d'un beau débat; le rapport de M. Bischoff a été loué, comme il le méritait, pour son classicisme et son objectivité. Le côté spectaculaire était assuré par les découvertes des savants soviétiques à Novgorod. MM. Samaran, Higounet ont donné, sur le plan des méthodes, de fort précieuses remarques.

Il faut, enfin, ajouter quelques rapports provenant très tardivement des pays de démocratie populaire. Celui de M. B. A. Rybakov sur les origines de la Russie kiévienne est fort important et fait très positivement le point des discussions entre « normannistes » et « anti-normannistes ». C'est d'un autre point de vue qu'intéresse celui de M. Kominski sur la féodalité: il prouve au moins la nécessité d'une définition internationale objective des termes les plus usuels du vocabulaire médiéval. Ce désir de clarifier les définitions a du reste été exprimé à plusieurs reprises au cours des séances de travail.

\* \* \*

Les travaux d'histoire moderne et contemporaine peuvent être regroupés autour de quelques centres d'intérêt, mais, particulièrement nombreux sur la période antérieure à 1789, ils sont plus rares pour le xix<sup>e</sup> et le xx<sup>e</sup> siècle.

1. Il convient, cependant, d'y ajouter les renseignements bibliographiques contenus, pour le Moyen Age polonais, dans le volume VI des *Relazioni*, p. 474-480 et 513-514; et dans le précieux ouvrage publié par le Comité national yougoslave des Sciences historiques, *Dix ans d'historiographie yougoslave*, Zagreb, 1955, p. 68-88 et 115-230.

2. Trop de communications, comme parfois encore certains rapports, constituent autant d'articles de revues non encore édités.

Les Institutions de la « monarchie absolue » ont fait l'objet d'un rapport de MM. Mousnier et Hartung (vol. IV). D'accord pour en dater l'origine dès la seconde moitié du  $xv^e$  siècle, les auteurs dégagent les phases d'établissement à travers les transformations des divers organes administratifs. Cependant, si l'absolutisme monarchique correspond, en Europe Occidentale, à une sorte d'équilibre entre la noblesse et la bourgeoisie, la prédominance aristocratique caractérise les monarchies de l'Europe Centrale et Orientale ; les bases sociales sont, donc, différentes et le problème reste posé quant à la permanence d'un « absolutisme » dans ces pays, pendant le  $xix^e$  siècle.

La large place faite aux questions économiques a permis de tenter une synthèse sur l'agriculture (M. Meuvret et autres auteurs) et sur le commerce et l'industrie (M. Braudel et autres) sous l'Ancien Régime. Le nombre des communications et des rapporteurs relatifs à ces sujets, les multiples interventions, au cours des séances, ont démontré l'intérêt soulevé par ces recherches dans tous les pays, rendant possible une histoire comparée qui s'étend jusqu'à la Russie. Mais l'histoire économique, industrielle et commerciale surtout, semble encore sollicitée par des tentations divergentes : a-t-on sacrifié l'étude des techniques à celle de la conjoncture, doit-on préférer les études « intensives » dans le champ limité d'une entreprise, vers lesquelles s'oriente la récente historiographie anglaise, aux vastes ensembles qui permettent de dégager une évolution selon la perspective marxiste ? L'histoire de l'agriculture a soulevé des luttes moins vives, mais bien des problèmes restent à élucider dont M. J. Meuvret dresse un inventaire suggestif. Aussi peut-on regretter que les travaux sur l'économie d'Ancien Régime n'aient point eu leur pendant pour le  $xix^e$  siècle. Entre autres, l'agriculture — et M. Renouvin le signale dans son rapport — a fait l'objet d'études nombreuses dans plusieurs pays et une synthèse rapide aurait été souhaitable, même se bornant à des suggestions analogues à celles de M. Clough sur la diffusion de l'industrie.

L'Histoire des idées a été abordée à propos de « l'idée d'Église aux  $xvi^e$  et  $xvii^e$  siècles » (rapports de MM. Jedin, Orcibal, Léonard, vol. IV) et avec l'étude du « libéralisme religieux au  $xix^e$  siècle » (chanoine Aubert, MM. Duroselle, Jemolo). Histoire comparée, là encore, entre théologies et confessions différentes, entre mentalités nationales, et qui semble devoir ouvrir des horizons plus larges à l'histoire religieuse traditionnelle. Voie fructueuse, au demeurant, ainsi l'Espagne aurait eu une école catholique libérale, à vrai dire surtout catalane, mais plus forte qu'on ne l'imagine d'habitude.

On peut rapprocher de l'histoire des idées celle des civilisations qu'étudient MM. Godechot et Palmer dans « Le problème de l'Atlantique du  $xviii^e$  au  $xix^e$  siècle », dégageant au delà des liens économiques, plus faciles à circonscrire, des liens culturels dont l'étude reste, d'ailleurs, encore à faire. M. J. Fairbank a tenté cette entreprise pour l'Extrême-Orient, apportant une synthèse très neuve des travaux d'un groupe d'étude de Harvard dans « The influence of modern western science and technology on Japan and China ».

La « Commission d'Histoire des mouvements sociaux » reste toujours une des plus actives. Elle a été amenée à élargir son domaine à l'étude des « structures sociales » à la suite des suggestions de M. E. Labrousse, qui a ouvert des voies nouvelles vers une histoire de la « bourgeoisie occidentale ». Brisant les limites chronologiques habituelles, englobant la période 1700-1850, il procède à un rassemblement et une classification des sources qui doivent servir de base à une recherche

systématique, étendue à toute l'Europe, et dont le bilan doit être dressé avant le prochain Congrès de 1960. Là encore, on peut regretter qu'il n'ait pas suscité un rapport parallèle pour le *xvi<sup>e</sup>* et le *xvii<sup>e</sup>* siècle, si importants dans la formation de la bourgeoisie d'offices, mais la communication collective de MM. Léon, Goubert, etc..., y a suppléé, en partie. Il s'agit là d'une synthèse de travaux originaux qui ouvre, véritablement, un débat dépassant les monologues sur des détails érudits que sont, trop souvent, les interventions et les communications. Le copieux rapport de MM. Bourgin, Maitron, Demarco, sur les « Problèmes sociaux du *xix<sup>e</sup>* siècle », déborde, largement, le cadre européen dans l'étude des mouvements de population, de l'émigration vers l'outre-mer, des migrations internes vers les zones industrialisées, d'une révolution sociale, enfin, qui aboutit à une transformation politique et une législation du travail dont les auteurs dressent le bilan de 1815 à 1917.

L'histoire d'hier, enfin, a été abordée par M. M. Toscano : « *Origini e vicende diplomatiche delle seconda guerra mondiale* », mise au point des publications récentes, et par M. Gabrielli : « *La storia moderna dei popoli arabi* ». On peut noter, à propos de cette dernière, l'aspect curieusement « européocentriste », si l'on peut dire, de la recherche historique : les pays d'Asie ou d'Afrique n'ayant été l'objet que de rares mentions. Reflet de l'équipement scientifique, sans doute, et de l'obstacle des langues peu connues dans le monde occidental.

C'est ce à quoi remédient, en partie, les rapports d'A. L. Sidorov sur « Les problèmes fondamentaux de la science historique soviétique » et de Novosselski et Choukov sur « La publication des sources historiques en U. R. S. S. ». L'un des problèmes fondamentaux qui occupent les historiens soviétiques est celui de la « formation du prolétariat et du développement ouvrier en Russie » et « le problème primordial de l'histoire contemporaine... est celui de la crise générale du système capitaliste ». Toutefois, ces préoccupations n'excluent point les études traditionnelles d'histoire nationale, notamment du règne de Pierre le Grand. On noterait les mêmes tendances en Pologne, Roumanie, Hongrie et, à un degré moindre, dans l'historiographie yougoslave.

Restait à faire la synthèse de ces courants multiples. C'est l'objet du rapport de M. Renouvin (vol. VI) et de son exposé devant le Congrès assemblé pour la séance de clôture. Tableau général qui donne du travail historique une vue quelque peu différente de celle d'un observateur du Congrès : son auteur préfère s'attaquer aux lacunes de la recherche, indiquer des directions à suivre, des voies nouvelles à explorer, voire procéder à des mises en garde, ainsi envers une sorte de « monopole explicatif » économique ou autre. Les pages qu'il consacre à l'histoire politique, notamment aux études d'opinion publique, aux relations internationales, aux mentalités des groupes sociaux ou nationaux, évoquent des aspects que le Congrès n'avait pas retenus.

Au cours de l'audience qu'il avait réservée aux membres du Congrès, le pape Pie XII, en considérant l'Église comme un « fait historique » et étudiant, sur le plan doctrinal, les relations entre l'Église et l'État, d'une part, et l'Église et la Culture, d'autre part, a affirmé que « l'Église ne s'identifie à aucune culture », malgré les relations qui se sont établies au cours des siècles avec le monde occidental. On sait la source inépuisable qu'est l'Archivio vaticano, où se tint d'ailleurs une des séances de travail du Congrès, et combien les fouilles entreprises sous la Basilique vaticane ont apporté de précieux enseignements. L'annonce faite officiel-

lement d'une prochaine ouverture des archives pontificales postérieures à 1847 ne peut qu'encourager la recherche historique.

\* \* \*

Pourtant, ce Congrès laisse une réconfortante impression d'ordre et d'excellente organisation. Il faut en louer sans réserve M. Fawtier, président en exercice du Comité international jusqu'au 2 septembre, et M. Federico Chabod, qui a été désigné pour lui succéder; M. Michel François, secrétaire général de ce même Comité, et le Comité italien organisateur que dirigeait M. Ferrabino.

Il n'est peut-être pas inutile, pour terminer, de tirer quelques enseignements des quelques résultats un peu insuffisants, et totalement imprévisibles.

Disons tout de suite que la *communication* semble condamnée. Elle devrait être réservée uniquement aux travaux importants, achevés à la veille du Congrès et ayant trait aux thèmes retenus pour discussion; ou encore à résumer en peu de temps des travaux difficilement accessibles parce qu'écrits en des langues peu répandues. Un excellent exemple de ce qu'il est permis d'attendre de cette intégration à la discussion du rapport de quelques communications de ce style a été fourni par M. Brandt, professeur à Zagreb, qui a fait part, en dix minutes, en français, à ses auditeurs des résultats fort nouveaux de ses recherches.

Mais ce sont les *rapports* qui posent le plus de problèmes. Incontestablement, beaucoup de séances n'ont pas comporté de réel débat et n'ont conduit à aucun résultat. En dehors des questions d'organisation matérielle, au premier rang de quoi figure désormais l'épineux problème des *langues*, impossible à résoudre sans traduction simultanée, cela tient au fond et à la technique de préparation des rapports.

Il semble bien que dans toutes les sections le « bon rapport » ait été celui qui présentait les caractéristiques suivantes :

— Bilan des travaux et des progrès accomplis depuis cinq ans; *mais aussi* état actuel de la question soulignant les lacunes, les directions de travail à retenir, les hypothèses à vérifier, et position vivement marquée des auteurs.

— Préparation du *rapport collectif*, de loin le plus fructueux, par une ou plusieurs réunions préalables, définition précise du sujet et de ses limites, comme de la part de chacun des rédacteurs. Mise au point définitive par un seul rédacteur.

Il est permis d'ajouter quelques remarques encore.

Il est bon de maintenir les rapports généraux d'orientation bibliographique. En ce qui concerne les autres, le choix des thèmes importe beaucoup. L'expérience de 1950 comme celle de cette année montre que les meilleurs sujets à débattre sont ceux qui embrassent une question, vaste dans le temps ou dans l'espace, encore incomplètement éclairée : les comparaisons sont alors du plus haut intérêt. Les thèmes *concrets* sont les meilleurs pour de si vastes assemblées. D'autre part, il est dangereux, souvent, de choisir pour deux Congrès successifs des thèmes trop voisins. Enfin, il serait bon de faire sauter le verrou chronologique pour permettre à des « voisins » d'étudier les périodes charnières.

Sur le plan matériel, l'adjonction à chaque rapport d'une sorte de résumé ou d'index permettant de se reporter rapidement au passage utile faciliterait largement l'ingrat travail de lecture de si longs textes, en quelques semaines. Un bon état des questions posées par les auteurs permettrait, le plus souvent, un démar-

rage plus aisé de la discussion. Enfin, il n'est nullement exclu de faire bénéficier le rapporteur de l'aide des auteurs de communications : leur travail, au lieu de trouver quelques rares auditeurs polis ou amicaux, serait valorisé et valoriserait le rapport général. Ainsi prendrait fin, sans entamer en rien les droits et les traditions du travail individuel, l'actuelle dispersion inutile d'énergie qu'exigent tant de travaux jamais ou mal coordonnés.

Claude Mossé, Jean DEVISSE, Paul BOUJU.

— Le programme du 81<sup>e</sup> Congrès national des Sociétés savantes, qui se réunira à Caen-Rouen à Pâques 1956, comporte, outre un programme spécial consacré à la Normandie, un programme général où figurent les questions suivantes : Indiquer les manuscrits exécutés au Moyen Age dans un établissement ou dans un groupe d'établissements d'une région déterminée. — Signaler et étudier les authentiques reliques conservées dans les trésors des églises. — Signaler les cartulaires, obituaires, pouillés, terriers, censiers et comptes conservés en dehors des dépôts publics. — Dresser le catalogue des actes royaux antérieurs au règne d'Henri IV conservés dans un dépôt ou un groupe de dépôts d'archives. — Critiquer les actes apocryphes ou interpolés. Rechercher la date et les motifs des fraudes de ce genre. — Signaler les plus anciens documents d'archives écrits en langue vulgaire dans une région de la France. — Établir et justifier la chronologie des fonctionnaires ou dignitaires, civils ou ecclésiastiques, dont il n'existe pas de listes suffisamment précises. — Dresser, en prenant, par exemple, le département pour cadre topographique, la liste des juridictions laïques et ecclésiastiques qui ont existé sous l'Ancien Régime. — Signaler les documents manuscrits ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes. — Étudier l'histoire des juridictions consulaires depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. — Étudier la composition des anciennes bibliothèques d'après les catalogues manuscrits ou les inventaires après décès. — Signaler les archives privées; indiquer les fonds dont elles se composent, les publications dont elles ont été l'objet. — Étudier le contrôle des Chambres des comptes et du pouvoir central (intendants de province) sur les finances municipales d'une région déterminée. — Étudier l'administration d'une localité sous l'Ancien Régime. Définir les fonctions des officiers municipaux et déterminer le mode d'élection, la durée des fonctions, les émoluments ou les privilèges qui y étaient attachés. Indiquer le rôle des assemblées d'habitants. — Établir les listes de vassaux ou les états de fiefs mouvant d'une seigneurie laïque ou ecclésiastique; indiquer le profit que peuvent en tirer l'histoire féodale et la géographie historique. — Dresser, par diocèse, la liste : 1<sup>o</sup> des synodes, 2<sup>o</sup> des ordonnances épiscopales, antérieurs à la Révolution. — Étudier la réorganisation religieuse, morale et matérielle d'un diocèse, d'un chapitre ou d'une abbaye après la guerre de Cent ans. — Étudier l'administration temporelle d'une paroisse sous l'Ancien Régime. — Étudier la vie religieuse et morale d'une paroisse, d'un archidiaconé ou d'un diocèse, à la suite du concile de Trente. — Étudier, dans une paroisse ou un groupe de paroisses, les questions relatives à l'instruction publique. — Rechercher et étudier les anciens livres scolaires (grammaires, dictionnaires, livres de civilité, etc.), manuscrits ou imprimés. — Étudier les anciennes méthodes d'enseignement. — Signaler les feuillets d'anciens manuscrits ou d'anciens imprimés qui ont été employés comme couvertures de dossiers ou dans les reliures de livres, et ceux qui sont conservés,



comme objets d'art et de curiosité, dans les musées et les collections particulières. — Origine et histoire des anciens ateliers typographiques en France. — Donner des renseignements sur les livres liturgiques, manuscrits ou imprimés, à l'usage particulier d'un diocèse, d'une église ou d'un ordre religieux et en dresser éventuellement le catalogue. — Signaler les manuscrits d'œuvres littéraires inédites dans les bibliothèques et archives, même fragmentaires. — Rechercher et étudier les anciens livres d'heures. — Signaler, en utilisant au besoin les minutes notariales et les registres du contrôle des actes, les contrats de travail et d'apprentissage. — Recueillir, pour une région, les renseignements sur l'état du théâtre, la production dramatique, les représentations théâtrales et la vie des comédiens. — Relever dans une localité, en tenant compte des documents d'archives, les termes techniques relatifs à l'exercice des métiers. — Étudier les noms de personne d'une région déterminée. — Étudier les dénominations des cours d'eau et des lieux-dits d'un territoire déterminé.

L'évolution démographique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles dans le cadre départemental ou local. On recherchera de préférence dans le cadre local le mouvement des naissances, mariages et décès : 1<sup>o</sup> pour l'Ancien Régime, dans les registres des baptêmes, mariages et décès ; 2<sup>o</sup> à partir de la Révolution, dans le cadre des registres de l'état civil. — Les mouvements sociaux (émotions populaires, grèves, etc...) au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle dans le cadre local. — Étudier les résultats statistiques des élections dans un district, un arrondissement ou un département. — Problèmes d'urbanisme dans une ville ou un groupe de communes au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle. — Étudier, d'après les catalogues imprimés ou manuscrits de bibliothèques privées et les inventaires après décès, la diffusion locale ou régionale des livres en France au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Étudier dans une région de la France l'activité philosophique et philanthropique de la franc-maçonnerie ou d'une société de pensée au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. — Étudier, soit au point de vue de l'histoire politique, soit au point de vue de l'histoire économique, les délibérations d'une municipalité depuis 1790 jusqu'à l'application de la Constitution de l'an II. — Étudier l'occupation ennemie dans une localité ou un canton lors de l'invasion de 1814-1815 ou de celles de 1870 ou 1940. — Aspects locaux de la seconde guerre mondiale dans la métropole et les pays de l'Union française. — Étudier la mise en application du Concordat dans un diocèse ou dans un département. — Étudier l'histoire d'un diocèse ou d'un épiscopat au XIX<sup>e</sup> siècle. — Étudier dans le cadre local la bourgeoisie française sous la Révolution, l'Empire, la Restauration ou la monarchie de Juillet (l'attention des chercheurs est particulièrement attirée sur l'intérêt que présentent la liste des six cents plus imposés et celle des notabilités et plus particulièrement celle des censitaires). On s'efforcera de réunir une information sur les notables en consultant, par exemple, les archives notariales.

*Sous-section des documents économiques de la Révolution.* — Étudier, dans une région déterminée (bailliage, élection, paroisse ou groupe de paroisses), les conditions dans lesquelles était pratiqué l'affermage des terres au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Rechercher, dans une paroisse ou un groupe de paroisses, s'il y a eu, au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, une tendance marquée soit au morcellement, soit à la concentration de la propriété foncière ou de l'exploitation du sol. — Étudier l'histoire d'une entreprise au XVIII<sup>e</sup> siècle. — L'exploitation seigneuriale au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les terriers (étude dans le cadre local). — Le mouvement des

prix au XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant la Révolution (étude dans le cadre local). — Étudier dans un département, un district ou une commune, l'application du décret du 22 floréal an II, qui ordonnait la formation d'un livre de la bienfaisance nationale. — La réglementation municipale de la distribution des grains et de la boulangerie sous le régime du maximum et pendant la disette de l'an III et de l'an IV. — La condition des ouvriers d'industrie à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution et l'Empire (étude dans le cadre local). — Rechercher, pour une région de la France, dans les archives départementales ou communales, et analyser les documents relatifs à la perception de la dîme ecclésiastique sous la Révolution, pendant la période où cette redevance, abolie en principe le 4 août 1789, fut provisoirement maintenue, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1791. — L'application du maximum dans une commune.

— Nous sommes heureux de signaler à l'attention des lecteurs de la *Revue historique* la naissance d'une nouvelle revue, *Cahiers d'histoire trimestriels* publiés par les Universités de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, avec le concours du C. N. R. S. Au sommaire du n° 1, déjà paru, figurent les articles suivants : A. LATREILLE, Innocent XI, pape « janséniste », directeur de conscience de Louis XIV ; F. RUDE, Les fouriéristes lyonnais et la colonisation de l'Algérie ; P. GUICHONNET, Jules Favre et la bataille pour les élections de 1869 en Haute-Savoie. — *Mélanges* : J. GUEY, Lugdunum, Thuriun, Thurinus. Essai sur les origines de Lyon. — *Chronique bibliographique* : P. BARRAL, Le département de l'Isère depuis 1788.

Le Bureau du Comité historique des régions lyonnaise, stéphanoise, dauphinoise et savoyarde, qui s'est formé en vue d'en assurer la publication, est composé de MM. André LATREILLE, doyen de la Faculté des Lettres de Lyon, correspondant de l'Institut, président ; Paul GUICHONNET, professeur à l'É. N. I. de Bonneville, Ambroise JOBERT, professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble, vice-présidents ; Pierre LÉON, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, directeur de la Revue ; Henri HOURS, archiviste adjoint du Rhône, secrétaire ; Jean LABASSE, fondé de pouvoir général de banque, trésorier.

Les abonnements (1.000 fr.) sont reçus à l'adresse du Comité, 72, rue Pasteur, Lyon (VII<sup>e</sup>), C. C. P. Lyon 1004-80. La correspondance doit être adressée à M. le Secrétaire administratif des *Cahiers d'histoire*, à la même adresse, les manuscrits à M. Pierre LÉON, 1, rue Lamartine, Grenoble (Isère).

#### Soutenance de thèse en Sorbonne.

Christian COURTOIS, *Les Vandales et l'Afrique* (thèse principale). — Victor de Vita et son œuvre (thèse complémentaire) : le 30 avril 1955.

Après plusieurs thèses consacrées à l'économie et à la société du Moyen Âge classique ou finissant, voici que les « temps obscurs » sont évoqués en Sorbonne : le 30 avril 1955, M. Courtois, chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres d'Alger, est venu défendre ses thèses relatives à Victor de Vita, auteur de l'*Historia persecutionis Vandalicæ*, et surtout au royaume africain des Vandales. Pour juger des ouvrages qui intéressent une période qui n'est plus l'Antiquité et qui n'est pas encore le Moyen Âge et que l'on pourrait appeler « romano-germanique », le jury, présidé par M. Ch.-E. Perrin, réunissait deux « antiquaires », MM. Marrou et Courcelle, et deux médiévistes, MM. Perroy et Fawtier. C'est ainsi que s'ouvrit

cette soutenance, à laquelle assistait un public nombreux, quelquefois amusé, mais toujours intéressé par le dialogue qui s'engagea entre M. Courtois et ses juges ».

Le professeur d'Alger commença par présenter sa thèse complémentaire, consacrée à *Victor de Vita et son œuvre*. Cette œuvre, l'*Historia persecutionis Vandalicarum*, est la source essentielle qui nous fait connaître l'histoire religieuse et même l'histoire tout court de l'Afrique du Nord au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Il est donc indispensable de savoir ce que vaut le témoignage d'un auteur constamment cité. M. Courtois commence par étudier la vie de l'auteur et les circonstances de la composition du livre. Pour lui, Victor est un clerc de Carthage, né à Vita, ville non identifiée de la Byzacène (actuelle Tunisie méridionale), entre 425 et 450. Il ne peut pas être identifié avec le Victor Vitensis, l'évêque dont nous parle un texte de l'époque, car tout son livre démontre qu'il réside à Carthage. Il a dû être évêque, mais après la persécution, c'est-à-dire après 487. C'est à Carthage, et avant cette date, qu'il composa son livre à la demande de l'évêque de cette ville, Eugene, et sans doute pour attirer l'attention de l'empereur d'Orient sur les malheurs de l'Église catholique d'Afrique après l'échec du colloque de 484, qui réunissait clergé catholique et clergé arien, et M. Courtois précise la date de la composition : pendant l'été et l'automne de 484. L'auteur indique alors où Victor a puisé sa documentation et montre combien ses connaissances géographiques du monde méditerranéen occidental et surtout des provinces orientales de l'Afrique sont exactes. Pareillement, Victor est bien renseigné sur les personnages qu'il met en scène et « nous ne le prenons à peu près jamais en faute ». Pourtant, malgré ces constatations, Victor de Vita n'est pas un historien à qui l'on puisse faire confiance.

Pour démontrer cette thèse, M. Courtois étudie certains traits de la personnalité de Victor. Il montre l'écrivain qui sacrifie au souci de la forme la vérité de l'histoire, qui, d'autre part, connaissant admirablement la Bible, cherche à faire correspondre de gré ou de force les événements qu'il raconte au passé biblique, et cela à plusieurs reprises. De plus, ce clerc qui cherche à émouvoir ses lecteurs, les Byzantins sans doute, se plaît particulièrement à décrire les supplices infligés aux catholiques d'Afrique et les miracles qui les accompagnent. Il voit dans ceux-ci l'intervention constante du ciel et chaque page de son *Historia* est plus digne d'un hagiographe que d'un véritable historien. Ainsi, le vrai visage du royaume vandale ne peut être connu par l'œuvre de Victor de Vita.

Une telle démonstration, qu'un résumé rend assez mal, ne pouvait que provoquer des réactions assez vives de la part de certains membres du jury. Si M. Fawtier est d'accord avec l'auteur pour recommander une grande prudence dans l'utilisation des textes hagiographiques, M. Marrou, au contraire, estime excessive la tendance hypercritique de M. Courtois. Tout en reconnaissant les qualités intellectuelles et l'habileté de l'auteur, il s'étonne de la contradiction qu'implique la thèse : d'un côté, on démontre la précision et l'exactitude des faits racontés, et M. Marrou relève à ce propos certaines erreurs mises à tort au compte de Victor, et, d'un autre côté, on considère l'ouvrage comme dépourvu de valeur historique. M. Marrou refuse de croire que le souci d'être bon écrivain ait amené Victor à arranger les faits. Pour lui, les discours que l'historien prête aux personnages qu'il met en scène doivent être considérés comme des sources historiques au même titre que les discours que l'on trouve, par exemple, dans Thucydide. Il estime, d'autre part, exagéré de voir systématiquement des correspondances entre les

faits racontés et le texte de la Bible. Ce n'est pas pour se conformer au texte du psame que, selon Victor, les Vandales ont brisé les portes d'une église à coups de hache, mais vraisemblablement parce que cela s'est passé ainsi. Il ne faut pas, enfin, reprocher à Victor de n'avoir pas cherché « une explication honnête de la politique des rois vandales », comme le dit M. Courtois. Il a avant tout décrit la situation religieuse du royaume, en se renseignant le mieux possible, mais, on le comprend, dans un esprit peu favorable aux persécuteurs, et il ne peut être mis en accusation pour cela. Au contraire, on doit essayer d'expliquer son attitude et de comprendre sa position.

M. Courcelle, tout en reprenant à son compte certaines observations de M. Marrou, s'intéresse particulièrement à ce que M. Courtois dit du style de Victor. Il ne croit pas que l'on puisse opposer l'écrivain africain à Grégoire de Tours. Comme Victor, Grégoire cherche à imiter le style des Anciens, mais, à la différence de celui-ci, il n'y parvient pas. M. Courcelle félicite M. Courtois d'avoir donné la première traduction française du prologue de l'œuvre de Victor, traduction précise et élégante.

Après quelques minutes d'interruption, on en vient à la thèse principale, *Les Vandales et l'Afrique*. M. Courtois expose d'abord le but de son travail : montrer comment l'installation des Vandales en Afrique du Nord a pu influencer l'évolution historique de cette terre africaine. Mais, avant d'étudier cette question, il a jugé bon de prendre les Vandales à leur point de départ, les rives de la Baltique, et de les conduire, à travers la Germanie, la Gaule, l'Espagne, jusqu'au détroit de Gibraltar. Chemin faisant, il rectifie quelques opinions de ses devanciers, les historiens allemands en particulier, et montre les limites de nos connaissances en ce qui concerne les débuts de l'histoire des Vandales et de leur « civilisation ». D'autre part, il découvre de nouvelles voies que les Vandales empruntèrent en 406 pour traverser la Gaule, et surtout, parmi elles, le sillon rhodanien. Enfin, il explique les raisons déterminantes du passage des Barbares en Espagne, puis en Afrique. A ce moment, M. Courtois abandonne les Vandales pour présenter l'Afrique au début du V<sup>e</sup> siècle, ou plutôt les Afriques ; d'abord celle qui n'a jamais connu la civilisation romaine, puis l'Afrique romaine, réduite depuis Dioclétien à 240.000 kilomètres carrés environ, et, enfin, l'Afrique « abandonnée », territoires évacués par Rome, c'est-à-dire le nord du Maroc et l'Oranie jusqu'à l'embouchure du Chélif. Rappelant ensuite quels furent les rapports entre Berbères et Romains, M. Courtois montre comment ces derniers ont rompu les liens qui unissaient avant eux les massifs montagneux et les plaines, et comment l'influence romaine ne s'exerçait que dans ces plaines, grâce à l'aristocratie foncière et à l'Eglise catholique. Mais, au moment de l'invasion vandale, cette influence est contrecarrée par le « cartel des mécontents », que constituait le mouvement donatiste. Cette situation facilita l'installation des Barbares, mais ces derniers n'occupèrent que les régions orientales de l'Afrique du Nord. Le territoire de l'Afrique « abandonnée » fut, de ce fait, considérablement augmenté. Si Geiseric a choisi les régions orientales pour établir son peuple, c'est qu'il recherchait les bonnes terres à blé, auxquelles il joignit la Sicile et la Sardaigne, et que, d'autre part, la flotte frumentaire de Carthage lui permettait de tenir l'« empire du blé » de l'Occident. M. Courtois analyse alors la structure politique de l'Etat vandale et son rouage essentiel, la monarchie. Fort avec Geiseric, le pouvoir royal s'affaiblit d'autant plus que la guerre entre Romains et Vandales se prolongeait. Les raisons en sont d'ordre éco-

nomique, les Vandales ayant exproprié les grands propriétaires, et d'ordre religieux, l'Eglise catholique ayant « utilisé le prétexte arien » pour défendre les victimes de la spoliation vandale. Profitant de ce conflit, des royaumes berbères se constituaient dans « l'Afrique oubliée », particulièrement dans les monts de Tiemen, de l'Ouarcenis, du Hodna, de l'Aurès et même dans les limites du royaume vandale, en pleine Dorsale tunisienne. Ces États berbères, qui renouèrent les liens entre les montagnes et les plaines, menaçaient moins les Vandales que les Romains, qui, pourtant, recherchaient leur alliance. Ainsi, le monde berbère reprenait sa place en Afrique : et l'occupation vandale ne fut pas directement responsable de cet événement ; elle n'a fait que hâter une renaissance berbère que la politique des Romains a rendue inévitable.

Les membres du jury, et en particulier les médiévistes, répondent alors à M. Courtois. Ils reconnaissent la rigueur de pensée de l'auteur et le soin avec lequel il a composé son ouvrage, mais ce qui les inquiète, c'est la pauvreté des sources qui ont permis cette synthèse. Ainsi, M. Fawtier, qui a été séduit par bien des chapitres du livre, se demande, par exemple, si la « galerie des rois » vandales que l'auteur présente au chapitre II de la deuxième partie est bien solide. Comment présenter les souverains d'une façon satisfaisante, alors que l'on ne dispose que d'une source essentielle, l'œuvre de Victor de Vita, dont il faut justement se méfier ? Le « secret de Geiseric », qui pour M. Courtois est la possession des terres à blé d'Occident, n'est-il pas également une reconstitution seulement vraisemblable ? Sait-on, en particulier, si le roi vandale a possédé la flotte frumentaire de Carthage ? M. Marrou intervient alors pour défendre M. Courtois et également les historiens de la Basse Antiquité, qui ne disposent pas de sources aussi nombreuses que ceux qui étudient le Moyen Age classique, mais qui n'en arrivent pas moins à des résultats positifs, et M. Courtois est du nombre. M. Perroy, prenant alors la parole, regrette que l'auteur ait un peu sacrifié l'histoire économique du royaume vandale et qu'il n'ait pas repris l'étude qu'il avait faite pour la publication des « Tablettes Albertini » ; M. Courtois lui répond qu'il n'avait pas voulu se répéter. D'autre part, M. Perroy s'étonne que le sol africain n'ait conservé que très peu de tombes barbares. Un plus grand nombre nous aurait permis de localiser de façon plus précise l'installation des Vandales et d'étudier leur civilisation, comme cela a pu se faire, par exemple, pour les Anglo-Saxons. M. Courtois pense que les destructions postérieures et l'absence de recherches méthodiques expliquent en partie cette pauvreté.

Pour conclure, le président du jury, M. Perrin, indique les caractères principaux du travail de M. Courtois. Il remarque d'abord ce qui fait l'originalité de cette thèse : si le sujet n'est pas neuf, l'auteur a réussi, pourtant, à le reprendre en renouvelant sur bien des points la question, et à tout moment il affirme sa personnalité. De plus, la thèse est soigneusement imprimée, bien illustrée et pourvue d'excellents croquis ; il y manque seulement une bibliographie méthodique. Examinant ensuite la composition de l'ouvrage, M. Perrin note un certain déséquilibre provenant en partie d'un chapitre un peu confus sur l'origine des Vandales et de l'abondance de notes compactes, qui auraient pu prendre place dans le texte. Parlant de la méthode de travail de l'auteur, il regrette qu'il n'ait pas recouru à la comparaison avec les autres royaumes barbares, ce qui lui aurait permis de montrer, par exemple, l'originalité de l'établissement des Vandales dans les grands domaines africains. Les thèses émises par M. Courtois lui paraissent inté-



ressantes, mais on peut reprocher à ce dernier un trop grand parti pris en faveur des Vandales. Rendre responsable l'Église catholique de la lutte religieuse n'est pas exact, car c'est Geiseric qui l'a provoquée en confisquant les églises et en exilant les évêques. Il aurait fallu mieux étudier la place du clergé arien dans le royaume et la concurrence d'une langue liturgique autre que le latin ; si l'absence de documents empêchait une telle étude, il fallait marquer au moins plus nettement l'importance du fait religieux dans les rapports entre Vandales et Romains. Et M. Perrin termine en indiquant que cet ouvrage rendra les plus grands services et éveillera probablement bien des vocations. Le jury confirme ce jugement en décernant, après une très courte délibération, la mention très honorable à l'ensemble des thèses de M. Courtois.

Pierre Riché.

**Italie.** — La quatrième semaine d'études du Centre italien d'études sur le Haut Moyen Age se tiendra du 8 au 15 avril 1956 à Spoleto et sera consacrée « au monachisme dans le Haut Moyen Age et la formation de la civilisation occidentale », sous la présidence de Mgr P. Paschini, recteur du Pontificio Ateneo de Rome. Ces journées seront consacrées au monachisme en Gaule et dans la presqu'île ibérique aux v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles (MM. G. Courtois, d'Alger, et Mundo, de Rome), au monachisme irlandais dans ses rapports avec le continent (MM. Bischoff, de Munich, F. Masai, de la Bibliothèque royale de Belgique), aux problèmes du monachisme bénédictin (MM. Concetti, Falco, Franceschini, J. Hubert, T. Leccisotti, J. Leclercq, J.-F. Lemarignier, M<sup>me</sup> Salvani, Paul Schmidt). Le P. Leclercq tiendra les conclusions du colloque.

G. Bx.

*Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.*

reur  
est  
en  
s le  
nce  
tte-  
ins.  
ser-  
ent  
e à

aut  
na-  
e »,  
me.  
ibé-  
au  
lu-  
na-  
tti,  
ti-